Yak 30

180

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

GUSTAVE-ADOLPHE

ROI DE SUÈDE

ET SON ÉPOQUE

B.6.

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

GUSTAVE-ADOLPHE

ROI DE SUÈDE

ET SON ÉPOQUE

PAR A.-F. GFRORER

QUATRIÈME ÉDITION

Revue et corrigée après la mort de l'auteur

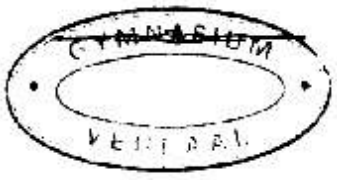
PAR

Le Dr ONNO KLOPP

(Stuttgart, chez Adolphe KRABB. — 1863)

Traduit par MM. Paul SIEGWART et L. DE TRICAUD

TOME DEUXIÈME



BOURG
IMPRIMERIE J.-M. VILLEFRANCHE

1882

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

DL706
G314
1880
v.2
MAIN

LIVRE DEUXIÈME

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

GUSTAVE-ADOLPHE

ET SON ÉPOQUE

LIVRE DEUXIÈME

CHAPITRE PREMIER

Tentatives faites sous Maximilien Ier pour rétablir l'unité de l'Empire d'Allemagne. — L'archevêque Berthold de Mayence. — Débuts de Luther. — Révolte de la Noblesse sous Franz de Sickingen. — Guerre des Paysans. — L'Electeur Maurice de Saxe. — Paix de religion d'Augsbourg en l'année 1555. — Le Calvinisme en Allemagne. — Fondation de la Compagnie de Jésus.

Dans le courant du XVe siècle et les premières années qui le suivent, on observe presque partout en Occident la tendance des monarques à étendre les pouvoirs reçus en héritage de leurs prédécesseurs, à franchir les barrières limitant l'exercice du gouvernement royal. Nous avons eu, plus haut, l'occasion de montrer comment le roi de Danemark était animé de telles inten-

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tions, d'autres souverains agirent comme lui, seulement avec un succès plus complet. A l'époque que nous indiquons les couronnes d'Angleterre, d'Ecosse, d'Espagne, de Portugal, de France, avaient acquis une extension de puissance dont le Moyen-Age autrefois ne se doutait pas. Seule, l'Allemagne faisait exception à cette règle. Sous le règne long et sans gloire de Frédéric III — de 1440 à 1493 — l'autorité de l'Empire déclina et l'indépendance des Etats Immédiats, commencée avec la chute des Hohenstaufen prit de nouveaux développements. Ils durent paraître d'autant plus menaçants que, sur nos frontières de l'Ouest, les rois de France s'étaient rendus dans leurs Etats maîtres absolus, et qu'à nos limites orientales Iwan le Terrible avait jeté, au nord de notre continent, les fondements de la puissance qui, de nos jours, est devenue la terreur de l'Europe. En 1496, à la diète de Lindau, le premier prélat de l'Allemagne, qui fut en même temps un de ses hommes d'Etat les plus remarquables, Berthold, archevêque de Mayence (nous aurons souvent l'occasion d'en reparler plus bas), avait prédit avec une admirable perspicacité que l'Empire allemand, s'il ne réformait et améliorait son organisation, se verrait désormais menacé de deux côtés, du côté de la Moscovie et du côté de la France.

Bien lâche était le lien qui unissait les Etats de l'Empire. La plupart n'obéissaient à leur chef que lorsque cela leur plaisait et autant qu'ils voulaient. Les rois ou empereurs d'Allemagne eux-mêmes n'avaient garde de pousser à l'unité des Etats en un corps. Leur ambition travaillait plutôt à agrandir le territoire de leurs possessions personnelles. Joignez à cela que le chaos politique, qu'on désignait sous le nom d'Empire d'Allemagne, renfermait une série de contrastes saillants, d'inimitiés

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

irréconciliables. Considérés en général, les Etats se divisaient en deux classes principales, les Pays héréditaires — Electorats, Duchés, Margraviats et Landgraviats, Comtés, quelques Baronnies — dont la possession, en vertu du droit de succession, passait du père au fils, et les Corps électifs. Parmi ces derniers, à leur tour, il y avait deux espèces essentiellement différentes, les corporations séculières (villes impériales et communes), qui étaient régies par des gouvernements qu'elles choisissaient elles-mêmes, et les communautés ecclésiastiques ou semi-ecclésiastiques (Archevêchés, Evêchés, Abbayes, Petites Fondations — Couvents, Communautés des Ordres Militaires), qui élisaient leurs chefs en vertu du Droit Canon. Vers la fin du XVe siècle la bonne moitié environ du sol et territoire de toute l'Allemagne appartenait à l'aristocratie héréditaire, l'autre moitié aux Corps électifs. Or, une jalousie effrénée, qui peut-être est dans le fond de la nature de l'homme, qui en tout cas, a été depuis cinq cents ans le grand ressort de notre histoire, animait les premières de ces puissances contre les dernières. Les princes héréditaires convoitaient les possessions des corporations ecclésiastiques et séculières. En premier lieu ils voulaient soumettre à leur domination les villes, car ces villes étaient riches. Elles possédaient quelque chose dont les princes héréditaires ressentaient vivement le défaut, surtout depuis que le commerce avait pris des voies toutes différentes, les espèces monnayées. Elles représentaient la puissance de l'argent. Ce n'est pas seulement depuis le XVIIIe et le XIXe siècles, mais déjà aux XIVe et XVe, que la famille de Wittelsbach en Bavière a aspiré à se rendre maîtresse des villes d'Augsbourg, Nuremberg, Ratisbonne; les Wittelsbach du Rhin de la ville de Francfort; la famille

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

des Wettine, en Saxe, d'Erfurth et de Magdebourg; les Guelfes de Brunswick, Hambourg, Lubeck, Brême; les princes de Wurtemberg de Reutlingen et d'Ulm.

Plus encore peut-être que la richesse des villes, ce qui excitait la convoitise des princes héréditaires c'étaient les propriétés du clergé. En un sens, cette convoitise s'expliquait facilement. Les plus beaux vignobles, de magnifiques forêts, des prairies, des champs très-bien cultivés, des villes et villages florissants, appartenaient à des maitres ecclésiastiques, et le mode de gouverner, généralement plein de douceur, dont les évêques et abbés usaient vis-à-vis de leurs tenanciers, excitait pour des raisons spéciales, l'animosité envieuse des princes; il les empêchait d'extorquer de leurs propres sujets autant qu'ils auraient essayé sans ce contraste. Le régime relativement doux de la crosse était un frein gênant pour les exigences croissantes et impossibles à arrêter des princes et des barons. Dans ces circonstances, combien devait paraitre séduisante pour les princes la perspective d'écarter cette entrave, en se saisissant des biens de l'Eglise, ce qui, en même temps, agrandissait et arrondissait leur propriété tantôt fort petite, tantôt peu cohérente et coupée géographiquement par des enclaves! A ces desseins, nourris dans le fond des cœurs, un prétexte spécieux ne fit pas défaut. Rome, à partir du XIIIe siècle, avait su trouver pour le Siége apostolique, dans les Etats allemands, d'abondantes sources de recettes; toutes ces contributions, celle des indulgences, par exemple, n'étaient pas à l'abri d'un juste blâme, elles pesaient lourdement non-seulement sur le clergé et ses biens, mais aussi sur les laïcs et excitaient pour cela un mécontentement général. Les longues plaintes que la nation allemande, sous Frédéric III et Maximilien, fit à

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

plusieurs reprises présenter à la curie, aux diètes allemandes, ont principalement rapport aux taxes inopportunes perçues par le Saint-Siége. Mais personne ne s'élevait plus haut contre ces charges que les mêmes princes qui, plus tard, lorsque éclata le mouvement luthérien, mirent dans leur propre poche tout l'héritage des droits du Pape un peu productifs, et qui, depuis longtemps, avaient l'intention, non-seulement de restreindre les revenus superflus de Rome, mais de s'emparer même de la propriété des alliés allemands du Souverain-Pontife, c'est-à-dire de nos évêques et abbés.

Déjà quarante ou cinquante ans avant l'apparition de Luther, des esprits sagaces pressentaient qu'une tempête se préparait lentement contre les vieilles institutions de l'Eglise. L'aristocratie héréditaire, si hostile aux corporations électorales ecclésiastiques, était une puissance naturelle avec de profondes racines dans le pays. Le clergé au contraire, grâce au concours de beaucoup de causes dont plusieurs remontaient au XIVe siècle, grâce aux impressions qu'avait laissées le malheureux schisme d'Avignon, aux graves méprises des conciles de Constance et de Bâle, enfin à la décadence de la discipline ecclésiastique se révélant sur plusieurs points, le clergé, dis-je, avait perdu beaucoup de l'appui que lui donnait autrefois l'opinion publique. Cette perte, sérieuse en elle-même, des circonstances particulières la rendaient plus funeste encore. J'ai déjà fait observer que les deux espèces de corporations électorales, la ville et l'abbaye, avaient exactement vis-à-vis de l'aristocratie héréditaire le même intérêt, étant menacées par le même ennemi. Lorsque trois cents ans après Luther, les derniers fiefs ecclésiastiques sont tombés, n'ont-ils pas entraîné avec eux les dernières villes libres de la Germanie? Ces deux

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

puissances, le monastère et la cité, auraient, par conséquent, dû s'allier étroitement et se soutenir mutuellement. Mais le contraire arriva. La bourgeoisie qui, pendant les longues luttes entre les empereurs et les papes, s'était, par son courage et à force d'efforts, élevée peu à peu à la liberté, à la puissance, à la richesse, ne voulut pas souffrir que le clergé, à l'intérieur de ses fiefs, conservât l'indépendance. Elle mêla sa voix au cri général, et trouva absurde que les successeurs allemands des apôtres vécussent dans l'opulence. Elle ne prévoyait pas que, par suite du mouvement auquel elle coopérait, ces richesses allaient, bientôt après, passer à l'ennemi mortelle des franchises municipales, à l'aristocratie héréditaire. On vit clairement, lorsqu'éclata la révolte de Luther, combien était profonde l'aversion du Tiers-Etat pour le faste et la magnificence du clergé! Si les princes se montrèrent les plus avides ennemis de la papauté, les villes furent ses ennemis les plus mordants. A peu d'exceptions près, elles épousèrent la cause de Luther.

Une autre classe, également d'origine nouvelle, et non moins influente, partageait avec les villes cette aversion contre l'Eglise. Au Moyen-Age, le clergé seul avait possédé des connaissances dans les lettres et les sciences. Mais dans le courant du XVe siècle apparurent deux catégories de savants qui en partie étaient indépendants du clergé et puisaient une nouvelle culture de l'esprit à des sources autres que celles de l'Eglise. Ce furent d'abord les Romanistes, c'est-à-dire les hommes qui, s'attachant à l'étude du droit romain, se répandirent de l'université de Bologne en Allemagne, trouvèrent leurs moyens d'existence dans les pensions que leur firent les princes, s'emparèrent des tribunaux du pays, et, pour se rendre indispensables, exagérèrent le pouvoir du souverain, no-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tamment aux dépens de l'Eglise. La seconde catégorie comprenait ce qu'on appelle les Humanistes. On sait que les premières années du XVIe siècle virent commencer la Renaissance des études sur les anciens Romains d'abord, sur les Grecs plus tard. Cette étude, au-delà des Alpes, prit une extension et une énergie telles que, en peu de temps, l'Eglise se trouva dans un danger sérieux. Le vieux paganisme menaçait de revenir. Des membres du clergé, des évêques, parfois même des papes, sortis des écoles des Humanistes — c'était le nom que prenaient les nouveaux philologues — devenaient tièdes dans la foi et négligeaient leurs devoirs, souvent de la manière la plus condamnable. Quant aux Humanistes qui n'appartenaient pas à l'état ecclésiastique, ils déclarèrent la guerre au christianisme, d'abord d'une manière sourde, ensuite ouvertement. Cette littérature, dite classique, se répandit de bonne heure en Allemagne. Au temps où naquit Luther, elle comptait chez nous beaucoup de fanatiques et au bout de peu de temps ces Allemands, admirateurs de Cicéron et des autres païens de Rome, rivalisaient avec leurs devanciers Italiens dans leur affectation de mépris pour la théologie régnante. Ajoutez à cela qu'une grande partie du clergé et surtout les moines, dans leur ensemble, ne jouissaient ni pour leur conduite morale, ni pour leurs connaissances et aptitudes scientifiques d'une grande considération.

En résumé, vers la fin du XVe siècle le haut clergé en Allemagne en était venu à une situation impossible vis-à-vis d'une grande partie du peuple. Jalousé par les grands princes séculiers, mal vu du peuple, en butte à la raillerie des savants, il paraissait condamné et il y avait fort sujet de craindre que la même tempête emporterait à la fois et les derniers soutiens que la Papauté

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

avait en Allemagne et les derniers restes de la puissance impériale. Les deux grands pouvoirs du Moyen-Age eussent ainsi simultanément disparu peu à peu.

Il ne restait qu'un moyen d'obvier radicalement à ce danger, c'était le rétablissement du pouvoir impérial. Si cela réussissait, il était dans la nature des choses que l'Empereur, rentrant dans la plénitude de ses droits, réduisit, il est vrai, l'excès des richesses ecclésiastiques, mais sans sacrifier l'épiscopat allemand à l'aristocratie héréditaire, et qu'il le ramenât au contraire à ce qu'il avait été autrefois, un lien puissant pour l'union de l'Etat. Ainsi aurait été évitée la scission de l'Eglise d'Allemagne en deux moitiés hostiles, scission qui, depuis l'époque de Luther, porta un coup mortel à l'Empire. Et en effet, le rétablissement de cet Empire était désiré par la plus grande et — nous osons le dire — la meilleure partie du peuple allemand, par la petite noblesse, les villes et enfin par un quatrième Ordre, dont l'importance politique avait grandi par suite des changements survenus dans les choses de la guerre : les Paysans. Dans les dernières années du règne de Frédéric III et les premières de son fils et successeur Maximilien Ier, le premier prélat de l'Empire songea sérieusement à réaliser cette noble et heureuse idée.

Berthold, de la famille des comtes de Henneberg, était né en 1442. Après avoir terminé les études ecclésiastiques ordinaires et reçu les ordres sacrés, il entra au service de l'empereur Frédéric III, acquit une profonde connaissance des affaires d'Etat et, en 1486, fut mis sur le siége archiépiscopal de Mayence [1]. Depuis lors, on le

[1] Voir les preuves, pour ce fait et les suivantes, dans RANKE : *Histoire d'Allemagne à l'époque de la Réforme*. T. I, 81 et suiv., 121 et suiv.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

trouve à la tête de tous les efforts qui furent faits pour introduire, dans l'Empire d'Allemagne, une constitution plus favorable à l'unité. C'était Berthold de Mayence qui, en 1486, à la diète de Francfort, avait procuré aux villes une part aux Assemblées des Etats, part définie par la loi. A la même époque, il proposa le premier un impôt général dans tout l'Empire, destiné aux frais d'une armée permanente. Ses efforts échouèrent contre l'entêtement du vieil empereur Frédéric, mais sous le nouveau gouvernement de Maximilien Ier, Berthold revint sur ses anciennes propositions. En 1495, à la diète de Worms, en 1496, à celle de Lindau, premières diètes du jeune empereur, il travaillait plus résolument que jamais à la réalisation de son plan et assurément il était assez près de toucher au but désiré. A Worms, comme de raison, il fut d'abord question de l'impôt de l'Empire. Tous les Allemands, sans distinction de classe, devaient concourir à subvenir aux besoins de la grande patrie d'une manière proportionnelle; celui qui avait cinq cents florins de revenu devait payer un demi-florin ; celui qui en avait mille, le florin entier. Pour les gens moins aisés, ils devaient se réunir par groupes de vingt-quatre personnes tous sans exception, hommes et femmes, prêtres et laïcs, du moment que l'on avait dépassé la quinzième année, et chaque groupe avait à payer un florin. Cet impôt — on l'appela le Centime Commun — fut en effet consenti. Mais qui aurait à répartir ce fonds nouveau de l'Etat? c'était une question qui se présentait immédiatement. Berthold et ses amis voulaient confier ce droit important à un Conseil de l'Empire, qu'ils pensaient créer par élection entre les membres représentants des Etats, sans en exclure les villes. D'autres grandes prérogatives devaient être ac-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

cordées à ce même Conseil de l'Empire. Il aurait à veiller sur l'administration de la justice, à étouffer la désobéissance et la révolte, à revendiquer les pays arrachés à l'Empire, à diriger la lutte contre les ennemis de cet Empire, c'est-à-dire les Turcs et les Français. Quant aux moyens de réaliser ce but, le Centime Commun les fournissait, puisqu'il fournissait la solde d'une armée permanente. Mais l'empereur Maximilien Ier regarda comme trop dangereux l'établissement d'un tel conseil et il crut devoir repousser la proposition. Berthold alors reprit un projet qu'il avait déjà déposé en 1491, sous Frédéric III. Chaque année au 1er février, l'Assemblée de l'Empire devait se réunir et exercer tous les droits que sa proposition précédente attribuait au Conseil de l'Empire. Le Trésorier de l'Empire, nommé par les Etats, devait remettre à cette Assemblée les sommes provenant de l'impôt commun. A elle seule était réservé le droit de disposer du trésor; ni le roi, ni son fils, ne devait déclarer la guerre sans son assentiment, et tout pays conquis devait appartenir à l'Empire proprement dit. Cette proposition, ainsi modifiée, dut être acceptée par Maximilien. On traita aussi à Worms de l'établissement d'une Cour Suprême. Pour cette affaire, il fut beaucoup plus facile d'arriver au but que sous le règne de Frédéric III, parce que Maximilien s'était antérieurement engagé dans ce sens vis-à-vis des Etats. Le roi nommait le président de la cour, le juge de la chambre et les assesseurs étaient proposés par les Etats, les villes étaient également invitées à présenter quelques membres. Maximilien consentit à ce que la Cour de Justice eût égard aux codes en vigueur dans telle ou telle province et qu'elle se contentât des droits casuels tels qu'ils étaient fixés. Il adjugea à la Cour le droit de pro-

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

noncer au nom du roi le ban de l'Empire contre les réfractaires. Enfin il promit de n'absoudre personne du ban prononcé, si ce n'est avec le consentement de la partie lésée.

Les décrets de Worms sont très-importants. L'Empire, jusqu'alors masse confuse où une main combattait l'autre, était sur le point de se transformer en un corps bien ordonné dont les membres eussent été liés exactement. La souveraineté des Grands, développée dans le passé d'une manière si large, allait reculer au second plan. Si on continuait à suivre la voie qu'avait inaugurée Berthold, les princes pouvaient bien encore avoir des tenanciers, tenus vis-à-vis d'eux à leur payer des droits, mais plus de sujets; l'Empire, en effet, par le Centime Commun, réclamait ses droits régaliens sur ses habitants. Un lien commun, arrêtant l'ambition des Grands-Etats, favorable au salut public, devait de nouveau resserrer tous les Allemands. En outre, il est évident que la réunion annuelle de l'Assemblée, telle que l'avait résolue le parti de Berthold, impliquait en germe l'organisation d'un pouvoir des Etats bicéphale; l'un, Chambre-Haute, se composant de princes ecclésiastiques et séculiers, l'autre, Chambre-Basse, qu'on pouvait former des représentants des villes. Il y avait tout lieu d'espérer que, à partir de ce moment, les affaires d'Allemagne prendraient une tournure analogue à celle qu'ont prise les affaires en Angleterre.

Sans doute la nouvelle organisation avait beaucoup d'adversaires. D'abord, c'était la Basse-Noblesse qui s'élevait contre elle. Cet Ordre, dans les derniers temps, n'avait jamais été appelé à faire partie des diètes, c'est pourquoi il refusa de payer un impôt à l'établissement duquel ses représentants n'avaient point pris part. Déjà,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

en décembre 1495, le corps des nobles de Franconie, s'étant réuni à Schweinfurt, y avait fait la déclaration suivante : « *Nous sommes libres Franconiens, tenus de protéger, dans les expéditions guerrières, le sceptre et la couronne de l'Empereur de tout notre courage et de la force de notre jeunesse, mais non de payer ce qui est contraire à notre liberté et une innovation inouïe.* » L'exemple des Franconiens fut suivi aussi par le corps des nobles dans d'autres contrées ; sur plusieurs points, la basse-noblesse forma des associations dans le même but[1]. L'on ne peut nier que cette résistance des nobles était fondée. Ils avaient aussi bien que les villes le droit de demander à être représentés aux diètes. Heureusement, il n'était pas difficile de les réconcilier avec la nouvelle constitution, on n'avait qu'à appeler leurs représentants à l'Assemblée. Et, si cela se faisait, ils pouvaient rendre de bons services à l'Empire, car ces gentilshommes étaient merveilleusement propres à faire contre-poids aux princes que la noblesse haïssait de tout son cœur, parce que partout ils s'efforçaient de dépouiller la basse-noblesse de son privilége de relever immédiatement de l'Empire, pour la transformer en feudataires des princes. Un autre moyen pour gagner la noblesse au grand projet fut indiqué par l'archevêque Berthold, à la diète de Lindau en 1496 : « *La petite noblesse,* dit-il, *a tort de protester contre le Centime Commun, car c'est dans ses poches qu'il doit revenir. Les nobles n'auront pour celà qu'à monter à cheval et à entrer dans l'armée permanente qui s'établira grâce à cet impôt.* »

Toute la question était donc celle-ci : *Le roi allemand Maximilien accepterait-il sérieusement le projet*

[1] Ranke. *Loco citato.* P. 118.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de Berthold et seconderait-il l'archevêque ? A cette condition seulement l'œuvre pouvait réussir. Il est vrai que, pour agir ainsi, il fallait une assez grande abnégation de soi-même. Dans ce cas supposé, Maximilien devait offrir ses propres mains pour travailler à restreindre ses prérogatives de souveraineté consacrées par l'usage ; avant tout il devait renoncer à tout projet d'agrandir, grâce à l'aide de l'Empire, ses propres Etats. Par contre la récompense, qu'il pouvait entrevoir, eût été bien digne d'un pareil sacrifice. Plusieurs auteurs étrangers qui ont écrit au quinzième siècle ou au commencement du seizième, comme Æénas Sylvius et Machiavel, parlent de l'étonnante puissance qu'eût infailliblement atteinte l'Allemagne, si une constitution sensée eût uni les membres de l'Empire et mis fin aux vieilles divisions. Eh bien ! le projet de réorganisation de l'Empire, présenté par Berthold et ses amis, menait à ce but. Maximilien aurait été placé à la tête de l'Etat le plus puissant du monde, et la nation allemande n'eut pas marchandé bien longtemps l'hérédité de la succession à la famille masculine d'un prince qui restreignant lui-même ses pouvoirs, eût respecté les droits politiques du peuple. D'autre part, il existe des preuves historiques d'où l'on peut clairement conclure que ce nouveau gouvernement de l'Empire eût pris d'énergiques mesures pour mettre fin aux abus dans l'Eglise, abus qui, plus tard, ont servi chez nous de prétexte à un déplorable schisme. En effet, à partir du moment où furent faites les premières tentatives pour réaliser le projet cité plus haut, nous trouvons le parti de Berthold, occupé à élaguer des exigences financières de Rome les choses parasites. Dans l'année 1487, le Pape fut averti qu'il devait renoncer à une dime que, de son autorité

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

propre, il avait introduite en Allemagne. En 1495, l'Assemblée de l'Empire prit la décision d'exposer au Saint-Père les plaintes de la nation allemande. Trois ans plus tard, les Etats requirent le Saint-Père d'abandonner à l'Empire l'argent des Annates pour les frais de la guerre contre les Turcs. Et lorsque, en 1500, le Pape envoya en Allemagne des légats pour y prêcher un jubilé et ses indulgences, on leur déclara que, sans l'assentiment du gouvernement impérial, il ne leur serait permis de faire aucun pas. On leur adjoignit même des commissaires délégués par les Etats qui tinrent registre de leurs recettes [1].

Les hypothèses dont nous parlons ici, ne se sont pas réalisées. Maximilien n'agréa pas les propositions. Il n'entrait pas dans les mœurs de la famille de Habsbourg, famille essentiellement conservatrice, de se laisser entraîner à ces innovations, à ces réformes qui, à la longue, eussent rendu inévitable l'emploi de la force. Maximilien songeait davantage à l'agrandissement de ses Etats héréditaires qu'il a élevés, il est vrai, par d'heureux mariages, à une puissance de premier ordre. Pour obtenir des sommes égales à celles du Centime Commun, il faisait parfois mine d'entrer dans les vues de l'archevêque de Mayence; mais en dehors il travaillait contre, soit en secret, soit ouvertement, de sorte que ses projets durent échouer. Berthold lui-même mourut en décembre 1504. Ce fut le dernier évêque comme on les comprenait dans le vieil Empire allemand, empire qui, dès lors, marchait inévitablement à sa ruine. Berthold avait voulu créer des pouvoirs forts au sommet des Etats, au lieu de cela on vit s'élever quelques fantômes d'organisation, un gouvernement impérial, une

[1] *Ranke*. P. 248.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

cour suprême, un partage de l'Allemagne en dix cercles, créations sans racines et sans avenir.

Au contraire la souveraineté des princes fit, dans la seconde moitié du règne de Maximilien 1er, de grands progrès, surtout dans un sens. Rien n'avait plus contribué à agrandir dans l'Empire l'autorité pontificale que les universités copiées sur le modèle de celle de Paris qui peu à peu, prirent naissance en Allemagne. Là régnaient la théologie scolastique et le droit canonique. Mais il arriva que peu après le commencement du XVIe siècle, certains princes de l'Empire fondèrent pour leur propre compte dans les pays qu'ils gouvernaient, des universités qui devaient leur servir pour un but différent de celui qu'on avait cherché jusque là. De ces nouveaux établissements, le plus important fut Wittemberg, fondé en 1502. Dans sa charte de fondation [1], l'électeur Frédéric de Saxe, — le futur protecteur de Luther — s'exprime ainsi : « *A l'avenir, nous et les peuples qui nous environnent, nous nous adresserons à l'université de Wittemberg comme à un oracle, en sorte que, si en venant nous avions l'esprit rempli de doute, nous puissions après sa réponse rendue, nous en retourner sûrs de nos affaires.* » Ces paroles trahissent clairement l'arrière pensée que l'Electeur désirait avoir un oracle savant qui, étant à sa solde, fut obligé d'avoir des égards particuliers pour son illustre Mécène et ses desseins.

Dès le début les éléments de négation dont nous avons parlé au commencement de ce chapitre, prirent le dessus, tant en théologie qu'en philosophie. Deux hommes y exerçaient la plus grande influence ; l'un

[1] *Ranke, loco citato.* P. 291.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

d'eux s'était depuis longtemps révélé comme l'ennemi de la théologie scolastique, l'autre était connu comme partisan de la doctrine de saint Augustin la plus stricte; ces deux hommes étaient Martin Pollich, de Melrichstadt, premier recteur de la nouvelle université, et Jean Staupitz, premier doyen de la Faculté de théologie et en même temps prédicateur de la cour de l'Electeur. Derrière Staupitz se groupait une communauté de moines animés du même esprit. Au temps du concile de Bâle, les ermites Augustins de l'Allemagne s'étaient constitués en communauté séparée. Leur provincial en Saxe était, depuis le milieu du XVe siècle, André Proles, homme qui, pendant une administration de quarante-trois ans, travailla sans relâche à faire adopter généralement, dans la congrégation dont il était le chef, la formule la plus sévère de la doctrine du péché et de la grâce [1]. Le successeur de ce Proles, dans sa charge et ses sentiments, fut le susdit Jean Staupitz. C'est à ses efforts sans doute qu'il faut attribuer que la nouvelle université de Wittemberg choisit saint Augustin pour son patron céleste. La charte de fondation stipulait en outre, qu'à côté des professeurs ordinaires la communauté, assez nombreuse, des Augustins de Wittemberg, devrait prendre part aux travaux scientifiques de l'université [2].

Les directeurs de la nouvelle université témoignèrent de leur vénération pour l'évêque d'Hippone, par une autre mesure qui, dans la suite, a pris la proportion d'un fait historique. A Erfurth, ville voisine, un jeune moine, le frère Martin Luther, avait attiré sur lui l'attention

---

[1] *Ranke, loco citato.* P. 288 et suivantes.

[2] *Ibid.* P. 292.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

par son zèle pour la doctrine de saint Augustin. En l'année 1508, Staupitz l'appela à Wittemberg pour lui donner une chaire de philosophie. On voit qu'à l'université de l'Electeur la doctrine de saint Augustin, toute pure, était la seule qui jouit de considération. C'était là une innovation, car dans les autres universités, c'était le système théologique de saint Thomas d'Aquin qui conservait la prédominance, étant défendu par les Dominicains non-seulement par la parole, mais au besoin par les armes de la justice.

Du reste, ce n'était pas seulement en théologie, mais aussi dans la question de la renaissance des études sur la littérature du vieux monde païen, en d'autres termes dans la question des humanistes, au sujet de laquelle une discussion brûlante venait de s'allumer dans les écoles,que Wittemberg tenait pour les novateurs. Dans une brochure publiée dans l'été de 1517, par un patricien de Nuremberg, Willibald Pirkheimer, — plusieurs mois avant le début des disputes de Luther sur les indulgences, — brochure apologétique pour le philologue Reuchlin, vivement attaqué par les Dominicains de Cologne, se trouve une liste de théologiens renommés qui passaient alors pour être amis des humanistes. Parmi ces noms figure celui de Martin Luther, professeur à Wittemberg [1]. Un an plus tard, un jeune homme de la Souabe, Philippe Melanchton, fut appelé dans l'été de 1518, à Wittemberg,comme humaniste distingué et parent de Reuchlin, pour y enseigner la littérature ancienne. Les choses en étant là, il fallait s'attendre à ce que, tôt ou tard, une scission éclaterait entre la nou-

[1] Voir l'excellent ouvrage de Karl Hagen : « *L'Etat de l'Allemagne à l'époque de la Réforme.* »

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

velle université et ses sœurs plus âgées ou leurs disciples,et dans ce cas on est forcé, d'après les règles reconnues de la critique historique, de tirer la conclusion que ce résultat entrait dans les calculs de l'Electeur qui avait fondé l'université.

L'événement inévitable n'arriva que trop tôt. Dans l'année 1517 le Pape Léon X avait besoin d'argent, de beaucoup d'argent, ostensiblement pour la guerre contre les Turcs; mais plutôt pour subvenir aux frais considérables de la construction de Saint-Pierre.C'est pourquoi, au commencement de cette année, il se fit accorder, par un concile réuni à Saint-Jean de Latran, la dîme sur tout bien ecclésiastique dans l'Occident, et aussitôt il envoya des commissaires dans l'Allemagne et les royaumes du Nord. La vente, bien connue, des indulgences, commença alors. Il n'entre point dans nos intentions d'examiner ce que sont les indulgences dans leur essence, nous constatons seulement que ce fut par là que vint l'explosion. Il y avait longtemps déjà que Martin Luther avait développé son système de la justification par la foi seule,doctrine qui,bien que cela ne lui fut pas entièrement clair à lui-même, était diamétralement opposée à la doctrine constante de l'Eglise. En sa qualité de confesseur, la vente des indulgences le touchait directement. Il érigea pour lui-même en devoir de s'opposer aux irrégularités, car, dans le principe, il n'allait pas plus loin. Aussi, la veille de la Toussaint, le 31 octobre 1517, il fit attacher aux portes de l'église du couvent de Wittemberg ses quatre-vingt-quinze thèses contre les indulgences. C'était là, le commencement du schisme de l'Allemagne, bien que l'auteur lui-même ne le vit pas encore. Des milliers de personnes pensaient, relativement à la vente des indulgences, comme Martin

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Luther dans ses thèses où il n'avait du reste aucunement nié l'indulgence en elle-même; seulement personne n'avait jusque là osé s'exprimer de la sorte.

L'acte du moine saxon produisit un effet indescriptible. Les applaudissements d'un côté, la contradiction de l'autre le poussèrent sur une voie où bientôt il devait aller à de nouvelles agressions. A Rome, l'on reconnut le danger et l'on eût volontiers arrangé la chose à l'amiable. Mais ce désir vint échouer en partie devant le zèle intempestif de quelques ministres de l'Eglise même. Le colloque de Pleissenbourg amena Luther à diriger ses attaques non plus contre les abus dans l'Eglise, mais contre l'Eglise même. Il lui opposa sa doctrine de la justification, par la seule foi en la mort de Jésus-Christ, lequel s'est substitué à notre place et nous a réconcilié avec Dieu. Ce point était le noyau et l'objet essentiel dans le mouvement qu'il voulait imprimer. De lui seul tout découlait, médiatement ou immédiatement, dans le nouveau système, et la doctrine, et le culte et l'organisation hiérarchique.

Maximilien ne vécut pas assez longtemps pour voir les phases ultérieures de la scission religieuse qui venait de s'opérer; il mourut le 12 janvier 1519. Par sa mort le trône impérial était vacant. Deux concurrents principaux le briguaient ; le roi de France, François Ier, et le petit-fils du défunt Maximilien, Charles, roi d'Espagne, héritier des possessions allemandes de la maison de Habsbourg. Combien cette sollicitation de deux rois si puissants n'a-t-elle pas renforcé la puissance des princes de l'Empire, combien par là n'a-t-elle pas ajourné l'espoir d'un rétablissement du pouvoir impérial; combien n'a-t-elle pas favorisé la trop imminente scission de l'Eglise! L'Allemagne entière se scinda en farouches

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

camps ennemis. Les grands ordres de l'Empire, notamment les Electeurs, se laissèrent corrompre, moyennant d'énormes sommes ou promesses, par les Français ou les Espagnols, souvent par les uns et les autres. Le parti du roi de France était loin d'être petit ; si ses amis reculèrent ce ne fut que devant la crainte que le peuple allemand répondit par un soulèvement à l'élection de l'ennemi de son pays. Vers le milieu de l'été de 1519, le petit-fils de Maximilien fut proclamé empereur sous le nom de Charles V, après que ses délégués eurent préalablement accepté les conditions des Electeurs, conditions qui garantissaient aux grands le maintien de leur suprématie.

Vers la fin de l'année 1520, Charles arriva d'Espagne en Allemagne, et, en janvier de l'année suivante, le jeune empereur ouvrit à Worms sa première diète. Outre d'autres affaires importantes, on y traita la question de Luther. Dans l'intervalle, Luther avait été excommunié par le Pape, et pour s'en venger, il avait attaqué d'une manière sanglante la chaire de Pierre dans deux pamphlets, l'un : « *De la Réforme de l'Eglise chrétienne; adresse à la Noblesse de la nation allemande* ; l'autre : « *De la captivité de Babylone de l'Eglise.* » Il avait en outre fait brûler en public les décrets du droit canon et la bulle qui avait été lancée contre lui. Luther parut lui-même à la diète pour y rendre compte de son enseignement. La manière dont il s'y présenta, — tout le monde sait qu'il fit preuve d'un courage intrépide, — a rempli d'admiration ses compatriotes. Les Espagnols et les Italiens de la suite de Charles-Quint, présents à ces débats, ne virent en lui qu'un moine révolté qui méritait un châtiment. La décision de l'empereur fut prise, à notre avis, d'après une

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

juste appréciation de la situation politique générale, plutôt que d'après l'impression du moment. Luther fut mis au ban de l'Empire. Plusieurs Allemands, parmi lesquels Ulrich de Hutten, avaient, avant la diète de Worms, engagé Charles-Quint à se mettre à la tête du mouvement qui éclatait dans l'Eglise, et à renverser à la fois le Pape et tous les abus de la cour de Rome, avec le concours du peuple allemand, qui l'eut immanquablement secondé avec zèle. Bon nombre de savants modernes, jugeant après l'événement, ont prétendu que si Charles-Quint à Worms avait pris la Réforme sous sa protection, cette réforme eût été le salut de l'Allemagne. Nous croyons que l'empereur ne pouvait agir autrement qu'il le fit. Si Charles, suivant la proposition de Hutten et d'autres têtes chaudes, eût rompu à Worms avec le Pape, ses sujets d'Espagne auraient détrôné leur roi hérétique; en Allemagne, ces mêmes princes de l'Empire qui, à partir de 1525, pillaient les biens de l'Eglise pour s'en servir contre l'empereur, auraient pris le rôle des Guelfes et préparé à leur chef séculier le sort qui, au moyen-âge, avait frappé tant de ses prédécesseurs. Ajoutez à cela l'attitude menaçante du roi de France. François Ier était pour Charles-Quint un adversaire redoutable, même lorsque ce dernier était l'ami du Pape; s'il fût devenu le chevalier de Rome il eut terrassé l'empereur hérétique. Du reste on ne saurait nier que Charles agit avec modération. Ce ne fut que par des paroles et non par une peine effective que Luther fut puni. On ne toucha pas à un de ses cheveux, et la suite a prouvé que Charles-Quint, quoique dans un sens différent, reconnaissait, aussi bien que le professeur de Wittemberg, la nécessité d'une réforme dans l'Eglise.

Néanmoins, par la sentence de Worms qui le mettait

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

au ban de l'Empire, le Réformateur se trouvait repoussé loin de l'empereur, jeté, par là même, dans les bras de l'aristocratie de l'Empire, et obligé de faire quelque chose pour mériter les bonnes grâces de cette aristocratie. Depuis lors, il fut facile de prévoir au profit de qui allait tourner ce grand mouvement dans l'Eglise. Un homme, qui parmi les novateurs fut un chef renommé, mais qui en même temps était l'ennemi des sectaires de Wittemberg, Thomas Munzer, prétend qu'après la diète de Worms, Luther aurait conseillé aux princes de s'emparer des biens de l'Eglise, accaparement dont il avait d'abord donné l'espérance à la Noblesse. Dans une brochure publiée en 1524, sous ce titre : « *Contre la vie charnelle et douce de Wittemberg* » il apostrophe Luther [1] par les paroles suivantes : « *Si tu as pu à Worms te tenir droit et si fier devant le tribunal de l'Empire, ce n'est pas à toi que l'honneur en est, ce fut l'œuvre de cette Noblesse d'Allemagne, à qui tu avais si bien frotté la bouche avec du miel, qu'elle s'imaginait que tes sermons allaient lui procurer des donations en Bohême, ces couvents, ces fondations, qu'à l'heure qu'il est tu promets aux princes.* » En suivant leur développement naturel, les choses durent prendre la tournure qu'indique Munzer. Vers la fin de l'année 1524 ou au commencement de l'année suivante, un mémoire, composé probablement en Saxe, en tout cas par une plume du parti luthérien, et rédigé évidemment dans un but politique, mettait en avant le principe qu'il fallait séculariser toutes les fondations ecclésiastiques de l'empire d'Allemagne et en appliquer les revenus à des œuvres laïques. Les princes favorables à la Réforme discutèrent cette

[1] Hagen : « *L'Etat de l'Allemagne, etc.* II. P. 147.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

proposition dans plusieurs réunions. Il est impossible que Luther y soit resté étranger, car c'était à cette même époque que se préparait, avec sa coopération zélée, la première sécularisation réalisée. Au mois de janvier 1521, le grand-maître de l'ordre Teutonique, Albert de Brandebourg, était venu à la diète de Nuremberg, réclamer du secours pour l'Ordre contre les Polonais. Comme il n'aboutissait à rien, il ouvrit l'oreille aux insinuations des prédicateurs réformés. A son retour, il alla voir Luther à Wittemberg. Celui-ci l'engagea à se dégager des règles de l'Ordre, à prendre femme, et à changer la Prusse en une principauté héréditaire. Nous avons déjà dit à un autre endroit qu'Albert suivit le conseil de Luther.

Le Saint-Siége lui même ne jugeait pas les choses d'une manière différente que celle que nous avons exposée. Quelques années auparavant, la Curie, partant de cette supposition que la convoitise des biens ecclésiastiques était l'amorce secrète qui attirait les princes de l'Empire vers le parti de la Réforme, et qu'en sacrifiant spontanément une partie de la proie convoitée, il serait possible de retenir, du côté de l'ancienne église quelques uns de ces princes, avait pris une mesure décisive. Depuis la fin de l'année 1521, il avait été noué, entre le Pape et la famille de Wittelsbach en Bavière, des négociations qui arrivèrent à l'issue désirée. Une étroite alliance se forma entre Rome et la Bavière [1]; mais c'était bien l'Eglise qui en payait les frais. Adrien VI accorda à la maison de Bavière, non-seulement des droits considérables sur la juridiction épiscopale, mais encore le cinquième de tous les revenus des

[1] Ranke, *l'Allemagne, etc.* II. P. 237 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

fondations et abbayes situées dans le duché. Cette dernière donation était très-considérable, car plus de la moitié du sol et du territoire de la Bavière appartenait à cette époque à des propriétaires ecclésiastiques. Dans la bulle stipulant cette concession, il est dit qu'elle a été faite aux ducs de Bavière, « *parce qu'ils se sont offerts à prendre les armes contre les ennemis de la vraie foi.* » De cette manière, il arriva que les Bavarois, bien qu'au début ils eussent montré pour la nouvelle doctrine le même penchant que les autres races allemandes, furent réfrénés par leurs princes et restèrent fidèles à l'ancienne Eglise. D'où l'on peut voir que les services rendus par cette maison princière à la foi catholique n'eurent pas un mobile bien surnaturel, quelque mérite qu'on s'en soit fait. Le but était le même, d'autres princes de l'Empire ont voulu y arriver par leur défection et la protection dont ils couvraient Luther, les Wittelsbach l'ont atteint par une fidélité qui s'est fait largement payer.

Mais, avant que la haute aristocratie pût porter la main sur le fruit ardemment convoité, elle avait encore à franchir deux fossés profonds. A la tournure que prenait la Réforme, dès l'année 1521, elle ne pouvait aboutir qu'à l'abaissement du pouvoir impérial, par conséquent qu'au renversement de l'unité de l'Empire et à la ruine politique de la nation. Comment en effet l'empereur eût-il pu désormais maîtriser l'orgueil des princes, si ceux-ci, en pillant les biens d'Eglise, doublaient leur puissance. Le bien public exigeait donc que l'on s'opposât à ce que l'Eglise fût sacrifiée à l'aristocratie. Mais pour retenir la convoitise surexcitée des Grands il n'y avait plus de moyens pacifiques qui fussent efficaces ; seule la force pouvait avoir quelque action. Eh bien,

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

entre 1522 et 1525, des efforts furent faits des deux côtés pour faire entrer par la force, la Réforme dans d'autres voies. A côté de sa direction religieuse que Luther favorisait de toutes ses forces, l'agitation de plus en plus croissante en Allemagne prit une couleur politique fortement prononcée qui ne plaisait pas du tout au Réformateur. Bientôt on vit que les idées, pour lesquelles l'archevêque de Mayence Berthold avait travaillé vingt ans auparavant, n'étaient nullement oubliées. Elles réapparurent de nouveau d'une manière subite, mais sous forme révolutionnaire. A la vérité la réforme que réclamait Luther devait être mise à exécution, mais les biens de l'Eglise, au lieu d'être sacrifiés aux princes, devaient être appliqués à l'amélioration de la condition du bas-peuple, de la petite Noblesse et des bourgeois. Ils devaient surtout servir à la restauration du pouvoir royal. On voulait rendre, au chef de l'Empire, les droits qui lui étaient dûs; mais, pour les principautés héréditaires, on ne leur ménageait pas un sort autre que celui des abbayes et fondations. Ces idées et autres semblables sont exposées dans deux pamphlets importants, dont la date tombe entre les années 1521 et 1523. Le premier est intitulé : « *Une nouvelle organisation de l'Etat laïc* » Il est le onzième dans la collection que Jean Eberlin de Gunzburg a publié sous ce titre : « *Les quinze alliés* [1]. » Le titre de l'autre est : « *Des besoins de la Nation allemande, de l'Organisation et de la Réforme de tous les ordres du Saint Empire Romain, commencées par l'empereur Frédéric III* [2]. » L'au-

[1] Hagen, *loco citato*. P. 331. T. II. Comparer avec la page 207.

[2] Ranke, « *L'Allemagne à l'époque de la Réforme.* » T. II, P. 204 ; et Hagen, *loco citato*. T. III, P. 538 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

teur inconnu de ce dernier a eu l'intention de tromper en voulant faire croire au monde que ses théories appartiennent à l'empereur Frédéric III. Son assertion est fausse, l'écrit ne fut composé que sous Charles-Quint, d'après tous les indices en 1522 ou 1523, peu avant la Guerre des Paysans dont les chefs utilisèrent ce Factum à leur profit. Mais quoi qu'il en soit, ce titre fait voir que l'auteur a voulu rappeler ces tentatives de réformes politiques que, ainsi que nous l'avons exposé plus haut, l'archevêque Berthold et ses amis commencèrent dans les dernières années de Frédéric III.

A ces deux pamphlets allaient bientôt succéder des actes sanglants. Nous avons fait observer ailleurs que la Petite Noblesse, relevant immédiatement de l'Empire et voyant que ce privilége était menacé par les princes, nourrissait contre eux une haine profonde. Cette haine monta plus haut encore à cette heure où les plus grands princes s'apprêtaient à accaparer pour eux-mêmes, au nom de la Réforme et de l'Evangile, les biens de l'Eglise. Car — sans parler des autres motifs — ces biens étaient une proie sur laquelle la Noblesse avait aussi ses prétentions. Il y avait dans ses rangs un homme qui jouissait d'une autorité supérieure, Franz de Sickingen, qui, par son grade de chef des lansquenets, s'était élevé à une haute importance. Franz se mit à la tête de la Noblesse mécontente. On ourdit une conjuration qui se ramifia au loin ; au printemps de 1522, la Noblesse du Haut-Rhin, réunie à Landau, dans une diète, l'élut pour son chef. En même temps, l'on s'armait pour lui dans la Franconie voisine du Mein, dans le Bas-Rhin, dans la Hesse et même jusqu'à Brunswick, son ordre et ses pairs se joignaient à lui. Un autre allié vint lui apporter non-seulement son épée mais l'aide de sa plume, ce fut Ulrich

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de Hutten, l'un des plus brillants esprits de l'époque, initié à toutes les menées révolutionnaires qui furent alors tramées ou exécutées. Ulrich essaya, par plusieurs pamphlets incendiaires, d'entrainer dans l'expédition de Sickingen non-seulement la Noblesse, mais deux autres ordres en dehors d'elle, l'Ordre des Villes et celui des Paysans [1], ses efforts ne furent pas sans quelque résultat. Trois ans plus tard, on trouva dans les papiers secrets des meneurs de la guerre des Paysans [2], les feuilles volantes par lesquelles Hutten avait excité cet Ordre à prendre part à la lutte. Elles étaient intitulées : « *Neukarsthaus.* » Sickingen cependant n'attendit point pour voir si les Villes et les Paysans lui apporteraient du renfort.

Au mois d'août 1522, il prit les armes, en déclarant que son but était triple : frayer la voie à l'Evangile, châtier l'orgueil des princes, venir en aide à l'Empereur. Ses premiers coups furent dirigés contre l'Electeur de Trèves, dont il envahit le territoire, lui simple gentilhomme, à la tête de douze mille mercenaires enrôlés. Après avoir triomphé de l'Electeur, il voulait marcher contre d'autres princes. L'aristocratie de l'Empire se vit menacée et la frayeur la saisit. « *Depuis bien des siècles, rien d'aussi dangereux n'a été tenté contre les princes de l'Empire* [3], » écrivait à son maître, le chargé d'affaires du duc Georges de Saxe, à la première nouvelle qu'il reçut de ce mouvement. Plusieurs princes, voisins de l'Electeur de Trèves, l'Electeur Palatin,

---

[1] Voir Hagen, *Histoire politique de l'Allemagne.* P. 243 et suivantes.

[2] *Ibid.* P. 245.

[3] Ranke. « *L'Allemagne, etc.* » T. II. P. 108.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

le landgrave Philippe de Hesse, volèrent à son secours avec toutes leurs forces disponibles. L'archevêque de Cologne, le duc de Clèves employèrent pour lui leur autorité seigneuriale, la Ligue de Souabe elle-même prit des mesures en sa faveur. L'attaque sur Trèves finit par un échec. Sickingen dût battre en retraite, et bientôt il vit forcer ses propres châteaux et ceux des nobles ses amis. Lui-même mourut au moment ou les princes alliés faisaient leur entrée dans le château de Landstuhl qu'il avait si opiniâtrement défendu.

L'aristocratie venait de remporter un triomphe important. Maintenant est-il croyable que Sickingen se soit lancé dans une si téméraire équipée sans se tenir assuré en quelque manière de l'approbation de Charles-Quint, le chef de l'Empire? La question fut soulevée à l'heure même et le plus ordinairement résolue d'une manière négative. Le 8 octobre 1522, Veit Berler écrivait à Willibald Pirkheimer [1] : « *On soupçonne assez généralement que Sickingen a entrepris la guerre ou sur l'ordre de l'Empereur ou du moins avec son approbation.* » Quelques jours seulement avant le 28 septembre, le chancelier de l'Electeur de Saxe, Frédéric, rapporte à son maître [2] le propos suivant que Sickingen aurait proféré devant le conseil de gouvernement de l'Empire : « *Ah, je sais assez que l'Empereur mon maître ne veut pas se fâcher si je lave un peu sa tête couronnée à ce calotin de Trèves.* » Les relations de Sickingen avec la cour de l'empereur sont également favorables à cette supposition. Peu de temps auparavant, Charles avait nommé le chevalier son général en chef

[1] Hagen, *Histoire politique de l'Allemagne*. P. 252.
[2] Ranke, *loco citato*. P. 109.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

pour la guerre imminente avec la France, et l'avait appelé dans son conseil secret [1]. Enfin un indice très-important pour moi c'est la conduite de Ferdinand, le frère de l'Empereur. En 1521, Charles, à son départ pour les Pays-Bas et l'Espagne, l'avait nommé lieutenant-général de l'Empire. Lorsque Sickingen fut contraint par les princes alliés de se retirer de Trèves, Ferdinand employa tous les moyens en son pouvoir pour le sauver et l'arracher à la vengeance de ses ennemis. Cependant il n'existe aucune preuve directe et tout ce que l'on peut dire se réduit à des suppositions qui varient selon les appréciations personnelles de chacun. A mon avis, il faut établir l'enchaînement des faits comme il suit : avant de se jeter sur les princes, Sickingen informa Charles V de son dessein. Ce plan s'accordait si bien avec les vues personnelles de l'Empereur que celui-ci se trouva enclin à ne mettre aucune entrave sur le chemin. Toutefois, par une réserve qu'on s'explique bien, il ne voulut pas seconder le chevalier, il laissa faire seulement ce que Sickingen entreprenait à ses propres risques. Si ce dernier eût réussi, l'Empereur eût bientôt prouvé par des faits qu'il n'était pas si étranger à l'entreprise hardie de Sickingen. Trente ans plus tard, Charles-Quint, après s'être élevé à une si grande hauteur, en fut précipité par l'Electeur Maurice de Saxe, on revint à la cour impériale au projet de l'intrépide Sickingen. On conseilla alors au vieil Empereur d'appeler tout l'ordre de la Noblesse d'Allemagne à la guerre contre les princes [2] et de la récompenser, pour les services qu'on lui réclamait, en rendant à ses membres leur

[1] Hagen, *loco citato*. P. 241.

[2] Ranke, *L'Allemagne* P. 249.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

caractère de seigneurs immédiats, que, pour la plupart, ils avaient perdu. Mais déjà à ce moment il était trop tard. Un astre fatal faisait échouer toutes les tentatives pour restaurer l'unité de l'Empire allemand, tentatives si souvent répétées et plus d'une fois vigoureusement abordées.

En 1525, trois ans après la chute de Sickingen, éclata la Guerre des Paysans, événement que rendent remarquable, soit la masse des forces qui y opèrent en même temps, soit la grandeur du plan qui lui servait de base et du but auquel on tendait, soit l'adresse de ses chefs occultes. Ils surent envelopper leur participation à l'entreprise d'une obscurité qui, même de nos jours, n'est pas encore entièrement éclaircie et à l'aide de laquelle, après la malheureuse issue de la révolte, ils échappèrent à la vengeance de leurs adversaires. Bon nombre de contemporains de Luther, autant les adhérents à l'Eglise romaine que ceux qui l'avaient en aversion, ont avancé l'assertion que les doctrines sorties de Wittemberg auraient été la cause de cette rébellion du bas-peuple. Mais cette assertion, dans une telle extension, est une exagération ; tout au plus l'on peut accorder que les sermons de Luther aidèrent à presser l'explosion. La Guerre des Paysans de 1526 était le dernier chaînon d'une série de mouvements analogues qui ne la précédèrent pas de beaucoup, mais qui pourtant eurent lieu à un moment où l'on ne parlait pas encore de Luther. Dans les dix dernières années du XVe siècle, une révolte de paysans succédait à l'autre [1] ; et ces mouvements an-

[1] En 1493, révolte en Alsace ; en 1503, conjuration d'Untergrunbach ; en 1512, mouvement de Lehen ; en 1514, le pauvre Conrad dans le Wurtemberg. Voir Zimmermann : *Histoire de la Guerre des Paysans*. I. P. 141 et suivantes.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

térieurs avaient, avec la guerre de 1525, cela de commun que non-seulement ils avaient le même but général, celui d'améliorer le sort du peuple des campagnes ou de le venger de ses oppresseurs, mais en outre qu'ils portaient les mêmes traits caractéristiques. Déjà, en 1493, on avait choisi pour bannière des paysans ce soulier à lacet, qui joua plus tard un rôle si redouté [1]. Déjà dans les insurrections d'Untergrunbach — 1503 — et de Lehen — 1512 — les paysans laissèrent voir leur projet de reconstitution de l'Empire. Un de leurs articles déclarait qu'à l'avenir ils ne reconnaîtraient comme maître que le roi des Romains [2]. Phénomène étrange! le pauvre corvéable, qui ne connaît presque rien de la puissance de l'Etat, que les charges dont il sent le poids, est prêt à verser son sang pour l'idée de l'unité du pays et de la royauté légitime. D'où vient cela ? Rappelons-nous que, dès l'année 1486, le premier des princes ecclésiastiques de l'Allemagne, Berthold de Mayence, avait travaillé de toute sa puissance à la restauration de l'Empire, qu'il avait gagné à ses projets les Villes, et que des idées analogues fermentaient parmi la Noblesse. Des régions supérieures de la Société, ce mouvement doit être descendu dans les couches plus basses. Resterait encore à expliquer où le paysan prit tout à coup la force et l'audace de défendre avec l'épée son immixtion dans l'idée générale de ce siècle, part qu'il avait prise de lui-même, et de conquérir pour soi un place honorable dans la nouvelle organisation de l'Etat qui devait être établie. Il y avait déjà des siècles que la classe des paysans était imposée tout aussi lourdement qu'aux jours du roi Maximilien, et jamais le prolétaire si pe-

[1] Zimmermann, *loco citato*. P. 143.

[2] *Ibid*. P. 151 et 169.

Digitized by Google Origina from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

samment chargé n'avait osé se lever en masse et tirer l'épée pour la liberté. Il y avait des siècles que les classes supérieures se querellaient pour les questions les plus importantes du droit public, et jamais le corvéable n'avait eu la hardiesse de vouloir y mêler son suffrage.

D'où venait ce changement complet ? Evidemment de la modification dont nous avons parlé plus haut, qui s'était introduite dans les conditions des choses de la guerre. C'est dans la seconde moitié du XVe siècle qu'on voit apparaître dans le sud de l'Allemagne des armées de mercenaires, mercenaires enrôlés parmi les gens de la campagne. Le paysan reçoit donc des armes et il apprend à se battre dans les rangs. Or, l'histoire nous démontre par maint exemple que l'armement d'un peuple produit des effets extraordinaires et que l'homme armé ne supporte plus maintes choses que celui qui est sans armes acceptait avec patience. La province d'Allemagne qui, du temps du roi Maximilien Ier, fournissait le plus de lansquenets, c'était notoirement l'ancien duché d'Alamanie. Or, c'est précisément dans ces régions qu'éclatèrent toutes ces petites révoltes de paysans qui précédèrent la grande guerre de 1525. L'influence de ce système des mercenaires sur les rebelles, se trahit encore par plusieurs autres indices. La sédition de l'Alsace, en 1493; celle de Léhen, en 1512, avaient été précédées de longues et sérieuses délibérations sur la couleur, sur la coupe et l'inscription de la bannière qu'on voulait adopter [1]. Les chefs sont convaincus que, dès que le petit drapeau flottera, le peuple accourra à eux. Cela ne fait-il pas songer au culte du drapeau que les fils de nos paysans avaient appris à l'école de Georges

---

[1] Zimmermann, *loco citato*. P. 143, 170 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de Frundsberg et d'autres capitaines. Le chef le plus redoutable des conjurés d'Untergrunbach et de Léhen, Jost Fritz, était un ancien soldat vétéran [1]. Plus significative encore est la déclaration [2] faite à la diète de Mayence, en 1517, par la Commission des Etats. Elle affirme que « *l'esprit furibond et le penchant à la mutinerie, que depuis longtemps on remarque chez le paysan, viennent de ce fait qu'on laisse retourner chez eux les gens de guerre qui ont servi à l'étranger.* »

Tous ces mobiles des anciennes séditions, agirent ensemble dans la guerre de 1525; mais les idées de la Réforme, déjà essayée, vinrent y ajouter un ferment nouveau. Au printemps, il y eut sur pied plus de cent mille paysans armés dans le Sud-Est et le centre de l'Allemagne, la Révolution roula ses flots des frontières occidentales de la Souabe jusqu'à la Franconie voisine du Mein et la Thuringe. Ce que l'on a nommé les *douze articles* de la classe des paysans, articles qui indubitablement ont dû être rédigés dans la Haute-Souabe [3], contiennent l'ensemble des droits que les paysans revendiquent et veulent conquérir. Une chose mérite une attention particulière, c'est la mesure que prirent les chefs dans le cours du mouvement et sur plusieurs points. Cette mesure provenait évidemment d'une entente secrète, elle consistait à faire des efforts pour attirer de leur côté la Noblesse, et à choisir des chefs parmi cette classe. Ils ne restèrent point, comme l'on sait, sans succès. Plusieurs Nobles, comme les comtes de Heme-

---

[1] Zimmermann. P. 156.

[2] Ranke. « *L'Allemagne*, etc. » T. I. P. 219, 220.

[3] Bensen. « *Histoire de la guerre des Paysans dans la Franconie orientale.* » P. 65 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

berg, de Wertheim [1], le chevalier de Goetz de Berlichingen, non-seulement acceptèrent les *douze articles*, mais entrèrent comme chefs dans l'armée des Paysans. Dans ce mode d'agir des rebelles, je vois une preuve que ceux qui dirigeaient voulaient être dociles aux conseils que leur avait donnés Hutten, mort peu de temps après Sickingen, au mois d'août 1523, et reprendre à nouveau les plans de Sickingen. Le fait, de beaucoup le plus remarquable de la guerre des Paysans, ce sont les résolutions qui émanèrent en mai 1525, de la chancellerie des Paysans, que l'on avait créée à Heilbrom. Les délégués de leur armée y formulèrent les bases [2] d'une nouvelle constitution de l'Empire. Cette constitution rendait à la population de la campagne les droits primitifs des vieux Germains, restreignait le clergé à l'administration des sacrements et au ministère de la divine parole; déclarait les biens de l'Eglise, propriétés de l'Etat disponibles, rétablissait l'ancien code allemand, renversait le système des juristes romains qui s'était infiltré partout, abolissait la souveraineté territoriale des princes en ne leur laissant que de vastes propriétés, unissait entre elles les différentes nationalités par une ingénieuse organisation des tribunaux, enfin accordait à l'Empereur tous les droits indispensables et pour sa sécurité personnelle et pour le bien de la nation.

Le fond de ces résolutions d'Heilbrom, c'était donc la prétendue réforme de Frédéric III que nous citions plus haut, en ce sens néanmoins qu'elle devait être considérablement élargie. Les paysans allemands avaient montré leur sérieuse intention de rendre à l'Empereur un

---

[1] Bensen. P. 207, 252, 265.

[2] Voir Ochslin. « *Documents pour servir à l'histoire de la guerre des Paysans.* » P. 169. Bensen, *loco citato.* P. 277, 551.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

service analogue à celui que les Dalécarliens, dans le Nord, rendaient, presque à la même époque, à la couronne de Suède. Sans doute, dans les deux pays, le succès eût été le même ou presque identique, si l'Allemagne avait eu un Wasa. Mais cet homme manqua. On a rapporté [1] qu'à la nouvelle des résolutions prises à Heilbrom, Gattinara, ministre de Charles-Quint, donna à l'Empereur le conseil de mettre l'insurrection des Paysans sous l'égide de son nom. Mais Charles n'en fit rien. Entre temps, l'insurrection fut écrasée par les efforts combinés de la ligue de Souabe, de l'électeur Palatin, de l'électeur de Saxe et de plusieurs ducs et margraves. Les Paysans échouaient à leur tour dans l'entreprise que Berthold, de Mayence, avait tentée en vain, au moyen des villes et par la voie légale, et après lui le chevalier Franz, de Sickingen même par l'illégalité. Une fois encore l'aristocratie de l'Empire triomphait.

Au plaisir de se venger des vaincus, se joignait pour celle-ci l'avantage de recueillir les riches fruits de la Réforme. Au début de l'insurrection, les paysans de la Haute-Souabe avaient adressé à Luther leurs *douze articles* avec la prière ingénue de leur donner son appréciation. Il était impossible à Luther d'improuver ces demandes dont la plupart étaient justes et sensées; mais il blâma fort les paysans de leur levée de boucliers et leur commanda de mettre bas les armes. Ceux-ci néanmoins, par une prudence fort naturelle, se gardèrent bien de suivre ce dernier conseil. Plus tard, lorsque Luther apprit que les révoltés avait fait passer par les verges quelques gentilshommes, près de la petite ville

---

[1] Hormayer. « *Caractères de la guerre de l'affranchissement.* » III. P. 42.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de Weinsberg, il éclata contre l'insurrection avec une violence inouïe [1], en lancant un pamphlet « *contre les bandes des Paysans assassins et voleurs.* » « *Ces Paysans,* ce sont ses propres termes, *ne se servent de l'Evangile que comme d'un prétexte ; par leur révolte ils sont mis hors la loi. Dès lors, que quiconque le pourra les écrase, les étrangle, les embroche au grand jour ou en secret, et qu'on considère bien qu'il n'y a pas d'être aussi vénimeux, aussi nuisible, aussi diabolique qu'un révolté,* etc. » Ce langage emporté s'explique en partie par la patrie et l'éducation de Luther. Par sa naissance il n'appartenait pas à ces vieux pays allemands de l'Empire, où de tout temps le paysan jouissait de ses droits d'hommes, mais au sol des Slaves, terre conquise, où l'envahisseur allemand traitait les arrière-vassaux dont il était seigneur, ainsi qu'on traite le gros bétail. Le fils du mineur croyait qu'il le fallait ainsi, et il fut confirmé dans cette triste erreur par cette angoisse qu'inspirait l'enfer, qui, dans son monastère, le tourmentait sans cesse au sujet de ses péchés, et qui l'a induit à regarder la terre comme une vallée de larmes habitée par des esprits déchus, les princes comme des geôliers institués par Dieu, avec la mission d'imposer l'ordre à l'aide de tous les moyens dont on dispose. Mais ce qui le poussait le plus à cette véhémence, c'était un calcul de politique. Il craignait particulièrement que les grands seigneurs qui jusque-là lui avaient prêté leur appui, ne lui imputassent, à lui et à ses sermons évangéliques, l'insurrection des paysans. Aussi la profession de foi politique qu'il fit à cette occasion eut pour effet d'avancer extraordinairement le progrès de ses affaires.

---

[1] Bensen. P. 269 et suivantes.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Avant qu'éclatât la guerre des Paysans, un petit nombre seulement des grands seigneurs favorisait résolument la doctrine de Luther. Mais lorsqu'il eut prouvé d'une manière si indubitable que les puissants du monde n'auraient rien à redouter pour leurs droits seigneuriaux de cette doctrine de liberté chrétienne qu'il enseignait, une foule de princes et de conseils des villes impériales ouvrirent, en très-peu de temps, leur territoire à la Réforme de Luther. Quelques-uns de ces hommes, si vite convertis, ont exposés clairement les motifs de leur évolution. Le duc Georges de Saxe-Leipsick, dans une lettre à son beau-fils le landgrave Philippe de Hesse, avait prétendu que les enseignements de Luther avaient allumé cette récente insurrection des paysans. Le landgrave Philippe répliqua que c'était précisément le contraire qui avait lieu, que Luther prêchait de la manière la plus pressante l'obéissance à l'autorité et que cela le déterminait à passer de son côté [1]. Plus explicites et plus francs encore étaient les margraves d'Anspach et de Beyreuth, Georges et Casimir, princes de la famille de Brandebourg. Après avoir hésité jusques-là ou même s'être prononcés contre les adhérents de Wittemberg, ces deux princes, à la fin de l'année 1525, firent paraître un édit [2] en vertu duquel ils introduisirent dans leurs principautés la doctrine de Luther, et instruisirent en même temps les curés comment désormais il faudrait exposer en chaire les rapports entre le souverain et les sujets. Dans ce document il est dit que par le mot de liberté chrétienne il ne faut entendre rien autre que ce qui suit, savoir : « *que les*

[1] Rommel. « *Philippe le Magnanime.* » T. II. P. 83 et suiv.
[2] Hagen. « *Les Affaires d'Allemagne.* » T. III. P. 147.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

fidèles, par l'esprit qui vivifie en Jésus-Christ, sont affranchis de la loi du péché et de la mort; et que, par conséquent, la liberté chrétienne est une liberté de l'esprit et non du corps, à l'intérieur de la conscience et nullement à l'extérieur. Saint Paul, d'ailleurs, a dit aux Romains : Que chacun soit soumis à l'autorité et aux puissances, car il n'est point de puissance qui ne vienne de Dieu. Qui donc s'oppose à la puissance, celui-là résiste à l'ordre de Dieu. Ces paroles claires et énergiques de l'Ecriture-Sainte montrent assez que la liberté chrétienne n'a rien à voir avec les rentes, intérêts, capitaux, dîmes, impôts, services ou autres charges extérieures et fardeaux identiques, — ainsi que les appellent nos sujets — mais seulement comme nous venons de le dire, une chose intérieure et spirituelle, et que tous les sujets sont tenus à l'obéissance, en toute chose et affaire temporelle, au commandement de l'autorité.

Luther se montra prévenant et empressé pour les désirs ultérieurs des princes qui favorisaient la Réforme. Immédiatement après l'issue sanglante de la guerre des Paysans, il voulut recommencer ce qu'il avait fait en 1524 pour le Grand-Maître de l'Ordre Teutonique Albert; et par une lettre du 2 juin 1525 [1], il engagea l'archevêque de Mayence, autre prince de la famille et du nom de Brandebourg, à se marier et à transformer son archidiocèse en une principauté héréditaire. En donnant ce conseil, Luther agissait comme si l'archidiocèse de Mayence eût été un bien sans maître, comme si l'Empereur et l'Empire eussent eu rien à dire sur la destination future des grands fiefs ecclésiastiques. Mais l'archevêque

[1] Hagen. III. P. 144.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

lui-même jugea différemment de l'état des choses. Quelque indice qu'eût donné ce prélat de son amour pour les innovations, il n'osa cependant accepter la proposition de Luther. Par contre, les autres grands seigneurs qui s'étaient déclarés pour Luther, commencèrent à se saisir de leurs mains. Les premières confiscations tombèrent sur des couvents et des droits de juridiction épiscopale [1]; les grands chapitres, au début, furent réservés pour une meilleure occasion. Or, du moment où les princes protecteurs du Luthéranisme s'emparaient de l'héritage de l'ancienne Eglise, se déclaraient en outre évêques par droit de naissance, et en conséquence réglementaient les institutions du culte, la nouvelle Eglise Protestante entrait dans la vie comme constituée. La concession de la confession d'Augsbourg, qui eut lieu à la diète de 1530, doit être considérée comme un corollaire de ce qui avait été fait depuis 1525. Il ne s'agissait maintenant plus que de savoir si l'Empereur se tairait relativement à ces dernières mesures des princes luthériens, ou bien si, en qualité de protecteur de l'Eglise romaine, il emploierait la force contre les dissidents. Les princes, adhérants au luthéranisme, avaient bien mesuré du regard le danger qui les menaçait de ce côté. A la fin de 1530, ils conclurent, non sans jeter un regard vers la France comme leur auxiliaire, une alliance offensive et défensive, l'alliance de Smalkalde, contre les fidèles de l'ancienne foi.

Quoique, à partir de ce moment, ce fussent bien deux partis en armes qui étaient en présence, il n'y eut pas, dans les années qui suivirent immédiatement, de guerre civile; cela tint à des causes diverses. D'abord la puis-

[1] Ranke. II. P. 445 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sance de l'Empereur était fort occupée par deux redoutables adversaires à l'étranger, les Français d'un côté, les Turcs de l'autre, et Charles dût pour cela acheter des protestants, par des concessions continuelles, qu'ils se tinssent en repos ou même qu'ils l'aidassent comme auxiliaires. En second lieu, les Etats catholiques et le Pape lui-même ne voulaient pas aider l'Empereur jusqu'à l'accablement des protestants, parce qu'ils redoutaient plus encore que les progrès du Luthéranisme, l'exagération de la puissance impériale qui aurait été la suite nécessaire d'un tel succès. Ce fut seulement en 1544 après la traité de Crespy, qu'il imposa comme vainqueur à la France, que Charles eut sa liberté d'action en Allemagne. Et l'on vit bien alors que l'Empereur avait été sérieux lorsqu'il promettrait si souvent une réforme de l'Eglise, mais une réforme à l'intérieur de l'Eglise catholique. Il commença par inviter le Pape à convoquer un concile œcuménique, puis il se prépara à la guerre contre les chefs insoumis de la ligue de Smalkalde, le landgrave Philippe de Hesse et l'électeur de Saxe, Jean-Frédéric. La fortune des armes le favorisa, la ligue fut dissoute, Philippe et Jean-Frédéric tombèrent entre les mains des Impériaux. Charles-Quint pouvait alors dicter à l'Eglise luthérienne ses conditions; elles furent fort douces. Par ce que l'on appela l'intérim d'Augsbourg, il garantit aux adhérents de Luther le mariage des prêtres, l'usage de la communion sous les deux espèces, et quant au dogme de la justification devant Dieu, dogme qui jusques-là avait été l'arme agressive la plus importante de Luther contre l'Eglise romaine, une formule rédigée de telle sorte qu'elle pouvait se concilier avec la confession d'Augsbourg. Par contre, les Etats protestants durent, pour prix de

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ces concessions, se soumettre de nouveau à la suprématie spirituelle du Pape, et envoyer leurs députés au concile œcuménique qui venait de s'ouvrir sur les frontières de l'Allemagne, à Trente.

Tout semblait marcher à souhait, et déjà les Etats luthériens députaient à Trente leurs délégués au concile, lorsque la vieille fatalité intervint de nouveau. Depuis 1485, époque où se fit le partage de l'héritage de la famille de Saxe, une amère jalousie régnait entre les deux lignes séparées, la ligne Ernestine et la ligne Albertine. A la tête de la première se trouvait alors l'électeur Jean-Frédéric, le chef de la seconde était le duc Maurice. Dans la guerre de Smalkalde, Charles-Quint, avec une sagesse politique, avait utilisé cette jalousie de famille en entrainant le duc dans une alliance secrète et en l'armant contre son cousin Jean-Frédéric. Contre la promesse du chapeau d'Electeur et d'une partie considérable de l'héritage de la ligne Ernestine, Maurice trahit, sans hésiter, ses propres parents, et ce que l'esprit de parti protestant appelait : « *la cause de Dieu.* » Les services du duc facilitèrent à l'Empereur sa tâche de renverser la ligue de Smalkalde. Après la victoire, Maurice obtint en effet la dignité électorale qu'on lui avait promise et un tiers du territoire de l'ancien électeur qui descendit au rang de duc. Mais bientôt il se disposa aussi à trahir l'Empereur et l'Empire. Sentant que sa puissance n'était pas de taille à se mesurer avec celle de l'Empereur, il s'allia à la France en promettant à l'ennemi héréditaire, pour prix de l'appui empressé donné à la rébellion qu'il préparait, les trois évêchés de Metz, Toul et Verdun, situés en Lorraine, et appartenant à l'Empire d'Allemagne. Vis-à-vis de l'Empereur qui ne se doutait de rien, Maurice fit preuve d'une

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

finesse et d'une dissimulation sans pareilles. Tout-à-coup, au printemps de 1552, il porta les premiers coups, déclarant à la face du monde, que s'il prenait les armes c'était pour rétablir l'ancienne liberté des Etats allemands, que l'Empereur, contre tout droit, menaçait « *d'un asservissement insupportable, héréditaire et brutal.* » Sous ce nom pompeux de liberté que la politique française employait dans le sens de Maurice, avec autant d'adresse que les princes de l'Empire eux-mêmes, ce que l'on aimait à désigner c'était l'insubordination de ces grands vassaux princiers et ce système politique qui a dissous l'Empire, privé la nation de son honneur et de sa puissance, et transformé les maîtres des petits états en tyrans de leur territoire. Charles-Quint fut surpris par Maurice, et fut vaincu.

Un seul échec anéantit les fruits de trente-trois années d'efforts constants. La France, au contraire, eut en partage les villes et les contrées qu'on lui avait promises. Ce fut le premier démembrement de la vieille terre allemande, prélude de plusieurs autres plus ignominieux encore qui devaient bientôt le suivre par des occurrences analogues. Deux traités, la convention de Passau, en 1552, et la paix de religion d'Augsbourg, en 1555, mirent le sceau à l'œuvre de rébellion. L'Eglise luthérienne, ou pour mieux dire les princes protestants que Charles-Quint, ainsi qu'on l'a vu, avait voulu ramener à l'unité avec l'Eglise catholique, s'y assurèrent leur indépendance. Les Etats protestants stipulèrent pour eux à Augsbourg la garantie de tous les arrangements qu'ils avaient pris, et de tous les biens provenant de l'héritage de l'Eglise catholique qu'ils s'étaient appropriés depuis la fin de la guerre des Paysans. Le parti de la vieille foi, parti vaincu, dut se contenter de sauver l'ancienne

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

constitution de l'Eglise, dans les parties de l'Empire où elle subsistait encore; et pour atteindre ce but, le moyen qui fut employé fut un moyen assez triste. Il se fit, à l'Assemblée d'Augsbourg, entre le parti de la vieille foi et le parti protestant vainqueur, un entente sur ce principe, que désormais les souverains ou les Etats immédiats auraient seuls le droit de décider la question de religion dans l'étendue de leur territoire. Là où le souverain serait protestant, là aussi le sujet serait forcé de professer la foi de Luther; là où le maitre restait fidèle à la vieille foi, l'habitant aussi devrait rester catholique. On exprima le nouveau droit par la formule : « *Cujus regio, ejus religio.* » De qui dépend le sol, dépend la religion qu'on y suit! Principe abominable, sans doute, qui transforma le peuple allemand en ilotes pour qui il n'existait pas de droit. Mais il ne faut pas s'étonner de cette tournure que prirent les affaires. Qu'on mette dans cette formule au lieu du mot « *religion* » cet autre « *biens de l'Eglise* » et tout s'éclaircit. Le sens alors sera celui-ci : De qui dépend le pays, dépendent aussi les biens de l'Eglise qui s'y trouvent. La question de la foi pour les sujets n'est plus qu'un accessoire; ce fut ainsi que dès le début les princes la traitèrent. Qu'un d'eux s'empare des biens de l'Eglise situés dans son pays, il va sans dire que pour justifier sa rapine il arborera la bannière de la nouvelle doctrine. La paix de religion d'Augsbourg a révélé, devant tout l'univers, le secret du point de vue auquel l'ordre des seigneurs, en Germanie, envisageait la Réforme. Ceux qui prêtèrent leur appui au professeur de Wittemberg ne recherchèrent, dès l'origine, que des avantages temporels, l'agrandissement de leur territoire, l'extension de leur domination, et cette tendance, que

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

jusqu'ici on avait cachée sous toutes sortes de masques hypocrites, se fit jour à cette occasion, au moment du triomphe.

Les Etats catholiques obtinrent de leur côté, de la diète d'Augsbourg, une concession qui devait assurer et assura en effet, en partie, la conservation des grandes fondations ecclésiastiques. On édicta comme loi que les Etats ecclésiastiques, c'est-à-dire les archevêques, évêques, abbés immédiats seraient bien en droit, pour leur personne, de se joindre à l'une ou l'autre confession, mais que dans le cas où ils passeraient au luthéranisme, ils devraient renoncer à leur bénéfice. On appelait cela la Réserve Ecclésiastique.

Peu après la conclusion de la paix de religion, Charles-Quint, l'âme navrée de la marche des affaires en Allemagne, abdiqua sa couronne et se retira dans un couvent en Espagne où il mourut le 21 septembre 1558, en priant pour l'unité de l'Eglise [1]. Son fils, Philippe II, hérita de la monarchie espagnole avec les Pays-Bas et les fiefs d'Italie; quant au titre impérial et aux possessions autrichiennes, ce fut le frère de Charles, Ferdinand, qui les obtint.

A partir de cette époque et pendant une période de plus de soixante ans, les Etats protestants de l'Empire d'Allemagne jouirent des fruits d'une paix religieuse qui ne fut pas menacée. Dans ce long espace de temps, le caractère propre de l'Eglise luthérienne, Eglise de princes avant tout, put se développer librement. Le résultat — qu'on ne saurait oublier — de la Réforme en Allemagne fut de relever, au rang d'une affaire de premier ordre et d'intérêt général, la religion qui, cinquante ans

---

[1] Ranke. V. P. 425.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

auparavant, avait perdu son influence sur la vie de l'homme par suite de l'immixtion trop incontestable d'éléments mondains dans la vieille Eglise. Mais cet heureux résultat fut acheté par de durs sacrifices. Luther, par haine pour les indulgences et pour le dogme sur lequel elles sont fondées, a déclaré, avec une opiniâtreté déplorable, que la foi et la foi seule était l'unique moyen par lequel l'homme pouvait donner un accès à la grâce divine dans son intérieur. Or, il saute aux yeux qu'un homme peut être orthodoxe et d'une orthodoxie rigide, et cependant être foncièrement mauvais, qu'il peut être dépourvu de toute charité, de toute miséricorde, de toute vertu, et pourtant adhérer religieusement et à l'aveugle aux doctrines de ses théologiens. Mais la Bible ne dit-elle pas en mille endroits que celui qui fait le bien plaît à Dieu et que l'on connaît l'arbre à ses fruits? Dès les premiers temps de la Réforme, on fit observer — et ce furent pourtant des amis des innovations qui le remarquèrent[1] — que la valeur exagérée, attribuée à la foi par la prédication luthérienne, menaçait de renverser dans le peuple tout frein de pudeur, toute moralité publique. Les Réformateurs eux-mêmes, contraints par la nécessité, durent enfin — à cause des scandales notoires — revenir aux vieux principes de la discipline catholique. Ce n'était pas tout encore. Si le salut éternel et temporel du genre humain dépend de la foi seule, le bien général exige que l'on assigne dans la société le rang le plus important à ceux qui fixent l'objet de la foi. On ne manqua point, dans les pays protestants, même les plus minimes, de tirer cette conséquence et de la réaliser. Les nouvelles petites églises tombèrent sous la domination

[1] Hagen. « *Situation de l'Allemagne*, etc. » P. 170, 186, 267.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

des professeurs des universités et des prédicateurs de cour qui voulurent être honorés comme les successeurs de Luther. Avec eux commença le règne d'une poignée de petits tapageurs, généralement fort orgueilleux, qui gouvernèrent leur troupeau avec un sceptre de fer et firent la nuit dans les esprits. Pendant un siècle et demi ces hommes se servirent du pouvoir qu'on leur accorda, pour diviser l'Eglise de Luther par les plus honteuses querelles au sujet des dogmes, et pour enlever au peuple qu'ils entraînèrent dans leurs controverses, son égalité d'âme et son jugement sain. On était encore dans le cours du XVIe siècle que déjà des luthériens sincères faisaient l'observation que la nouvelle Eglise, au lieu d'un pape unique, haut placé, inaccessible à de misérables jalousies, s'était donné toute une horde de petits papes qui en somme étaient fort lourds à porter.

A un autre point de vue, la comparaison entre ce qui était hier et ce qui était à présent faisait ressortir d'autres côtés plus vulnérables. Les chefs de l'Eglise luthérienne, s'ils étaient des maîtres impérieux, ne l'étaient qu'au-dessous d'eux; pour leurs maîtres d'en haut, ils étaient des esclaves sans volonté propre. Le catholicisme, au Moyen-Age, avait tenu expressément à ce principe fondamental que jamais le pouvoir royal et la souveraineté ecclésiastique ne devaient être réunis en une même personne. C'est à ce principe que le monde latino-germanique était redevable de sa liberté et de sa constitution particulière. En effet, l'Eglise et l'Etat, le sacerdoce et l'Empire se limitant réciproquement, une tyrannie légale ne put jamais prendre naissance au Moyen-Age. Mais la Réforme changea tout cela. Après qu'on eût secoué *le joug* de Rome, les princes temporels, dans les pays luthériens, recueillirent l'héritage du Pape, c'est-à-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dire à la fois son magistère suprême sur l'Eglise et ses droits financiers. Sur ce dernier point surtout, la substitution fut dégoûtante. Les sommes que la Curie ou l'Evêché avaient autrefois perçues pour dispenses de mariage ou pénitences ecclésiastiques, entraient maintenant dans les Chambres de Deniers des princes, et ces impositions, pour lesquelles on n'avait pas de plaintes assez amères au commencement du XVIe siècle, devaient dès lors passer pour justifiées. Il n'y eut plus de suprématie du Pape, il y eut une autorité épiscopale prise par les princes. Ces derniers devinrent les évêques de leurs territoires, et, comme tels, ils eurent dans leurs mains l'installation des ministres de l'Eglise, les usages, l'organisation du culte et même — comme beaucoup d'exemples en témoignent — la fixation de la doctrine. Et qu'étaient-ils ces évêques qui furent ainsi mis à la tête de la nouvelle Eglise? Les dernières découvertes historiques ont fait aussi la lumière sur ce rapprochement du passé et du présent que l'esprit de parti avait jusqu'ici enveloppé du plus profond mystère. Dans sa correspondance avec ses amis les plus intimes, correspondance éditée il y a quelques années, Mélanchton s'explique sans réticence au sujet de ces princes-évêques du luthéranisme [1]. Ces protecteurs si préconisés de l'Eglise évangélique, le landgrave de Hesse, l'électeur de Saxe et les autres, il les appelle des centaures, des tyrans, des contempteurs de Dieu; il dit qu'ils ne recherchaient que des avantages temporels; il regrette l'abolition de l'ancienne juridiction épiscopale. Mais en outre,

[1] Voir les citations prises dans le *Corpus Reformatorum*, et réunies par Charles Hagen, dans le « *Preus Almanach* » pour 1845.

Digitized by Google Origina from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

il était dans la nature des choses que l'accroissement de puissance procuré aux souverains par la Réforme ne se restreindrait pas aux choses de l'Eglise, qu'il s'étendrait aussi aux affaires de l'Etat. En fait, ce fut alors que furent posées les premières assises des gouvernements sans contrôle qu'ont vus les temps modernes, et que la liberté germanique reçut son coup le plus dangereux. La première conséquence de ce changement fut l'établissement de cette bureaucratie à mille têtes qui s'est maintenue jusqu'à nos jours. Au commencement du XVIe siècle, et particulièrement pendant la guerre des Paysans, le peuple allemand avait demandé l'abolition du droit romain et l'expulsion des juristes et écrivains pour lesquels il avait une haine mortelle. Cette classe d'hommes vit alors commencer son âge d'or.

Par un contre-coup malheureux, l'Eglise catholique se ressentit aussi de l'immixtion de cette prépotence des souverains. Dans presque tous les pays, en effet, le peuple, soit en secret, soit ouvertement avait en majeure partie embrassé la cause de la Réforme, et dès lors le clergé, pour maintenir son autorité, fut contraint de recourir à la protection des princes. Or les princes n'accordaient cette protection désirée qu'au prix d'une soumission sans condition. D'où il résulta que par un seul et même événement la nouvelle Eglise, en tombant sous la dépendance de l'Etat, y fit glisser aussi son adversaire l'Eglise romaine. Depuis la Réforme, la Papauté ne fut plus ce qu'elle avait été autrefois, elle dut renoncer à l'opposition qu'au Moyen-Age elle avait faite à la royauté, au vrai profit des peuples.

Le plus triste résultat du triomphe que l'électeur Maurice et le protestantisme obtinrent par la paix de religion, ce fut la transformation politique de la com-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

mune patrie. De plus en plus, à partir de ce moment, la nation allemande se divisa en deux moitiés hostiles, aigries par les haines religieuses, et par là, la restauration d'un pouvoir central se trouvait rendue si difficile qu'elle ne pouvait plus être obtenue que par la force et les actes les plus sanglants. Comment l'aristocratie protestante, à présent qu'elle avait acquis, par la convention d'Augsbourg, une indépendance presque absolue, aurait-elle voulu écouter la voix du chef de l'Empire ? En outre, le libre développement de l'Eglise protestante procurait aux princes-évêques de nouveaux moyens, inconnus autrefois, de résistance contre les tentatives éventuelles de l'Empereur. Luther, on le sait, était passé maître dans l'art des injures grossières, et ce fut bien par sa faute que s'introduisit dans la nouvelle Eglise la coupable habitude de désigner le Pape et ses adhérents par les noms les plus odieux. Or, l'Empereur était un de ceux qui étaient restés fidèles à l'ancienne foi. Pour cela il fut apostrophé par les prédicateurs luthériens des noms de compère et de complice *de l'antechrist de Rome et de la prostituée de Babylone qui est couchée sur les sept collines*. Peut-on s'étonner qu'à pareille école le respect pour la personne sacrée de l'Empereur, l'amour pour la patrie commune, s'éteignît chez le peuple luthérien.

D'autre part la domination illimitée sur l'Eglise de leur territoire mise entre les mains des princes par la paix de religion, entraina une conséquence qui ne fut point du tout agréable au chef du parti luthérien. Il y eut bientôt non-seulement une, mais deux Eglises protestantes; à côté de l'Eglise luthérienne parut l'Eglise calviniste, et cette dernière réussit, dans une partie considérable de l'Europe, à obtenir sur sa sœur aînée une

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

prépondérance bien justifiée. Ceci nous amène à examiner le Calvinisme.

Luther, nous l'avons vu, avait non-seulement dans son propre camp fait passer aux princes tout pouvoir civil et ecclésiastique, mais il avait dans le camp opposé, celui des catholiques, forcé le clergé à acheter la protection des rois au prix d'un degré de soumission que le Catholicisme au Moyen-Age n'avait point connu. Par là, il exposa l'avenir politique de l'Europe à un grave danger. Si le luthéranisme fût resté seul avec l'ancienne Eglise, l'Occident, selon toute apparence, aurait vu un esclavage comme seuls l'empire de Byzance et l'Orient en ont connu. Qu'est-ce en effet qui distingue le monde latino-germanique de l'Orient où règne le despotisme, sinon la lutte continuelle pour des idées, particulièrement l'opposition des pouvoirs spirituels et séculiers, et — ce qui est sa conséquence naturelle—la limitation réciproque des pouvoirs des rois, du clergé, des peuples, l'un par l'autre? Si l'Europe a conservé ces biens ce n'est point au luthéranisme qu'en est l'honneur. Mais, à ce moment, dans une portion de l'ancien empire d'Allemagne, où l'esprit guerrier et l'intelligence politique étaient les plus avancés, en Suisse, on vit éclore un nouveau principe religieux qui fut l'occasion de leur conservation. Est-il un lieu au monde plus favorisé pour être le centre d'un mouvement religieux que cette ville de Genève située comme elle l'est au point d'intersection des trois langues française, allemande et italienne, cité dont les habitants étaient depuis longtemps contraints à ramasser toutes leurs forces pour en couvrir, comme d'un bouclier, leur indépendance sans cesse menacée par deux voisins puissants et mal intentionnés, les ducs de Savoie et les rois de France? Genève était reliée à l'Allemagne par

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

la Suisse, confédération alliée; reliée à l'Italie par le trafic plein de vie de la Lombardie, et l'analogie des idiômes; reliée à la France par la communauté de langage et les anciennes relations commerciales. Ce fut dans cette petite ville libre que se fixa un réformateur hardi, tranchant, résolu, inflexible, et qu'il éleva une nouvelle bannière. Comme l'Eglise catholique dérive son autorité de l'institution divine du sacerdoce, comme Luther avait fait les princes maîtres de la société religieuse, par lui fondée, le Français Jean Calvin, pour fondement de son œuvre, choisit la souveraineté communale; ce qui, à Genève et dans la plupart des cantons de la Suisse, était un principe conforme à l'usage, mais pour les autres pays un principe révolutionnaire. Calvin alla plus loin encore; dans celui de ses écrits dont la faveur, chez le parti réformé, dépasse de beaucoup les autres, dans l'*Institution chrétienne* [1], il exprime assez ouvertement son aversion pour tout régime absolu, mais particulièrement contre la monarchie non tempérée.

Cette doctrine a jeté de profondes racines dans l'Eglise fondée par Calvin. Dès le début, le Calvinisme affecta une tendance démocratique nettement accusée. Avec de tels sentiments il était infailliblement sûr que les adeptes du Genevois rencontreraient partout, de la part des souverains, une vive opposition. Mais à la force de résistance répondit la force de l'attaque. Outre cette doctrine politique, dont nous venons de parler, et l'austérité des mœurs qu'il y introduisit, Calvin jeta dans le sein de son parti deux brandons qui, se réunissant aux premiers, allumèrent un incendie violent et inextinguible : le dogme de la prédestination absolue et la haine contre tous les objets extérieurs de la dévotion. Luther à ses

[1] *Institut. relig. christianæ*, liber IV, cap. 20, sect. 1.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

débuts inclinait vers la doctrine étroite de la grâce ou de la réprobation par Dieu lui-même, mais plus tard il recula et revint sur lui-même ; Calvin au contraire l'accepta dans toute son inexorable rigueur. Exprimée par des formules chrétiennes la prédestination, la fatalité fut, dans l'Eglise réformée, élevée au rang des dogmes. Quant au second point, il est connu que la grande puissance exercée par le Catholicisme sur les esprits, repose en partie sur ce qu'il sait faire entrer jusqu'aux sens de l'homme dans le cercle des sentiments religieux. Il charme en effet l'œil et l'oreille de ses pieux fidèles par une musique touchante, par un culte magnifique et exaltant, où tout est plein de beauté et de dignité. Cependant l'expérience démontre que dans certaines circonstances, la manière de faire opposée agit plus fortement encore et qu'elle peut engendrer le plus violent fanatisme. Ce fut précisément ce principe opposée que Calvin s'appropria. Il déclara une implacable guerre à tout culte tombant sous les sens, principalement aux statues et images, et voua à la damnation les catholiques comme étant des payens déguisés et des idolâtres. Par là ses adhérents eurent un objet partout saisissable, contre lequel ils pouvaient exercer leur zèle religieux, leur haine. Si l'on considère en outre, que le parti réformé cherchait son aliment spirituel beaucoup plus dans l'Ancien-Testament que dans le Nouveau, et surtout dans ces prophéties où les Voyants d'Israël épanchent en malédictions contre Babylone, Assur, Edom, leurs sentiments nationaux lésés, et enflamment le peuple de Dieu de haine contre les ennemis du Seigneur, l'on comprend vite cette fièvre de combat et cet esprit belliqueux qui, dès leur début, bouillonnaient dans les communautés calvinistes. Tout

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ce qui peut enflammer les passions des hommes se réunissait ici ; Rome était pour eux Babylone, Assur, Edom, l'ennemi mortel de la liberté, de la vraie religion. Non moins redoutables adversaires comme écrivains que comme soldats en campagne, les réformés ont porté à la vieille Eglise des coups cruels, car ce sont eux qui ont développé avec une âpreté inexorable, cet art de la critique qui est devenu un signe distinctif des nouvelles constitutions.

Rome reconnut bien vite qu'il s'était élevé contre elle dans la communauté de Calvin un adversaire infiniment plus dangereux que Luther. Regardant le Luthéranisme comme un ennemi d'un ordre inférieur, le parti catholique tourna toutes ses forces contre le Calvinisme, et il en résulta que le duel qui ébranlait l'Europe, se montra, depuis 1560 environ, sous la forme d'une lutte entre l'Eglise catholique et l'Eglise réformée. La première semblait être l'appui des systèmes du temps passé, et en raison de son étroite alliance avec les princes (alliance à laquelle le parti catholique avait été contraint par les raisons plus haut mentionnées), le boulevard de l'autocratie séculière ; la seconde parut être le drapeau de toutes les libertés civile, intellectuelle, religieuse. Déjà neuf siècles auparavant l'Eglise Apostolique et Romaine avait eu à soutenir une lutte analogue sous plusieurs rapports, quand l'Islam, jeune encore, conduisait ses soldats, dont la sauvage bravoure était enflammée par la doctrine de la prédestination absolue, contre les chrétiens qu'ils traitaient d'idolâtres, devenus infidèles aux paroles de la Bible, quand il apportait dans l'empire de Byzance une guerre d'iconoclastes. Quoique totalement différents dans leurs opinions politiques, les Calvinistes et les Musulmans se ressemblaient

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

en cela, que les uns et les autres embrassèrent l'idée de la fatalité, idée de tout temps familière aux tempéraments vigoureux, qu'ils condamnèrent dans le culte tout attrait extérieur, surtout la vénération des images, qu'enfin ils élevèrent l'épée à être le dernier argument décisif de la vérité et de la légitimité de leur Eglise. On peut à bon droit nommer la doctrine calviniste l'Islamisme du XVIe siècle, et ce n'était point par hasard ; mais, par une concordance profonde et rationnelle de sentiments que les Calvinistes faisaient voir une prédilection surprenante pour les Turcs. L'auteur d'un pamphlet allemand très-bien écrit [1], que plus d'une fois nous mettons à profit, fait observer et prouve par pièces justificatives son droit de se plaindre, que les adhérents de Calvin tramaient incessamment des intrigues à Constantinople pour exciter le sultan à la guerre contre Rome, contre l'empire d'Allemagne, contre les rois de France et notamment contre la couronne d'Espagne. L'expulsion des Maures de l'Espagne fut en grande partie la suite des appréhensions des Castillans contre les intelligences que les Calvinistes entretenaient avec les princes musulmans des Etats Barbaresques situés en face de l'Espagne.

L'année même de la paix de religion d'Augsbourg, le Calvinisme fit en Allemagne sa première conquête, et cela par le futur Electeur du Palatinat, Frédéric III. Ce ne fut point la conviction de la supériorité de la doc-

[1] « *Nouveau Modèle du Saint-Empire Romain d'après les idées calvinistes.* » composé par Christian Théophile de Friedberg. — sans indication de lieu. — 1616, in 4°. Le nom de l'auteur est évidemment forgé, mais je ne puis découvrir le véritable dans les documents existants. Les passages concernant cette question se trouvent page 55.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

trine réformée, mais un calcul égoïste qui fut le mobile secret de cet événement. Par le fait qu'elle possédait Luther et l'université de Wittemberg, laquelle s'arrogeait l'autorité de métropole de la croyance évangélique, la Maison Electorale de Saxe avait acquis une prépondérance parmi les Etats protestants qui depuis longtemps remplissait de jalousie plusieurs princes. Lors donc que l'Electeur Palatin jugea bon de dire adieu au Pape, il ne songea nullement à mettre le petit vaisseau de son Eglise sous la protection du pavillon saxon, mais il jugea plus sage d'arborer une bannière personnelle et, en fondant un parti, de se placer lui-même à sa tête. Ce fut de cette manière que la confession calviniste fut introduite en Allemagne. Une seconde maison allemande, celle Hesse-Cassel, suivit l'exemple de l'Electeur Palatin; elle abandonna la profession de foi de Luther et embrassa la croyance des huguenots. Depuis lors Heidelberg, le siège du gouvernement et de l'université semble avoir été le foyer d'où le parti réformé rayonna dans toutes les directions. L'Electeur Frédéric III, se lia étroitement avec les huguenots français et surtout avec les Hollandais qui s'étaient révoltés contre la domination de l'Espagne. En 1563, il fit composer par ses théologiens le catéchisme de Heidelberg, que les communes hollandaises réunies en synode à Dordrecht en 1574, adoptèrent, et qui, peu à peu, est devenu le livre doctrinal de presque toutes les églises réformées.

En même temps, la maison électorale palatine jetait ses filets dans les provinces luthériennes de l'Allemagne de même que dans celles qui étaient restées catholiques. Entre 1570 et 1571, deux tentatives partant d'Heidelberg, furent faites pour attirer dans le cercle des

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

huguenots, la Saxe Electorale elle-même, le berceau du luthéranisme ; elles furent il est vrai, sans résultat. L'Electeur Auguste Ier (1553-1586.) s'était laissé, sans s'en douter, entourer et circonvenir par des conseillers qui en secret adhéraient au calvinisme et étaient en intelligences avec le comte Palatin, Jean Casimir de Deux Ponts. Lorsqu'il surprit leur intention, il sévit impitoyablement contre les coupables, dont une partie finit ses jours en prison, y succombant aux douleurs de la torture [1]. L'insuccès de cet assaut calviniste eut pour conséquence en 1580, l'institution de la *Formula concordiae* luthérienne. Par contre le fils et héritier d'Auguste, Christian Ier tomba complétement dans les filets calvinistes. Mais dès 1591, ce prince débauché succombait, à peine âgé de trente et un ans, soit à l'excès des plaisirs de la table, soit à du poison qui lui aurait été donné [2]. Et alors le gouvernement de l'Electorat étant passé aux mains d'un prince de la ligne Ernestine, Frédéric-Guillaume, en qualité de tuteur des princes Christian II et Jean-Georges, enfants mineurs du défunt, un jugement terrible vint tomber sur les calvinistes saxons. Le chancelier Crell, après un procès qui dura dix ans fut décapité en 1601, les coupables subalternes furent punis du retrait de leur emploi et quelques-uns de la prison. Ainsi échouèrent les deux tentatives d'asservir la Saxe Electorale à la doctrine réformée et au parti du Palatin. Elles ne laissèrent après elles qu'un surcroit de jalousie entre les deux Electeurs dont le trône était l'un à Dresde, l'autre à Heidelberg.

Les intrigues des huguenots réussissaient mieux sur

---

[1] Bottiger. *Histoire de la Saxe*. P. 39 et suivantes.

[2] Ibid. P. 66.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

d'autres points. Dans un court espace de temps les mêmes seigneurs allemands, que plus tard nous retrouverons nouant des conjurations avec le roi de France, Henri IV et l'Electeur Palatin Frédéric V, entrèrent en relations communes avec les réformés français et hollandais, soit pour la politique, soit pour les affaires religieuses. En 1596, les deux princes souverains d'Anhalt, Christian et Jean-Georges ayant épousé des femmes de la maison palatine, leur minime principauté, jusques là luthérienne, dut embrasser la doctrine du Genevois [1]. Les statues et objets du culte catholique, dont jusques là les luthériens du Nord et de l'Allemagne avaient conservé l'usage, furent alors bannis des églises d'Anhalt, et dans ses écoles on substitua au catéchisme de Luther celui d'Heidelberg. Quelques années après, en 1603, le margraviat de Brandebourg, Jagerndorf suivit l'exemple d'Anhalt [2]. En 1608, lorsque fut conclue l'*Union* ou alliance entre les princes adhérents au calvinisme, dont nous aurons à parler plus bas, cette doctrine fit encore une nouvelle et riche moisson de conversions. En 1610, le gouverneur de Juliers, le margrave Ernest, de la maison Electorale de Brandebourg, se déclara pour le dogme du Genevois; en 1611, ce fut le duc Jean-Christian de Brieg en Silésie; en 1614, son frère le duc de Liegnitz, Rodolphe-Georges [3]. En même temps et par suite de la publication de la *Lettre de majesté*, la doctrine calviniste et l'influence de l'Electeur Palatin faisaient des progrès très-rapides en Bohême, en Autriche, en Moravie.

[1] Beckmann. *Histoire d'Anhalt* VI. P. 135 et suivantes.

[2] Stenzel. *Histoire de l'Etat de Prusse*. I. P. 386.

[3] Stenzel. Ibid.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Il est vrai que le calvinisme, depuis le moment où il fit son entrée en Allemagne, dut renoncer en grande partie à l'un des côtés de son essence politique. Le peuple allemand est un peuple d'une nature si aristocratique depuis ces âges primitifs qu'a peints Tacite, jusqu'au régime bureaucratique d'aujourd'hui, que sur ce sol l'Eglise Calviniste ne put déployer sa bannière démocratique aussi largement qu'ailleurs [1]. Les prédicateurs réformés dans les pays grands et petits que gouvernaient des princes, rivalisèrent presque de courtisanerie empressée avec leurs collègues luthériens dans lesquels ils affectaient pourtant de voir des créatures serviles d'un ordre inférieur. Ecumant d'injures contre l'antechrist romain, le Pape, la bouche pleine des accusations les plus odieuses contre l'Empereur d'Allemagne et contre la constitution de l'Empire que leur insolence appelait un chef-d'œuvre de diablerie [2], tout leur paraissait juste, naturel, parfaitement dans l'ordre lorsqu'il s'agissait des exigences que leurs gracieux seigneurs les princes calvinistes avaient pour leurs peuples et pour leur clergé. Ces sentiments de parfaite obéissance agréaient certainement d'un côté à certaines personnes, mais ils eurent aussi leurs conséquences mauvaises. La pire, à notre sens, fut l'incapacité que montra chez nous le calvinisme pour produire un gouvernement adapté aux besoins des temps modernes — en d'autres pays, il y avait mieux réussi, — et punir par l'emploi

[1] Je montrerai ailleurs que même en Allemagne quoique avec des proportions restreintes, il y eut un mouvement démocratique qui fut provoqué par le calvinisme.

[2] Friedberg démontre cela par plusieurs exemples, *loco citato*. P. 3.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

des forces démocratiques la légéreté impie et déloyale avec laquelle ces princes avaient jeté dans l'Empire le brandon d'une nouvelle religion. Loin de là, c'étaient les mauvaises tendances de l'esprit calviniste qui se développaient à profusion, la rage de détruire, le mépris orgueilleux du passé, la haine contre les souvenirs historiques.

Les puissants de la terre, sont toujours portés à abuser, pour des buts égoïstes, de la foi religieuse, qui, n'est en général prise au sérieux que par les pauvres ou ceux qui vivent dans une honnête médiocrité. Combien ce penchant naturel ne devait-il pas être favorisé dans un parti où chaque jour les ministres prêchaient devant leurs maitres ces doctrines que, *le catholicisme était une idolâtrie entière, le luthéranisme une demi idolâtrie, le Pape, la prostituée de Babylone que saint Jean désigne dans l'Apocalypse, l'Empire d'Allemagne un amalgame de superstitions, de fourberies sacerdotales, d'absurdités, que le clergé catholique et les princes défenseurs de Rome ne méritaient pas autre chose que d'être complètement dépouillés!* Et au fait, les chefs politiques du calvinisme en Allemagne ne songeaient pas à autre chose qu'à piller des églises et faire une révolution. Un événement qui appartient à la première époque où la croyance des huguenots commença à se glisser en Allemagne, caractérise excellemment la nature de ce parti. L'Electeur Palatin, Frédéric III, — né en 1515, arrivé au pouvoir en 1559, mort en 1576, — qui le premier introduisit le Calvinisme en Allemagne, laissa à sa mort, outre son successeur Louis VI, celui qui contraignit le Palatinat à redevenir luthérien, mais mourut dès 1583, un second

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

fils, Jean Casimir [1], qui joua un triste rôle dans l'histoire religieuse de notre pays. Jean-Casimir naturellement plein d'ambition, mais comme prince puiné, exclus du gouvernement en vertu des droits de primogéniture, se jeta dans les bras du parti huguenot, conduisit en France un corps auxiliaire à la tête duquel il combattit en 1568 et 1569 contre les catholiques de ce pays, prit part à la guerre des Hollandais contre le duc d'Albe et fut l'âme de toutes les intrigues qui s'ourdirent en Allemagne, particulièrement en Saxe, pour assurer au calvinisme la prépondérance sur le luthéranisme. Les desseins de l'Electeur de Cologne, Gebhard, sur lesquels j'aurais plus bas à revenir, trouvèrent aussi dans Jean-Casimir un défenseur zélé. Mais l'année même où ils éclatèrent, en 1583, mourut l'Electeur Palatin Louis VI. Par suite de cette mort, Jean-Casimir, comme frère du défunt, prit en mains, au nom de son neveu mineur, Frédéric IV, la régence du Palatinat. L'entreprise de Gebhard se trouva désorganisée, il échoua. Nonobstant cela, Jean-Casimir utilisa sa position de tuteur d'un Etat considérable pour rassembler une armée.

Nous laissons ici parler nos documents [2] : « *Alors le nouveau Catilina, Jean-Casimir ne parlait que de recommencer l'affaire de Cologne dès qu'il serait déchargé de la tutelle. Il disait qu'on le verrait traverser la vallée des Trois Prêtres*[3], *marcher sur la Westphalie*

---

[1] Ne pas le confondre avec le comte palatin Jean-Casimir de la ligne de Deux-Ponts qui, né plus tard, en 1589, épousa la demi-sœur de Gustave-Adolphe et mourut à Stockholm, en 1652.

[2] C. G. de Friedberg. *loco citato*. P. 66 et suivantes.

[3] *Pfaffengasse*. Littéralement la rue des *Prêtres*. C'est la vallée du Rhin où se trouvaient les Etats des trois électeurs ecclésiastiques. (Note des traducteurs.)

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et la Franconie, tout écraser de contributions, attaquer la Bohême, en chasser l'Empereur Rodolphe II et abandonner l'Empire tout entier comme proie à ses faméliques chenapans. Il fit même à ses colonels et capitaines d'infanterie et de cavalerie une déclaration publique : Aussi vrai, leur dit-il, que je suis né comte Palatin, je ferai de vous tous qui êtes là devant moi, des comtes et des seigneurs et je vous comblerai de splendides richesses. *Afin que cette promesse calviniste fit plus d'impression, Daniel Tossanus, le prédicateur de la cour d'Heidelberg (né à Montbéliard, et mort en 1602) s'avança; il lut le vingtième chapitre du Deutéronome de Moyse* [1], *fit sur ce texte un sermon enflammé et plein d'éclat, releva en discourant ses manches jusqu'au dessus du coude, frappa du pied, arriva à amener lui et ses auditeurs à un tel paroxisme, que chacun, à l'instant même, eut voulu courir au combat. Ils savouraient surtout les dernières paroles du 14me verset où il est dit* : Tu partageras entre les gens de guerre tout le butin, et tu les feras manger de ce qu'ils auront pris sur l'ennemi. » Jean Casimir ne put exécuter son dessein, car il mourut en 1592. Mais son esprit lui survécut dans ceux qui plus tard furent les chefs du Calvinisme en Allemagne, dans l'Electeur Frédéric IV, son fils Frédéric V, Christian d'Anhalt, Maurice de Hesse.

Il va de soi que la scission amenée par la manière d'agir de l'Electeur Palatin Frédéric III, dut engendrer une haine ardente entre les deux partis protestants de l'Allemagne. Déjà au début lorsque le calvinisme se glissa

---

[1] Celui qui contient le règlement de guerre pour le peuple de Dieu.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dans l'Empire, les luthériens avaient laissé percer une violente jalousie contre ce rival dangereux. Lorsque plus tard ils se virent complètement surpassés par lui, leur animosité ne connut plus de bornes. L'Allemagne fut inondée d'un flot d'écrits de polémique, les chaires retentirent d'invectives envenimées. Les prédicateurs luthériens représentaient Calvin comme plus noir que le diable et traitaient ses adhérents de juifs, d'hérétiques, de payens; par contre, pour les calvinistes, les luthériens étaient des gens qui s'étaient arrêtés à moitié chemin, et qui avaient encore un pied enfoncé dans le papisme ou l'idolâtrie. Par suite de cette dispute furieuse au sein du protestantisme, les catholiques sages jouaient le rôle du tiers qui intervient en arbitre. Dans plusieurs pamphlets on donna aux luthériens le conseil de s'entendre avec les catholiques pour chasser d'un effort commun les calvinistes hors de l'Empire [1], vu que le bénéfice de la paix de religion de 1555, ne s'appliquait qu'aux fidèles de l'ancienne Eglise et aux sectateurs de la confession d'Augsbourg, mais non à ces profanateurs des sacrements qui suivent la doctrine du Genevois.

Néanmoins, malgré la discorde qui avait éclaté de cette sorte dans le sein de ses adversaires, l'Eglise Romaine, même après la conclusion de la paix de religion, ne cessait de perdre du terrain jusqu'en l'année 1613. Les avantages qui attiraient du côté opposé les princes allemands étaient trop séduisants pour que la défection n'allât pas en s'étendant de plus en plus. Tous les princes temporels du nord de l'Allemagne passèrent à la doctrine de Luther ou à celle de Calvin et s'approprièrent les biens d'église situés dans leurs domaines.

[1] Friedberg écrit aussi dans ce sens.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Leur avidité d'acquérir ne se contentait plus des biens héréditaires qui leur étaient livrés, grâce à la Paix de Religion, elle allait au contraire bien au-delà des bornes assignées par la diète d'Augsbourg. Au mépris de la lettre de la Réserve ecclésiastique, les princes protestants, dans le temps indiqué, n'engloutirent pas moins de deux archevêchés et de douze évêchés de l'Allemagne du nord. Khevenhuller [1] donne le résumé d'un écrit politique fait par un catholique, et qui rend compte comment et par qui ces usurpations sur la propriété de l'Eglise romaine ont été commises. Un des Electeurs ecclésiastiques de la vallée du Rhin se laissa lui-même séduire par l'exemple si tentateur des Etats laïcs. En l'année 1583, Gebhard — né Truchsess de Waldbourg, — archevêque de Cologne, eut l'audace d'épouser la comtesse Agnès de Mansfeld, et de vouloir changer son diocèse en une principauté héréditaire. Mais l'opposition résolue du conseil de la ville de Cologne, conseil tout catholique et appuyé par l'Espagne et la Bavière, contraignit enfin le prêtre infidèle à résigner sa dignité. Dans l'Allemagne méridionale et occidentale, l'aristocratie héréditaire tourna aussi de plus en plus le dos à la chaire de Saint-Pierre. Au commencement du XVIIe siècle il ne restait plus dans toute la Germanie que trois maisons princières importantes, qui fussent demeurées catholiques ; celles de Habsbourg-Autriche, de Bavière et de Clèves-Juliers.

Cependant le parti de l'ancienne Eglise avait déjà fait des efforts admirables pour sauver ce qui pouvait encore être sauvé.

Depuis le milieu du XVIe siècle une réforme énergique

[1] *Annales Ferdinandei.* Vol. XI. P. 430 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

s'était opérée dans le sein de l'Eglise romaine soit dans son chef, soit dans ses membres [1]. On avait vu de nouveau des papes honnêtes, résolus, actifs, s'asseoir sur le siége de Saint-Pierre, et le concile de Trente avait aboli les abus qui avaient été le prétexte au moyen duquel Luther avait d'abord gagné ses partisans. Rome avait reconquis l'estime des peuples et le protestantisme se trouva en face d'un redoutable adversaire.

Dans cette lutte contre ces apostats, ce qui rendit au monde catholique les plus grands services ce fut un nouvel Ordre, d'origine espagnole, qui a sa place parmi les phénomènes les plus mémorables de l'histoire de l'Eglise à toutes les époques. Dans la péninsule au-delà des Pyrénées, les longues guerres avec les Maures avaient conservé plus longtemps qu'ailleurs l'esprit chevaleresque et religieux qui durant les croisades pénétra tout l'Occident. Ce second printemps de la chevalerie catholique fit naître alors une milice ecclésiastique, où se fondaient d'une manière très-singulière des éléments divers, l'imagination du Moyen-Age et les formes de la civilisation moderne, l'humilité du moine et l'ardeur du conquérant.

L'année même où Luther en présence de l'Empereur et du corps de l'Empire défendit à Worms son enseignement, un gentilhomme castillan, Don Inigo (Ignace) de Loyola fut blessé devant Pampelune dans la guerre entre la France et l'Espagne. Pendant qu'il était sur son lit de douleur et en proie à la souffrance, il se plongea dans l'étude de la Vie des Saints qui alluma dans son imagination le zèle le plus ardent pour la religion.

---

[1] Léopold Ranke. « *Les princes et les peuples de l'Europe méridionale.* » 2me volume.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Dans des visions nocturnes, la reine des cieux, Marie, lui apparut et lui accorda le don de chasteté. Il vit aussi Jésus-Christ et le démon sous forme d'officiers enrôlant leurs soldats, Loyola se déclara pour la bonne cause et fit vœu de consacrer au service de l'Eglise catholique le reste de sa vie. Ses idées, d'abord obscures sur ce qu'il croyait être sa vocation, s'éclaircirent peu à peu lorsque, après sa guérison complète, il se rendit à l'Université de Paris pour y faire ses études. Le jour de l'Assomption de Marie, en 1534, lui et quelques-uns de ses amis réunis dans une chapelle de la Sainte-Vierge, sur la colline de Montmartre, s'associèrent pour la conversion des infidèles et pour faire le pèlerinage de Jérusalem. Ces premiers associés étaient un savoyard Pierre Lefèvre, un navarrais François Xavier, le futur apôtre si célèbre des païens, deux Espagnols, Jacques Lainez et Nicolas Bobadilla et un gentilhomme portugais, Rodriguez. En conséquence de ses visions, il donna à l'Ordre encore en germe, le nom de « *Compagnie de Jésus.* » Les guerres avec les Turcs empêchèrent le pèlerinage à Jérusalem qui avait été décidé, les associés se dispersèrent alors dans les Universités de la Haute-Italie où ils recrutèrent de nouveaux membres. Loyola lui-même alla à Rome avec Lefèvre et Lainez pour offrir au Pape les services de la Compagnie. Le cardinal Caraffa, qui plus tard monta sur le siége de Pierre avec le nom de Paul IV, était alors occupé à instituer l'ordre des Théatins, il demanda à Loyola d'y entrer avec ses compagnons, ce que celui-ci déclina. Il fut cependant recommandé au pape Paul III, par Ortiz, alors chargé d'affaires de l'Empereur à Rome. Dans l'année 1539, la Compagnie se constitua; l'année suivante elle obtint par une bulle spéciale du Pape sa sanc-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tion. Des trois vœux ordinaires de la vie monastique, vœux de pauvreté, de chasteté, d'obéissance, le dernier fut élevé jusqu'au degré d'obéissance absolue; on y ajouta un quatrième celui des missions dans tous les pays païens ou hérétiques où le Pape enverrait les membres de la Compagnie. En 1541, l'Ordre élut pour son premier général Ignace de Loyola. Après avoir donné par l'accomplissement consciencieux de tous les devoirs un modèle à ses frères, et avoir composé deux écrits très-importants « *les Exercices spirituels* » et « *les Constitutions,* » dont le premier déterminait l'esprit de l'Ordre, et le second les traits fondamentaux de la constitution de la Société, cet homme extraordinaire mourut en 1556.

Le deuxième général Jacques Lainez développa avec une merveilleuse intelligence des affaires, les germes que son prédécesseur avait semés, et mit la dernière main à l'organisation de l'Ordre. Le but principal et éminent de la Compagnie était de maintenir et de défendre l'Eglise Romaine Apostolique et son chef le Pape. Tous les bons catholiques le voulaient avec elle alors, comme ils le veulent aujourd'hui; mais par quelle voie tendre à ce but, c'était là que régnait l'obscurité. Le mérite capital de l'ordre des Jésuites consista en ceci, qu'il saisit très-bien les bons moyens à employer. Ignace de Loyola et Lainez reconnurent la nécessité 1° d'asseoir sur une base nouvelle l'éducation de la jeune génération grandissante et par là de s'assurer l'avenir; 2° de gagner l'opinion publique, ce qui n'allait à rien moins qu'à faire changer au peuple de sentiments, puisque même dans les pays catholiques la multitude inclinait vers le côté de la Réforme; 3° de faire entrer dans les intérêts de l'ancienne Eglise les cours et les princes. Pour ce der-

Digitized by Google Origina from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

nier but, l'Ordre employa ses meilleures forces. Après leurs colléges et leurs écoles, les cours furent le théâtre le plus remarquable de l'activité des Jésuites. Cette vérité qu'on ne saurait nier, donna occasion aux reproches les plus violents qui furent élevés contre l'Ordre, aussi bien par des catholiques que par des protestants. On déclarait qu'il n'était pas convenable que des moines se fissent courtisans. A notre avis la conduite incriminée, bien que blâmable en d'autres circonstances, trouve sa justification dans l'état des choses à ce moment. Tout le pouvoir étant tombé entre les mains des princes par suite du cours qu'avait pris la Réforme, les Jésuites, pour atteindre ce but suprême dont nous parlions plus haut, durent avant tout, chercher à gagner du terrain dans les cours. Ensuite, — et c'est là le second mérite essentiel de l'Ordre — à la sagesse de leur plan répondit la prudence et l'énergie dans l'exécution. Quelles difficultés n'avaient-ils pas à surmonter! Afin que la Compagnie de Jésus acquît de l'influence sur les adultes et concentrât entre ses mains l'éducation de la jeunesse, il fallait frayer une voie toute nouvelle et avoir égard dans une certaine mesure à l'esprit du siècle. Les Ordres anciens se survivaient à eux-mêmes; on se moquait des Franciscains à cause de leur pesanteur d'esprit; on haïssait les Dominicains pour leur sévérité sans adoucissement. Depuis l'apparition de ce qu'on appelle les Humanités, le monde réclamait au lieu de l'esprit contemplatif d'autrefois des connaissances pratiques et quelque chose de plus ouvert dans l'extérieur.

Bientôt les Jésuites se signalèrent dans toutes les branches des sciences qu'on estimait en ce temps. A côté de la théologie ils connaissaient les langues anciennes, les mathématiques, l'histoire; ils cultivèrent la

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

poésie. En outre ils faisaient preuve d'un savoir vivre parfait. Dans leur commerce on ne voyait rien ayant le caractère de la bigoterie; ils fuyaient avec soin l'apparence de l'orgueil d'une sainteté particulière; dans leur costume même ils évitaient tout ce qui fait remarquer. Dans les pays catholiques ce costume était celui du clergé séculier; dans les lieux où pour s'introduire plus facilement il y avait avantage à ne pas prendre les insignes ecclésiastiques, il leur était licite de changer ce costume contre le costume ordinaire du pays. La règle leur faisait un devoir de procéder avec douceur dans toute action religieuse ou politique, de gagner les hommes en se prêtant à leurs originalités, de ne jamais lutter de front même avec des ennemis déclarés, et en général de ne rien laisser voir qui parût de la passion; de conserver secrètes leurs intentions et leurs mesures, et d'amener à bien sans éclat, ce qui, tenté publiquement, eût pu soulever de l'opposition. La méthode d'enseignement dans leurs écoles était excellente et adaptée pour le mieux aux besoins de la jeunesse. Une certaine liberté combinée avec une surveillance incessante, une douce affabilité envers les élèves, une sage sollicitude pour la conservation de leur innocence et de leurs mœurs distinguaient des autres écoles les colléges des Jésuites, ils étaient gouvernés par l'affection et la confiance. Tout ce qui peut animer l'émulation, les déclamations publiques, les distributions de prix, les titres d'honneur furent employés pour aiguillonner l'application. Pour former le corps, il y avait des exercices gymnastiques; pour acquérir les bonnes manières dans la vie sociale, il devait y avoir des représentations dramatiques. Même au XVIIIe siècle leur enseignement passait encore pour le meilleur de tous,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

on voyait affluer dans leurs écoles la noblesse, non-seulement des pays catholiques, mais des pays protestants. Des hommes qui haïssaient mortellement l'Eglise, qui toute leur vie furent ses persécuteurs comme Voltaire, lequel avait été lui-même élevé chez les Jésuites, rendent à la capacité et au zèle des Pères un brillant témoignage.

Leurs pensionnats étaient en même temps les pépinières de l'Ordre, c'était par eux qu'ils se procuraient l'occasion de faire entrer dans la Compagnie des jeunes gens de talent. Ce qui déterminait pour le choix de ces novices ce n'était point les circonstances extérieures, la naissance, la richesse, mais seulement le talent et la bonne éducation. Sans appartenir déjà aux membres proprement dits de l'Ordre, ils étaient, pendant deux années entières, dans des maisons spéciales de noviciat, soumis à toutes les épreuves imaginables pour la pratique de l'obéissance et de l'abnégation, épreuves qui devaient montrer s'ils seraient aptes au but que se proposait la Compagnie. Le premier et le plus inférieur degré des membres de l'Ordre était formé de coadjuteurs laïcs qui n'avaient point fait les grands vœux et qui par conséquent pouvaient être renvoyés. Ils servaient comme subalternes et auxiliaires des degrés supérieurs, et si l'on regardait les Jésuites comme un Etat, ils étaient le peuple. Le second degré était celui des scolastiques et des coadjuteurs ecclésiastiques. Ils possédaient des connaissances scientifiques, faisaient les vœux monastiques et s'engageaient au service de la jeunesse pour l'éducation. L'Ordre se servait d'eux comme professeurs dans les Universités, comme prédicateurs dans les villes et dans les cours, comme recteurs et maîtres dans les colléges, comme directeurs de conscience et gouverneurs

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dans les familles que l'on voulait gagner, comme auxiliaires dans les missions. Le plus haut degré, celui qui était comme l'aristocratie de l'Ordre, était composé des profès ; seuls les membres les plus expérimentés, dont les talents et la fidélité avaient été maintes fois mis à l'épreuve, étaient élevés à cette dignité. Ils faisaient, comme profès, un quatrième vœu en dehors des trois vœux ordinaires, celui de se consacrer aux missions parmi les païens. Quand ils ne vivaient pas en communauté dans les résidences de profès, ils servaient comme missionnaires parmi les païens et les hérétiques, comme préposés des colonies des Jésuites dans les autres parties du monde, comme confesseurs des princes, comme membres résidents de l'Ordre dans les contrées où celui-ci ne possédait encore aucun collége. Ils étaient dispensés de l'éducation de la jeunesse. Les profès avaient seuls droit de vote pour l'élection du Général qui devait lui-même avoir été profès et qui choisissait parmi ses électeurs les assistants, les provinciaux, les supérieurs et les recteurs. Le Général était investi de sa dignité à vie, il avait sa résidence à Rome, et près de lui un admoniteur — comme une conscience vivante, pour surveiller l'observation des règles fondamentales de l'Ordre — et cinq assistants ou conseillers représentant les cinq nations principales, les Italiens, les Allemands, les Français, les Espagnols et les Portugais. Le Général était le centre et la tête de tout l'Ordre. Par les rapports mensuels des provinciaux, par les rapports trimestriels des supérieurs des maisons de profès et des recteurs des colléges, il était au courant des événements remarquables et des faits politiques, éclairé sur les caractères, capacités et mérites de chaque membre et de chaque novice, après quoi il statuait sur

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ce qu'on devait faire, et comment il fallait employer un membre intelligent. Il n'y avait pas d'appel contre ses ordres, il pouvait à son gré modifier telle ou telle règle de moindre importance de l'Ordre, éloigner des membres sans enquête, ou les exiler en les envoyant dans des pays lointains, donner ou remettre des punitions.

La nature des choses impliquait d'elle-même que le Saint-Siége appuyât très-chaudement une société si utile. Les papes Paul III et Jules III comblèrent l'Ordre de priviléges tels que jamais corporation n'en avait obtenu dans l'Eglise ou dans l'Etat. Les Jésuites devaient non-seulement jouir en même temps des droits du clergé séculier et des droits des moines, mais être exmpts, eux et leurs biens, de toute juridiction de l'ordinaire et juridiction laïque, de toute surveillance, de toute imposition, et ne reconnaître en dehors de leur supérieur dans l'Ordre et du Pape, aucun maître sur terre. Ils devaient en outre avoir l'autorisation d'exercer en tout pays les fonctions sacerdotales de toute espèce, sans considération pour les droits des curés. Bien plus, il leur fut accordé un droit qui n'est pas même, absolument, accordé aux archevêques, le droit de conférer la rémission de toutes les punitions de l'Eglise, de convertir les vœux des laïques en d'autres bonnes œuvres, d'acquérir partout des églises, des biens, d'établir des maisons de l'Ordre sans autorisation ultérieure du Pape, et de se dispenser eux-mêmes, sur l'appréciation des circonstances, de l'observation des Heures Canoniques, du jeûne et de l'abstinence. Le Général était autorisé à envoyer des membres de l'Ordre avec des commissions de toute nature, où il voudrait, même chez les hérétiques que l'Eglise avait excommuniés, à les instituer à son gré comme professeurs de théologie, et de les investir

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de dignités académiques qui équivalaient aux grades des Universités. Il résulta de ces grand priviléges que les Jésuites haïs par les protestants, n'en étaient pas moins chez les catholiques jalousés par les autres membres du clergé.

Néanmoins il ne fallut à la Compagnie pour grandir et se dilater qu'un temps merveilleusement court. A la mort de son premier général, Ignace de Loyola, elle comptait mille membres en douze provinces. Avec un zèle qui rappelle les plus beaux temps du christianisme, ils avaient prêché et affermi la foi de l'Eglise romaine dans les pays les plus lointains, dans les Indes, en Chine, au Japon, aux Iles-Moluques, en Ethiopie, dans le pays des Cafres et les deux Amériques du nord et du sud. François-Xavier, qui dès l'année 1541, commença les missions de l'Ordre dans les Indes portugaises, y convertit avec ses confrères des centaines de mille âmes au christianisme. Il mourut en 1551, lorsqu'il partait pour la Chine avec la gloire d'un dévouement héroïque qui lui valut le nom d'*Apôtre des Indes*, et l'honneur de la canonisation. Non moins grande était leur activité dans la vieille Europe, mais elle s'y produisit sous d'autres formes. A la fin du XVIe siècle ils possédaient des établissements florissants en Portugal, en Espagne, en France, en Italie, en Angleterre, dans les Pays-Bas, dans l'Allemagne catholique, en Autriche, en Bavière, en Pologne. Les caractères les plus différents, des enthousiastes qui pour la foi catholique défiaient la mort à côté des esprits les plus positifs, des penseurs calmes à côté des grands zélés, des mystiques auprès des hommes d'affaires les plus entendus, servaient ensemble l'Ordre et travaillaient avec harmonie à sa grandeur, parce qu'avec la surveillance constante et l'intelligence pénétrante qui

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dirigeait le corps de la Compagnie, chaque capacité était utilisée à la place qui lui convenait, et où elle pouvait être le plus profitable à l'ensemble. Pendant que les têtes ardentes qui avaient soif de la gloire et de la couronne du martyre, étaient assignées aux missions lointaines pour leur sphère d'activité, on voyait, en Europe, des Jésuites combattre les protestants avec les armes invincibles de l'esprit; d'autres, gagner le peuple par leur éloquence et l'austérité de leurs mœurs; d'autres encore, par des mesures pleines de finesse, triompher de la résistance des grands, des princes, des rois. Il y avait même des Jésuites qui bouclaient la cuirasse par dessus la soutane et qui allaient au feu comme ingénieurs dans les batailles de la guerre de Trente-Ans.

En Allemagne deux grandes provinces étaient ouvertes à l'activité de l'Ordre : les pays des Habsbourg et la Bavière. Les premiers Jésuites qui trouvèrent accès sur ce terrain furent Lefèvre, Bobadilla et Le Jay. Ils assistèrent, en 1541, à la diète de Ratisbonne. En 1549, le duc Guillaume de Bavière demanda, pour Ingolstadt, trois Jésuites comme professeurs; parmi eux se trouvait un hollandais, Canisius. Deux ans après, Ferdinand Ier fit venir l'Ordre à Vienne pour remédier à la décadence de l'Eglise. En 1556, ils possédaient des colléges à eux, à Vienne et à Ingolstadt. En même temps, ils s'étaient établis dans l'évêché d'Augsbourg. Durant le règne de Maximilien II, qui était favorable à la Réforme, ils durent s'arrêter. Mais l'oreille de l'Empereur ne leur étant plus ouverte, ils se serrèrent auprès des frères de Maximilien, de la partie féminine de la famille Impériale, et des grandes dames puissantes à la cour. Les successeurs de ce prince abandonnèrent pour jamais la pensée

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

d'une Eglise Réformée. Et dès lors, l'influence de l'Ordre arriva à son apogée.

Parmi les membres qui travaillaient en Allemagne dans la seconde moitié du XVIe siècle, celui qui se distingua le plus fut ce Canisius que nous venons de nommer. La méthode par laquelle lui et ses confrères savaient gagner le peuple est digne d'être signalée. Le cri en faveur de la réforme de l'Eglise était si général, que ses adversaires eux-mêmes devaient prendre le masque de ses amis. Les Jésuites empruntaient quelques tours de phrases à Luther; ils parlaient de réforme, d'état de décadence au sein de l'Eglise, et disaient que la vocation de leur Société était de restaurer l'ancienne forme de la foi chrétienne. Comme Luther avait répandu sa doctrine parmi les enfants et le bas-peuple en composant un catéchisme, Canisius écrivit aussi un catéchisme catholique, livre qui avait manqué jusque là à l'Eglise romaine. La jalousie des anciens Ordres monastiques contre leurs heureux concurrents, saisit cette occasion pour porter plus d'une fois des plaintes auprès de l'Inquisition surtout contre le second Général Lainez, alléguant que les doctrines de l'Ordre avait une odeur de luthéranisme. Naturellement ces accusations haineuses ne firent aucun tort à ceux qui en étaient l'objet. Canisius devint provincial de la Haute-Allemagne et fut appelé à Vienne comme Inspecteur de l'Université; à Munich, on lui confia la charge de censeur. Son zèle fut si actif pendant une période de plus de quarante ans, que toute trace du luthéranisme disparut de la Bavière ce qui lui a valu d'être appelé par son Ordre le second Boniface ou l'apôtre de l'Allemagne. Déjà avant la mort de l'empereur Maximilien II, mort qui eut lieu en 1576, la province de la Haute-Allemagne comptait cinq colléges et

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

deux maisons de missions peuplés de cent quarante-deux membres dont quarante prêtres et dix profès ayant fait les quatre vœux. Incontestablement les Jésuites étaient de beaucoup supérieurs aux théologiens protestants d'alors, qui la plupart n'étaient que de misérables tapageurs. Eux-mêmes le sentaient et voyaient leurs adversaires si bas au-dessous d'eux, qu'ils les provoquaient par de mordantes satires.

Vers la fin du XVIe siècle, les Jésuites avaient évidemment obtenu de grands résultats en Allemagne. Mais leurs espérances, leurs desseins tendaient plus loin. Comme le Protestantisme avait trouvé sa consolidation dans la Paix de Religion d'Augsbourg, et avant tout dans ce qu'on nommait le droit de Réforme, le droit du *Cujus regio ejus religio*, ainsi ce même droit dans les mains des princes catholiques de l'Empire devait devenir une arme aux coups terribles contre le Protestantisme. Evidemment ce droit était une épée à deux tranchants. Il devait particulièrement devenir de la plus haute importance pour les pays d'héritage de la maison de Habsbourg. Il en était là au point de vue des affaires, comme dans le reste de l'Empire en général. Pour assurer leur propre indépendance et réduire les droits de l'Empereur, les princes allemands, dans les pays de l'Empire, avaient utilisé le Protestantisme. Il fut utilisé aussi dans les pays héréditaires de l'Empereur, où le souverain restait catholique, par les Etats, c'est-à-dire par la Haute-Noblesse, l'aristocratie féodale pour restreindre également les pouvoirs du souverain et assurer leur propre indépendance. Dans les pays protestants de l'Empire la suzeraineté locale en s'appropriant les droits de l'Eglise, l'épiscopat du pays, avait gagné un degré important d'augmentation. Dans les pays héré-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ditaires d'Autriche où le souverain, restant fidèle à l'ancienne Eglise, n'acquérait par conséquent aucun droit de souveraineté ecclésiastique ni sur l'Eglise romaine, ni sur le protestantisme, les seigneurs féodaux réclamaient sur leur sol et territoire ces droits pour eux. Ce même protestantisme, peu logique, qui dans l'Empire augmentait le pouvoir du souverain, l'affaiblissait dans les Etats héréditaires de l'Autriche. Sur ce domaine la maison de Habsbourg, en cherchant à sauver ses pouvoirs princiers, devait naturellement se tourner contre le protestantisme. Le protestantisme c'était le nom, l'essence de la chose, c'était l'aspiration de l'aristocratie féodale à l'indépendance. Ni Rodolphe, ni Mathias n'avaient eu pour cela l'énergie suffisante, le dernier principalement parce que dans sa rébellion contre son frère il avait lui-même réclamé et utilisé l'appui de ces forces révolutionnaires. Ferdinand II fut le premier qui comprit l'état des choses et cette compréhension il la dut pour une bonne partie à son éducation par les Jésuites.

Si dans un sens ceux-ci voulaient qu'on luttât contre le protestantisme, à coup sûr ils ne voulaient pas une lutte par les armes, une guerre universelle. Si tout devait, en effet, se décider par le tranchant de l'épée, la force intellectuelle n'était plus la seule à déterminer le dénouement. Or c'est dans cette force spirituelle que reposaient les espérances de victoire de l'Ordre. Il n'était donc ni dans ses vœux, ni dans ses intérêts d'avoir la guerre. Mais par contre il était fort dans l'intérêt du parti opposé d'en attiser le feu. Ce parti opposé nous ne l'appelons pas parti protestant, car en réalité ce n'est point cela qu'il était. C'était celui de l'aristocratie féodale des Etats héréditaires d'Autriche,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et il ne se servait du protestantisme que comme d'un drapeau. C'étaient encore les princes calvinistes de l'Empire, qui avaient formé l'*Union*, croyant le faire dans leur intérêt propre et agissant en réalité pour le profit du roi de France, Henri IV, et des Etats Généraux de Hollande. Plus tard, même après la mort de Henri IV, ne pouvant plus soutenir ses desseins et ses projets, ils ne renoncèrent point à leur avidité famélique des biens de l'Eglise et des acquisitions de territoires, à leur rage impie de partager et de diviser la nation de l'empire allemand. Et dans ce but ils jetaient des regards de convoitise vers les secours de l'étranger, que cet étranger fût la France ou l'Angleterre, la Hollande ou la Suède. C'étaient tous ceux là qui voulaient la guerre.

L'Empereur, lui, ne pouvait pas la vouloir, car la guerre était contre son intérêt. Ferdinand avait appris, quand il était archiduc de Styrie, avec quelle promptitude et quelle facilité les Etats d'un pays, en face d'une conduite énergique et résolue, amenaient leur drapeau du protestantisme. Il pouvait espérer, comme chef de la maison d'Autriche, que dans les autres pays de sa maison, il réussirait de même et aussi aisément. Mais réussir, il ne le pouvait qu'à une condition, c'est que les Etats du pays, la noblesse féodale, n'appelassent point sur leur sol des auxiliaires étrangers. Et la chose devenait inévitable si Ferdinand lui-même donnait l'exemple de l'emploi de la force. Il était donc de l'intérêt de l'Empereur d'amener une transformation pacifique, de l'intérêt des puissances opposées d'avoir la guerre.

Ajoutez à cela que du côté des catholiques manquait un peu l'unité d'action et d'efforts combinés. Le Saint-Siége voulait sans doute qu'on ramenât au catholicisme autant de pays que possible, mais il ne voulait pas forti-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

fier trop la puissance impériale. Car le Pape n'était pas seulement le chef de l'Eglise, il était aussi un souverain temporel, et comme tel il redoutait la suprématie outrée de l'Empereur. L'Autriche ne devait pas devenir par trop puissante. Voilà pourquoi l'on favorisa, à Rome, la rivalité de Maximilien de Bavière contre l'Autriche, voilà pourquoi enfin aux yeux d'Urbain VIII, qui croyait y voir l'intérêt de Rome là où il n'y avait que l'intérêt de la France, l'intervention du roi de Suède Gustave-Adolphe ne fut point trop importune.

Nous avons ici devancé la marche des événements. Il est nécessaire, avant d'y arriver, que nous jetions un coup d'œil rapide sur l'histoire de l'empire d'Allemagne à cette époque qui est comprise entre la mort de Charles-Quint et le moment où éclata la guerre [1].

---

[1] L'esprit de ce chapitre n'est pas en général hostile à notre religion. Il y a néanmoins des réserves à faire sur plusieurs assertions de l'auteur. Il semble avoir été, non pas catholique avant tout, mais allemand avant tout; s'être trop préoccupé de l'unité de la Germanie, de la force et de l'ordre de l'Empire, et avoir admis bien facilement la légitimité de certaines manières de le servir. (Note des traducteurs.)

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE DEUXIÈME

Les empereurs Ferdinand Ier, Maximilien II, Rodolphe II, Mathias. — L'Union. — La Ligue. — Plan du roi de France Henri IV pour changer le système des Etats de l'Europe. Son immixtion dans les affaires de l'Allemagne. — L'empereur Ferdinand II.

Ferdinand, frère de Charles-Quint, avait été son successeur au trône impérial. Ce prince chercha, il est vrai, dans ses domaines héréditaires à empêcher la propagation du luthéranisme qui déjà y avait fait de grands progrès, mais il ne tenta rien contre ses progrès ultérieurs dans l'empire d'Allemagne, depuis la conclusion de la paix de religion; c'était du reste lui-même qui l'avait négociée. Cette attitude le jeta dans de fâcheux rapports avec la Curie romaine. Le Pape de cette époque, Paul IV (1555-1559), refusa de reconnaître non-seulement la paix de religion, mais même l'avènement de Ferdinand à l'Empire [1]. Il fit cette déclaration : « *Ferdinand a accordé la paix de religion, qui est contraire au droit divin et humain; par cette démar-*

[1] Pfister. « *Histoire d'Allemagne.* » IV P. 284 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

che ainsi que par plusieurs autres faveurs faites aux protestants, il s'est mis lui-même en odeur d'hérésie. Il doit, en conséquence, se purger d'abord de ce soupçon, et tout remettre à la décision du Pape. Charles V n'avait plus sa tête lorsqu'il remit l'Empire à Ferdinand Ier, car cette dignité ne doit être remise qu'entre les mains du Pape, comme étant le vrai collateur de la couronne impériale, la moitié des électeurs a du reste perdu, par le fait de l'hérésie où ils sont engagés, leur droit d'élection qui leur avait été confié par le Pape. » Ferdinand resta, il est vrai, empereur, mais sans être traité comme tel par Paul IV aussi longtemps que ce dernier vécut. Par contre, son successeur Pie IV reconnut Ferdinand, mais seulement quand celui-ci se fut plié sous deux conditions; la première, qu'il rendrait hommage au Pape comme un vassal à son suzerain; la seconde, qu'il résisterait de toutes ses forces aux protestants. Même alors, Ferdinand ne voulait ni ne pouvait, sous ce dernier rapport, rien faire de plus, mais il aida à terminer le concile de Trente, et mit sur ses décrets le sceau et la sanction impériale. A cette occasion l'on vit clairement que le projet poursuivi par Charles-Quint, à l'époque de l'intérim était un projet fort sérieusement mûri et combiné avec les princes catholiques de l'Allemagne. De concert avec la Bavière, Ferdinand insista auprès du Concile comme auprès de la curie pour obtenir la concession du mariage des prêtres et de l'usage du calice dans la communion. Sur le premier point le Pape resta inflexible. Mais par contre, il accorda aux laïques catholiques de l'Autriche l'usage du calice, concession qui fut néanmoins retirée après une courte durée.

Ferdinand mourut dans l'année 1564. Déjà avant sa

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

mort, son fils Maximilien II avait été élu roi des Romains. Des impressions de jeunesse, impressions qui ne s'effacent jamais complètement, attiraient ce prince du côté de l'église protestante. Jusqu'à sa douzième année il avait été élevé par un disciple de Luther et de Mélanchton, Wolfgang Stieffel. Plus tard, lorsque son père vieillit, il entra en commerce secret avec des princes protestants, et toute l'Allemagne se mit à espérer ou à craindre qu'à son avénement à l'Empire, il se déclarerait pour le luthéranisme. Mais quand il fut monté sur le trône il acquit la conviction que la politique lui défendait de suivre les désirs de son cœur. Maximilien avait épousé une sœur de Don Philippe II, roi d'Espagne, Marie, laquelle ainsi que son frère, haïssait de toute son âme le protestantisme. Les frères de l'empereur Ferdinand et Charles qui avaient eu pour apanages, le premier le Tyrol et le second la Styrie étaient de zélés catholiques. Les gendres de Maximilien étaient animés des mêmes sentiments. Une de ses filles, Elisabeth avait épousé le roi de France Charles IX, le même qui avait machiné à Paris, la Saint-Barthélemy; l'autre, Anne, avait été primitivement fiancée à l'infortuné Don Carlos d'Espagne. Après la mort tragique de ce premier fiancé, elle partagea la couche de Philippe II et lui donna un fils qui plus tard fut le roi Philippe III. Dans ces circonstances, la sagesse et la raison d'Etat imposaient au jeune Empereur de tenir pour la vieille Eglise. Il fit cependant pour la nouvelle beaucoup plus qu'il ne l'aurait dû. L'exemple donné par les Etats allemands avait été une tentation pour la Noblesse de l'Autriche. Infectée de ce virus, elle s'efforçait, ainsi que nous l'avons dit plus haut, de secouer le joug du gouvernement et de conquérir une indépen-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dance semblable à celle de leurs voisins. Ces seigneurs suivirent la même voie que celle qui, en Allemagne, avait conduit les princes de l'Empire au but qu'ils convoitaient; ils réclamèrent la liberté de religion, c'est-à-dire ils réclamèrent pour eux-mêmes la liberté d'établir sur leur sol et leur territoire la religion qui leur conviendrait, en un mot le droit de *cujus regio, ejus religio*. Maximilien fut assez faible pour concéder ce droit si dangereux pour la puissance de la maison régnante. Un peu plus tard les villes obtinrent aussi ce qui avait été concédé à la Noblesse. On fit venir de Rostock Chytræus pour organiser en Autriche l'Eglise luthérienne. Sous le patronage de l'Empereur, il parut une nouvelle édition de la *Confession d'Augsbourg* à l'usage des protestants autrichiens. Maximilien II fit aussi composer une traduction de la Bible en langue Slave, à l'usage des slaves établis dans les Etats héréditaires de Carniole, de Carinthie et de Styrie.

Sous ces deux empereurs Ferdinand Ier et Maximilien II les affaires extérieures de l'empire d'Allemagne prirent une tournure toujours plus désolante. Lorsque l'Empereur réclamait les secours de l'Empire, contre les Turcs, les protestants se plaignaient de ce que l'on refusait l'identité de situation entre les deux religions, et de leur côté les Etats catholiques imitant pour la parcimonie l'exemple de leurs adversaires, donnaient aussi peu que possible. C'eût été une chance bien peu méritée si le Saint-Empire Romain, au milieu de ses luttes religieuses, ne fut pas devenu la proie des infidèles Turcs. Ferdinand Ier dut payer au sultan un tribut annuel de trois cent mille florins ; ce tribut continua sous Maximilien bien que celui-ci n'eut pas été trop malheu-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

reux dans la guerre qu'il soutint contre les Turcs. Ce dernier Empereur mourut en 1576.

Rodolphe, son fils lui succéda; il avait été élevé en Espagne et en avait rapporté une aversion mortelle contre le protestantisme. A son avénement, il est vrai, il confirma aux seigneurs et à l'Ordre des chevaliers autrichiens la liberté de religion que leur avait concédée Maximilien II, mais en dehors des villes seigneuriales les ministres évangéliques furent chassés, et les citoyens durent, sous des peines sévères, s'écarter des églises luthériennes de l'Ordre Equestre. Les villes ayant élevé contre cette mesure des représentations, Rodolphe fit fermer, à Vienne et dans les autres cités du pays, les églises et les écoles des protestants, et ordonna à leurs habitants de se faire de nouveau catholiques. Ceux qui ne voulaient point s'y soumettre de plein gré devaient à bref délai quitter le pays. Pour être reçu bourgeois, comme pour être placé à Vienne en qualité de professeur, la première condition fut qu'on devait professer la religion catholique. Tous ceux qui n'étaient point du parti du Pape durent quitter la Cour. Un autre édit défendit aux habitants des villes de se réunir et de rédiger des suppliques. Trois bourgeois qui ne voulurent pas se soumettre furent condamnés à mort et, par grâce, bannis seulement du pays. Rodolphe, plus tard, tenta des choses semblables en Bohême et en Hongrie. Mais ce fut en Autriche que les mesures furent le plus sévères, bien que l'Empereur n'y intervînt pas en personne, il faisait exécuter ses ordres par l'archiduc Ernest, son frère, qu'il avait établi à Vienne comme gouverneur. Quant à Rodolphe il résidait habituellement à Prague.

Mais c'étaient là, chez Rodolphe, les seuls indices d'une énergique volonté. A part cela, pendant tout son

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

règne, on eut cru qu'il n'y avait plus d'Empereur dans ce pays. Sous lui, le Rhin fut mis en interdit par les Hollandais, et ainsi cette grande artère du commerce de l'Allemagne, commerce autrefois si florissant, se trouva coupée. Sous lui, les Pays-Bas autrefois partie intégrante de l'Empire s'en détachèrent complètement, et non-seulement il y eut scission, mais les deux partis qui y guerroyaient, les Hollandais et les Espagnols, envahirent les provinces allemandes voisines et s'emparèrent de leurs villes sans que l'Empereur osât tenter pour elles autre chose que de pacifiques prières. Sous lui, un gentilhomme, Etienne Botskai, appuyé par le Grand-Turc, suscita, en Hongrie, une révolte, appela la nation à la guerre contre les Habsbourg, et pour la liberté politique et religieuse; la moitié de la Hongrie fut impliquée dans cette insurrection. Rodolphe II était un étrange sire. A Prague, la flatterie de ses courtisans l'appelait un second Salomon pour la sagesse. Mais quel singulier Salomon! La nature ne l'avait en rien créé pour être un prince, il ressemblait d'une manière frappante à son aïeul Frédéric III de nonchalante mémoire. Né avec des goûts d'archéologue, il avait une prédilection extraordinaire pour les raretés de toute sorte, pour les pièces curieuses de mécaniques, pour l'astrologie, pour l'alchimie, enfin pour les chevaux. En dépit de sa gêne financière, il collectionnait des raretés de prix dont la valeur était estimée à dix-sept millions [1]. Il ne voulait pas entendre parler d'affaires, elles restaient entre les mains de ses favoris ou de charlatans qui vidaient les caisses de leur maître. Le temps qui pouvait lui rester après l'étude de l'alchimie et de l'astrologie, il le passait

[1] Pfister. *Loco citato*. IV. P. 418.

Digitized by Google Origina from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dans les écuries impériales. Avec cela, il avait une extraordinaire sauvagerie insociable. Si quelqu'un voulait l'importuner d'affaires lorsqu'il était assis, plongé dans ses pensées — ce qui souvent durait des journées entières — ou lorsqu'il regardait travailler ses peintres et ses horlogers, il entrait en fureur contre les perturbateurs de son repos, et leur jetait à la tête des vases d'argent ou tout ce qu'il trouvait sous sa main. Même dans un âge avancé la chair eut chez lui de grandes exigences. Il lui fallait toujours des beautés exquises dont il changeait presque journellement; aucune d'elles ne put se maintenir longtemps dans sa faveur, et même à cette occasion il fit preuve d'une telle méfiance qu'il faisait d'abord visiter ses maîtresses pour s'assurer si elles ne portaient point sur elles d'armes cachées [1].

Peut-on s'étonner que sous un tel chef de l'Empire, la violence des partis allât toujours en augmentant? Les princes calvinistes voulaient briser la dernière barrière que la paix de religion d'Augsbourg avait laissée debout; par contre, les catholiques, à qui cette paix avait donné des armes, les tournaient contre les adversaires dont les devanciers avaient arraché par la force la dite paix. Du reste la position des deux partis, si on la compare à l'âge de jeunesse de la Réforme, avait subi un changement essentiel. En apparence, les princes protestants étaient supérieurs en nombre et en puissance extérieure; en réalité, ils étaient en dessous des catholiques; la force morale avait passé à ces derniers. Placés par les progrès victorieux de la Réforme dans une situation qui laissait craindre tout ce qu'il y a de pire pour leur foi et leur

[1] Daniel Erémita. *Opuscula. Edition Grævius Utrecht.* 1701. P. 358 et suivantes. Pfister. IV. P. 396.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

existence, les princes catholiques s'observaient et se retenaient. Leurs maitres, les Jésuites, valaient mieux que les prédicateurs de cour luthériens auxquels les Grands du protestantisme prêtaient l'oreille. La régularité régnait dans les cours catholiques, tandis que les seigneurs protestants devenus par la paix de religion autant de petits papes sur leur territoire, mettait bas trop souvent, toute pudeur. L'ivrognerie notamment devint tellement à la mode dans les cours que la Diète jugea nécessaire de publier cette admonition « *que tous les électeurs, princes ou Etats voulussent bien, pour donner l'exemple à leurs sujets, s'abstenir, chez eux, de boire avec excès, et d'engager à boire.* » D'autres vices marchaient de compagnie avec celui-là. La rage de la chasse atteignit au comble; les Juifs, suivant les alchimistes, furent considérés comme une des nécessités indispensables pour tenir une cour. On n'avait pas encore vu un gouvernement de maitresses comme celui qui prit faveur. L'électeur Joachim II, de Brandebourg, entretenait une bande de courtisanes; en même temps il faisait l'usure avec ses Juifs et construisait, aux frais de ses sujets pressurés par la fisc, bon nombre de châteaux de plaisance pour y célébrer ses orgies [1]. L'électeur de Saxe Christian II était devenu cul-de-jatte par l'excès de la boisson et de la volupté effrénée [2]. La haute aristocratie, par suite de la marche qu'avait prise la Réforme, s'était affranchie de toute crainte de l'Eglise et de l'Empereur; l'Allemagne devait alors en recueillir les fruits. Sans doute, parmi les princes catholiques, ils ne manquèrent point d'imitateurs qui se laissèrent entraîner

[1] Stenzel. *Histoire de l'Etat de Prusse.* I. P. 342 et suivantes.

[2] Lire le portrait plaisant que Daniel Eremita, témoin oculaire, fait de ce monstre. *(Loco citato.* P. 365.)

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

par le torrent, mais la majorité donna un meilleur exemple. Les empereurs Maximilien II et Ferdinand II se distinguèrent par une parfaite tempérance; le duc Maximilien de Bavière était comme eux. L'archiduc de Tyrol, Ferdinand, épousa une fille d'un bourgeois d'Augsbourg, Philippine Welser; le duc de Bavière, Guillaume, prit pour femme Marie Pettenbeck. De telles alliances froissaient certes beaucoup les habitudes des cours, mais, au point de vue de la morale, elles prouvaient un sens droit et juste; ces princes ne voulaient pas dégrader jusqu'au rang de concubines les femmes qu'ils aimaient.

Il nous faut maintenant tourner les yeux vers le prince qui pendant plus d'un demi-siècle se trouva à la tête du mouvement catholique. En 1597, le duc de Bavière, Guillaume, prince d'un bon naturel, mais dissipateur, abandonna son duché à son fils aîné Maximilien. La fermeté de caractère, l'esprit lucide et pénétrant, par lesquels se distinguait le jeune prince, son ambition, la puissance dont il disposait, les alliances qu'ils avaient nouées, l'élevèrent jusqu'à être la tête du parti catholique. Il gouvernait la Bavière, pays important, que ne divisait aucune différence de religion, son oncle d'abord et après lui son frère portaient le chapeau d'électeur de Cologne, et administraient en même temps les diocèses de Freycing, de Liége et d'Hildesheim; il était dans les relations les plus étroites avec la curie et avec les Jésuites. Ce fut le duc Maximilien qui, en 1607, osa tenter le premier coup contre les protestants. Sur la frontière de la Bavière, et comme invitant d'elle-même à ce qu'on vint la prendre, se trouvait la ville impériale de Souabe, Donauvôrth. A l'époque de la paix de religion d'Augsbourg, elle était encore restée catholique, mais

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sous les empereurs Ferdinand Ier et Maximilien II les protestants avaient pris le dessus. Le conseil était composé d'Evangéliques, les églises leur appartenaient, le peu de catholiques qui était encore domicilié dans la ville dût se contenter de la chapelle du couvent de la Sainte-Croix et, pour les processions de son rite, les faire à l'intérieur. Mais en 1605, un abbé récemment installé, aiguillonné par des encouragements venus de la Bavière, essaya une procession publique à travers la ville, croix en tête et bannières déployées. Le conseil de la ville s'interposa; il interdit l'entreprise de l'abbé. Cependant l'année suivante, celui-ci, stimulé par une déclaration favorable de l'Empereur, renouvela la procession. La populace luthérienne se jeta alors sur ceux qui prenaient place dans ses rangs, traîna ses bannières dans la boue et chassa les moines qu'elle rejeta dans leur couvent. C'était ce qu'attendait le duc Maximilien qui avait en aversion cette ville parce qu'elle donnait asile à grand nombre de ses sujets protestants. Au nom de l'Empereur il envoya à Donauwôrth une Commission pour examiner l'affaire. Les envoyés ayant été insolemment repoussés par le conseil de la ville, Maximilien sut se faire donner, par le Conseil aulique de l'Empire, de pleins pouvoirs pour exécuter, lui, duc de Bavière, la mise au ban de l'Empire prononcé contre la rebelle Donauwôrth. A l'approche d'une forte armée bavaroise le découragement s'empara de la bourgeoisie tout à l'heure encore si hautaine, elle mit bas les armes sans résistance. Sur le champ, le Duc fit commencer l'œuvre des conversions parmi les habitants par les Jésuites qui suivaient les Bavarois comme aumôniers militaires; changea la constitution de la ville, envoya à l'Empereur un compte exorbitant pour les frais de la guerre qu'il

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

aurait avancés, et parvint à se faire donner comme gage la ville elle-même par une décision du Conseil aulique de l'Empire [1].

La mesure prise contre Donauwôrth était sans doute l'indice qui révélait de graves arrière-pensées; elle suscita de l'inquiétude dans les Etats de l'Empire, et eut pour conséquence la conclusion d'une fédération des princes calvinistes à laquelle le roi de France Henri IV travaillait depuis longtemps. La manière dont elle se forma exige, de ma part, quelques observations préliminaires. L'indivisibilité des principautés allemandes, n'est pas, on le sait, d'institution ancienne. Jusque vers la fin du XVIe siècle la plupart des membres de la haute aristocratie avait la coutume de morceler entre leurs héritiers les territoires qui leur appartenaient. Il en résulta que les maisons les plus considérables de l'Allemagne se divisèrent en deux ou plusieurs lignes. Ainsi la famille de Wittelsbach s'était fractionnée en deux branches principales, celle des Électeurs palatins et celle des ducs de Bavière; la dynastie de Saxe se divisait en Albertins et en Ernestins, les Guelfes de la Basse-Saxe, les margraves de Bade en plusieurs lignes. Même dans la seconde moitié du XVIe siècle le testament du landgrave Philippe divisait encore l'héritage commun de la maison de Hesse entre deux lignes, celle de Cassel et celle de Darmstadt. L'envie et la jalousie de ces branches collatérales à droits égaux étaient la conséquence naturelle de ces partages, et dans le cours du XVIe siècle ces sentiments haineux grandirent encore d'un côté par suite de la question religieuse, de l'autre

[1] Source d'informations : Wolf. *Histoire de Maximilien Ier, de Bavière.* 2me vol. P. 190 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

par l'adroite diplomatie impériale. De l'ancienne maison de Wittelsbach une branche, celle de Bavière, était restée fidèle à la vieille foi, la branche des Électeurs palatins avait passé sous le drapeau de Calvin. Les deux lignes principales de la dynastie de Saxe professaient, il est vrai, l'une comme l'autre, la doctrine de Luther, mais l'électeur Maurice avait, comme chef de la ligne Albertine et de concert avec l'Empereur, spolié la ligne Ernestine. Cette violence l'obligeait, lui et ses successeurs, à s'assurer, par leur condescendance envers les Habsbourg, un appui contre la vengeance de leurs cousins du même sang, tandis que les Ernestins, conspirateurs décidés, prêtaient leurs mains à tout projet contre l'Empereur et contre l'électeur. De même, à Bade, dans la Hesse et dans la maison des Guelfes, la politique impériale favorisait une des branches de la famille contre l'autre.

Ces rapports mutuels révélèrent leur influence lorsque, après la chute de Donauwôrth, plusieurs Etats protestants conçurent la pensée de conclure une fédération défensive. Par une ancienne habitude, l'Eglise luthérienne d'Allemagne considérait toujours la maison électorale de Saxe, comme le chef naturel de ce parti. Par suite des motifs que nous venons d'indiquer, celle-ci se tint à l'écart. Mais par contre une autre dynastie prit sa place sur la brèche. Les Électeurs palatins s'étaient déjà mis en avant dans des occurences antérieures où l'on avait proposé des plans pour une alliance entre les Etats protestants ; jusque-là ils avaient toujours été repoussés, le zèle luthérien se méfiant des calvinistes. A ce moment, la peur de la Bavière d'un côté, de l'autre l'avidité de s'approprier des biens d'Eglise, engagea, en dehors des seigneurs calvinistes,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

quelques petits princes luthériens à passer sur de tels scrupules. De cette manière, la maison calviniste de Heidelberg obtint la direction du mouvement. Mais derrière elle il y avait la cour de France, nous le montrerons plus bas. Le 2/12 mai 1608, dans le couvent d'Ahausen situé au pays d'Anspach, se réunirent l'électeur palatin Frédéric IV, le prince Christian d'Anhalt, le comte palatin Philippe-Louis de Neubourg, le margrave de Bade Georges-Frédéric, le duc de Wurtemberg Jean-Frédéric, les margraves de Brandebourg Christian et Joachim-Ernest. L'âme de la négociation fut le prince Christian d'Anhalt. Ce seigneur dont l'ambition et la cupidité étaient loin de se contenter de la possession d'une petite principauté héréditaire, entretenait de secrètes intelligences avec le roi de France Henri IV, et travaillait pour le but de ce dernier. Le 4/14 mai l'acte fondamental de l'alliance fut signé. Ses visées portaient bien loin, mais d'après l'usage ordinaire en pareil cas, on ne confia pas tout au papier. On arrêta ce qui suit. Les alliés se promettaient de se secourir mutuellement, dans tous les cas, où, contre les lois de l'Empire, il serait porté préjudice à l'un des membres de la confédération, d'entretenir entre eux une correspondance confidentielle, de rester unis dans les questions concernant la liberté et les droits des électeurs, des princes et des Etats, de travailler en ce sens les autres Etats évangéliques, sans avoir égard à la différence pouvant exister d'ailleurs entre leurs opinions religieuses. On interdit aux théologiens les disputes ultérieures. En temps de paix, l'Electeur palatin devait avoir l'hégémonie : en temps de guerre, chaque Etat attaqué défendrait son propre pays. Une seconde réunion nomma pour ce cas de guerre le margrave de Brande-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

bourg Joachim Ernest, généralisisme; le prince Christian d'Anhalt, lieutenant-général de l'Union, avec un traitement mensuel de six mille florins pour le premier, de quatre mille florins pour le dernier [1]. A une troisieme réunion, le prince Christian et l'Electeur palatin osèrent proposer que l'Union se liât avec la cour de France. La proposition, toutefois, fut rejetée par les alliés, sans doute par un dernier reste de patriotisme national [2].

Le premier acte de vie publique de l'*Union* fut d'envoyer auprès de l'Empereur, comme délégué, le prince Christian pour se plaindre non-seulement des événements de Donauwôrth, mais aussi des mesures inconstitutionnelles du Conseil Aulique de l'Empire, et de la cupidité des conseillers de l'Empereur. Rodolphe traîna la chose en longueur, alléguant pour excuse qu'il était surchargé d'autres affaires. Alors le prince Christian le menaça en face du sort de Jules César s'il n'éloignait ses mauvais conseillers Stralendorf et Hannivald. A cette parole hardie le feu éclata. Rodolphe fit demander au prince si par hasard il aurait connaissance de complots dangereux contre Sa Majesté Impériale; la réponse qu'il reçut le tranquillisa. De son côté l'Empereur promit que l'ancien état de choses serait rétabli à Donauwôrth dans un délai de quatre mois, et qu'on le mettrait à l'abri des mesures illégales du Conseil Aulique de l'Empire, mais il ne songeait point à accomplir ce qu'il avait promis. En attendant, l'*Union* s'était développée, peu à peu elle engloba le comte palatin Jean de Deux-Ponts, le comte d'Ottingen, les villes impériales de Strasbourg, Nuremberg, Ulm, Rothembourg, Windsheim, Schweinfurth,

---

[1] Wolf. *Loco citato*. II. P. 418.

[2] Sattler. *Les Ducs de Wurtemberg*. VI. P. 31.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Wissembourg, un peu plus tard l'électeur de Brandebourg Jean Sigismond, le landgrave de Hesse, Maurice, les villes de Hall, Heilbronn, Memmingen, Nordlingen. Dans ces villes impériales les patriciens avaient autant que les dynastes un appétit de souveraineté. L'*Union* comprenait une grande partie de l'Allemagne, pourtant, en vertu des raisons exposées, elle était *à priori* sans consistance. Habitué à une liberté entière par suite de la décadence de l'Empire et du pouvoir impérial, aucun des confédérés ne songeait à sacrifier à l'intérêt général une partie de son indépendance, de là l'institution du Directoire pour le temps de paix seulement, moment où il n'était point nécessaire, de là la résolution de rester chacun sur son propre terrain en cas de guerre, c'est-à-dire quand le besoin de l'unité est le plus pressant. Ce caractère identique d'un germe mort-né fut commun à toutes les alliances des princes protestants pendant la guerre de Trente-Ans.

Il était dans la nature des choses que ce coup d'éclat protestant, ou, pour mieux dire, calviniste, provoquât un contre-coup catholique. A peine Maximilien de Bavière eût-il reçu la nouvelle des menées des princes calvinistes, qu'il invita ses coreligionaires à une contre-alliance. Un an après la conclusion de l'*Union*, le 30 juin (10 juillet) 1609, la *Ligue* était formée à Munich. Elle indiquait, comme son premier but, le maintien de la Paix de Religion; comme le second, la protection de la vieille foi, la seule vraie, hors de laquelle il n'y a point de salut, pour qu'elle ne fût point extirpée de l'Allemagne. Du reste, on entendait se borner à la défensive, et employer les moyens ordinaires de droit avant de repousser la force par la force. Aucun des alliés ne devait, par des actes contraires au droit, donner prétexte à une attaque, mais

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

si l'agression venait du parti opposé, au lieu d'attendre que les pays des alliés fussent envahis par la guerre, on devrait, s'il était possible, la prévenir. On ne se crut pas obligé de solliciter l'approbation de l'empereur Rodolphe, il devait seulement, en temps opportun, être informé de la formation de la *Ligue*. Les premiers membres qui s'y associèrent, en dehors du duc de Bavière, Maximilien, furent les évêques de Wurtzbourg, de Constance, d'Augsbourg, de Ratisbonne, de Strasbourg et de Passau; le prévôt d'Ellvangen, l'abbé de Kempten. Maximilien fut élu comme chef de la Ligue. Quelques mois plus tard, à une assemblée qui se tint à Mayence, les trois Electeurs ecclésiastiques accédèrent aussi à la *Ligue*. Mais à partir de ce moment, on commença à remarquer la jalousie qui perçait contre la Bavière. Les trois Electeurs décidèrent que pour les confédérés de la vallée du Rhin, il y aurait un second chef suprême dans la personne de l'Electeur de Mayence. En même temps on se tourna vers les puissances catholiques étrangères pour leur demander des secours, vers le Pape, vers les princes italiens, vers le roi d'Espagne, Le Saint-Père Paul V refusa la demande, alléguant qu'il craignait, par son accession publique à la Ligue, d'offenser l'Autriche. Les petites cours d'Italie se contentèrent de souhaiter bonne chance aux alliés. L'Espagne se montra bien mieux disposée à les soutenir énergiquement. Elle offrit de grosses sommes, mais à une condition qui n'agréa pas au duc Maximilien. Elle réclamait pour elle le titre de protectrice de l'Alliance. Ses offres et ses desseins tendaient à un triple but; la Bavière en serait affaiblie, la puissance de la maison de Habsbourg en Allemagne, tombée si bas sous l'empereur Rodolphe, se relèverait avec le secours de la

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Ligue, et par là enfin, l'Espagne retrouverait la possibilité d'aller de l'Allemagne remettre sous le joug ces Pays-Bas qui avaient fait défection.

Tel était l'état des choses lorsque survint un événement qui menaça d'allumer la flamme de la guerre [1]. Le 15/25 mars 1609, le duc de Juliers, Clèves et Berg, Jean-Guillaume, mourut sans postérité. Avec lui s'éteignait la branche masculine de cette maison qui seule, avec la Bavière et les Habsbourg, de tous les princes séculiers, était restée fidèle à l'ancienne Eglise. Déjà un bon nombre des sujets du duc adhérait à la croyance calviniste, et comme on pouvait prévoir que sa succession allait passer à des princes protestants, il y avait un danger imminent que ce pays fût, lui aussi, complétement arraché aux catholiques. Quant aux droits de succession, voici ce qu'il en était. Les titres les plus anciens étaient en faveur de la maison de Saxe, de la ligne Ernestine; l'empereur Charles-Quint ayant, en 1544, confirmé un pacte de succession de l'électeur Jean-Frédéric avec la maison de Juliers et Clèves. Mais plus tard, lorsque l'Electeur eut encouru la disgrâce de l'empereur, Charles-Quint concéda au duc de Juliers, le père de celui qui venait de mourir, le droit d'investiture du duché pour ses filles ou leurs héritiers mâles, au cas de l'extinction de la branche descendance masculine. Ces deux dispositions se contredisaient, et laissaient soupçonner que l'Empereur avait eu l'idée de semer des dents de dragon. Sur la seconde, s'appuyaient quatre prétendants. Le duc défunt laissait plusieurs sœurs dont l'une, l'aînée, Marie-Eléonore, avait épousé le duc Albert-Frédéric de Prusse. Elle était décédée, mais sa fille, son héritière,

[1] Wolf. *Loco citato*. II. P. 313 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

était aussi mariée dans la maison de Brandebourg à l'Electeur Jean-Sigismond. La seconde sœur avait épousé le comte palatin de Neubourg, Philippe-Louis. Celui-ci soutenait que la sœur aînée, Marie-Eléonore, étant morte sans descendants mâles, l'héritage appartenait à son fils Wolfgang-Guillaume. En dehors des deux princesses, déjà nommées, le feu duc en avait encore deux autres, l'une ayant épousé le comte palatin de Deux-Ponts, Jean; l'autre, mariée au margrave de Burgau, Charles. Ces deux derniers entendaient partager l'héritage comme les autres, mais on leur opposa la loi fondamentale du duché qui stipulait l'indivisibilité du pays et le droit de primogéniture. Les deux maisons de Neubourg et de Brandebourg se préparèrent à s'emparer de la succession, même par la force, si elle était nécessaire. Neubourg présenta aux Etats du duché les titres établissant ses droits; Brandebourg, au contraire, dédaigna d'en appeler au peuple, « *parce que c'était une honte pour de grands seigneurs que la populace entre le vin et la bière bavât sur de pareils intérêts.* » Mais alors l'Empereur intervint dans la question. A la requête de l'Espagne, qui ne voulait souffrir sur la frontière de la Flandre, demeurée fidèle, aucun voisin protestant, Rodolphe ordonna qu'on sursit à toute instance, et cita à comparaître devant sa Cour de Justice tous les prétendants à la succession. Cette citation, du reste, n'eut pas d'autre suite que d'amener une entente des prétendants entre eux et avec les Etats. Rodolphe alors donna l'ordre à l'archiduc Léopold, évêque de Strasbourg et de Passau, de mettre sous le séquestre le duché de Clèves et Juliers. Léopold, avec l'argent de l'empire et l'argent espagnol, enrôla des troupes dans ses évêchés et s'établit solidement par la force dans l'héritage con-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

testé. Cette mesure, à main armée, mit en mouvement la moitié de l'Europe. Ce fut ici, en effet, que les intérêts des deux grands partis religieux, qui, depuis longtemps, s'observaient avec méfiance, se heurtèrent rudement pour la première fois. L'archiduc Léopold appela à son secours la Ligue dont il était membre. Neubourg et Brandebourg en firent autant du côté de l'Union. Les membres de cette dernière fédération se formèrent en diète, au commencement de l'année 1610 à Hall, en Souabe. Il y fut arrêté que l'on occuperait à main armée Juliers et Clèves au profit des deux prétendants protestants. Mais à cette même réunion de Hall il arriva que le roi de France atteignit réellement le but que depuis quelque temps il poursuivait en secret; il attira l'Union dans ses filets.

On sait que Henri IV, à son début chef militaire des huguenots, se convertit à l'Eglise romaine et changea de religion, par égard pour les sentiments catholiques de la nation française. Mais il n'abjura pour cela ni ses vieilles sympathies calvinistes, ni l'hostilité contre la maison de Habsbourg qui était héréditaire dans la famille royale de France. Après avoir gagné l'affection de ses sujets catholiques et assuré, par l'Edit de Nantes, l'avenir des calvinistes, arrivé au point le plus haut de sa vie et de sa gloire, il forma le projet d'une transformation complète de l'Europe. Ce plan, révélé pour la première fois par Sully dans ses mémoires, a depuis lors été souvent révoqué en doute, mais il a été récemment confirmé d'une manière authentique par la publication de la correspondance entre le roi et le landgrave Maurice [1], publication que nous devons à Christophe Rom-

[1] *Correspondance inédite de Henri IV et du landgrave Maurice de Hesse*. Paris 1840 in-8°.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

mel. D'après ce plan, la puissance de la maison d'Autriche en Allemagne devait être anéantie; et par suite, la chrétienté, en Europe, devait recevoir l'organisation suivante : six monarchies héréditaires la France, l'Espagne, la Grande-Bretagne, le Danemark, la Suède, la Lombardie unie au Piémont; cinq monarchies électives, la Germanie, la Pologne, la Hongrie (celle-ci accrue par l'annexion de deux archiduchés autrichiens, celui de Styrie, celui de Carinthie et Carniole), la Bohême—y compris la Moravie, la Silésie et la Lusace — les Etats de l'Eglise; enfin quatre républiques, la Suisse avec l'adjonction de l'Alsace et du Tyrol, les Pays-Bas, Venise, l'Italie. Henri IV espérait obtenir l'adhésion du Pape en lui promettant le royaume de Naples. En Allemagne, la dignité impériale devait, à la vérité, être maintenue, mais en cessant d'être dévolue aux Habsbourg. Henri voulait offrir la couronne impériale au duc de Bavière Maximilien Ier, pour gagner par ce présent, digne des Grecs, ce puissant seigneur. Quant aux Electeurs, Henri se proposait aussi de les maintenir, mais afin que l'Allemagne restât faible, sans qu'ils eussent le droit d'élire deux empereurs l'un après l'autre dans la même maison. Pour lui-même, Henri — à ce que l'on nous assure—n'aurait réclamé aucune autre récompense que la gloire d'être le fondateur d'une constitution chrétienne de l'Europe. L'exécution de ce plan ayant été empêchée par la mort violente du roi, nous ne sommes pas en état de juger si ce dernier, en cas de succès, se fût contenté d'un rôle si magnanime.

Quel ébranlement eut eu lieu dans l'Occident, si Henri fût resté en vie! Et cependant ce mouvement, pour lequel il avait déjà gagné des adeptes dans divers pays de l'Europe, n'était point le seul qui y fermentait dans

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les cœurs; un autre, plus dangereux encore peut-être, était en germe à côté de lui. Pendant que le roi de France travaillait à une nouvelle organisation de l'Europe, qui en tout cas aurait eu une base largement monarchique, d'autres songeaient à une démocratie universelle. Des fragments d'écrits mystérieux sont parvenus jusqu'à nous [1], ils amènent à conclure qu'à cette même époque il se tramait une conjuration qui, partant de la Hollande, peut-être aussi de Venise, pour se répandre dans les villes libres de la Germanie, ne tendait à rien moins qu'à renverser tous les rois et tous les princes, et à établir partout des gouvernements populaires. Les artisans de cette œuvre devaient être les bannis, qui affluaient alors en Allemagne venant de tous pays seigneuriaux, les lansquenets alors sans engagement militaire, enfin les paysans allemands qu'on voulait appeler aux armes ainsi qu'on l'avait fait cent ans auparavant. Les traces de cette machination qui, évidemment est issue de l'esprit de l'Eglise calviniste, disparaissent, il est vrai, pour quelques années dans les ombres du passé, mais nous retrouverons plus bas, sur divers points, la manifestation qui s'essaye d'idées toutes semblables.

C'était à l'instigation secrète de Henri IV, que l'*Union* calviniste — ainsi que je l'ai fait observer plus haut — s'était organisée d'abord sous l'action de Christian d'Anhalt et du Palatin Frédéric IV. Mais soit honte, soit crainte, les autres membres de cette *Union* avaient refusé la proposition d'une alliance avec la France. Ce ne fut qu'à l'Assemblée de Hall que, pour

---

[1] Wolf. *loco citato*. II. P. 325 et suivantes. Voir aussi Ranke. « *Les Princes et les Peuples.* » IIIe P. 445.

Digitized by Google
Origina from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

la première fois, ils se montrèrent disposés à accepter les secours qu'on leur offrait. C'est qu'alors ils avaient besoin d'argent. Mais, à ce moment, la masse des membres de l'*Union* ne fut pas initiée au secret. Le roi Henri, par l'organe de son envoyé présent à Hall, ne s'engagea, pour le moment, qu'à une seule chose, joindre un corps de dix mille soldats français à l'armée que les princes confédérés s'étaient décidés à envoyer sur le Bas-Rhin. Mais plus tard, après la conquête de ces territoires, il voulait y prendre son point de départ et commencer son premier assaut[1] contre la puissance des Habsbourg. D'importants armements s'effectuèrent dans ce but dans toutes les provinces de France; le roi avait la ferme confiance qu'après la conquête du duché de Juliers, les princes confédérés s'uniraient à lui dans une action commune contre l'Empereur.

Encouragés par la promesse des secours de la France, les princes de l'*Union*, au commencement du printemps de 1610, ouvrirent la campagne contre l'archiduc Léopold, de deux côtés à la fois, en Alsace, où il possédait l'évêché de Strasbourg, et sur le territoire de Juliers. Leurs armes y obtenaient le succès désiré, lorsque de Paris arriva la nouvelle que le roi Henri IV avait été assassiné le 4/14 mai 1610. Elle remplit de terreur les chefs de l'*Union*, la guerre néanmoins fut continuée et continuée avec succès. Les soldats de Léopold eurent le dessous en Alsace, et au mois de septembre Juliers tomba dans les mains des membres de l'*Union*; c'était la dernière place du pays de Clèves qu'occupait encore l'armée de l'Archiduc. Les deux prétendants au duché, tous deux non catholiques, Brandebourg et le Palatin

---

[1] L'Arétin. « *Relations extérieures de la Bavière.* » I. P. 93.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de Neubourg, obtinrent de nouveau la possession de de l'héritage si âprement disputé. Mais aussi ce fut tout ce qui fut fait. Le nouveau gouvernement de la France, occupé par des agitations à l'intérieur, laissa tomber les plans de Henri IV. Comme il ne se trouva plus personne pour jeter dessus de l'huile, le feu de l'*Union* s'éteignit, car ses membres n'étaient pas en état d'entreprendre, avec leurs propres forces, quelque chose de plus considérable.

Du reste, au même moment, le parti opposé réussissait non-seulement à brouiller avec l'*Union* quelques-uns des plus importants des princes luthériens qui avaient toujours refusé d'entrer dans ses rangs, mais presque à les attirer dans le camp des catholiques. Quoique la Saxe Electorale eût refusé de son propre mouvement de prendre part à l'*Union*, cette maison ne pouvait se consolerde la pensée que le Palatin avait pris la direction de l'opposition et avec elle le rôle que jouait autrefois la Saxe. La vieille jalousie entre les deux familles se gonfla et s'éleva de plus en plus, et la Cour impériale utilisa avec sagacité cette passion à son profit. Le leurre dont on se servit fut la question de Juliers. L'Electeur Christian II, dont plusieurs fois il a été question, qui se vantait *de voir avec les yeux et d'entendre avec les oreilles des autres*, alla à Prague dans l'été de 1610 pour y obtenir de l'empereur Rodolphe une part de ce butin de Juliers. Rodolphe traita son hôte de Saxe selon ses penchants; le Tokai fut versé à flots. Enchanté de l'hospitalité que l'on trouvait à Prague, l'Electeur, en prenant congé, remercia l'Empereur avec ces paroles : « *Votre Majesté Impériale m'a traité d'une manière trop excellente; c'est au point que je ne suis pas resté une heure sans boire ou manger* ». Son désir, relati-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

vement à Juliers, fut satisfait, au moins en apparence ; Rodolphe lui donna l'investiture de Juliers et Clèves. De cette manière Christian II reçut le titre d'un pays au moment même où Neubourg et Brandebourg en prenaient la possession effective en y entrant les armes à la main. Aussi se brouilla-t-il à mort depuis ce moment avec ces deux membres de l'*Union*. Bientôt l'Electeur de Saxe fit un grand pas de plus pour se rapprocher du parti catholique [1]. Sur l'invitation des archevêques de Mayence et de Cologne, il se déclara prêt à entrer formellement dans la *Ligue* qui avait été fondée essentiellement pour la défense de la religion catholique et pour la conservation des biens de l'Eglise et des pays gouvernés par des ecclésiastiques. On voulait lui faire signer un formulaire modifié où les expressions : *pour la défense de la religion catholique*, devaient être supprimées. Ce plan était dirigé autant contre le duc de Bavière, que contre l'*Union*. Car si un prince luthérien aussi puissant accédait à la *Ligue*, Maximilien, qui jusques-là en avait été la tête, ne pouvait plus avoir ses mouvements libres, ni poursuivre les desseins accessoires qu'on prêtait à son ambition. Il était donc dans l'ordre que Maximilien s'opposa à ce que l'on y acceptât l'Electeur de Saxe. La chose d'ailleurs n'eut pas de suite. Christian II mourut le 23 juin 1611, à la suite d'un excès de vin [2]. Mais son frère Jean-Georges qui lui succéda et dont il sera souvent parlé dans la suite de cet ouvrage, ne s'écarta pas de la voie qu'avait prise son prédécesseur ; il resta attaché à la Maison impériale. La cour de Hesse-Darmstadt, dont le prince était le

---

[1] Pfister IV. P. 411.

[2] Boltiger. *loco citato*. P. 80.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

beau-frère de Jean-Georges, suivit l'exemple de la Saxe Electorale. En général, le côté conservateur s'accentua dans le luthéranisme, à mesure que le calvinisme donnait plus de développement à ses tentatives révolutionnaires.

D'autres membres effectifs de l'*Union* s'en séparèrent aussi. Le jeune comte palatin de Neubourg, Wolfgang-Guillaume, l'un des deux héritiers de Juliers, jusqu'alors adhérent aussi zélé du luthéranisme que de l'*Union*, était dans l'année 1612 en négociation pour épouser la fille de l'Electeur de Brandebourg, son co-prétendant ; ce mariage devait être la solution de toutes les difficultés pour la succession entre les deux maisons [1]. Mais un jour il s'éleva entre l'Electeur et son futur gendre une violente dispute au sujet de la dot. Pour se venger, le comte palatin Wolfgang-Guillaume, abandonna sa fiancée de Brandebourg et demanda la main de la plus jeune sœur de Maximilien de Bavière. L'aînée était mariée à Ferdinand II alors archiduc, plus tard empereur; le jeune comte palatin pouvait donc se promettre que la puissance des deux maisons lui fournirait une énergique assistance. Sa proposition fut favorablement accueillie, seule la différence de religion éveillait des scrupules. Le comte palatin Wolfgang était, selon l'usage des princes à cette époque, fort versé dans les controverses théologiques; il lisait chaque année la Bible entière vingt-six fois et soulignait à l'encre rouge, verte, bleue et jaune tous les passages à opposer aux catholiques, néanmoins il voulait accorder à sa future épouse le libre exercice de la religion catholique. On l'invita, à ce moment, à venir assister à Munich à un

---

[1] Source principalement consulté sur cette affaire Wolf. *Loco citato*. III. P. 187 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

colloque sur la religion. La chose eut lieu; bientôt on fit naître en lui des doutes et on l'amena à se demander si les évangélistes avaient bien raison en tout? On lui recommanda les écrits du jésuite Canisius et des Pères de l'Eglise. Peu à peu son futur beau-frère Maximilien l'amena d'abord à l'incertitude, ensuite à une conversion secrète. Après les noces, Wolfgang-Guillaume alla avec sa nouvelle épouse habiter le château de Dusseldorf.

Sa conversion amena un autre changement de religion qui fit plus de bruit encore et qui mit sur les bras au comte palatin de dangereux adversaires. Le cohéritier de Wolfgang-Guillaume, l'Electeur de Brandebourg, Jean-Sigismond, avait jusqu'alors montré l'attachement le plus chaud pour le luthéranisme et à son avénement au pouvoir il s'était engagé, par un serment écrit, à conserver dans sa pureté la confession d'Augsbourg [1]. Mais à la Noël de l'année 1613, il célébra la Cène d'après le rite calviniste [2] et fit dire par son chancelier aux ministres de Berlin qui lui rappelaient son serment : « *Allez tranquillement chez vous et tenez-vous en à la parole de Dieu; moi, l'Electeur, j'ai des motifs considérables et fondés sur la Bible pour m'écarter des cérémonies pratiquées jusqu'ici, mais du reste je ne demande nullement que vous fassiez de même. Bien que j'aie promis autrefois de rester luthérien, il n'y a dans les choses de Dieu ni serments, ni conventions qui fassent loi. Luther, lui-même, est resté longtemps fidèle à des usages papistes, mais lorsqu'il trouvait quelque chose de mieux il n'hésitait point à le suivre. Que Messieurs les ecclésiastiques de Berlin*

[1] Stenzel. « *Histoire de l'Etat de Prusse.* » I. P. 386.

[2] Ibid. P. 364.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

veuillent bien l'imiter s'ils veulent rester de vrais disciples de Luther. » L'acte de l'Electeur fit dans tout le pays l'impression la plus mauvaise; dans plusieurs localités de la Marche et du duché de Prusse, il y eut des émeutes populaires; Jean-Sigismond néanmoins ne se laissa point ramener, mais, d'un autre côté, il renonça à l'idée de forcer ses sujets à changer de croyance, probablement parce qu'il redoutait de l'opposition dans le peuple. Dans le pamphlet, souvent cité déjà, qui parut sous le nom de Friedberg, je trouve la mention de ce fait que Jean-Sigismond, peu de temps après avoir passé à la croyance calviniste, s'empara de tous les biens de l'Ordre de Saint-Jean situés dans l'Electorat. L'auteur, caché sous le pseudonyme, rapporte la chose dans les termes suivants qui sont dignes d'être remarqués [1] : « *La malheureuse maison de Brandebourg qui s'est séparée de Dieu, qui vient de se séparer de la confession d'Augsbourg, et qui semble destinée à ruiner la Noblesse allemande et tout l'Empire, a naguère pris tous ses fiefs à l'Ordre des chevaliers de Saint-Jean, qui pendant tant de siècles a été et est encore le protecteur de la chrétienté contre les Turcs. Dès que cette maison, issue de la famille des comtes de Zollern et élevée au rang princier par les empereurs de Habsbourg, s'est détachée de l'Eglise catholique, le pays de Prusse d'abord, plus tard, par une conséquence naturelle, la Livonie, ont été, par sa faute, enlevés à l'empire et soumis à la couronne de Pologne. La Noblesse allemande dont les ancêtres avaient, par l'effusion de leur sang, soumis ces pays à la religion chrétienne*

[1] *Loco citato.* P. 68 et suivantes. Je répète que cet écrit a été imprimé et a paru en 1616

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et à l'autorité de l'Empire d'Allemagne, a été dépouillée de tout pouvoir, exclue de toute jouissance sur ce sol. Et maintenant que la dite maison a embrassé la foi calviniste, la Noblesse allemande perd encore les importantes commanderies de l'Ordre de Saint-Jean. »

L'égoïsme tout pur avait d'un seul coup amené deux changements de croyance. De même que Neubourg comptait sur la puissance de l'Autriche et de la *Ligue*, de même Brandebourg voulait s'assurer l'appui de Maurice d'Orange et en même temps un parti dans le pays lui-même qui comptait beaucoup d'habitants calvinistes. Les deux princes en vinrent à une guerre, dans laquelle s'immiscèrent aussitôt des Etats étrangers appelés par l'un ou par l'autre. D'une part le général Spinola accourut avec une armée de la Flandre espagnole, pour appuyer Wolfgang-Guillaume, et occupa une partie du duché. De l'autre Maurice avec ses Hollandais se saisit de la seconde partie. Ceci se passait au mois d'août 1614. Il sembla pendant quelque temps que la guerre entre l'Espagne et les Pays-Bas allait recommencer sur le territoire allemand. Cependant l'*Union*, la France et l'Angleterre arrangèrent à Xanten un accommodement en vertu duquel le duché devait être divisé en deux parts, qui seraient tirées au sort par les deux prétendants, mais dont le gouvernement serait exercé en commun conformément à la loi fondamentale du pays. L'Espagne, il est vrai, protesta, mais la querelle s'allanguit et traîna, et quand vint la guerre de Trente-Ans, elle fut à la fin noyée dans le gouffre qui dévora tout.

Tel était l'état de l'*Union*, mais par un sort pareil, la *Ligue* n'était pas moins malade et comme elle d'une précoce sénilité. Plusieurs fois Maximilien de Bavière,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

avait été sur le point de déposer sa charge de chef suprême des alliés. Plusieurs causes, entre autres la jalousie de la Maison impériale et la parcimonie des Ligueurs le dégoûtaient du commandement. Non content d'avoir érigé un second Directoire pour l'Electeur de Mayenne, on en donna un troisième au Grand-Maître de l'Ordre Teutonique, Maximilien, prince autrichien; la tendance à faire passer peu à peu de la Bavière à l'Autriche la direction de la Ligue, devenait claire comme le jour. Non moins contrariante, pour le Duc était la lenteur avec laquelle les membres de la Ligue, pour la plupart dignitaires du Haut-Clergé, apportaient leur contribution à la caisse des confédérés. Déjà le simple fait de leur entrée avait arraché à ces seigneurs ecclésiastiques de profonds soupirs. « *Nos bourses ratatinées en verront de belles,* » avait écrit l'abbé de Salem à l'abbé de Weingarten [1], en lui annonçant son accession à la Ligue. Dès la deuxième année qui suivit la constitution de la confédération, il se trouvait que le duc Maximilien était en avance vis-à-vis d'elle de soixante et dix mille florins. Lorsque alors il insista pour que tous les membres alliés fissent leurs paiements en retard, ils le remercièrent de la générosité dont il avait fait preuve, mais en même temps ils demandèrent qu'il voulût bien avancer des sommes plus fortes encore [2]. Il n'était point dans le genre du Duc, de payer de sa bourse pour autrui. Le beau temps de Maximilien n'était pas encore venu, son rôle ne commença que lorsque monta sur le trône impérial un prince qui suivait les mêmes principes que lui-même, qui poursuivait le même but,

---

[1] Pfister, *loco citato*. IV. P. 408.

[2] Ibid. P. 413.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

mais qui laissait de plein gré au duc de Bavière la direction de la *Ligue*. Nonobstant cela *Union* et *Ligue* durèrent encore, quoique somnolentes et désemparées; de 1610 à 1618 les deux confédérations traînèrent leur existence par la force de leur propre poids. Le coup qui les réveilla devait venir de l'Est.

Pendant que ces mouvements que nous venons de décrire se passaient dans l'Empire d'Allemagne, presque sans que l'Empereur y prît aucune part, une dissension éclata dans les pays héréditaires de l'Autriche au sein même de la famille régnante. Combinée avec cette mutinerie de la Noblesse, mentionnée plus haut, qui se dissimulait sous le masque de la religion, cette dissension mina par dessous les assises fondamentales de tout Etat ayant de la cohésion. Misanthrope par nature, et en outre s'avouant qu'il ne remplissait pas correctement ses devoirs comme chef de l'Empire et de la dynastie de Habsbourg, Rodolphe II nourrissait une méfiance profonde contre son frère plus jeune, Mathias, qu'il avait investi du gouvernement de l'Autriche et de la Hongrie. Les soupçons de Rodolphe contre Mathias ne manquaient point de fondement. L'Empereur ne s'était jamais marié, il n'avait par conséquent point d'enfants légitimes, sa succession revenait donc à son plus jeune frère, mais il régnait une conviction fort générale que Rodolphe, en raison de son aversion contre Mathias, voulait assurer, son décès échéant, l'héritage de l'Autriche à un de ses neveux, l'archiduc Ferdinand, de la ligne de Gratz. Pour s'assurer la succession menacée, Mathias, du vivant du testateur, ourdit de secrètes intrigues. Il se lia d'abord avec le parti catholique rigoureux qui était mécontent de Rodolphe et l'accusait de trop d'indulgence envers les protestants. L'animosité long-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

temps contenue des deux frères, éclata à l'occasion de la révolte, indiquée plus haut, du gentilhomme hongrois, Botskai. Lorsque la nouvelle de ce malheur arriva à Prague, à un moment où la peste y sévissait et où l'argent y manquait, même pour les frais de la cuisine impériale, Rodolphe tomba dans un tel désespoir qu'il ne voulut plus se laisser voir, et fit paraître des indices d'aliénation mentale [1]. Plein de méfiance contre Mathias, il voulait tout abandonner, couronne impériale, Etats héréditaires et s'enfuir à Munich. A cette nouvelle, Mathias convoqua ses parents à une assemblée de famille dans laquelle on enleva à l'empereur Rodolphe le droit d'ainesse de sa maison, *parce que malheureusement il était trop évident que Sa Majesté Impériale, en raison de ses faiblesses d'esprit souvent répétées et pleines de danger, n'était plus capable de gouverner les royaumes de sa maison.* Comme le plus âgé après lui, Mathias devait prendre le protectorat de la famille.

Appuyé sur cet acte, l'archiduc conclut la paix avec Botskai, et avec les Turcs un armistice de trois ans. Mais l'Empereur refusa sa sanction et prit en outre des mesures en faveur de son neveu Ferdinand. Par là, Mathias tomba dans une situation fâcheuse, et comme en même temps, ses anciens alliés du parti catholique lui refusaient le secours qu'il leur demandait, il se jeta dans les bras de cette aristocratie féodale de l'Autriche et de la Hongrie qui exploitait le protestantisme pour atteindre son but : se rendre indépendante du souverain. En 1608 au mois de février, il leur accorda à la diète de Hongrie qui se tenait à Presbourg toutes leurs demandes, et ménagea même une alliance entre les Etats de Hongrie et d'Au-

[1] Wolf. *loco citato.* II. P. 119 et suiv.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

triche. De là, il se rendit à Vienne pour y presser la déposition de Rodolphe. L'Empereur ayant appris, par une lettre interceptée, les desseins de son frère, fut rempli de frayeur et chercha à nouer avec lui des négociations. Mais au lieu d'accéder à ces propositions, Mathias assembla une armée autrichienne et entra avec elle en Bohême annonçant le détrônement de Rodolphe. L'Empereur ne put se sauver qu'au prix de durs sacrifices. En juin 1608, il dut souscrire un pacte en vertu duquel il céda à Mathias l'Autriche, la Hongrie, la Moravie, ainsi que la survivance de la couronne de Bohême. C'était uniquement par l'appui des Etats d'Autriche que l'archiduc avait pu obtenir ce succès; à ce moment ils réclamèrent comme le juste prix de leurs peines, le rétablissement de la prétendue liberté de religion telle qu'elle avait existé sous Maximilien II; c'est-à-dire le droit de désigner selon leur bon plaisir la religion qu'on doit suivre sur leur sol et leur territoire. Mathias donna une réponse évasive, chercha à retenir ses auxiliaires par de vaines promesses, et en attendant réclama le serment d'allégeance comme le véritable suzerain, le reste, disait-il, devant s'arranger. Aussitôt les Etats prirent les armes contre lui, et en vertu de l'acte de confédération que Mathias lui-même avait fait conclure, ils appelèrent à leur secours l'*Union* allemande et les Hongrois. Mathias acculé se vit dans la nécessité de tout accorder; dans la résolution dite de Capitulation, il rendit aux Etats d'Autriche, c'est-à-dire aux seigneurs fonciers, dans toute son étendue, cette espèce de liberté de religion dont ils avaient joui sous Maximilien II.

Les choses se passèrent en Bohême comme elles s'étaient passées en Autriche, à cette différence près que les concessions qu'il fallut faire furent ici le rôle de

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

l'Empereur. A la première crise provoquée par la marche de Mathias contre lui, Rodolphe avait convoqué une diète à Prague, remédié sur le champ aux sujets de plaintes les plus urgents, et promis de s'occuper de la liberté de religion à une des plus prochaines réunions. En échange, les Etats de Bohème, les seigneurs féodaux avaient mis sur pied une armée pour le défendre et s'opposer à Mathias. Mais lorsque Rodolphe, le danger une fois passé, oublia de remplir ses promesses et mit en avant des subterfuges, l'agitation recommença au sein des Etats. Les seigneurs protestants de l'ordre de la Noblesse déclarèrent que, pour le bien de l'Empereur comme pour le bien du pays, ils voulaient organiser un système de défense, pour éviter que de mauvais conseillers lui fissent perdre jusqu'à sa dernière couronne. Sous la direction du comte Mathias de Thurn, ils se mirent immédiatement à l'œuvre, établirent, comme gouvernement du pays trente barons, et firent une alliance avec les Etats de la Silésie pour la protection de leur croyance. L'Empereur dut alors céder sur tous les points. Les seigneurs protestants obtinrent le droit de religion, un consistoire à eux, l'Université de Prague, la permission d'établir, suivant le besoin, de nouvelles églises et de nouvelles écoles. Cette importante charte porte le nom de *Lettre de Majesté* [1]. Une seconde identique fut délivrée à la Silésie. La *Lettre de Majesté* est datée du 1/11 juillet 1609, la veille du jour où Maximilien de Bavière fonda la Ligue à Munich.

Rodolphe, après avoir essuyé, par la faute de son frère, une telle humiliation de la part de ses sujets, chercha

[1] Voir le texte—*in extenso*— dans Khevenhiller, *Annales*. VII. P. 185 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

un appui près de l'archiduc Léopold, évêque de Strasbourg et de Passau, le même qui, sur l'ordre de l'Empereur, avait, ainsi qu'il a été dit plus haut, occupé le pays de Juliers placé sous le séquestre. Léopold enrôla, pour le compte de l'Empereur, dans son évêché de Passau, des soldats jusqu'au chiffre de seize mille hommes. Le prétexte qu'il donnait était qu'il voulait avec ces troupes renforcer l'armée de la *Ligue*, mais son intention véritable était d'envahir la Bohême, de supprimer les nouvelles libertés de la Noblesse et de chasser ensuite Mathias des pays héréditaires. Si secret qu'il eût été gardé, Mathias conçut quelque soupçon de ce plan, il fit aussi ses préparatifs et noua des négociations avec les princes de l'*Union*. Il semblait que même la Maison impériale devait finir par se déchirer et se partager entre les deux coalitions hostiles de l'Empire ; cependant une assemblée de princes, qui se réunirent à Prague dans l'été de 1610, arrangea pour le moment (15 septembre) une réconciliation hypocrite. On tomba d'accord que Mathias demanderait pardon à l'Empereur des injures passées et qu'il lui promettrait de ne plus rien entreprendre contre lui, de ne pas s'immiscer dans les affaires de l'Empire, et pour les affaires intérieures des Etats héréditaires de ne rien faire que Rodolphe n'en fût d'abord prévenu. Tous deux se promirent estime et assistance fraternelles, et, en outre, à une époque déterminée, le licenciement des troupes enrôlées. Mais sous ces belles paroles, chacun des frères cachait l'intention de tromper l'autre par la ruse. Lorsque Mathias insista pour que Rodolphe renvoyât les troupes de Passau, celui-ci donna ostensiblement aux soldats l'ordre de se disperser. Mais les régiments restèrent réunis « *parce que*, disaient-ils, *ils n'avaient pas encore reçu leur solde*

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

arriérée; » bien plus, ils envahirent inopinément la Haute-Autriche. Mathias se plaignit de cette violation de la foi jurée, entra en correspondance avec les membres de l'*Union* et accéléra ses préparatifs de résistance. Rodolphe poussa la feinte plus loin encore. Il fit composer pour lui, par le duc de Brunswick, un mémoire [1], sur ce qu'il y avait à faire au sujet de cette maudite affaire des soldats désobéissants de Passau.

Pendant ce temps, ces mêmes soldats franchissaient la frontière de la Bohême et s'avançaient vers Prague. Sur les réclamations des Etats, Rodolphe donna encore une fois aux soldats l'ordre de se retirer et d'attendre le paiement de leur solde. Mais alors leur chef, Ramée, laissant tomber le masque pour la première fois, déclara qu'il était venu avec ses hommes pour protéger l'Empereur; en même temps l'archiduc Léopold se mit à leur tête et occupa le petit quartier de Prague. Les intentions secrètes de Rodolphe étant dès lors évidentes, les Etats de Bohême armèrent et appelèrent Mathias dans leur pays. Rodolphe, devenu pusillanime devant ces mesures, se trouva tout à coup être en fonds pour une fois, les troupes furent soldées et envoyées à Budweiss; l'archiduc Léopold, plein de dépit du défaut de caractère de l'Empereur, disparut et se retira dans son évêché de Passau. Sur ces entrefaites, Mathias avait paru devant la capitale de la Bohême avec une armée supérieure en nombre. Rodolphe, assiégé dans son propre palais par les gens des Etats, eut la faiblesse d'inviter son frère à venir chez lui. Mathias ne daigna lui faire aucune réponse. Après être entré dans la vieille ville, il négocia avec les Etats pour les amener à déposer celui qui jus-

[1] Pfister. IV. P. 416. Wolf. III. P. 230 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

qu'alors avait été leur roi. L'infortuné Rodolphe, courbé sous le poids de l'âge et des chagrins, eut encore, le 13/23 mai 1611, l'affront d'être obligé d'abdiquer la dernière de ses couronnes héréditaires. Furieux, il écrasa sa plume sur l'acte d'abdication et jeta à terre son chapeau [1].

Les Etats assemblés proclamèrent ensuite Mathias roi élu de Bohême. A l'autel de la cathédrale, Mathias, les mains posées sur l'Evangile, jura de garder la *Lettre de Majesté* et s'engagea « *à maintenir les Bohémiens, les Silésiens et les habitants de la Lusace, dans leurs institutions, franchises, priviléges, statuts, libertés et droits* ». Il fut couronné à la fin de mai 1611. Après avoir alloué à l'Empereur un traitement annuel et quelques terres seigneuriales, Mathias retourna à Vienne.

De toutes ses couronnes, Rodolphe II n'en possédait plus qu'une, la couronne impériale, la plus brillante aux yeux des hommes, mais aussi la plus dépourvue de force quand elle n'avait pour se soutenir aucune puissance domestique. Où devait-il chercher du secours? Quelques années auparavant, il avait, en raison *du fardeau exorbitant des dettes* que lui avaient imposées les querelles au sujet des Etats héréditaires, sollicité individuellement chaque Etat de l'Empire de lui payer d'avance les mois romains, de les lui donner par *compassion et bonté de cœur*, en exprimant l'espoir qu'on ne le délaisserait point dans sa détresse *comme un monarque déjà mort* [2]. Dans sa situation désespérée il s'adressa alors même à l'*Union* [3] que jusqu'alors il

---

[1] Pfister. III. P. 253.

[2] Pfister. IV. P. 418.

[3] Senkenberg. *Histoire moderne de l'Empire.* II. P. 411 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

n'avait jamais reconnue, et, chose remarquable, juste au moment où les princes alliés siégeaient en diète à Rothembourg sur la Tauber, pour être prêts à courir au secours de Mathias s'il lui arrivait d'être chassé de la Bohême par l'archiduc Léopold. Deux envoyés de Rodolphe se présentèrent à Rothembourg, implorant des secours. Les princes demandèrent à l'Empereur qu'il redressât de nombreux griefs et qu'il voulût bien songer à l'élection du roi des Romains. Les plénipotentiaires partirent avec cette réponse. Après eux arriva une ambassade en sens inverse, du nouveau roi de Bohême, pour faire un rapport sur les événements de Prague. On reçut leurs communications avec grande satisfaction, et on exprima le désir que Mathias eût un œil vigilant ouvert sur les conseillers de l'Empereur. D'un autre côté aussi on pressa de plus en plus l'Empereur de préparer l'élection du roi des Romains. Comme Rodolphe savait bien que c'était au profit de Mathias, son frère dénaturé, qu'on réclamait cette mesure, il y résista opiniâtrément, mais il dut à la fin céder à la demande générale. En novembre 1611, il arriva à Prague une ambassade de la part des Electeurs qui renouvela les instances. Rodolphe la reçut debout sous un dais et la main appuyée sur une table. Pendant qu'on lui adressait un discours, ses genoux chancelèrent et il fut obligé de s'asseoir. Il dit ensuite au duc de Brunswick[1] : « *Ceux qui, dans ma détresse dernière, ne m'ont porté aucun secours et n'ont pas même fait seller un cheval pour mon service, viennent de prononcer sur moi une espèce d'oraison funèbre. Sans doute ils se sont assis au conseil de Dieu Notre-Seigneur, et savent d'avance que je dois mourir*

[1] Wolf. *Loco citato.* III P. 265 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

cette année, puisqu'ils insistent tant sur la désignation de mon successeur dans l'Empire romain. » Il déclara aux envoyés qu'il ne voulait point s'opposer à l'élection du roi des Romains, mais avec la réserve qu'on n'entreprendrait rien contre ses droits d'Empereur. Cependant les Electeurs n'attendirent point que l'Empereur eût installé la Diète qu'ils réclamaient; et de leur propre main ils convoquèrent les électeurs du roi des Romains. Du reste, Rodolphe fut soustrait par la mort à des humiliations ultérieures. Il mourut le 10 janvier 1612, plus vite qu'on ne s'y attendait, des suites d'un ulcère.

L'interrègne dura cinq mois. Mathias, pour être élu empereur, trouva plus de difficultés qu'il ne lui en avait coûté pour son élection comme roi des Romains. La France, revenant aux projets d'Henri IV, l'Electeur palatin, d'autres princes de l'*Union* et l'Archevêque de Cologne recommandaient d'élever à cette dignité le duc de Bavière. Mais celui-ci ne quitta pas Munich et ne témoigna aucune envie d'accepter la couronne [1]. Dans cette occasion, Maximilien donnait une preuve éclatante de sa capacité politique. S'il fût entré en lice comme prétendant et s'il avait obtenu le triomphe, les deux maisons de Habsbourg et de Wittelsbach seraient devenues ennemies mortelles et le parti catholique, à la tête duquel il était, eut été pour toujours ruiné. Ce n'était que par une étroite alliance avec un Empereur de la Maison d'Autriche que le duc Maximilien pouvait faire aboutir les projets auxquels il travaillait depuis des années. D'autres propositions furent alors mises en avant. Mayence et Trèves prononcèrent le nom de l'archiduc Albert, gouverneur des Pays-Bas espagnols.

[1] Wolf. I. P. 281.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Parmi les Electeurs protestants, la Saxe et le Palatinat étaient enclins à favoriser le Grand-Maître de l'Ordre Teutonique, l'archiduc Maximilien, qui recrutait des voix pour son frère Mathias. Mais le Grand-Maître se désista de toute prétention en faveur de son frère, et Albert l'imita. Les voix des trois Electeurs ecclésiastiques s'unirent alors en faveur de Mathias. Mais restait toujours l'opposition des trois Electeurs séculiers. Sans vouloir exclure de leurs suffrages Mathias, ils avaient l'intention de lui extorquer une capitulation aussi favorable que possible aux protestants. Ils voulaient surtout soustraire à la direction unique de la cour de Vienne le Conseil aulique et le composer par moitié de membres non catholiques. Ce Conseil était un tribunal, dernière ressource qui restât à l'Empereur pour contenir encore un peu l'aristocratie de l'Empire, et exercer une ombre de l'ancienne influence. A la fin, l'Electeur de Saxe, Jean-Georges, se laissa gagner, et Mathias, après avoir signé une capitulation tolérable, fut élu empereur d'Allemagne le 31 mai/10 juin 1612.

Autant Mathias avait, comme archiduc, montré d'activité contre son frère Rodolphe, autant il se montra incapable de la mission de relever l'autorité impériale, autorité anéantie en grande partie par sa propre faute. A la vérité, il eut un premier élan et sembla vouloir dissoudre les deux partis qui s'étaient constitués dans l'Empire, l'*Union* et la *Ligue*, mais la chose n'alla pas plus loin qu'une velléité; ses édits, qui prononçaient la dissolution de ces deux alliances, furent méprisés par les deux partis. Avec cela Mathias usait sa vie d'une manière extraordinairement prompte; il était devenu, par suite de sa passion pour les femmes, un vieillard avant le temps. Il n'avait point d'héritiers légitimes; ses frères,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les autres fils de Maximilien II, n'en avaient point non plus. La conservation de la Maison de Habsbourg reposait sur la ligne de Styrie dont le chef était l'archiduc Ferdinand. Les faits et gestes de ce prince vont remplir la plus grande partie de ce livre. Il faut que nous l'examinions attentivement.

Ferdinand naquit le 9 juillet 1578 à Gratz, en Styrie [1]. Son père Charles, archiduc de Styrie, Carinthie et Carniole, était le plus jeune frère de l'empereur Maximilien II; sa mère était la princesse Marie de Bavière. Comme il perdit son père dès l'âge de douze ans, sa mère le confia à la surveillance de son frère le duc de Bavière, Guillaume, sous les yeux duquel il fut élevé par les Jésuites à l'académie d'Ingolstadt. Les dispositions naturelles du prince se rencontrèrent avec les vues de ceux qui faisaient son éducation. Ferdinand était d'un caractère à tenir inébranlablement aux principes une fois enracinés. La situation politique que le prince avait devant les yeux était de nature à le persuader de la vérité des doctrines professées par les Jésuites; ici, l'Etat florissant de la Bavière par suite de l'unité de religion; là, les troubles inextricables de l'Autriche, fruits des concessions que Maximilien et ses fils avaient faites à ceux qui exploitaient la nouvelle doctrine contre le souverain et la vieille Eglise.

Après un séjour de cinq ans, il quitta la Bavière pour aller prendre le gouvernement de ses Etats héréditaires. Avant son départ, il se fiança avec la sœur du duc Maxi-

---

[1] Pfistor. IV. P. 382 et suivantes. Wolf. I. P. 93 et suivantes. Ranke. « *Les Princes et les Peuples.* » III. P. 403 et suivantes. C. M. d'Arétin. « *Histoire de Maximilien de Bavière.* » I. P. 372 et suivantes. Hurter. « *Ferdinand II.* »

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

milien, de sorte qu'il fut dès lors enchaîné à la politique de la Bavière non-seulement par son éducation, mais aussi par les liens du sang. Son père avait accordé aux Etats de Styrie les mêmes libertés religieuses que l'empereur Maximilien avait concédées autrefois aux Etats de l'archiduché d'Autriche. Ferdinand était résolu à ne plus souffrir ces libertés. Lorsque les Etats, avant de prêter le serment de fidélité, réclamèrent que leur nouveau prince confirmât d'abord leurs droits religieux, il leur fut répondu que la liberté de religion n'avait rien à voir avec l'hommage; le serment fut exigé sans conditions et prêté sans réserve. Avant de mettre la main à cette œuvre difficile il voulut s'assurer de l'approbation de l'Empereur, son oncle, et de la bénédiction du Pape. En 1597, il présenta à Rodolphe II le plan d'une contre-réforme. Les conseillers de l'Empereur exprimèrent l'avis que Ferdinand en avait le droit absolu, qu'il y était même obligé en conscience, seulement ils exprimèrent des doutes sur la question de savoir si l'Archiduc aurait assez de puissance pour mettre son plan à exécution. Ce plan pouvait paraître illégal par suite de l'acte de tolérance que le père de Ferdinand avait accordé aux seigneurs et à la Noblesse de Styrie; on échappa à ce scrupule par l'argument spécieux que la concession avait été personnelle et que, par conséquent, elle s'était éteinte à la mort de celui qui l'avait accordée. Pour le reste, on s'en rapporta à la règle de la paix de religion d'Augsbourg : « *cujus regio, ejus religio* ». Si les princes protestants ont pu, disait-on, disposer au nom de la Réforme de la croyance de leurs sujets, le même droit revient à l'Archiduc en faveur de l'Eglise apostolique. Ferdinand se rendit ensuite à Rome auprès du pape Clément VIII avec lequel il conféra longuement. A son

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

retour il fit, dans la chapelle de Lorette, devant l'autel de la Sainte-Vierge Marie, qu'il appelait *sa généralissime*, le serment d'une haine irréconciliable contre l'hérésie.

A son retour à Gratz, il reçut un rapport sur ce que quelques prédicateurs évangéliques s'étaient moqués du Pape. Aussitôt Ferdinand déclara que la paix était rompue et les priviléges locaux perdus ; il ordonna que tous les protestants qui s'opiniâtreraient eussent à vider le pays. Les remontrances des Etats n'eurent aucun succès. Il fut ordonné aux hérétiques, sous peine de mort, de quitter avant le coucher du soleil Gratz et Iudenbourg, et dans l'espace de huit jours le duché même. Des députés, que les Etats envoyèrent porter leurs plaintes à l'Empereur, réussirent moins encore, ils furent jetés dans les prisons de Prague sur l'ordre de Rodolphe. Dans la Syrie, elle-même, Ferdinand fit abattre les églises évangéliques de construction récente, et disperser par la force des armes les citoyens qui voulaient avoir des assemblées. Inexorable dans ses conséquences, le plan de Ferdinand fut réalisé en entier. En peu d'années toutes ses villes, l'une après l'autre, furent rendues à la vieille foi, et, à l'émerveillement de tous, l'œuvre difficile fut terminée. On ne saurait le nier ; Ferdinand, ainsi que son beau-frère, Maximilien de Bavière, dépasse de beaucoup la grande masse des autres princes allemands de cette époque. Une volonté de fer, une intelligence lucide distinguent ce monarque, et sa fermeté fait un brillant contraste avec la faiblesse dont firent preuve les Electeurs du Palatinat, du Brandebourg, de la Saxe, et tant d'autres membres de l'aristocratie d'Allemagne. Quant au reproche, si souvent adressé à Ferdinand II, d'une condescendance excessive

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dont il aurait fait preuve vis-à-vis du clergé, la suite de notre récit décidera si, oui ou non, il a quelque fondement.

C'était du côté de l'Archiduc que s'étaient tournées toutes les espérances du parti catholique, depuis que les affaires de l'Autriche avaient pris la tournure que nous avons dû retracer, et en secret on avait fait de grands efforts pour lui aplanir les chemins. Il avait été question d'abord de presser l'élection du roi des Romains et de diriger le choix sur lui. Mais la chose traîna en longueur, soit parce que le cardinal Clésel, favori et conseiller préféré de l'empereur Mathias, travaillait sourdement contre l'Archiduc, soit parce que les Etats de l'empire d'Allemagne hésitaient par suite de la méfiance dont ils étaient remplis contre Ferdinand. Ses amis, secrets ou déclarés, résolurent donc de s'occuper au préalable d'une mesure plus pressante encore, il est vrai, que l'élection du roi des Romains.

Dans l'ensemble de la monarchie des Habsbourg, il y avait des territoires considérables que possédaient à titre de fiefs héréditaires, des lignes collatérales issues des fils puînés des souverains; dangereuse institution qui régnait là comme en Suède et comme en tant de principautés de l'Allemagne. C'était par le testament de Ferdinand Ier que cet abus y avait été introduit, et certainement ce n'était pas une mince tâche d'amener plusieurs princes ambitieux à renoncer à leur droit de succession. Cette œuvre difficile réussit pourtant. L'archiduc Albert, alors gouverneur pour l'Espagne des Pays-Bas, et l'archiduc Maximilien, grand-maître de l'Ordre Teutonique, donnèrent le consentement désiré. Restait encore à amener les Etats des différents pays héréditaires à reconnaître le droit de succession de l'Ar-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

chiduc. Il y avait là aussi des difficultés; puisque le parti protestant des Etats, très-nombreux dans toutes les provinces, nourrissait une profonde méfiance contre Ferdinand à cause de ses précédents en Styrie. Cependant cette pierre d'achoppement elle-même put être écartée du chemin. L'une après l'autre, l'Autriche, la Silésie, la Hongrie firent foi et hommage à Ferdinand comme successeur désigné de Mathias. Les Etats de Bohême, dans le principe, suscitaient quelques difficultés et faisaient mine de réserver leur liberté d'élection, mais finalement les promesses solennelles de Ferdinand les engagèrent à céder. Le 19/29 juin 1617, devant le maitre-autel de la cathédrale de Prague et en présence des Etats du royaume réunis, Ferdinand, la main sur l'Evangile, jura d'observer la *Lettre de Majesté* par le serment qui suit[1] : « *Nous jurons devant Dieu, devant la mère de Notre-Seigneur et devant tous les saints, sur cet Evangile, que nous voulons et devons maintenir les seigneurs, la grande et petite Noblesse, la ville de Prague, d'autres villes encore et toutes les communes de ce royaume de Bohême dans leurs institutions, droits, priviléges, statuts, franchises et immunités, que nous maintiendrons aussi toutes les bonnes, vieilles et louables coutumes; que nous ne voulons et devons rien distraire de ce royaume de Bohême, ni rien en mettre en gage, mais au contraire que nous voulons, selon notre pouvoir, l'étendre et l'agrandir et faire tout ce qui peut tendre à l'utilité et à l'honneur de ce royaume de Bohême. Qu'à cela nous soient en aide Dieu et tous ses saints !* »

Après ce serment, Ferdinand fut couronné comme roi

[1] Khevenhiller. VIII. P. 1122 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de Bohême désigné. Avant son élection, il avait dû promettre que, aussi longtemps que Mathias resterait en vie, il s'abstiendrait de se mêler du gouvernement des pays de l'Empire. C'est pourquoi Ferdinand retourna bientôt à Gratz, son séjour habituel, mais il ne partit pas sans laisser en Bohême des traces de son activité. J'ai dit plus haut, — et ce qui suit le mettra mieux encore en lumière — que Mathias, ou pour mieux dire, son conseiller favori, le cardinal Clésel, n'avait aucune prédilection pour Ferdinand. En dépit de cette discordance, il dut y avoir, avant le retour de Ferdinand, certaines conventions arrêtées entre lui et la cour de Prague. Le 4 octobre 1617 — nouveau style — l'Empereur retira au comte Mathias de Thurn, qui, pendant les troubles du règne de Rodolphe II, avait joué un rôle si important et fort contribué à lui arracher la *Lettre de Majesté*, sa charge de burgrave de Karlstein [1], qualité en laquelle Thurn avait à garder les joyaux du royaume et surtout la *Lettre de Majesté*. Peu de temps après, en décembre et par une température très-rude, Mathias quitta la ville de Prague pour se transporter à Vienne. Avant son départ, il établit un gouvernement composé de dix membres, sept catholiques et trois protestants. Parmi les sept membres catholiques deux, Martiniz et Slavata, pour des raisons que plus loin je ferai comprendre, étaient l'objet d'une haine suprême de la part des Etats protestants. En même temps la Cour impériale s'était mise en négociation avec la Cour de Madrid pour prendre à sa solde une armée [2], qui jusque-là avait servi en Italie pour la couronne d'Espagne, mais qui

[1] Senkenberg, *Histoire moderne de l'Empire*. III. P. 147.
[2] Khevenhiller, *Annales* IX. P. 5.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

était devenue disponible par la paix de Pavie, conclue le 9 octobre 1617. Il n'est point invraisemblable que ces différentes mesures eussent entre elles une secrète connexion.

Que Ferdinand et son parti aient voulu se tenir prêts pour la tournure, quelle qu'elle fût, que prendraient les affaires en Bohême, la chose est possible; mais qu'il ait désiré une rupture ouverte, cela est en contradiction avec la nature des choses. Ferdinand avait un but qui vraisemblablement avait été devant ses yeux dès le principe : refaire catholique la Bohême; il pouvait l'atteindre plus sûrement en fortifiant lentement, mais d'une manière suivie l'autorité de son pouvoir souverain que par une rupture ouverte. Par contre, cette rupture était dans les intérêts de l'aristocratie féodale qui, en ce cas, était sûre d'un secours actif de l'étranger. C'est ce qui fut prouvé par la suite. Voilà pourquoi ce n'était pas Ferdinand, mais les Etats de Bohême qui espéraient une occasion pour une rupture ouverte. Déjà en 1614, Mathias, comte de Thurn, disait à l'envoyé de l'Electeur de Saxe : « *Dans toute cette maison d'Autriche on n'en finit point avec les pratiques espagnoles. On n'y tient ni la parole donnée, ni celle engagée par lettres et scellée, ainsi l'on voudrait bien maintenant casser la Lettre de Majesté. Les seigneurs de Bohême ne peuvent supporter cela plus longtemps. Ils ne veulent pas commencer, il est vrai, mais attendre jusqu'à ce qu'on en vienne à les mordre. Et alors ce sera le moment où ils devront chercher sérieusement et d'urgence un autre maître* [1]. » Que l'on remarque que ces paroles ont été pro-

[1] Muller. « *Recherches dans les archives de Dresde.* » T. III. P. 205.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

noncées en 1614, trois ans avant que le serment de fidélité fût prêté à Ferdinand.

Il n'est pas à présumer que cette marche des idées, chez Thurn et dans le parti du mouvement, soit restée inconnue au roi Ferdinand et à son entourage. Ils devaient donc savoir que ce chef et ses adhérents voulaient une rupture dès que, pour s'exprimer comme Thurn lui-même, on songerait à les mordre, et qu'ils la voulaient de plus pour s'assurer par cet acte et par sa conséquence, l'élection d'un nouveau roi, des secours de l'étranger. Voilà pourquoi il était de l'intérêt de l'Empereur et du roi Ferdinand de ne donner aucune occasion, de ne fournir aucun prétexte pour une rupture. Les précautions prises, pour avoir en main des moyens sûrs au cas d'une pareille révolte, ne justifient point l'imputation d'avoir souhaité que cette révolte éclatât. La maison de Habsbourg n'avait point *d'intérêt à souhaiter une récolte des Etats de Bohême.*

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE TROISIÈME

La guerre de Trente-Ans éclate. — Règne éphémère de Frédéric V, électeur palatin. — Ferdinand, avec le secours de la *Ligue*, recouvre la Bohême.

Depuis que l'empereur Rodolphe avait accordé aux seigneurs de la Bohême les grands priviléges qu'on vient de rappeler, la nouvelle croyance se répandait dans ce royaume avec une rapidité extrême; les trois quarts de ses habitants étaient ou se disaient protestants. La *Lettre de Majesté* était rédigée d'après le type de la *Paix de Religion* d'Augsbourg. La *Paix de Religion* n'accordait la liberté religieuse qu'aux Etats immédiats de l'Empire; la *Lettre de Majesté* ne donnait à son tour le même droit qu'à l'Ordre de la Noblesse, haute et petite, et aux villes royales. Il n'y était pas question du peuple. Mais que faire dans le cas où les habitants d'une localité, appartenant à un seigneur catholique, voulaient embrasser la nouvelle croyance? Bientôt un conflit sanglant s'éleva au sujet de cette question. Deux communes qui avaient passé à la confession protestante, Braunau et Klostergrab, construisirent des temples. Leurs seigneurs territoriaux, l'abbé de Braunau et l'ar-

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

chevêque de Prague, auquel appartenait la petite ville de Klostergrab, interdirent cette construction, et l'empereur Mathias, alors encore présent à Prague, confirma la défense faite. Les communes néanmoins, fortes de l'assentiment des Etats protestants, ayant continué à bâtir, Mathias, à la date du 9/19 février 1618 envoya de Vienne à la régence de Bohême un décret [1] en vertu duquel les temples furent d'abord fermés, ensuite abattus, et un groupe des citoyens les plus remuants jetés en prison. Ce fut le signal de l'agitation pour les Etats. Les seigneurs de Bohême se plaignaient à grands cris que la *Lettre de Majesté* était violée, « *car les biens et seigneuries ecclésiastiques comme Braunau et Klostergrab, doivent,* disaient-ils, *selon la loi du pays, être considérés comme biens royaux et par suite ils ont droit à la même liberté en fait de religion que les villes royales.* » Du côté des catholiques, au contraire, on posait en principe : que ces deux communes étaient sujettes de barons ecclésiastiques et que comme telles elles n'avaient pas le libre choix de leur religion, que le seigneur au contraire était autorisé à déterminer quelle croyance devait régner dans leur territoire.

En se chargeant de défendre la constitution du pays qui, d'après son assertion, était menacée, la noblesse de Bohême avait de sérieux motifs pour son propre intérêt, car, par la *Lettre de Majesté*, il avait été institué, à côté du gouvernement royal, un gouvernement des Etats qui laissait presque tout le pouvoir entre les mains de l'Ordre des Seigneurs. A la tête des mécontents se mit, comme sous l'empereur Rodolphe II, le comte Mathias de Thurn. Sur ses instigations, les Etats

[1] Senkenberg, *loco citato*. P. 173.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

protestants se réunirent à Prague. On rédigea deux suppliques, adressées l'une à la Régence, l'autre à l'empereur Mathias à Vienne. Dans l'une et l'autre on demandait l'abolition des usurpations commises contre les libertés du pays et l'observation de la *Lettre de Majesté*. Le 8/18 mars 1618 les Etats reçurent une réponse sévère de l'Empereur, mais quelques semaines après ils en eurent une autre assez indulgente, parce que Mathias, dans l'intervalle, avait été intimidé par a nouvelle des événements qui s'étaient passés à Prague. La fermentation allait croissant. Le menu peuple, fort désintéressé dans ce qui était l'objet essentiel du litige, fut travaillé du haut des chaires par les prédicateurs. Il est digne de remarque que les ministres luthériens proprement dits, étaient pour le droit de l'Empereur. Les Etats excités par Thurn tinrent séance sur séance. Enfin le parti de Thurn résolut de rendre, par un coup de violence, la scission irrémédiable entre la Bohême et l'Empereur. Le 13/23 mai une délégation des Etats, accompagnée d'hommes armés, se présenta au château de Prague, devant les membres de la Régence. Quatre de ces derniers étaient présents : Adam de Sternberg, grand burgrave, Dipold de Lobkowitz, Slavata et Martiniz. Ces deux derniers, déjà du temps de Rodolphe, avaient manifesté leur aversion contre les tendances des seigneurs de Bohême en refusant de paraitre à la séance des Etats où la *Lettre de Majesté* fut enregistrée dans la charte de la Bohême. Outre cela, le comte de Thurn avait contre l'un d'eux des motifs particuliers de haine; Slavata avait été nommé à sa place burgrave de Karlstein. C'étaient des griefs qu'on allait leur faire expier. Il y avait moins d'antipathies contre les deux au-

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tres membres de la Régence, Sternberg et Lobkowitz ; aussi on avait résolu de les épargner.

A peine la délégation des Etats était-elle introduite qu'il s'engagea un échange de paroles violentes entre elle et les membres du Conseil, objet de sa haine. Les délégués exigèrent qu'ils confessassent que l'Empereur n'avait écrit sa première réponse sévère que sur leur réquisition. Martiniz et Slavata s'en défendirent. Des paroles on passa alors aux actes. Pendant que quelques-uns des conjurés entraînaient hors de la salle, le burgrave Sternberg et le grand-prieur Lobkowitz, d'autres saisirent Slavata et Martiniz par les mains et les jambes. Les fenêtres furent ouvertes brusquement, et Martini le premier, Slavata après lui, furent précipités d'une hauteur de soixante pieds dans les fossés du château. Le secrétaire privé, Fabricius, à qui l'on ne pouvait reprocher autre chose que d'avoir tenu la plume pour écrire plusieurs lettres, fut envoyé en troisième après eux. Ce fut celui qui fit la chute la plus heureuse. Il se remit promptement sur pied et courut à Vienne auprès de l'Empereur lui annoncer l'outrage fait aux membres de son gouvernement. Sous la fenêtre qui avait servi à l'exécution, il y avait un sureau autour duquel s'était amassé un petit mamelon de balayures et de rognures de papier. Les rameaux de l'arbre et les immondices, masses molles et élastiques, empêchèrent, quelle que fût la hauteur de la chute, qu'il y eût lésion mortelle. Avant que les trois seigneurs précipités eussent atteint l'arbre, leurs larges manteaux, où le vent avait prise, purent, en se gonflant, leur servir comme d'une espèce de parachute; aucun d'eux ne se brisa ni bras, ni jambes; Slavata seul eut une forte contusion. Plusieurs coups de feu tirés sur eux ne les atteignirent point. Dans ce salut,

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

après telle catastrophe, le peuple catholique vit une protection évidente et pouvant se toucher au doigt, de la sainte Mère de Dieu.

Après avoir consommé cet acte, les conjurés jugèrent bon de prendre pour le moment encore le masque de sujets fidèles, soit qu'ils voulussent cacher au peuple la profondeur de l'abime où ils l'avaient amené, soit qu'ils eussent l'intention de jeter une semence de discorde dans la maison de leurs ennemis, c'est-à-dire, de séparer le roi actuel, Mathias, qu'ils ne craignaient point, du roi Ferdinand pour lequel ils avaient une haine acerbe. Les Etats firent paraître deux manifestes adressés l'un au public, l'autre à l'Empereur. Ils y déclaraient avoir fait toutes leurs démarches uniquement pour le maintien du pouvoir royal et des lois; ils justifiaient leur conduite par des exemples pris dans l'histoire romaine et l'histoire des Juifs, et faisaient enfin remarquer que leur intention n'était pas de faire défection à Mathias, mais simplement d'exprimer leur mécontentement, qui ne regardait que Ferdinand, son successeur au trône. Mais ces paroles étaient accompagnées d'actes qui trahissaient une toute autre vue. Sans attendre une réponse de Vienne, les Etats s'emparèrent du gouvernement et de tous les revenus seigneuriaux, se firent prêter serment par les employés et les soldats, et nommèrent trente directeurs auxquels fut confiée l'administration. Le comte de Thurn reçut le commandement supérieur d'une armée qui devait être enrôlée en toute hâte; les seigneurs de Moravie, de Silésie, de Lusace, d'Autriche, furent sommés d'avoir à faire cause commune avec les Bohémiens. On envoya l'ordre à l'archevêque de Prague, à l'abbé de Braunau et à beaucoup d'autres prélats catholiques, d'avoir à vider le pays. Contre les Jésuites on lança un édit spé-

Digitized by Google Origins from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

cial de bannissement, où se lit entre autres choses : « *Tout le monde sait à quels grands dangers ce royaume a été exposé depuis l'introduction de la secte hypocrite des Jésuites, et quels malheurs ont, depuis ce temps, passé sur nous. Tout cela nous dûmes le supporter avec patience, nous, les Etats et nos sujets comme nous; il nous fallut sacrifier même notre fortune et notre vie. Or, ayant reconnu que cet ordre empoisonné des Jésuites était à lui seul la cause capitale de tous ces désordres, qu'il tend sans relâche à rendre le siége de Rome tout-puissant, et à soumettre à son joug tous les royaumes et les pays de la terre, qu'il emploie toutes ses forces à désunir les princes, à exciter les seigneurs contre leurs sujets et les sujets contre leurs seigneurs, de même qu'à susciter la révolte et l'inimitié dans les Etats des pays où règnent différentes religions, qu'il permet même à tout scélérat d'assassiner les rois et les oints du Seigneur, Nous avons d'après l'exemple d'autres princes, même catholiques, qui ont banni cette secte dangereuse et séditieuse, pour assurer leur tranquillité et sécurité intérieures, pris la décision de chasser les Jésuites de ce royaume.* »

Le premier mouvement de l'Empereur lorsqu'il apprit la nouvelle des événements de la Bohême fut de vouloir réprimer la force par la force. Il ordonna de préparer des armements, avertit par un rescrit sévère les Etats allemands de l'Empire d'avoir à refuser leurs secours aux Bohémiens rebelles, et adressa d'instantes demandes de secours à la cour de Madrid, ainsi qu'au Duc de Bavière. La couronne d'Espagne répondit aux désirs de l'Empereur. Elle expédia des ordres dans ses domaines de l'Italie et des Pays-Bas, prescrivant l'envoi des

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

troupes en Autriche. Mais celui sur l'assistance duquel Mathias avait peut-être le plus compté, le plus voisin de ses amis, Maximilien de Bavière, récemment offensé par l'Empereur qui avait défendu la formation de la *Ligue*, ne donna qu'une réponse froide et évasive[1]. La situation était très-grave. Combien de temps pouvait se passer avant que, de la distance où ils étaient, arrivassent les secours de l'Espagne! En Bohême il n'y avait plus que trois villes : Budweiss, Krummau et Pilsen qui obéissaient à l'Empereur, tout le reste était au pouvoir des rebelles. Mathias désespérant d'avoir des forces suffisantes, saisit l'expédient qui, nous l'avons montré plus haut, avait été, selon toute vraisemblance, le but pour lequel avait travaillé le parti de Thurn. Il résolut de traiter avec les Bohémiens sans égard pour les droits du roi désigné. En juin 1618, il envoya à Prague le conseiller impérial Eusèbe Khan[2], pour pousser les rebelles à déposer les armes. Mais les chefs de la révolte savaient trop bien qu'ils étaient allés beaucoup trop loin pour espérer la possibilité de leur pardon. Ils poussèrent toujours plus en avant, répandirent des bruits qu'on préparait contre eux une nuit de la Saint-Barthélemy et autres rumeurs analogues. Comme réponse aux propositions de paix le comte de Thurn, ouvrit les hostilités en s'avançant sur Krummau avec un détachement de troupes des Etats et s'empara de cette ville. Khan dut retourner à Vienne sans avoir rien pu obtenir. Et alors se déchaina contre Mathias une tempête du côté où il s'y serait le moins attendu.

Comme nous l'avons remarqué plusieurs fois l'Empe-

---

[1] Wolf. *Loco citato*. IV, P. 129.
[2] Khevenhiller. IX. Page 71.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

reur était sous l'influence presque sans limites du cardinal Klésel.

Cet homme [1], fils d'un boulanger luthérien, naquit à Vienne, en 1553. Jeune encore il embrassa la religion catholique, étudia la théologie à Inspruck, y obtint la faveur des Jésuites, et après son retour dans sa patrie, dut à leur recommandation d'être, à l'âge de vingt-six ans, élevé à la dignité de prévôt du Chapitre de Vienne et de chancelier de l'Université. Pendant les longues querelles des Etats il fit preuve d'un grand zèle pour l'Eglise et la maison régnante; mais lorsque éclatèrent les dissentions fraternelles entre l'empereur Rodolphe et son frère puiné Mathias, il se rangea du côté de ce dernier. Cette conduite lui valut la confiance absolue de l'Archiduc, plus tard Roi, il fut promu à la dignité d'évêque de Vienne et de cardinal, et depuis l'avènement de Mathias à l'Empire, c'était lui qui gouvernait sous son nom. Ambitieux comme il l'était, il travaillait obstinément depuis quelques années contre l'héritier du trône. C'était lui aussi qui avait suggéré le plan de traiter avec la Bohême de la manière ci-dessus indiquée. Le parti de Ferdinand résolut de l'éloigner. Le 10/20 juillet 1618, à l'insu et contre la volonté du vieil Empereur, Klésel fut arrêté par ordre de Ferdinand et de son oncle Maximilien le Grand-Maître de l'Ordre Teutonique, dans le château impérial [2], et conduit sous escorte militaire à Inspruck où il resta plusieurs années comme prisonnier d'Etat. Ferdinand fit savoir à l'Empereur, que de concert avec l'ambassadeur d'Espagne il avait jugé utile de mettre hors d'état de nuire cet homme qui depuis

[1] Hammer-Burgstall. « *Vie de Klésel.* » Vienne 1847.
[2] Khevenhiller. *Annal.* IX. P. 200 et suivantes.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

longtemps abusait de la confiance de l'Empereur. L'Empereur, malade de la goutte, se cacha la tête dans la couverture de son lit. L'Impératrice dit à l'héritier présomptif : « Je vois bien que mon mari vit trop long-« temps [1]. »

Mathias dut alors consentir à tout ce que réclamait Ferdinand. Comme l'on n'avait confiance en aucun Autrichien, la noblesse de l'archiduché étant prise du même vertige de liberté que la noblesse de la Bohême, on nomma pour général de l'armée qui avait été enrôlée en Autriche le lorrain Henri de Dampierre qui récemment s'était distingué dans la guerre contre Venise. On joignit à cette armée une deuxième. A la suite des négociations entamés en l'année 1617 avec la cour d'Espagne et que j'ai déjà mentionnées, un officier célèbre, le Brabançon Charles-Bonaventure de Longueval, comte de Boucquoi, avait peu de temps auparavant, conduit quelques milliers d'hommes en Autriche. Ce fut lui qui fut choisi comme généralissime des forces réunies. Tous deux, Boucquoi et Dampierre, se portèrent sur la Bohême. Mais tandis qu'on prenait ces mesures du côté de Ferdinand, les seigneurs de la Bohême n'étaient point inactifs, ils avaient noué des engagements avec la Moravie et la Silésie, ébranlé par mille suggestions la fidélité de l'archiduché d'Autriche et engagé le prince de Transylvanie, Bethlen Gabor, à faire une invasion dans la Hongrie et dans les Etats héréditaires. L'*Union* était, elle aussi du côté des Etats de Bohême, quoique au début ce fût d'une manière clandestine. Les alliés n'osaient pas encore jeter le masque, ils prirent néanmoins une mesure qui traversait les plans de Ferdinand. Il y avait sur les

[1] Pièces justificatives. Senkenberg, *loco citato*. III P. 227.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

bords du Rhin une ville, Udenheim, appartenant au diocèse de Spire, et qui sur l'ordre de l'évêque de ce siége, avait été fortifiée pour fournir un point d'appui aux troupes espagnoles qui des Pays-Bas descendraient porter secours à Ferdinand. Ces travaux de fortification déjà en cours d'exécution, furent détruits dans le milieu de juin par les forces de l'*Union* [1]. Plus tard l'*Union* fit un nouveau pas où les apparences extérieures étaient il est vrai, également sauvées, en ce sens qu'elle n'y mettait rien du sien, mais qui n'en procurait pas moins aux ennemis de l'Autriche une armée et avec elle un général. L'affaire se présentait ainsi : depuis un temps assez long les chefs de l'*Union* étaient en négociations avec le duc de Savoie, Charles-Emmanuel. Christian d'Anhalt s'était personnellement rendu auprès de lui pour entraîner ce prince dans les intérêts de l'Electeur Palatin. Comme appas on employa la couronne impériale d'Allemagne dont on fit l'offre au prince de Savoie, s'il se décidait en faveur de l'*Union* des princes calvinistes. Charles-Emmanuel voyant venir de loin la tempête qui allait s'abattre sur l'Empire d'Allemagne, jugea bon d'avoir en Allemagne une petite armée qu'il pourrait utiliser pour toutes les éventualités [2]. Avec son argent on ramassa quatre mille hommes. L'homme dont il se servit pour ces enrôlements était ce Mansfeld, plus tard si connu.

Les comtes de Mansfeld, famille ancienne, appartenaient à l'une de ces petites maisons princières qui, par suite du peu d'étendue de leurs possessions, imitaient les vieux rois de la mer normands, ne laissaient à leurs

---

[1] Pièces justificatives. Senkenberg, *loco citato*. III. P. 249.
[2] Wolf. IV. P. 144.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

fils puinés que leur épée pour unique héritage et les envoyaient tenter la fortune dans les guerres des plus grands potentats de l'Europe. Le père de notre Mansfeld, le comte Pierre-Ernest entra au service de l'Espagne, se distingua dans la guerre des Pays-Bas, et s'éleva jusqu'au poste de gouverneur de Luxembourg, où il mourut en 1604, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, avec le titre de prince du Saint-Empire Romain. A un âge très-avancé le comte s'était épris d'une belle Brabançonne, native de Malines; le fruit de sa passion fut un fils illégitime qui reçut d'abord le nom de baptême de son père et porta plus tard son nom de famille. Le jeune Ernest fut élevé dans la croyance catholique et embrassa presque enfant encore la carrière de son père. Dans la guerre des Pays-Bas, il rendit d'importants services à la couronne d'Espagne. Il en rendit d'autres dans la guerre de Hongrie à l'empereur Rodolphe qui, en récompense le légitima. Le sort s'emblait l'avoir destiné à être un serviteur de l'Autriche; mais, il crut trouver du côté opposé, des avantages supérieurs à son profit. Pendant la guerre de Juliers, Mansfeld passa du côté de l'*Union*, changea de religion et devint à partir de là l'ennemi de la Maison d'Autriche. Dans le corps petit et chétif de cet homme, habitait une âme infatigable. La nature l'avait marqué de son sceau pour être un chef de mercenaires; quand il le voulait, ce qui ne lui arrivait pas souvent, il savait avec une fermeté rare contenir les bandes les plus indisciplinées. Un jour pendant la guerre de Bohême, une troupe de soldats étant venus assiéger sa porte et réclamer insolemment sa solde, depuis longtemps arriérée, Mansfeld s'avança seul au milieu d'eux, en tua deux d'un coup de pointe et en blessa plusieurs. Les camarades de ceux qui avaient été ainsi chassés se

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

réunirent alors au nombre de six cents contre lui. Mansfeld ne perdit point courage ; avec trois capitaines à cheval, il se lança au milieu des groupes de hurleurs, en tua onze à coups de feu, en blessa vingt-six, et les força tous à se soumettre [1]. Mais en général Mansfeld lâcha les rênes à ses soldats. Et il arriva ainsi que grâce à son armée qu'il nourrissait des dépouilles du pays qu'elle occupait, — point sur lequel il forma le premier Wallenstein à sa méthode — cet homme qui n'avait pas un pied carré de terrain dont il pût dire qu'il lui appartenait, devint plus puissant qu'un roi. Battu plusieurs fois, il ne succomba jamais complétement, au contraire après des batailles perdues, il se représentait encore avec des bandes redoutables. On l'appelait l'*Attila de l'Allemagne*. Mansfeld fut si bien un fils de Mars qu'il voulut attendre la mort debout, comme le soldat attend l'ennemi. A son empire sur les bandes de mercenaires, Mansfeld alliait en outre une grande intelligence dans les négociations, et une finesse qui, même dans les occurrences les plus désespérées, découvrait le moyen d'en sortir.

La petite armée que Mansfeld avait enrôlée était à peine réunie que le feu de la guerre éclata en Bohême. Le Duc de Savoie qui, pour le moment, n'avait pas besoin de soldats pour son propre service, laissa les siens à l'*Union* et alors le chef de cette *Union*, l'Electeur Palatin Frédéric V, ordonna au comte Mansfeld de marcher sur la Bohême. Il lui fut donné le commandement d'une place dans ce royaume, ce qui devait

---

[1] D'après un rapport, en date du 13 juillet 1620, de Lebzelter, envoyé de l'Electeur de Saxe ; inséré Muller (C. A.) *Recherche sur le terrain de l'histoire moderne*. II. P. 41.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

cacher aux yeux du monde la complicité de l'*Union*. Mansfeld peu de temps après son entrée en Bohême, s'empara au mois de novembre 1618 de la forteresse de Pilsen, une des trois villes qui étaient restées fidèles à l'Empereur et s'y établit solidement. En même temps que Mansfeld, le comte Georges-Frédéric de Hohenlohe amena au secours des Bohémiens un petit corps de cavalerie qu'il avait enrôlé dans le Brunswick [1].

Dans l'intervalle, l'armée combinée de Dampierre et de Boucquoi, placée sous le commandement supérieur de ce dernier, avait fait une tentative pour prendre Neuhaus. Mais la garnison opposa une vigoureuse résistance, ce qui donna à Thurn le temps d'accourir au secours de la ville. Boucquoi fut obligé de se replier sur Budweiss ; dans sa retraite, beaucoup de ses gens furent dispersés ou tués ; il échoua également dans plusieurs sorties qu'il fit de cette ville [2]. Des batteurs d'estrade bohémiens franchirent les frontières autrichiennes et réduisirent en cendres des villages. L'hiver approchant, les Bohémiens se retirèrent chez eux. Boucquoi plaça dans l'archiduché d'Autriche dont il était voisin, la majeure partie de ses forces.

Pendant la suspension d'armes on entama, grâce à la médiation de l'Electeur de Saxe des négociations [3], on fixa même une réunion qui devait avoir lieu à Eger. Si peu sérieuses que fussent les dispositions des Etats de Bohême pour la paix, ils trouvèrent néanmoins qu'il était de leur intérêt de sauver les apparences. Quatorze

---

[1] Khevenhiller IX. P. 171.

[2] Ibid. P. 187.

[3] C. A. Muller. *Recherches* III. collection. P. 71 et suivantes notamment P. 102 et suivantes, donne le récit de la médiation de la Saxe, avec preuves à l'appui.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

seigneurs d'entre eux reçurent commission de se rendre à Eger. Mais les instructions [1] qu'ils emportaient ne laissaient aucun doute sur les vraies intentions des Bohémiens; l'Empereur devait confirmer à nouveau la *Lettre de Majesté*, ainsi que toutes les libertés religieuses accordées, quelle qu'en fut l'époque, au royaume de Bohême; il devait retirer et révoquer l'ordre de fermer et démolir les temples à Braunau et autres lieux, ainsi que l'interdiction faite aux Etats et au peuple de tenir aucune réunion, sans l'autorisation du Roi; les Jésuites devaient être bannis pour toujours de la Bohême; les prélats qui en avaient été chassés ne pourraient jamais y rentrer; enfin on devait accorder aux Etats de Bohême de pleins pouvoirs, non-seulement de maintenir les anciennes conventions avec leurs voisins et d'en conclure de nouvelles avec les Etats d'Autriche et de Hongrie, mais aussi de lever et d'entretenir une armée appartenant en propre aux Etats, pour la protection des libertés et des droits de la patrie. Si Mathias eut accepté ces conditions, il ne lui fût resté de la couronne de Bohême rien autre chose que le titre, et en outre son autorité eut été du même coup sapée dans les autres états héréditaires. Mais du reste, on n'arriva pas même à des négociations effectives. La réunion d'Eger, devait avoir lieu le 4/14 avril 1619, et Mathias mourut dès le 10/20 mars, d'une attaque d'apoplexie.

En qualité d'héritier désigné, Ferdinand prit sur le champ possession des pays héréditaires. Il fixa pour lui-même sa résidence à Vienne; quant à la Bohême il y envoya un préfet du palais du royaume, Adam de Waldstein, oncle de celui qui fut duc de Friedland, avec un

[1] Khevenhiller. IX. P. 312 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

manifeste [1] dans lequel la constitution de la Bohême était garantie. « *En souvenir de la promesse faite par Nous aux Etats de Bohême lors de notre couronnement,* tels sont les termes du manifeste, *Nous confirmons les priviléges généraux du royaume et avec l'aide du Tout-Puissant, Nous ferons avant toute autre chose, nos efforts pour que notre royaume rentre dans une situation bonne et paisible.* » Mais ce document était adressé aux membres de la Régence destitués, victimes de la Défénestration, qui par le même acte furent confirmés dans toutes leurs dignités. On voit donc que, si conciliante qu'elle fût, la déclaration exposée réservait entièrement le droit du souverain. Quelque fût son désir d'en finir à l'amiable, Ferdinand n'abandonna rien sur ce point. Et pourtant la situation où il se trouvait était une situation terrible. Les Etats de la plupart des pays héréditaires étaient en rebellion ouverte contre le prince-héritier; les Etats de la Basse-Autriche lui refusaient l'hommage jusqu'à ce qu'il eût fait droit à leurs griefs et licencié ses gens de guerre. Les habitants des pays au-dessus de l'Ens allaient jusqu'à se joindre aux Bohémiens et repoussaient par la force les soldats de Boucquoi de leurs frontières [2]. Bethlen était sur le point d'envahir la Hongrie. Plus grand encore était le péril qui le menaçait du côté de la Bohême.

En effet, les Bohémiens, aussitôt après la mort de Mathias, et sans tenir compte de la déclaration précitée de Ferdinand, avaient ordonné une levée générale du pays. Ferdinand y répondit en donnant l'ordre au

---

[1] Senkenberg. III. P. 300.

[2] Khevenhiller IX P. 292 et suivantes. Muller, *loco citato* III. Collection. P. 152 et suivantes P 163.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

comte Boucquoi dont l'armée, pendant l'hiver, avait été renforcée de quelques milliers de Wallons et d'Italiens, de recommencer les hostilités. Mais les Bohémiens le devancèrent. Leur levée en masse resta, il est vrai, inexécutable, car la révolution n'étant l'œuvre et l'intérêt que de l'aristocratie seule, le peuple proprement dit n'y participait point ou s'y montrait hostile; néanmoins au mois de mai 1619, le comte de Thurn marcha avec six mille hommes sur la Moravie pour exciter cette province à une rebellion ouverte. Il atteignit son but, il n'y eut en Moravie qu'un petit nombre de barons qui restèrent fidèles à Ferdinand et qui, pour cela, furent expulsés ou jetés en prison; la grande majorité fit cause commune avec les Bohémiens; les Jésuites durent quitter le pays [1]. Thurn voulut alors attirer aussi à son parti les Etats de l'Autriche, il se porta avec son armée devant Vienne et en occupa les faubourgs. Une confusion indicible régnait dans la ville impériale; la garnison était faible, elle n'avait ni solde, ni pain. Dans Vienne même, beaucoup de partisans de la cause des Bohémiens avaient, dit-on, pris la résolution d'ouvrir une porte aux Bohémiens, de se saisir de Ferdinand comme d'un prisonnier, de l'enfermer dans un monastère, d'élever ses enfants dans la religion protestante, de mettre à mort ceux qui, dans la ville, étaient ses partisans. N'étant environné que d'ennemis avoués ou secrets, coupé de la seule armée qu'il possédât encore — les troupes de Boucquoi — entouré de conseillers et d'officiers qui avaient perdu la tête et proposaient les mesures les plus contradictoires, Ferdinand fit preuve d'une fermeté sans pareille. Bientôt son courage fut mis à une épreuve

[1] Senkenberg, *loco citato*. P. 312. Muller. III. P. 166 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

plus forte encore. Une délégation des Etats d'Autriche, ayant à sa tête le gentilhomme André Thonradel, courut au château, pénétra dans la chambre de Ferdinand, et avec des menaces réclama de lui qu'il consentit à une confédération avec les Bohémiens. Mais Ferdinand ne faiblit point ; il refusa la signature qu'on lui demandait. Dans ce moment critique apparut, comme envoyé par le ciel, un secours inespéré. Pendant que l'Archiduc discutait encore avec la délégation des Seigneurs, un son de trompette se fit entendre sur la place du château. C'étaient cinq cents cuirassiers que Dampierre envoyait de Krems à Vienne au secours de Ferdinand. Les conjurés terrifiés disparurent subtilement l'un après l'autre, beaucoup de personnes de la noblesse et de la bourgeoisie s'enfuirent dans le camp de Thurn. Les habitants catholiques de Vienne reprirent alors courage ; des étudiants, des bourgeois prirent les armes et opposèrent de la résistance à l'armée de Thurn. Peu après celle-ci fut contrainte à la retraite par la tournure que, pendant ces incidents, avait prise la lutte en Bohême.

En effet, pendant que Thurn marchait de la Moravie sur l'Autriche, le comte Boucquoi avait occupé Budweiss avec huit mille hommes et renforcé son armée. Des troupes espagnoles venant de Flandre et descendues par le Danube se joignirent à lui ainsi qu'un corps de Hongrois. Un troisième auxiliaire amena en ce moment au généralissime de Ferdinand mille cuirassiers ; c'était un homme dont il sera souvent question dans la suite de notre récit, Albert de Wallenstein. Par ces renforts, Boucquoi reprit la supériorité numérique sur le corps qui lui était opposé. Le chef des Bohémiens appela en conséquence à son secours le comte de Mansfeld qui était à Pilsen. A cette nouvelle, Boucquoi sortit de la

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ville avec cinq mille hommes pour empêcher la jonction de Mansfeld avec les Bohémiens. La rencontre eut lieu près de la petite ville de Teyn, et dans ce combat, Mansfeld essuya un échec. Il put se faire jour avec sa cavalerie, mais ses bagages et presque toute son infanterie furent perdus. Cette victoire avait été remportée le 31 mai/10 juin 1619; après elle Boucquoi s'empara d'une série de villes, trois cercles de la Bohême furent reconquis et livrés au pillage [1], l'armée autrichienne monta jusqu'à dix-sept mille hommes. En de telles conjonctures il ne restait à l'armée bohémienne campée devant Vienne rien autre à faire qu'à lever le siége. Le 12/22 juin, Thurn s'ébranla et se replia en toute hâte sur la Bohême.

Quelques jours après que Ferdinand eut été délivré de cette manière de l'extrémité menaçante où il était, il partit pour Francfort-sur-le-Mein pour prendre part à l'élection de l'Empereur. Après la mort de Mathias et conformément à l'ancienne coutume instituée par la Bulle d'Or, deux Electeurs, le palatin Frédéric V, et Jean-Georges de Saxe, avaient pris en main la lieutenance générale de l'Empire. Il était dans les intentions du premier de faire traîner l'élection de l'Empereur, jusqu'au moment où les querelles de Bohême seraient terminées. Les Electeurs catholiques au contraire s'y opposaient, et Jean-Georges de Saxe se rangea à leur avis [2]. L'élection fut mise à l'ordre du jour et Ferdinand II put faire valoir ses prétentions. Mais depuis assez longtemps déjà des mesures avaient été prises par

[1] Muller, *loco citato*. III. P. 180 et suivantes.

[2] Voir dans Muller. III. P. 224 et suivantes, les négociations à ce sujet.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

l'*Union* et par son chef l'Électeur palatin, pour empêcher que le choix se portât sur l'Archiduc.

Déjà, à la date du 4/14 janvier 1619, et par conséquent plus de deux mois avant la mort de Mathias, Camerarius, conseiller intime de l'électeur palatin Frédéric V, écrivait à Munich, à la cour de Bavière [1] : « *Le cœur nous saigne de voir qu'on ne puisse trouver dans l'Empire d'Allemagne aucun héros capable d'y restaurer l'union, le repos et la confiance, d'y maintenir la liberté, héritage reçu de nos pères, et de la transmettre à nos descendants. Mais quoi ! n'est-elle pas toujours florissante la lignée de Louis de Bavière, ce grand sauveur de la liberté allemande ! Que le petit-fils de l'illustre Empereur se lève, comme le désirent tous les gens bien intentionnés, qu'il dompte la guerre et nous assure une paix solide et durable !* » L'intention de cette offre séductrice est facile à saisir. L'Electeur palatin voulait se servir de son cousin, bien plus sagace que lui, comme d'un échelon pour sa propre élévation. Car si Maximilien étendait la main vers la couronne qu'on lui offrait, l'Electeur Frédéric V aurait pu en toute sécurité, au moment où les rapports entre la Bavière et les Habsbourg seraient devenus de ce chef les plus hostiles, s'établir solidement sur ce trône de Bohême qu'il convoitait depuis longtemps. Devenu alors le plus puissant prince de l'empire il aurait dicté des lois au nouvel empereur Maximilien, probablement abandonné par le parti catholique et attaqué par l'Autriche. Maximilien paya l'Electeur de semblable monnaie [2], il répondit que « *personnellement il n'aspirait point à un*

[1] Wolf. IV. P. 197.

[2] Wolf. IV. P. 191 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

si grand honneur, mais que volontiers il emploierait ses peines à placer la couronne impériale sur la tête de son illustre parent, si l'Electeur rentrait dans le sein de l'Eglise, hors de laquelle il n'y a point de salut. » Cette réponse ne découragea pas la cour de Heidelberg. Dans l'intervalle, entre la mort de l'empereur Mathias et le voyage de Ferdinand à Francfort, les conseillers de Frédéric V renouvelèrent à Munich leurs anciennes propositions, mais avec un succès aussi négatif [1].

L'Electeur palatin avait encore offert d'un autre côté la couronne impériale. Au commencement de l'année 1619, le comte Mansfeld avait été envoyé, comme député de l'*Union*, vers le duc de Savoie, Charles-Emmanuel. Ce prince parut assez bien disposé ; il posa néanmoins quelques conditions préalables. « *Pour pouvoir maintenir la dignité impériale*, écrivit-il en Allemagne [2], *il me faut la Bohême. Par contre, je laisserai de bon cœur, à l'Electeur palatin la Hongrie, l'Alsace, même quelques parties de l'Autriche, et je le soutiendrai efficacement par mes soldats et mon argent.* » La cour d'Heidelberg trouva cette proposition digne d'être prise en considération. Au mois d'avril, le prince Christian fut envoyé à Turin pour donner la dernière main à la trame ourdie. Mais après des négociations secrètes avec cette cour, qui durèrent du 20 avril au 19 mai, ses yeux s'ouvrirent. Comme résumé final de son ambassade, le prince Christian manda à Heidelberg [3] : « *Il est impossible de s'engager avec le Savoyard ; Charles-Emmanuel est ambitieux, jaloux de sa domination, tyranni-*

[1] Wolf. P. 300.
[2] Ibid. IV. P. 300 et suivantes.
[3] Ibid. IV. P. 202 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

que, vindicatif, emporté, passionné pour la guerre et versatile au dernier point. Il passe constamment d'un parti à l'autre, n'a que des dettes et point d'argent vaillant et, comme il a sur la conscience beaucoup de péchés, il est à craindre qu'avec lui les choses ne finissent mal, et que la vengeance [1] *divine ne manque point de l'atteindre.* » Le prince d'Anhalt, on le voit, se méfiait du duc de Savoie, pour deux motifs, le premier parce que les trésors imaginaires qu'on espérait faire couler dans les caisses à sec de l'*Union*, n'existaient pas; le second parce que l'on avait de sérieux motifs, de craindre que Charles-Emmanuel, né et élevé dans la religion catholique, et quidéjà, à cause de ses états héréditaires, devait être condescendant vis-à-vis du Pape, ne passât, une fois qu'il serait élu Empereur, du côté des catholiques. Il eut alors continué à l'égard des protestants ce même jeu pour lequel on voulait à l'heure même exclure la maison de Habsbourg. Il est bon de remarquer que ces griefs allégués contre le duc de Savoie par le prince d'Anhalt et qui semblaient respirer tant de piété, l'étaient par un prince qui à ce même moment travaillait à enlever à la Maison d'Autriche tout son héritage, et par conséquent à transgresser grossièrement le septième commandement du Décalogue.

L'insuccès des intrigues de l'Electeur palatin n'était encore qu'un assez petit avantage pour l'archiduc Ferdinand. Tout dépendait pour lui d'un point : trouverait-il du secours chez le duc de Bavière, le chef de la *Ligue* ? Et ici Ferdinand, aux débuts, ne rencontra que de médiocres dispositions. Autant Maximilien avait résisté avec fermeté aux séductions de l'*Union*, autant jusque

---

[1] Dans le texte « la *Némésis* » note des traducteurs.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

à il avait refusé de se laisser émouvoir par les prières les plus instantes qui arrivaient incessamment à Munich de la ville impériale en détresse. Lorsque Ferdinand, après son avènement au pouvoir, le conjurait, en termes qui vraiment serrent le cœur, de venir à son secours, Maximilien restait froid et se tenait en arrière[1]. La seule chose qu'il fit, fut de ne point interdire le transit aux troupes qui venant des Pays-Bas espagnols, descendaient le Danube, de faire donner au comte Boucquoi une petite provision de poudre, et enfin de faire occuper par des soldats bavarois un poste à la frontière près de Passau, comme protection contre les invasions éventuelles des Bohémiens. Il refusa sans hésiter deux choses que lui demandait Ferdinand : l'autorisation d'enrôler des soldats en Bavière et des secours en argent. Tout au plus promit-il au prince son beau-frère, de lui avancer quelque argent contre hypothèque [2] suffisante. En partant pour Francfort, Ferdinand arriva à Munich le 9/19 juillet 1619. Ce fut là que l'entente commença à s'établir. Maximilien promit à l'Archiduc que dans le cas où les Bohémiens seraient ouvertement soutenus par l'*Union*, il accourrait lui à son secours avec toutes les forces de sa maison et de la *Ligue*. Ferdinand continua sa route sur Francfort. C'était là qu'étaient réunis les Electeurs ou leurs plénipotentiaires, mais un double litige régnait entre eux au sujet des préludes de l'élection. En premier lieu les Electeurs laïques, y compris celui de Saxe, exigeaient qu'avant tout les querelles de Bohême fussent terminées et qu'on ne s'occupât de l'élection qu'ultérieurement[3]. En second lieu il était arrivé à Hanau,

[1] Wolf. IV. P. 207

[2] Wolf. P. 208, note 25.

[3] Muller. *Recherches*, III. P. 229 et suivantes. — Wolf. IV. P. 218.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

près Francfort, trois députés des Bohémiens [1], qui, de cette ville, avaient envoyé aux Electeurs impériaux une plainte sur la convocation que l'archevêque de Mayence avait faite à l'archiduc Ferdinand, bien qu'il ne fût pas Electeur ; le royaume de Bohême dont il prétendait donner la voix, ne lui appartenant point. Si leur remontrance était admise, l'élection ne pouvait avoir lieu. Car les princes ecclésiastiques eussent-ils tous pris parti pour Ferdinand, leurs voix étaient neutralisées par les trois Electeurs séculiers, Saxe, Palatinat et Brandebourg et la septième voix électorale était paralysée par l'opposition des Bohémiens. Ce fut l'attachement de la Saxe pour l'Autriche qui décida la question. Jean-Georges se déclara d'accord avec les trois Electeurs ecclésiastiques, soit sur la question que l'élection ne devait pas être différée, soit sur la question de la septième voix électorale [2]. Les députés bohémiens furent donc déboutés et l'élection eut lieu le 18/28 août 1619. L'Electeur de Mayence recueillait les voix. L'Electeur de Trèves vota le premier en ces termes : « Le roi Ferdinand, l'archiduc Albert, et le duc Maximilien de Bavière sont également dignes de la couronne impériale, je vote pour le premier. » L'Electeur de Cologne nomma sans détour Ferdinand, en assurant que son frère, le duc de Bavière, Maximilien, ne recherchait pas la dignité impériale. Le mandataire du Palatin vota le troisième ; au nom de son maître Frédéric V, il se déclara pour Maximilien, « *prince expérimenté*, dit-il, *intelligent, pacifique, gouvernant son pays en lui procurant les biens de la paix, et n'étant engagé dans aucune guerre.* » Il ajouta

[1] Senkenberg. III. P. 338.

[2] Muller. III. P. 233 et suivantes. — Wolf. IV. P. 219 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

cependant que son maître ne s'opposait point à l'élection de Ferdinand, si la majorité des suffrages se réunissait sur lui. Saxe et Brandebourg votèrent aussi pour Ferdinand, Mayence les imita. Ferdinand vota le dernier, en qualité d'Electeur de Bohême et, selon le droit régulier que lui conférait la Bulle d'or, se donna à lui-même sa voix pour être Empereur. L'élection se trouvait faite à l'unanimité. L'Allemagne avait de nouveau un Empereur en la personne de Ferdinand II. Son couronnement eut lieu le 9 septembre 1619.

Mais pendant que les Electeurs du saint Empire Romain plaçaient sur sa tête la couronne impériale, il perdait celle de Bohême. Le 21/31 juillet 1619 les Etats de Moravie, de Silésie, de Lusace, même ceux de la Haute et Basse Autriche, avaient conclu avec les seigneurs de la Bohême une alliance perpétuelle dans le but de défendre en commun les libertés civiles et religieuses de leurs pays [1]. Le 7/17 août 1619 suivant, Ferdinand II fut déclaré déchu de tout droit au trône de Bohême comme « *ennemi héréditaire de la liberté de conscience, esclave de l'Espagne et des Jésuites, auteur de toutes les misères de la guerre qu'il a appelée sur la Bohême et enfin traître, qui après avoir acquis la couronne de Bohême par de coupables industries, l'a, par des traités secrets, vendue à l'Espagne* [2].

Ces résolutions des Etats de Bohême, si graves par leurs conséquences, étaient en majeure partie l'œuvre de deux Etats étrangers [3]. Le premier était la Maison Palatine, à présent bien connue de nos lecteurs, le second une autre puissance également calviniste dont

[1] Pièces justificatives dans Muller. III. P. 198 et suivantes.
[2] Wolf. IV. P. 225. Khevenhiller. IX. P. 508 et suivantes.
[3] Muller. *loco citato*. P. 156 et suivantes, 208 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

jusqu'ici nous avons peu parlé, mais qu'il faudra, dans la suite de ce récit, nommer souvent, la République des Pays-Bas. La trève de douze ans qu'en 1609, la République avait conclue avec la couronne d'Espagne, finissait en 1621, la reprise de la guerre était donc prochaine. Aussi pour occuper ailleurs les armes hispano-autrichiennes, la Hollande favorisait avec le plus grand zèle la rébellion de la Bohême. Cette ingérence et ces efforts des Hollandais sont de la plus haute importance à suivre non seulement dans l'année 1618 mais dans les années subséquentes. A cette époque, tout désordre en Allemagne était pour eux bien venu, il était attisé par eux, soit par des conseils encourageants, soit par des promesses, soit enfin à beaux deniers comptants. Il fallait que l'Allemagne fût en flammes pour que la République fût plus en sécurité. A cette fin, elle commença à travailler en Bohême. Elle promit aux Etats un secours mensuel de cinquante mille florins, un emprunt d'un demi million, et un envoi de troupes [1]. L'influence de la Hollande fit sentir encore en ce moment, son action sous un autre rapport plus frappant. Après que la déchéance de Ferdinand eût été prononcée, il fallait songer à former un nouveau gouvernement. Tout à coup des voix s'élevèrent à Prague pour proposer qu'à l'exemple de la Hollande et de la Suisse, on transforma la Bohême en un pays libre [2]. Ainsi, il y avait des républicains dans le pays des Tchèques ! Phènomène étrange qui ne s'explique que par la supposition de l'influence hollandaise. Nous reviendrons plus bas sur ce point. Bientôt cependant on laissa tomber la proposition comme impra-

[1] Muller. P. 56 et suivantes. P. 159.
[2] Wolf, *loco citato*. IV. P. 225.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ticable et on en revint à la royauté. Mais cette royauté était un changement acceptable par ceux même qui avaient de l'aversion pour la monarchie, et les divers points [1] acceptés comme bases du gouvernement futur à l'époque où fut conclue l'alliance perpétuelle entre la Bohême et les provinces entraînées avec elle dans la rébellion, réduisaient à une ombre le pouvoir de celui qui devait prendre la place de Ferdinand. Dans une réunion des Etats convoqués le 16/26 août pour l'élection du roi, quatre prétendants furent proposés : le roi de Danemarck, le duc de Savoie, l'Electeur de Saxe, et l'Electeur palatin. Les deux premiers n'avaient pas un parti sérieux ; l'Electeur de Saxe, Jean-Georges refusa la candidature quoique beaucoup de luthériens de la Bohême voulussent lui donner leurs voix [2]. Il ne restait donc plus que Frédéric V, le complice et instigateur de la rébellion de la Bohême, le 17/27 août 1619, juste un jour avant l'élection de Ferdinand comme empereur: il fut, à une grande majorité des voix, élu roi de Bohême.

Frédéric V, fils d'un père qui portait le même nom — Frédéric IV, — était né le 16 août 1596 ; il était marié depuis le 14 février 1613 avec la fille du roi d'Angleterre, Jacques. Sous le rapport de la puissance, sa maison ne le cédait qu'à un petit nombre de membres de la haute aristocratie de l'Allemagne, il était en même temps chef de l'*Union* allemande, cousin du duc de Bavière, gendre du roi d'Angleterre, neveu de Maurice d'Orange. Mais ses facultés intellectuelles ne répondaient pas à tous ces avantages politiques. On vantait chez Frédéric V une libéralité vraiment princière et un caractère gai

[1] Khevenhiller. IX. P. 453 et suivantes.
[2] Muller, *loco citato*. P. 209 et suivantes.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et affable, — qualités qui sont bien à leur place dans une salle de bal auprès des femmes et dans les banquets, mais qui ne sont guère utiles devant l'ennemi, ou quand il s'agit de diriger un Etat. — On a exalté la *constance* de ce Frédéric après sa chute. On eut mieux fait d'employer le mot d'*entêtement*. Ni avant, ni après son malheur il ne se montra en effet homme de sens judicieux. Frédéric V était un enfant gâté de la fortune, il était né pour faire un gentilhomme de campagne, bon vivant, mais il n'était pas propre à être le défenseur d'une couronne acquise par la rébellion. L'exemple de son père et les conseils du prince Christian d'Anhalt avaient seuls allumé cette âme faible.

Si longtemps qu'il y eut que tous ses efforts tendaient vers le prix du combat, prix qu'on venait maintenant lui offrir, l'Electeur fut néanmoins tout saisi lorsqu'il vit mettre à ses pieds cette couronne de Bohême, le but si recherché de ses désirs. Il chercha des conseils dans l'étranger et demanda des lumières. Un ambassadeur fut envoyé par lui en Angleterre aussitôt après la déposition de Ferdinand. Peut-être l'orgueil de Jacques se sentit-il flatté de voir une couronne royale sur la tête de son gendre; mais Jacques professait la doctrine du droit divin des rois, et ses convoitises naturelles se trouvèrent ici en lutte avec ses théories. Jacques Ier ne promit son secours que dans le cas seulement où Frédéric avec ses propres ressources, pourrait s'assurer la possession de la Bohême [1]. Plusieurs confédérés de l'*Union* conseillèrent aussi à l'Electeur de ne pas accepter, les uns peut-être par une sage prévoyance, les

[1] Pour ceci et ce qui suivra, source à consulter : Wolf, *loco citato*. P. 226 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

autres par suite de la jalousie qu'inspirait l'accroissement si rapide de la grandeur du Palatin. Frédéric s'adressa même au duc de Bavière pour en avoir un bon conseil. Maximilien répondit que « *la séparation violente de la Bohême d'avec la maison d'Autriche aurait pour conséquence l'ébranlement le plus grand de l'Allemagne entière.* » A cette admonition décourageante vint se joindre un cri d'angoisse maternelle sorti du fond du cœur. La mère de Frédéric, Louise Julienne, de la famille d'Orange, fille de l'illustre Guillaume, le dissuada avec de vives instances. « *Il ne résultera de cette élévation,* dit-elle à son fils, *rien que haine et jalousie ; tes forces ne sont point à la hauteur des ressources de tes ennemis ; tu n'as pas le droit de compter sur des alliances. Bientôt la querelle de Bohême se transformera en une guerre de religion ; toutes les puissances catholiques s'armeront pour l'Autriche ; le pape réunira comme dans une croisade tous les rois et toutes les nations pour secourir Ferdinand et accabler la Maison palatine.* La femme de Frédéric, Elisabeth, fille du roi d'Angleterre Jacques, différait d'opinion avec la mère de l'Electeur : elle poussait ce dernier en avant [1]. La consultation des conseillers d'Etat [2] énumérait contre l'acceptation beaucoup de raisons et pour l'acceptation une seule, que c'était une magnifique acquisition. Subsidiairement il y avait pour l'acceptation un autre instigateur, le prédicateur de la cour, Abraham Scultetus. Cet homme représentait à son maître que c'était pour sa conscience un devoir sacré, de procurer, en acceptant la couronne de Bohême, le triomphe de la vraie foi, — celle du Genevois.

---

[1] Saltl. « *La guerre de religion en Allemagne.* » I. P. 153.
[2] Senkenberg, *loco citato.* III. P. 376. Wolf, IV. P. 269.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Frédéric se décida. A la fin de septembre 1619, il partit de Heidelberg, reçut à Waldsassen à la frontière de la Bohême et du haut Palatinat le premier hommage de ses nouveaux sujets et fit le 21/31 octobre son entrée solennelle dans les murs de Prague. Il fut couronné avec une grande pompe le 25 octobre/4 novembre : les grands firent ostentation de leurs richesses pour honorer le roi de leur choix. La fortune lui souriait de tous les côtés, la Silésie et la Moravie avaient suivi l'exemple de la Bohême et prêté le serment, le comte de Thurn faisait des progrès en Autriche. Plusieurs Etats étrangers, la Suède, la Hollande, Venise, les membres de l'*Union* reconnurent le nouveau roi [1]. Mais bientôt on vit grossir et s'amonceler les nuages. La première déception qu'éprouva Frédéric eut lieu à Nuremberg à une réunion où les membres de l'*Union* avaient été convoqués pour le mois de novembre. C'était sur l'assistance de cette *Union*, dont il était depuis longtemps le chef, que Frédéric avait fondé sa principale espérance. Il s'assura alors que les alliés n'avaient plus pour le nouveau roi de Bohême, récemment couronné, des sentiments identiques à ceux qu'ils portaient au simple Electeur palatin. Les princes calvinistes de l'*Union* pouvaient en effet envisager l'élévation de Frédéric de deux points de vue très-différents. Le vœu si ardent, nourri de si vieille date dans leurs cœurs, le vœu que la prépondérance dans l'Empire passât décidément de leur côté, paraissait atteint. Si l'on soutenait Frédéric V, s'il se maintenait en Bohême et dans les autres pays confédérés avec la Bohême, il n'y avait plus de possibilité pour Ferdinand de conserver la dignité im-

[1] Wolf. IV. P. 268

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

périale; cette couronne au contraire devait être la part de celui qui possédait déjà la couronne de Bohême. L'élection récente de Francfort n'était plus alors que provisoire, et les Etats catholiques, ainsi que leur catholique et éphémère Empereur n'avaient plus qu'à se rendre à discrétion aux calvinistes; résultat qu'on pouvait prévoir et qui offrait aux princes de l'*Union* les plus brillantes perspectives. Mais, la chose présentait aussi un autre côté. Quand un membre de l'*Union* qui jusqu'ici avait été en puissance et en rang l'égal des autres, s'élevait bien au dessus de ses anciens collègues fallait-il y prêter les mains? fallait-il que l'Électeur palatin, grâce à la révolution de Bohême, gagnât pour lui seul, le double de ce qu'auraient pu obtenir tous les membres de l'*Union* ensemble, dans les conjonctures les plus favorables. Dans une société, le péril commun contraint à la concorde, à des efforts communs et combinés, tandis que la chance extraordinaire d'un associé qu'on voyait hier occuper le même rang que soi, est une tentation à la jalousie pour tous les autres. L'envie joue un rôle important dans l'histoire de l'Allemagne, mais jamais il ne fut plus digne d'être remarqué que dans les événements que nous exposons.

L'Assemblée de l'*Union* s'ouvrit à Nuremberg le 10/20 novembre[1]. Le roi de Bohême Frédéric y vint en personne, mais beaucoup d'autres princes convoqués ne vinrent point; la plupart n'envoyèrent que des ambassadeurs. Ceux qui y parurent en personne arguèrent de leur petit nombre pour paralyser dès le début les négociations : « *La grande lutte pour la Bohême et pour l'Eglise évangélique d'Allemagne ne pouvait être*

[1] Senkenberg. III. P. 402 et suivantes. — Wolf. IV. P. 269 et suivantes 277.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

commencée, disaient-ils, *que lorsque tous les Etats protestants de l'Empire, sans exception, se seront réunis, pour agir en commun.* » C'était dire en d'autres termes : elle ne commencera jamais. L'opposition la plus particulièrement tenace vint des villes impériales dont on avait escompté spécialement les ressources monétaires pour la mise sur pied d'une puissante armée, proposition soumise à l'Assemblée. Devaient-elles sacrifier une partie de leurs trésors au profit de l'Electeur palatin dont l'élévation ne leur rapportait pas un seul kreutzer? Devaient-elles par amour pour lui se brouiller avec l'Empereur et mettre en danger leur commerce et leurs richesses? La Noblesse immédiate de l'Empire, sommée de prendre part au mouvement, exprima des scrupules non moins sérieux. La vieille haine entre les luthériens et les calvinistes se réveilla de nouveau. « *Que le roi de Bohême*, disait-on, *vienne à triompher avec l'appui de l'*Union, *ce ne sera pas une victoire pour la vraie Réforme luthérienne, la seule qui fait les bienheureux, mais bien pour le culte informe*[1] *de la Suisse.* » Enfin le comte de Hohenzollern, président du Conseil Aulique de l'Empire, parut à la diète comme envoyé de l'Empereur, et somma les membres de l'*Union* qui y étaient présents de ne point s'immiscer dans les affaires de Bohême, leur promettant par contre le prompt redressement de tous les griefs. Les confédérés répliquèrent que déjà souvent on leur avait fait semblables promesses, que Ferdinand ferait mieux de répondre par des actes, qu'avant tout il devait déterminer la *Ligue* à déposer les armes, si non ils seraient contraints eux aussi, à penser à leur propre défense. Tels étaient

[1] Dans le texte *Unform*, substantif presque intraduisible.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les arguments des orateurs de l'*Union* contre l'envoyé de l'Empereur; mais les alliés n'en conclurent point à prendre une résolution décisive. Après avoir siégé jusque bien avant dans le mois de décembre, ils se séparèrent sans résultat. « *On surveillera partout*, fut-il dit, *avec une grande attention, la marche des affaires de Bohême.* » L'on promit aussi au roi de Bohême de défendre son Palatinat, dans le cas où il serait attaqué par des forces étrangères. Mais vis à vis des puissances extérieures leurs exigences n'en croissaient que davantage. La Hollande, l'Angleterre, la France, la Savoie, Venise, furent énergiquement rappelées à leur devoir de défendre, de tout leur zèle, cette cause de l'*Union* des princes, que ces princes eux-mêmes abandonnaient. On écrivit aux Suisses [1] : *de ne permettre le passage pour l'Allemagne à aucun corps de troupes italiennes ou espagnoles, de peur que la liberté générale de l'Empire, ne fût, sous un prétexte de religion, mise encore en un plus grand péril.* » C'était là cette hypocrisie bien connue qui ne craint point le fait, mais seulement l'apparence de la déloyauté, et qui sous de creuses paroles de zèle cache une réelle jalousie. Déjà, à ce moment le roi de Bohême Frédéric aurait dû remarquer en quel état était sa cause, mais il retourna à Prague le cœur léger et plein d'espoir. Nous le quitterons maintenant et relaterons les démarches des chefs des catholiques jusqu'au même jour.

Pendant que les faits précités se passaient à Heidelberg et à Francfort, le duc Maximilien, à la fin du mois d'août, préparait dans une réunion tenue à Eichstadt la rénovation de la *Ligue* et introduisait en même temps

[1] Pfister. *Histoire des Allemands*, IV. P. 445.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

cette question [1] : Fallait-il secourir l'Autriche et comment la secourir ? Ce secours fut promis en de certaines éventualités et en termes fort circonspects. Ces éventualités se réalisaient alors, en partie par l'élévation de Frédéric au rang de roi de Bohême, en partie par les événements récents de la Hongrie et de l'Autriche. A l'époque dont nous parlons, Bethlen-Gabor, après avoir mûri longtemps ses préparatifs, appelé par les Bohémiens et soutenu par le sultan, était aux frontières mêmes de l'Autriche avec une grosse armée. La Haute-Hongrie, une partie de la Basse-Hongrie étaient tombées entre ses mains ; une foule de magyars mécontents affluaient sous ses drapeaux. En Bohême et dans les deux archiduchés d'Autriche, la lutte avait également pris une tournure défavorable. L'archiduc Léopold, gouverneur impérial des Etats héréditaires en l'absence de Ferdinand, s'était vu forcé de rappeler de la Bohême le comte Boucquoi, pour la défense de la capitale [2]. A la fin de septembre 1619, Ferdinand en revenant de Francfort et rentrant dans sa patrie, passa par Munich pour faire valoir personnellement tous ces titres à une intervention en sa faveur. Effrayés par les nouveaux messages de malheurs qui chaque jour lui arrivaient de Vienne, le nouvel Empereur pria avec instance [3] Maximilien, son ami de jeunesse, son beau frère de lui porter ce secours que seul il pouvait lui accorder : « *le Duc pouvait prendre en main*, disait-il, *la direction de l'alliance catholique avec des pouvoirs illimités et sauver la Maison impériale et la foi catholique, toutes deux menacées.* » Les plus proches parents de Maximilien s'unirent à ses prières.

---

[1] Wolf. IV. P. 235 et suivantes.
[2] Khevenhiller. IX. P. 685 et suivantes.
[3] Wolf. IV. P. 256 et suivantes.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Mais ce ne fut que lorsque Ferdinand lui eut fait la promesse qu'il enlèverait au nouveau roi de Bohême sa dignité d'Electeur palatin pour la transférer à la Bavière, que Maximilien se déclara prêt. Le 28 septembre/8 octobre 1619, fut conclue à Munich une convention par laquelle le duc de Bavière obtint tout ce qu'il souhaitait.

La convention était ainsi conçue [1] : « *La Bavière prend le commandement supérieur de la Ligue pour sauver l'Autriche aux conditions suivantes : 1° Avant tout, les préparatifs de guerre, qu'il s'agisse de soldats, d'argent ou d'autres choses nécessaires, devront être complétés. — Ceci implique que le secours promis ne pourra être prêté avant l'année prochaine. — 2° Le duc de Bavière, en tant que chef de l'alliance, est libre et avec des pouvoirs illimités; ni l'Empereur, ni quelque prince que ce soit, de la maison d'Autriche, n'aura à lui dire un mot, ou à entraver le Duc dans l'exercice de sa charge, l'Empereur et les princes ne permettront pas davantage qu'un autre, quel qu'il soit, porte atteinte aux droits du Duc, bien plus, ils devront favoriser de toute manière ses pouvoirs illimités. — 3° Comme cette alliance avec la maison d'Autriche armera contre le Duc tous les adversaires de l'Empereur et surtout* l'Union, *Ferdinand s'engage pour lui et pour sa maison, à n'accorder, à l'insu et sans la participation de Maximilien, aucun armistice à l'ennemi, à n'entamer de même aucune négociation et à ne point conclure la paix. Maximilien de son côté s'engage aux mêmes obligations. — 4° Le Duc versera volontiers dans les caisses de la Ligue ses subsides fixés par une convention. Mais vu que, comme chef*

[1] Wolf. IV. P. 256 et suivantes et Appendice, p. 10 et suiv.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de la Ligue, il a beaucoup plus de frais à faire qu'un membre ordinaire, vu en outre qu'il s'expose à de grands dangers et à beaucoup de pertes, l'Empereur et toute sa maison s'engagent en donnant comme nantissement tous leurs biens, à réparer tout dommage qui pourra être occasionné au Duc dans son territoire, à lui rembourser de même tous et chacun des frais qui dépassent son contingent ordinaire suivant mémoire estimatif présenté par le Duc lui-même, et en attendant le réglement en solde, de céder comme gages des terres et une population équivalentes à la valeur totale des sommes dépensées. — 5° Pour le cas où Maximilien, par suite de cette alliance, perdrait ou ses territoires propres, ou une partie d'iceux, l'Empereur aurait le devoir de lui reconquérir ce terrain perdu. S'il plaisait à l'un des deux alliés, l'Empereur ou le Duc de faire la paix avant le recouvrement du sol perdu, ou si, la guerre étant finie, la paix n'avait pas encore ses effets, l'Empereur et sa maison donneraient au Duc, sur l'ensemble des Etats autrichiens, autant de territoire que celui-ci aurait perdu de territoire bavarois. — 6° Toutes les parties du territoire autrichien que le Duc arrachera aux ennemis des Habsbourg, lui seront laissées en gage, à lui, Duc, avec tous les droits et revenus jusqu'à ce que tout dommage soit réparés et tous les frais extraordinaires de guerre rendus à la Bavière. Sont exceptés cependant de cette dernière destination les droits sur le sel, les douanes et les mines, en tant que les autres revenus suffiront à désintéresser le Duc. Par contre, Maximilien et ses héritiers reconnaissent et maintiendront la suzeraineté de l'Autriche dans les possessions des Habsbourg ainsi conquises et réoccupées. — 7° Enfin les généraux

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de l'Empereur tiendront continuellement le Duc au courant de tous leurs plans et de toutes les négociations et conféreront avec lui sur toute chose. »

Ferdinand II partit pour Vienne dans le milieu d'octobre, afin de résister aussi bien que possible, pendant l'hiver, avec les faibles ressources de sa propre maison, et d'attendre que dans l'année qui s'approchait — 1620 — le Duc vint à son secours avec les armes de la *Ligue*, Maximilien cependant faisait tous ses apprêts pour le grand coup qui devait être porté l'année suivante. Il travaillait à envelopper d'un quadruple filet son parent, le nouveau roi de Bohême, par la mise sur pied d'une forte armée de la *Ligue*, par une irruption des Espagnols dans le Palatinat, par l'aggrégation à son parti de la Saxe Electorale et par la dissolution de l'*Union*. Au commencement de décembre 1619 pendant que les conférences de l'*Union* se réunissaient encore à Nuremberg, il convoqua à Wurtzbourg les anciens membres de la *Ligue*[1]. Les négociations prirent un élan d'une rapidité et d'une force inouies; l'alliance devint plus intime que jamais. On résolut de mettre sur pied une armée de vingt et un mille fantassins et de quatre mille cavaliers. Des subsides extraordinaires furent consentis, les membres rhénans de la *Ligue* se chargèrent à eux seuls de cent mille florins par mois. Les autres confédérés, la Noblesse, les villes alliées, les monastères, qui jusques-là avaient si peu voulu contribuer, payèrent en proportion. Voici une liste des contingents[2] auxquels s'engageaient quelques-uns des moindres membres de la *Ligue*: le couvent de Weingarten payait trois mille trois cent

[1] Wolf. IV. P. 279 et suivantes.
[2] Ibid. IV. P. 364. Note 31.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

soixante florins; Ochsenhausen, trois mille cinq cent quatre-vingt-quatre; Weissenau, onze cent vingt; le couvent de Rott, douze cent trente-deux; Schussenried, deux mille deux cent quarante; Pétershausen, trois mille six cent quatre-vingt-seize; Marchthal, douze cent trente-deux; Elchingen, douze cent trente-deux; le monastère d'Ursin, quinze cent soixante-huit; Roggenbourg, sept cents; Wettenhausen, trois cent trente-six; la ville de Constance, sept mille; la ville de Gmunden, en Souabe, cinq mille deux cent quatre-vingts; les comtes Fugger, dix mille quarante-quatre, les autres en proportion. Maximilien lui-même s'imposa la plus forte taxe. On prit la résolution qu'en cas de nécessité il n'y aurait point d'immunités pour les biens d'Eglise, meubles ou immeubles, qu'on irait jusqu'à l'emploi des joyaux et de la vaisselle en argent. Comment se faisait-il que ces prélats, autrefois si parcimonieux, allaient cette fois puiser si profondément dans leurs bourses? C'était leur frayeur par suite des entreprises de l'Electeur palatin qui opérait cette merveille.

Il n'y avait pas dans la *Ligue* de directoire autrichien. Le directoire rhénan, celui de l'Electeur de Mayence, continua d'exister, mais de nom seulement. D'un commun accord la direction de tout fut remise entre les mains de Maximilien. C'est à lui que furent confiées les négociations avec l'étranger, le droit de tout disposer dans les cas où par avance il était impossible de prendre une délibération; à lui seul appartenait la nomination des officiers supérieurs, à lui enfin incombait le soin des espions, de l'artillerie, des approvisionnements. En dehors des troupes régulières dont le chiffre a été indiqué plus haut, les membres de la *Ligue* devaient mettre sur pied dans leurs territoires une garde nationale afin que les vides

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de l'armée pussent être promptement comblés. Bamberg promit de fournir huit mille hommes, Wurtzbourg dix mille, Eichstadt trois mille, Augsbourg trois mille cinq cents, Kempten et Ellwangen chacune mille. Le duc de Bavière lui-même, par une sage prévoyance des choses à venir, avait depuis longtemps changé son pays tout entier en un camp [1]. Tous ses efforts avaient tendu à rendre cette nation entière apte à la guerre. C'est pour cela que ses bourgeois et ses paysans étaient exercés au maniement des armes par des maîtres instructeurs, qui étaient distribués dans les villages et les bourgs. Voulait-on devenir bourgeois, voulait-on se marier? il fallait d'abord comparaître devant l'autorité publique avec le fusil et les armes blanches.

On n'oublia pas non plus de chercher des secours en argent auprès des puissances étrangères. Le Pape donna deux cent mille couronnes et en promit le double dès que la lutte aurait éclaté [2]. C'est de l'Espagne que l'on attendait le plus. Cette puissance, d'après les désirs de de Ferdinand II et de Maximilien, devait envoyer du Brabant trente mille hommes pour envahir les Etats héréditaires de l'Electeur, pendant que Maximilien, avec l'armée de la *Ligue*, écraserait Frédéric V dans son nouveau royaume électif. On n'a pas oublié, je suppose, que les deux maisons d'Espagne et d'Autriche étaient étroitement liées entre elles par la descendance commune, par le même zèle pour la vieille Eglise, par l'espérance secrète, mais toujours entretenue d'une réunion de la puissance héréditaire des deux lignes, enfin par l'espoir qu'avait l'Espagne qu'une fois la puis-

[1] Wolf, I. P. 280 et suivantes.
[2] Wolf, IV. P. 351.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sance des Habsbourg solidement raffermie en Allemagne, elle pourrait, elle, partir de là pour subjuguer les Hollandais qui lui avaient fait défection. Le cri qui partait de Vienne pour Madrid et qui demandait du secours était donc tout naturel, il n'en fut pas moins bien difficile de le faire écouter.

L'Espagne qui, sous Charles-Quint, avait été le plus riche et le plus puissant Etat de l'Europe, était, à la fin du règne de Philippe II, tombée si bas, que ce roi qui, pourtant, disposait des trésors du Nouveau-Monde, fut obligé, peu de temps avant sa mort, d'aller mendier de couvents en couvents pour pouvoir vivre. Le mal empira encore sous son fils Don Philippe III, qui régnait à cette époque. Ce pays était gouverné par des ministres dont l'incapacité était en rapport exact avec la valeur morale de leur maître. L'envoyé de Maximilien à Madrid lui écrivait de cette ville[1] : *En Espagne, il y a un singulier gouvernement, cette monarchie paraît être gouvernée et conservée plutôt par un miracle et une Providence divine particulière, que par des maximes d'Etat. Les favoris du roi manquent, en ce qui concerne les affaires publiques, autant d'esprit que d'informations, dès lors tout marche avec une extrême lenteur ; avant de prendre une résolution, ils écrivent tantôt dans les Pays-Bas au général Spinola, tantôt en Allemagne au comte Ognate* (alors ambassadeur d'Espagne à Vienne). *Ainsi l'occasion favorable se passe sans que l'on en profite. Celui qui peut le plus c'est le confesseur du roi ; mais il n'est pas disposé favorablement pour les Allemands. Voilà pourquoi on ne peut pas beaucoup compter sur l'Espagne, car les choses se*

[1] Wolf, IV. P. 348.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

passent presque dans ce pays comme dans la Hongrie, où un seul moine gouvernait tout et a amené toute l'Eglise catholique de cet empire au bord de la fosse. »

Ferdinand II avait envoyé à Madrid, comme son ambassadeur, le comte Khevenhiller, celui-là même qui écrivit l'histoire de son maître et qui est devenu par ce fait une des sources les plus importantes où l'on peut puiser pour la guerre de Trente-Ans relativement aux choses qu'il a vues de ses propres yeux. C'était un gentilhomme sage et loyal, et l'agent de la Bavière, Leuker, réunissait ses efforts aux siens [1]. Le duc de Lerme qui pendant vingt ans avait dominé Philippe III, avait été en 1618 renversé par son propre fils le duc d'Uzéda. Celui-ci gouvernait alors de concert avec le Père Louis de Alliaga, qu'antérieurement le vieux Lerme lui-même avait donné pour confesseur [2] au roi, son maître et le maître de l'Espagne. Tout ce qui devait parvenir aux oreilles du roi avait à passer par le canal du confesseur. Mais Alliaga obéissait à la loi naturelle que subissent presque tous les favoris. L'on trouvera toujours de tels hommes ouvertement ou secrètement hostiles aux augustes parents de leur prince. Car plus le monarque est faible, plus la voix de la nature, la proximité du sang aura de l'influence sur lui, et cette influence n'est pas sous le contrôle de ces favoris. Alliaga, confesseur du roi et en même temps grand Inquisiteur du royaume, n'avait que de l'antipathie pour la ligne allemande des Habsbourg. Et cependant ce n'était qu'avec le secours de cet homme que Khevenhiller pouvait faire parvenir au roi sa demande.

---

[1] Wolf, IV. P. 347.

[2] Comparer Rank. « *Les Princes et les Peuples.* » I. P. 210 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

L'entretien qui eut lieu entre l'ambassadeur et le prêtre espagnol et que Khevenhiller a raconté lui-même [1], est singulièrement curieux. Alliaga avait fait attendre longtemps le comte allemand dans l'antichambre et parmi les domestiques de la maison. Khevenhiller perdit enfin patience et força l'entrée : « *Ce ne sont pas seulement,* dit-il, *les liens du sang, c'est le salut de l'Eglise catholique qui font un devoir à la cour d'Espagne de porter secours à mon maître Ferdinand II; les temporisations de l'Espagne nous font plus de tort que les entreprises de nos ennemis les plus acharnés. Si ces irrésolutions ne cessent pas, et particulièrement si l'on ne décide pas l'invasion du Bas-Palatinat, je me vois dans la nécessité de quitter sur le champ Madrid pour annoncer à mon maître que c'est en vain qu'il attend du secours de l'Espagne et qu'il ne lui reste rien autre qu'à se sauver lui-même et sans tenir nul compte de la ligue espagnole.* » « *Monsieur le comte parle,* répliqua froidement Alliaga, *comme si l'ennemi était déjà aux portes de Madrid, mais du reste vous pouvez exagérer les choses autant que vous le voudrez, le roi, mon maître, ne peut en faire plus que ce qu'il a fait jusqu'ici.* » « *En ce cas,* répliqua Khevenhiller, *le mieux sera que l'Empereur se réconcilie avec ses ennemis, et que de concert avec eux, ils se partagent les possessions que Don Philippe III a hors de l'Espagne. Alors ce que nous perdrions en Allemagne, par suite de l'indifférence de l'Espagne, nous pourrions nous en dédommager sur les couronnes qui lui appartiennent en Italie, en Sicile, à Naples, dans le Milanais et même dans les Pays-Bas.* » « *Pre-*

[1] *Annales*, IX. P. 702 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

nez garde, Monsieur le comte, dit le Grand Inquisiteur, *qu'avec de telles paroles, vous ne jouiez votre tête.* » « *Plut à Dieu,* s'écria Khevenhiller, *que je pusse donner ma vie pour ces paroles, j'aurais alors versé mon sang pour la vérité et pour l'amour de l'Autriche, ma patrie ; mais alors je ne voudrais pas être à votre place, Monsieur le Confesseur, car tandis que je jouirais de l'éternelle félicité, votre place, à vous, serait préparée dans le plus profond de l'enfer, plus bas que Luther et que Calvin.* » Après cet entretien, Khevenhiller, montant en voiture, se fit conduire à la cour auprès du roi d'Espagne et raconta au monarque tout ce qui s'était passé entre lui et Alliaga. Don Philippe, au rapport de Khevenhiller, en devint tout rouge, et promit une prompte décision. Cependant il fallut encore l'intervention et toute l'activité de quelques grands d'Espagne du parti opposé au duc d'Uzéda, et de l'agent de la Bavière pour que la chose arrivât à maturité [1]. Ce fut seulement en 1620 qu'on envoya à Bruxelles, au général Spinola, l'ordre d'envahir le Palatinat, pendant que le duc de Bavière marcherait contre la Bohême.

Après cette solution venait immédiatement la question d'attirer du côté de la *Ligue* l'Electeur de Saxe. Car si ce seigneur puissant secourait la Noblesse de la Bohême, l'équilibre était de nouveau rétabli entre les partis et l'on ne pouvait plus espérer rien de décisif. L'électeur Jean-Georges était depuis longtemps aigri contre l'Electeur Palatin. Il était à la tête des Luthériens et le chef du nouveau parti religieux qui, par suite de la paix de religion d'Augsbourg, était positivement autorisé. Le calvinisme, lui, n'était pas autorisé. Or, par suite de l'élec-

[1] Wolf. IV. P. 343 et suivantes. Note 4.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tion du roi de Bohême, il arrivait maintenant que la suprématie allait passer au chef de ce calvinisme élevé au-dessus de Jean-Georges. Le succès de l'Electeur Palatin fortifiait chez Jean-Georges les sentiments de loyauté envers l'Empereur, d'autant plus qu'il s'y adjoignait des mobiles et des intermédiaires d'autre espèce. Le prédicateur de la cour de l'Electeur de Saxe, Hoe de Hohenegg, né en Autriche, et dont les mains, de temps à autre, conservaient des traces du passage de l'argent de l'Empereur, avait écrit, peu de temps avant l'élection du roi de Bohême, une lettre au comte Schlick. Il y conjurait, par tout ce qui est sacré, ce magnat de Bohême de ne pas permettre que l'antechrist de la Suisse, — le calvinisme — pire encore que celui de Rome dont on avait à peine secoué le joug, s'établit en Bohême et chassât de cette terre bénie la foi seule vraie. Cette lettre fut publiée après l'élévation de Frédéric V au trône, et fournit l'occasion à de mordantes railleries sur le compte du prédicateur de la cour de Saxe [1]. Hoe en jura vengeance et ne cessa de souffler à l'oreille de son maître l'Electeur de Saxe jusqu'à ce qu'il procurât satisfaction à la religion luthérienne offensée.

L'empereur Ferdinand avait déjà employé une amorce plus forte encore; il avait proposé au prince Saxon une part du butin fait en Bohême. Les deux Lusaces devaient lui être remises en gage, si dans la lutte qui allait s'engager il prenait parti pour l'Empereur et aidait à chasser l'intrus hors de la Bohême. De son côté la *Ligue* travaillait aussi l'électeur Jean-Georges. Pendant les conférences qu'elle tenait à Wurtzbourg, le landgrave de Hesse-

[1] Muller. « *Recherches* », III. P. 264 et suivantes. Wolf, IV. P. 319.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Darmstadt, Louis, étroitement lié avec l'Electeur de Saxe par la conformité de sentiments et par les liens du mariage, s'offrit comme négociateur. Il fit le voyage de Dresde, et, plus tard, son colloque avec Jean-Georges ayant atteint le but désiré, il se rendit auprès de l'archevêque de Mayence, qui, du côté des catholiques, était chargé de l'affaire [1]. Il rapportait le message suivant : « *L'Electeur de Saxe est profondément ému des désordres de la Bohême, il pressent d'effroyables malheurs; évidemment la cause de l'Empereur est juste, car les Bohémiens et leurs alliés de* l'Union *ont le dessein de renverser la maison d'Autriche, d'ouvrir portes et verrous à l'ennemi héréditaire de l'Empire, le Sultan, de renverser la constitution de la Germanie, et de s'approprier par la force tous les objets de leurs réclamations. Il serait donc du devoir de l'Electeur ainsi que de tous les Etats fidèles, de protéger contre de tels périls le Saint-Empire Romain et son chef; et Jean-Georges serait très-disposé à appeler le Cercle de Saxe à la défense de l'Empereur. Mais ce qui le gêne dans cette voie c'est la crainte, — ressentie particulièrement par les Etats de la Basse-Saxe — que l'Empereur n'élève des revendications sur les couvents et biens d'Eglise dont jadis ils ont pris possession. L'archi-chancelier de l'Empire* (l'Electeur de Mayence), *serait donc prié d'amener la* Ligue *et l'Empereur à garantir aux Etats en question la jouissance paisible de leurs biens ecclésiastiques. Pour arriver aux conventions sur cet article le mieux serait que l'on eût des conférences verbales et personnelles.* »

[1] Wolf, IV. P. 320 et suivantes. Muller, *loco citato*. p. 345 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

La conférence proposée par la Saxe eut lieu à Mulhausen au mois de mars de l'année 1620 [1]. Les Electeurs de Cologne et de Mayence d'un côté, l'Electeur de Saxe de l'autre, y comparurent personnellement; le duc Maximilien y envoya des ambassadeurs. Sans doute pour les catholiques et surtout pour le prince de Bavière la garantie des biens ecclésiastiques était un scandale difficile à accepter, mais l'on trouva un expédient de rédaction : « *Pour le moment et pour plus tard,* fut-il dit, *les possesseurs des biens ecclésiastiques, dans les deux Cercles de la Saxe, ne devront d'aucune manière être tourmentés, ni évincés par la force.* » Ce n'était donc pas une cession perpétuelle, mais seulement une cession jusqu'à des temps plus opportuns. En second lieu on y attacha la condition suivante : « *Les possesseurs des susdits biens conserveront une inviolable fidélité à l'Empereur, et pendant les troubles actuels de la Bohême et dans les futurs conjectures, et ils respecteront consciencieusement la propriété des biens ecclésiastiques appartenant à des catholiques.* » Jean-Georges s'entendit si bien en ami et frère avec les Electeurs ecclésiastiques, qu'en cinq séances l'affaire fut terminée. Ce fut alors qu'on décida qu'il tomberait sur la Bohême du côté du Nord, en même temps que le duc Maximilien envahirait ce royaume du côté du Midi.

Restait encore à détacher de Frédéric V le plus important de ses alliés, l'*Union*. A cet effet, Maximilien employa les menaces et les armes. Au mois de juin 1620, trente mille soldats de la *Ligue* se mirent en mouvement de toutes les directions. Le duc de Bavière établit son camp entre Gunzburg et Lauinen [2]. L'*Union*

[1] Wolf, IV. P. 328 et suivantes.

[2] Wolf, IV. P. 399 et suivantes. — Senkenberg, III. P. 512 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

elle aussi, s'était réveillée de son sommeil, le roi d'Angleterre, Jacques, s'était déclaré prêt à envoyer en faveur de son gendre quatre mille hommes en Hollande; moyennant quoi un nombre égal de soldats hollandais devait se joindre aux troupes de l'*Union*. Les chefs de l'*Union* établirent en plusieurs lieux des bureaux d'enrôlement et tinrent une assemblée à Ulm où ils concentrèrent environ treize mille hommes sous le margrave de Brandebourg Anspach. Les deux armées n'étant séparées l'une de l'autre que par quelques milles, on s'attendait à une bataille ; cependant tout se termina d'une manière pacifique. La couronne de France, depuis longtemps protectrice et alliée des princes allemands protestants, interposa sa médiation, bien que cette fois ce ne fut pas en faveur de ses anciens protégés. Le roi Louis XIII s'éloignait-il en réalité de la politique de Henri IV ou croyait-il seulement devoir lui donner une nouvelle tournure ? Il est possible qu'à Paris on ait redouté que, grâce à la couronne royale de Bohême, l'Electeur Palatin ne s'emparât d'une prépondérance à laquelle il serait difficile d'opposer à temps des enrayements. En ce cas l'appui donné alors au parti catholique n'aurait point eu pour raison de sauver l'Autriche de la ruine, mais bien de maintenir en Allemagne l'équilibre, politique favorite de la France, c'est-à-dire la paralysation de notre nation. On resta quelques semaines à négocier sans précision. Le duc Maximilien, demanda aux membres de l'*Union* une déclaration catégorique : voulaient-ils la guerre, ou voulaient-ils la paix ? Ceux-ci protestèrent de leurs sentiments pacifiques, mais demandèrent à être rassurés sur les rumeurs qu'on préparait contre les princes unis, des procès pour les faire mettre au ban de l'Empire. (Déjà à la diète de Mulhausen, les

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

catholiques avaient laissé tomber quelques menaces de han contre Frédéric V.) Après cela ils exprimèrent le désir que les Etats catholiques voulussent enfin une fois à l'amiable, faire disparaître les vieux griefs des Etats protestants, et par là obstruer la source de tous les maux de l'Allemagne. Maximilien de Bavière répondit que ce n'était point l'heure d'entrer dans de prolixes discussions, et insista pour une déclaration formelle. Alors les membres de l'*Union* rabaissèrent leurs prétentions à cette demande qu'au moins l'archiduc Albert fût compris dans la paix, puisque ce prince était un des membres de la *Ligue*. Le véritable but de cette proposition était d'empêcher la marche imminente de Spinola. Albert, ainsi qu'il a été dit, était gouverneur pour l'Espagne des Pays-Bas. S'il eût accédé à la convention, il n'aurait pas pu, au jugement des membres de l'*Union*, envoyer en Allemagne des troupes espagnoles. Maximilien résista également à cette prétention : « *parce que*, dit-il, *l'Archiduc n'est point du tout partie active de la* Ligue, *et qu'il n'a pas assisté non plus à la réunion de Wurtzbourg.* » Sur la proposition du Wurtemberg et d'Anspach, les membres de l'*Union* cédèrent encore sur ce point. Le 23 juin/3 juillet 1620, fut conclue à Ulm le traité suivant entre l'*Union* et la *Ligue* : « *Une paix entière doit régner entre les deux confédérations. Aucune des deux parties ne refuse à l'autre le passage des troupes, pourvu que cela se fasse d'une manière légitime. Cette convention a toute sa force pour les Etats de l'Electeur Palatin qui continueront à être sous la protection de* l'Union, *mais ne s'étend pas à la Bohême, les questions Bohémiennes sont exclues de la convention. L'arrangement entre les catholiques et les protestants, ainsi que quelques*

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

autres points, sera remise à une époque plus opportune. »

Pour le duc de Bavière cette convention avait plus de valeur qu'une victoire. Si l'on en était venu aux mains devant Ulm, la guerre même dans le cas, très-vraisemblable il est vrai, où l'*Union* eût été battue, aurait pris une autre tournure. Leur existence étant ainsi ostensiblement menacée, ses membres auraient dû alors réunir toutes leurs forces pour prolonger la résistance et de cette manière le roi de Bohême aurait trouvé en eux de véritables alliés. Si l'on réfléchit à l'influence décisive que la convention d'Ulm exerça sur la marche de la guerre de Trente-Ans, on trouvera justifié l'essai que nous tentons de pénétrer les mobiles secrets de ses acteurs. Sans doute la cause principale des agissements de l'*Union* fut bien la jalousie contre l'accroissement de l'Electeur Palatin, accroissement prématuré et qu'aucun fait ne justifiait. Mais il y eut encore d'autres motifs dans leur tactique. Frédéric V, en acceptant la couronne de Bohême, en supplantant le roi désigné, avait agi agressivement contre l'Autriche; c'était lui qui le premier avait fait appel aux armes, et ces armes n'avaient point la justice pour elles. Le monde entier savait qu'il avait, avec la participation de l'Etranger, forgé le dessein de déchirer l'héritage de l'Autriche. Comme un poids de plomb, cette mauvaise conscience écrasait la cause du Palatin. Elle faisait reculer et détachait du parti du nouveau roi, beaucoup de ces gens de bonne foi, qui autrefois, par zèle religieux, auraient suivi ses drapeaux. Dans les guerres civiles il est d'une importance extraordinaire que l'on ait pour soi le droit ou du moins l'apparence du droit; l'opinion est là presque toute puissante; elle prononce des arrêts de condamnation même là où

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

une froide considération historique, embrassant l'action de toutes les forces et tous les mobiles, au lieu de regarder des phénomènes isolés, eût peut-être décidé autrement. Du reste il se pourrait bien que, à Ulm, des motifs d'argent auraient aussi agi ; du moins les adhérents de Frédéric V prétendirent que le margrave de Brandebourg-Anspach s'était laissé corrompre par la *Ligue*. Enfin — et ceci est une cause capitale — les membres de l'*Union* se faisaient une fausse idée de la situation de l'Allemagne à ce moment. Habitués à la vieille routine du Saint Empire Romain ils ne croyaient pas qu'on en viendrait si vite à des mesures extrêmes ; ni que par leur convention ils avaient à la fois livré un allié qu'ils jalousaient et s'étaient abandonnés eux-mêmes. Insouciants et irréfléchis ils n'avaient nul pressentiment de cet esprit de résolution qui, depuis l'avènement de Ferdinand, animait les chefs des catholiques.

Après avoir assuré par la convention d'Ulm ses derrières et la Bavière, Maximilien se trouvait dès le 7/17 juillet avec la majeure partie de son armée à Scharding, sur l'Inn, frontière austro-bavaroise. Les autres corps le suivaient. En tout, l'armée de la *Ligue* s'élevait au début de la campagne à trente mille hommes; savoir trois mille quatre cents cuirassiers et deux mille cent arquebusiers à cheval ou chasseurs à cheval, commandés par quatorze colonels, parmi lesquels nous n'en nommerons qu'un, le célèbre Pappenheim qui commandait alors une cornette de deux cents cuirassiers. L'infanterie comptait vingt-quatre mille cinq cents hommes [1]. Une suite brillante accompagnait le Duc, ses pages appartenaient aux familles les plus distinguées, il avait aussi avec

[1] Khevenhiller, IX. P. 888 et suivantes. — Wolf, IV. P. 108.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

lui neuf Jésuites sous la surveillance du P. Jean Buslidius, confesseur et directeur de sa conscience [1]. De Vienne on avait exprimé le désir que Maximilien envahit immédiatement la Bohême [2]. Mais le Duc voulut d'abord attaquer la Haute-Autriche qui était encore en armes contre l'Empereur, probablement par la même pensée qui poussait Ferdinand à lui indiquer une autre route, et entra dans la voie dont on le détournait. En vertu du droit que mettait entre ses mains l'article 6 de la convention de Munich, il songeait à occuper, comme garantie des dépenses déjà faites pour la guerre, cette province si heureusement située pour lui. Avant de le suivre à Linz, nous avons d'abord à relater les événements antérieurement accomplis en Bohême et en Autriche.

Lorsque l'empereur Ferdinand II rentra de Munich à Vienne, le 1er novembre 1619, il trouva sa capitale environnée d'ennemis. J'ai dit plus haut que Boucquoy avait été rappelé de la Bohême. Le comte de Thurn le suivait de près avec l'armée bohémienne, et bientôt après il fit sa jonction avec Bethlen Gabor qui en attendant avait conquis toute la Hongrie, et ayant été élu roi à Presbourg, marchait maintenant sur Vienne. Une masse effrayante d'ennemis campait autour de la ville impériale [3], dévastait les environs, interceptait les approvisionnements. La chute de Vienne semblait inévitable, mais cette fois encore la fortune sauva l'Empereur. Les

[1] Wolf, IV. P. 409.

[2] Comparer le texte de la lettre chez Wolf, IV. P. 405. Note I.

[3] Dans une lettre au sultan, Bethlen Gabor se vanta d'avoir conduit devant Vienne 60,000 hommes. L'armée de Thurn est évaluée à 20,000 hommes. Senkenberg, III. P. 397. Je tiens ces deux chiffres pour exagérés.

Digitized by Google Origina from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

rigueurs de la température, la pénurie d'argent et de vivres, surtout la tournure que prirent les affaires de Hongrie, décidèrent Bethlen Gabor et Thurn à quitter l'Autriche sans avoir rien obtenu. Dans une lettre du 6/16 décembre 1619, Thurn allégue, au sujet de son retour inattendu, les raisons suivantes [1] : « *Si nous eussions voulu aller plus loin nous étions obligés d'incendier les faubourgs de Vienne, et par là de plonger dans le désespoir plusieurs milliers d'Evangélistes. Ce qui ne fut pas un moindre obstacle, ce fut le temps pluvieux qui fit grossir tous les cours d'eau, ce fut encore le triple défaut : 1° de provisions; 2° d'argent — le retard de la solde a rendu extrêmement réfractaire ; — 3° de munitions, ce furent enfin d'autres raisons que l'on peut mieux donner de vive voix que par écrit.* » Même après la retraite de Bethlen, les Etats de la Haute et de la Basse-Autriche restèrent en rébellion contre l'Empereur. Cependant la crainte des cosaques polonais que le roi Sigismond avait envoyés au secours de l'Empereur [2], et qui commirent dans le pays des cruautés terribles, engagea la majorité dans cette dernière assemblée à prêter l'hommage de fidélité le 3/13 juillet 1620, avant l'arrivée de Maximilien et lorsque on leur eût garanti la conservation de leurs libertés religieuses [3]. Mais par contre on n'avait pas encore posé les armes dans la Haute-Autriche lorsque l'armée de la Ligue parut sur leurs frontières.

Quant à la Bohême, Frédéric eut à y lutter avec tous les inconvénients inséparables d'une royauté qui a été octroyée. Lorsque son élection avait été faite par les

[1] Wolf. IV. P. 265.
[2] Voir plus haut : Tome 1er, P. 173.
[3] Wolf. IV. P. 418. Khevenhiller. IX. P. 1,034, 1,061.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

seigneurs bohémiens, ils s'étaient flattés de l'espoir que l'Electeur apporterait avec lui du Palatinat des trésors inépuisables et qu'il les dispenserait à pleines mains. Ils espéraient être exemptés des impôts qu'ils n'avaient payés qu'à contre-cœur à l'Autriche. Mais bientôt l'argent du Palatinat fut dissipé, les sommes qu'on attendait d'Angleterre de la part du riche beau-père de Frédéric se refusaient à venir et comme les Etats de Bohême hésitaient à remplir les caisses vides, on tomba dans une déplorable confusion. L'armée n'était point payée, elle était sans souliers, sans habits, on ne prenait aucun soin des places fortes. Deux mois avant la bataille de Prague, l'arriéré de la solde s'élevait à six millions et demi de florins[1]. Par suite, les soldats n'obéissaient plus à leurs officiers, dans leur détresse ils tombaient sur le paysan et le maltraitaient. Tous les récits sur l'armée de cette époque sont remplis de plaintes amères. On lit, par exemple [2], dans une lettre écrite au prince d'Anhalt le 26 mars/5 avril 1620, par un capitaine de la garnison de Pilsen : « *Nous nous équipons ici à Pilsen aussi bien que nous le pouvons, mais nous ne manquons de rien, si ce n'est de tout ce qui nous est nécessaire.* » Dans la capitale, Prague, il régnait une telle anarchie, que chaque jour, vers la fin de l'année 1619, il y avait dans les rues quelques hommes assassinés [3]. Si le peuple et l'armée étaient à ce point infectés de l'indiscipline, ce même mal prenait un caractère plus dangereux encore chez les officiers supérieurs. Le comte de Thurn, le héros de la Révolution de Bohême, s'était flatté de l'espoir d'exercer sur le nouveau roi une

[1] Muller : « *Recherches* », III. P. 288.
[2] Wolf. IV. P. 370 Note. II.
[3] Wolf. P. 369. Note I.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

influence décisive, puisque au fond c'était à lui que Frédéric devait son élévation. Le comte de Mansfeld faisait le même calcul. Tous deux se trompaient car Frédéric amenait avec lui d'Allemagne ses favoris. Le prince Christian d'Anhalt avait tout crédit; à côté de lui, le comte Hohenlohe était à la tête de toute l'armée. Et comment le premier de ces seigneurs se faisait-il payer ses services? Christian d'Anhalt recevait un traitement mensuel de douze mille florins; en outre chaque fois qu'il partait ou revenait, — car il avait beaucoup à faire dans l'empire d'Allemagne — une nouvelle somme de dix mille florins. Son traitement annuel montait donc à près de cent quatre-vingt mille florins [1]. Peut-on s'étonner que les seigneurs bohémiens, rejetés en arrière, se soient enflammés de jalousie contre ces seigneurs allemands qu'on leur préférait et qui semblaient n'être venus que pour sucer complétement la moëlle du pays. A côté de cela, la nouvelle cour commit de graves erreurs dans les questions religieuses. Avant son couronnement, Frédéric avait garanti aux Etats de la Bohême la libre pratique de leur croyance, et, en effet, le bon sens de même que son avantage personnel, lui faisaient une loi de prouver aux luthériens comme aux catholiques qui étaient encore dans le pays son intention de les ménager. Le prédicateur de la cour, Abraham Scultetus, ne se tint pas pour obligé à ces égards. Avant la nuit de Noël 1619, l'église cathédrale de Prague fut enlevée aux catholiques et disposée à la manière suisse, c'est-à-dire dépouillée de toutes statues, de tous tableaux et ornements, de sorte qu'elle ne présentait plus que des murailles nues. Et encore la chose ne se fit point en secret;

[1] Muller, *loco citato*. P. 286.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ce fut au grand jour que les tableaux et avec eux un Christ en croix furent jetés hors de l'église, que les autels furent renversés, que les ossements des saints qui brillaient dans les églises catholiques, enchassés dans l'or et les pierreries, furent traités comme choses impures et idolâtriques. Après ces préliminaires, Abraham Scultetus monta en chaire et montra dans son discours que cette purification du temple était une action bonne et louable, tandis que la vénération des images serait une abominable idolâtrie [1]. Le bruit courut qu'on avait l'intention d'introduire aussi la même innovation dans les églises de campagne de la Bohême. Heureusement Thurn et d'autres empêchèrent la réalisation de ce projet pervers. Mais on en avait déjà fait assez pour exaspérer surtout les luthériens. Dans une lettre écrite à cette époque par le secrétaire royal Moritz à destination d'Heidelberg, il s'exprime ainsi [2] : « *Quant à l'abolition du culte catholique* (dans l'église cathédrale de Prague) *les papistes, ces pauvres aveugles, en gémissent, mais ils se taisent ; au contraire les braillards luthériens prennent un air enragé et murmurent ouvertement.* » L'on peut voir d'après ces preuves que Frédéric n'était en rien le roi qu'il fallait à cette révolution. Revenons maintenant à l'armée de la *Ligue*.

Avant de franchir les frontières de la Haute-Autriche, Maximilien adressa à l'Empereur un mémoire [3] où il faisait sonner bien haut l'importance des services qu'il était au moment de rendre à la maison de Habsbourg, et où il mêlait ses griefs comme étant de l'Allemagne. « *L'Autriche et l'Espagne*, disait-il, *n'oublieront ja-*

[1] Wolf. IV. P. 373. Muller, *loco citato*. P. 286 et suivantes.
[2] Wolf. IV. P. 373. Note VII.
[3] Wolf. Ibid. P. 409.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

mais, je l'espère, ce que la Bavière fait pour l'Empereur. Les gouvernements de la Haute-Autriche et de la Basse-Autriche se sont souvent, jusqu'ici, permis vis-à-vis de différents Etats de l'Empire, tant catholiques que protestants, un langage arrogant; l'Empereur voudra bien à l'avenir remédier à un tel abus. On élève les mêmes plaintes contre le conseil aulique de l'Empire. Le duc prie par conséquent l'Empereur de faire en sorte que cette haute cour de Justice évite à l'avenir la prolongation inutile des procès ainsi que l'esprit de partialité dans les sentences. » Les Etats de l'Autriche ayant pris peur avaient envoyé une députation qui se montra au camp des Bavarois. Au milieu des protestations de leurs sentiments d'amitié et de bon voisinage pour le Duc, ils le prièrent d'éloigner son armée de leurs frontières [1]. Maximilien répondit que dans peu de jours des délégués de son autorité se présenteraient à Linz et feraient connaitre aux Etats de l'Autriche les intentions qu'il avait en entrant dans leur pays. Les délégués vinrent en effet à Linz et firent voir aux Etats de pleins pouvoirs donnés par leur maitre dans lesquels il était dit : « *Maximilien vient pour rétablir les droits de l'Empereur, lésés en plusieurs points; les Etats ont par conséquent à obéir au Duc comme à l'Empereur lui-même; à lui ouvrir tous les défilés, lui céder toutes les forteresses, lui livrer tous les documents relatifs aux négociations d'alliance, et à prêter le serment de fidélité au duc de Bavière comme au représentant de l'Empereur. Quiconque obéira peut s'attendre à être gracié, mais contre les récalcitrants on emploiera la force.* » Les Etats devaient prendre

[1] Wolf. P. 410 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

leur décision dans un délai de cinq jours, mais ils en demandèrent huit. Pour donner plus de poids aux paroles des délégués, une partie de l'armée de la *Ligue* était déjà entrée dans le pays. Tilly, le général en chef de Maximilien, suivait avec le gros de l'armée. La majeure partie des places fortes se rendit spontanément, un petit nombre seulement ne tomba que devant la force. Lorsque Maximilien n'était plus qu'à quelques heures de Linz, des députés des Etats vinrent encore une fois à sa rencontre [1] avec cette déclaration qu'ils étaient prêts à obéir à l'Empereur, qu'ils consentaient aussi à remettre Linz et d'autres places, mais que seulement leurs priviléges et surtout ceux relatifs à la religion devraient de nouveau leur être confirmés, et que leur alliance avec la Bohême serait aussi ratifiée. Le Duc les reçut amicalement, mais il décida et leur annonça qu'il ne répondrait à leurs propositions que dans Linz même. Le 25 juillet/4 août il fit son entrée dans la capitale de la Haute-Autriche. Aussitôt les Etats du pays furent sommés de comparaître devant le Duc. On leur intima de donner un dénombrement exact de leurs troupes, avec défense de congédier aucun soldat à l'insu du Duc. Les Etats obéirent. Maximilien répondit alors à leurs propositions antérieures « *qu'il apprenait avec grand plaisir leur bonne disposition de se soumettre à l'Empereur, mais que rien ne pouvait donner une meilleure preuve de leur obéissance que de lui rendre immédiatement hommage à lui, Duc, sans conditions ultérieures. Qu'il ne devait pas moins insister pour la dissolution de l'alliance avec la Bohême. Quant à leurs priviléges, qu'il ne pourait personnellement rien décider, mais qu'il*

[1] Wolf. IV. P. 415 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les renvoyait plutôt à l'Empereur lequel certainement traiterait avec une paternelle bonté ses sujets obéissants lorsque prochainement ils lui prêteraient l'hommage dû à son droit héréditaire. » Les Etats, à plusieurs reprises, le prièrent de confirmer leurs libertés religieuses et leur alliance avec la Bohême. Ce fut en vain. Le Duc, élevant le ton, leur donna encore deux jours de réflexion, en y ajoutant l'assurance consolante que l'hommage qu'ils lui prêteraient, comme au lieutenant de l'Empereur, ne porterait aucune atteinte à leurs droits anciens. Alors les prélats, la haute et petite Noblesse, et les villes prêtèrent le serment de fidélité, renoncèrent à l'alliance avec la Bohême et amalgamèrent leurs troupes avec l'armée de la *Ligue*. Conformément à à la convention de Munich, Maximilien prit possession des pays au-dessus de l'Ems; la conservation de la tranquillité fut garantie par des garnisons suffisantes. Il n'alla pas jusqu'à d'autres mesures plus sévères.

Ferdinand, en effet, avant que le Duc entrât à Linz, lui avait fait connaître de Vienne ses prétentions. Il demandait que Maximilien désarmât le peuple des campagnes dans la Haute-Autriche, y rétablit par la force la religion hors de laquelle il n'y a point de salut, chassât les prédicateurs évangéliques et fit exécuter les auteurs de la rébellion pour imprimer à d'autres une crainte salutaire. Le duc de Bavière était aussi zélé catholique que l'Empereur, et dans tout autre pays que la Haute-Autriche il eut probablement donné suite aux prières de Ferdinand II. Mais cette fois le calcul financier l'emporta sur le zèle religieux. Le Duc pouvait-il tirer quelque profit du pays qu'on lui donnait en gage, si les habitants, par suite de la persécution religieuse qu'on lui conseillait, étaient poussés jusqu'au désespoir.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

si les plus riches d'entre eux, comme cela se voyait souvent alors, abandonnaient pour leur foi le foyer de leurs pères, et s'expatriaient ? Il s'excusa donc vis-à-vis de l'Empereur par les raisons suivantes : « *de telles mesures ne pourraient que retarder la marche sur la Bohême déjà trop différée ; elles rallumeraient dans la Haute-Autriche une fermentation qui jamais n'avait été étouffée ; enfin elles confirmeraient l'Electeur de Saxe dans ses imaginations que les catholiques voudraient écraser toute liberté de conscience.* » On laissa donc en suspens la question des droits religieux du pays.

Pendant que ces choses se passaient sur le cour moyen du Danube, Spinola, avec une armée bien équipée de vingt-cinq mille hommes, était parti du Brabant et au mois d'août, il remontait le cour du Rhin. L'*Union* qui devait lui opposer de la résistance et protéger le Palatinat Electoral ressemblait à un moribond. Elle ne fit pour ainsi dire à peu près rien pour l'arrêter ; vers la fin de l'année 1620, Spinola avait en son pouvoir la plus grande partie du Palatinat Electoral [1]. Nous aurons plus tard à revenir sur cette campagne. A la fin d'août l'Electeur de Saxe Jean-Georges se mit aussi en mouvement, après de longues hésitations, pour tenir sa promesse faite à l'Empereur. Jusque là en effet, les Etats de la Bohême, le roi de Suède, Gustave-Adolphe et le roi d'Angleterre, Jacques, avaient à plusieurs reprises fait des tentatives pour détacher le Saxon de l'alliance autrichienne [2], et ce qui est particulièrement remarquable, la Petite Noblesse établit dans l'Electorat, soit par

[1] Senkenberg. III. P. 544 et suivantes. Wolf, *loco citato*. P. 121.

[2] Preuves par documents originaux, chez Muller : « *Recherches*, etc. » III. P. 103.

Digitized by Google Origina from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

zèle religieux, soit qu'elle inclinât aux principes politiques des Bohémiens, employait aussi son influence pour empêcher cette campagne [1]. Mais Jean-Georges tint ferme. Il envahit la Lusace avec une armée de quinze mille hommes, en chassa les troupes d'un des partisans de Frédéric V. Le margrave de Brandebourg-Jagerndorf, qui devait défendre la Lusace, enleva le 25 septembre/5 octobre 1620, après un siége de quatre semaines, la ville de Bautzen, et en attendant prit possession du pays. Les mailles du filet se resserraient de tous les côtés contre l'insensé Frédéric; il se voyait coupé de tous les auxiliaires qu'il attendait de l'Empire d'Allemagne, de la Lusace et de l'Autriche. Le fauve ne pouvait plus échapper aux mains des veneurs.

Le 2/12 août, Maximilien fit avancer un corps contre la frontière de la Bohême; douze jours après, il le suivit avec le gros de l'armée. De Freistaldt il écrivit encore à Frédéric V, pour l'adjurer de déposer sa couronne [2]. En même temps un manifeste était adressé aux Etats de Bohême, les sommant de se soumettre à l'Empereur leur maitre légitime. A l'un et aux autres, Maximilien promettait qu'en cas d'obéissance l'Empereur ferait grâce. Mais le roi et les Etats en appelèrent à leur bon droit et déclarèrent vouloir risquer pour leur cause leurs biens et leur sang. Avant d'entrer en Bohême, Maximilien opéra sa jonction avec l'armée impériale que commandait Boucquoi et à laquelle les Bohémiens faisaient face avec leurs forces principales. Le 29 août/8 septembre, les deux armées s'étant réunies, les Bohémiens évacuèrent l'Autriche et se retirèrent sur la

[1] Preuves, ibid. P. 409 et suivantes.

[2] Wolf IV. P. 424 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Moravie. Leur plan était de harasser et détruire les ennemis par des marches et contre-marches perpétuelles dans un pays désolé.

Dans le conseil de guerre qui fut tenu à ce moment, Boucquoi insista pour qu'on suivît l'ennemi en Moravie, parce que cette province devait être bien moins épuisée que la Bohême, et parce que de la Moravie on pourrait bien plus facilement aller porter secours à l'Empereur au cas où il serait de nouveau menacé par Bethlen Gabor. Mais Maximilien au contraire réclama un coup décisif : « *C'est sur Prague qu'il faut marcher*, dit-il ; *Prague est la tête et le cœur du pays et en même temps le foyer de la révolte, c'est là aussi qu'habitent la majeure partie des catholiques et des adhérents de l'Empereur; si l'on tient Prague on aura gagné toute la Bohême.* » Le Duc l'emporta. Le 2/12 octobre l'armée combinée était devant Pilsen. Mais déjà elle avait essuyé de graves pertes. Des épidémies sévissaient parmi les soldats, elles en enlevèrent un grand nombre. Le temps était froid, âpre et défavorable ; il fallait tirer d'une grande distance les approvisionnements. En effet, cette partie de la Bohême pouvait à peine nourrir ses propres habitants. Cette misère du pays fut en partie l'œuvre de l'incroyable indiscipline dans l'armée impériale sous le commandement de Boucquoi. Les meurtres, le viol, l'incendie des maisons, les mauvais traitements soit pour les amis, soient pour les ennemis, étaient à l'ordre du jour parmi ces hordes, qui, par suite de l'épuisement complet du trésor de l'Empereur, durent vivre presque entièrement de ce qu'elles se procuraient par la force de leurs bras. Au fond il n'y avait aucune différence entre ces mercenaires impériaux et ceux des seigneurs de Bohême. Les

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

troupe de la *Ligue* au contraire, régulièrement payées, observaient la discipline, et Maximilien, à plus d'une reprise, se plaignit auprès de l'Empereur des procédés à feu et à sang de sa soldatesque[1].

L'armée resta onze jours aux portes de Pilsen, retenue principalement par l'espoir qu'avait donné le comte de Mansfeld qui occupait cette forteresse avec ses régiments allemands, qu'il était disposé à se rendre. Il existe des documents qui constatent que dès ce temps là, Mansfeld était brouillé avec les Bohémiens, soit parce qu'on ne payait pas la solde de son armée, soit peut-être parce que le comte n'avait pas confiance dans l'issue favorable de la guerre. Un complot avait été formé à Prague même pour assassiner Mansfeld à la première occasion favorable, des preuves lui en tombèrent entre les mains [2] et dès lors il songea à faire défection. Mais le prix que du côté de l'Empereur on lui offrit pour Pilsen, paraît n'avoir pas été assez élevé, et la reddition n'eut pas lieu. Frédéric qui se trouvait en personne à l'armée bohémienne, commença lui aussi à perdre courage, il voulut entamer des négociations avec le duc de Bavière et exprima même le désir d'aller le voir personnellement. Maximilien déclara sans circuits qu'ils ne pourrait négocier avec le roi de Bohême qu'après que celui-ci aurait au préalable déposé sa couronne [3]. Déjà devant Pilsen, le Duc aurait voulu livrer bataille, mais Bouequoi s'y opposa et les Bohémiens ne s'y montrèrent aussi nullement disposés. Le 12/22 octobre, l'armée de la *Ligue* sortit des environs de Pilsen pour se diriger

[1] Wolf. IV. P. 132.
[2] Muller, *loco citato*. P. 119.
[3] Wolf. IV. P. 134.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sur Prague, les Bohémiens cotoyaient la marche des catholiques et chaque jour avaient lieu de petites escarmouches. Les journées d'octobre devinrent plus brumeuses et plus froides, l'approvisionnement de l'armée de plus en plus difficile, et en même temps les maladies qui sévissaient parmi les soldats redoublaient de violence; plusieurs employés de la cour de Maximilien succombèrent. En prévision de ces maux, on avait pourvu aux secours spirituels qui fortifient l'âme. Un cordelier espagnol, le Père Dominique de Jésus-Marie, qui était en odeur de sainteté, avait, en dépit de son âge avancé, franchi les Alpes pour animer par son éloquence le courage des combattants catholiques [1].

Jusqu'à Rakonitz les Bohémiens restèrent sur le flanc de l'armée catholique; à partir de là, les intentions de l'ennemi sur Prague n'étant plus douteuses, ils le devancèrent et le 29 octobre/8 novembre au matin, ils occupèrent la Montagne-Blanche qui est située en avant de la capitale de la Bohême. Une rencontre décisive était inévitable. Aussitôt que le brouillard le permit, le prince d'Anhalt, qui commandait en chef pour Frédéric V, rangea ses Bohémiens en ordre de bataille. Les derrières de l'armée était protégés par la ville de Prague, ville sympathique qui pouvait fournir des vivres et des renforts et en cas de malheur un lieu de refuge. A la droite était le parc royal fortement occupé par des soldats, à gauche une hauteur escarpée. L'armée ne pouvait être attaquée que de front, la montagne était sur ce point assez inabordable, le prince d'Anhalt y fit élever des retranchements. L'ordre de bataille de l'armée bohémienne présentait la forme d'un arc, et se composait

[1] Wolf. IV. P. 436.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de trois lignes. Dans la dernière se trouvait la cavalerie hongroise forte de six mille hommes, et si les circonstances le réclamaient, disposée pour faire par côté une charge rapide. A côté du prince d'Anhalt commandaient les comtes de Hohenlohe, de Thurn, de Solms, et avec eux le jeune prince d'Anhalt, fils de celui que j'ai nommé le premier, capitaines distingués pour la plupart. L'armée bohémienne se composait d'environ vingt et un mille hommes et était d'un tiers plus faible que l'armée de la *Ligue* et de l'Empereur. Cette infériorité pouvait être compensée par l'avantage du terrain, mais un autre mal pesait sur les Bohémiens : l'esprit de subordination, d'union, d'obéissance faisait défaut dans leurs rangs. On ne pouvait particulièrement se fier que très-peu à la cavalerie hongroise, que Bethlen-Gabor avait envoyée au secours des Bohémiens. Ces hommes sans zèle pour la cause Frédéric V, murmuraient à cause du retard mis à payer leur solde. Ils étaient en outre découragés par une attaque heureuse qu'avaient faite contre eux la veille les cosaques polonais qui servaient dans l'armée impériale.

Les catholiques ne se firent pas longtemps attendre. Le Duc ayant poursuivi pendant la nuit l'arrière-garde bohémienne, les Bavarois apparurent le 8 novembre 1620, à neuf heures du matin, en vue de l'ennemi. Vers midi, Boucquoi arriva aussi avec les Impériaux. Mais obsédé par les souvenirs de la guerre de Hollande qui avait été pour lui son école militaire, il conseilla de nouveau de ne point livrer bataille. Maximilien et Tilly au contraire insistèrent pour une prompte attaque. Le moine cordelier prit, dit-on, le rôle de médiateur pour établir l'entente entre les deux généraux, et amena Boucquoi à changer d'avis. Chose remarquable ! ce jour

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

là était le dimanche [1] où dans l'Eglise chrétienne on prêche sur cette parole de notre Rédempteur : « *Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu.* » Vers l'heure de midi, l'armée catholique, forte de plus de trente mille hommes, commença à se former en ordre de bataille. A l'aile droite étaient les Impériaux, à l'aile gauche les troupes de la *Ligue*. Des pelotons de cavalerie étaient utilement entremêlés à l'infanterie. Tilly commandait en chef. Sous son drapeau combattait un jeune homme alors âgé de vingt-quatre ans, René Descartes, le même qui plus tard soumit à un sévère examen les pensées de l'homme, et donna l'impulsion à une révolution dans la philosophie en Europe. Maximilien de Bavière et Boucquoi se tenaient à l'arrière-garde.

Les Allemands gravirent la Montagne-Blanche. Ils y furent reçus par le feu de l'artillerie; pendant une demi heure la victoire balança, mais dans une seconde demi heure tout fut décidé. La cavalerie des Bohémiens avait été la première renversée, l'infanterie culbutée à son tour, et tout s'enfuyait d'une fuite désordonnée. Le combat n'avait duré qu'une heure. Cent drapeaux, dix canons et en outre un riche butin tombèrent entre les mains des vainqueurs. Le champ de bataille était couvert de quatre mille hommes de l'armée bohémienne, de quatre cents à peine de l'armée de la *Ligue*. Beaucoup de fuyards, surtout parmi les Hongrois, se noyèrent dans la Moldau. Le jeune prince d'Anhalt, les comtes de Schlick et de Styrum, avec eux cinq cents Bohémiens environ furent faits prisonniers. Au milieu des morts laissés sur le champ de bataille, gisait aussi

[1] Wolf. 441.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Godefroy-Henri de Pappenheim, colonel dans l'armée de la *Ligue*, couvert de six blessures graves et de quatorze plus légères. Un soldat impérial le sauva des mains des Croates[1]. L'homme cru mort fut de nouveau rappelé à la vie, pour défendre encore avec gloire pendant douze années la cause de l'Allemagne et de l'Empereur.

Frédéric V, revenu la veille dans sa capitale après un pénible séjour au camp de cinq mois, venait de se mettre à table lorsque parut un messager avec cette nouvelle : la bataille est engagée ; bientôt un second vint annoncer : tout est perdu. Des murs d'enceinte de la ville il put voir les débris de son armée. Les fuyards se pressaient vers les murailles, les ennemis s'en approchaient avec eux. Dans cette extrémité, il envoya vers son cousin le duc de Bavière et le pria d'accorder une suspension d'armes de vingt-quatre heures. Maximilien n'en accorda que huit et répéta en même temps que sans l'abdication de la couronne de Bohême, il ne pouvait être question de négociations ultérieures. Beaucoup de personnes conseillèrent au prince ainsi serré de près, de rester à Prague, la bourgeoisie, lui disait-on, défendra son roi ; Pilsen et d'autres villes sont encore au pouvoir des troupes de Mansfeld, on peut espérer aussi que les douze mille hommes de cavalerie promis par Bethlen Gabor arriveront bientôt, et en attendant les maladies, la pénurie et l'hiver dissoudront l'armée ennemie. Mais Frédéric V sentit alors qu'il n'était point l'homme qu'il eût fallu pour affermir une couronne menacée. Uniquement occupé de sa sécurité personnelle, il quitta le 9 novembre au matin en fugitif

[1] Wolf. IV. P. 448.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

la ville royale. Il était accompagné par son épouse, par le prince Christian d'Anhalt; par les comtes de Hohenlohe et de Thurn et de quelques autres personnes. Cette fuite fut si précipitée que le roi abandonna le sceptre et la couronne, et le prince Christian ses papiers les plus secrets[1], ce qui fut la perte de beaucoup de personnes. Frédéric se rendit d'abord à Breslau pour y essayer, avec l'aide des Silésiens, une nouvelle résistance. La chose n'ayant pas abouti, il alla à Berlin et de là plus tard en Hollande. Nous reparlerons plus bas de ses aventures ultérieures.

Le même jour où Frédéric quitta Prague, Maximilien fit son entrée dans cette capitale de la Bohême. Beaucoup d'habitants se réjouirent de l'arrivée du vainqueur, et il faut bien le dire, ce ne furent pas les catholiques seuls, mais en premier lieu les Luthériens purs. La masse du peuple bohémien avait dès le principe pris peu de part à une révolution faite toute à l'avantage de la Noblesse et même calculée d'après les idées polonaises, pour l'oppression de la Bourgeoisie et l'asservissement complet des Paysans [2]. Le 1/11 novembre 1620, Prague rendit hommage à l'Empereur; le 13 et le 14, les Etats prêtèrent à leur tour serment de fidélité. Ils durent préalablement faire réparation publique à cause de leur participation à la révolte, et livrer tous les documents relatifs à leurs alliances. Quant à la question de leurs privilèges, Maximilien les renvoya à la clémence de l'Empereur. Pour lui-même il fit preuve d'une louable douceur et chercha à mettre des bornes

[1] Wolf, IV. P. 449 et suivantes.

[2] On trouve sur ce sujet des éclaircissements remarquables dans la correspondance des ambassadeurs saxons. Muller. « *Recherches.* » III. P. 43, 282, 283.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

aux excès des troupes victorieuses [1]. Il n'y resta néanmoins pas longtemps. Lorsque le royaume de Bohême, à l'exception d'un petit nombre de villes encore occupées par Mansfeld, eut suivi l'exemple de Prague et rendu hommage à l'Empereur, Maximilien remit l'administration ultérieure des affaires de la Bohême au prince Charles de Lichtenstein comme gouverneur impérial, et partit le 7/17 novembre pour Munich. Tilly resta à Prague avec une grande partie de l'armée de la *Ligue* [2].

---

[1] Wolf. IV. *Loco citato*. P. 452.
[2] Ibid. P. 453.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE QUATRIÈME

Répression pénale dans les provinces autrichiennes soumises par la force. — Frédéric V et ses adhérents sont mis au ban de l'Empire. — L'*Union* est dissoute. 1621.

La première conséquence de la soumission de la Bohême fut le rappel des Jésuites dans le royaume et leur réintégration dans leurs biens [1]. Les prélats expulsés reprirent aussi possession des charges et propriétés qu'ils avaient dû abandonner [2]. Boucquoi, peu de temps après la prise de Prague, partit pour la Moravie avec la plus grande partie de l'armée impériale, afin de soumettre ce pays [3], et de là marcha sur la Hongrie où il eut à combattre contre Bethlen-Gabor. Tilly seul restait à Prague, mais avec le chiffre d'hommes strictement nécessaire pour assurer la tranquillité dans la capitale et ses environs. Mansfeld cependant tenait toujours dans Pilsen, Tabor, Elnbogen et différents châteaux. Après que Boucquoi se fût éloigné, il reparut tout à coup, envoya dans le royaume des batteurs d'estrade et dé-

[1] Caraffa. « *Germania Sacra.* » Appendice. P. 60.
[2] Khevenhiller. IX. P. 1113, 1115.
[3] Ibid. IX. P. 1287.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

vasta les biens des seigneurs qui avaient abandonné Frédéric et rendu hommage à Ferdinand II. L'Empereur n'ayant pas en ce moment les moyens de le chasser par la force, on essaya de nouveau l'efficacité de l'or. Une forte somme lui fut offerte pour prix de la reddition de Pilsen et des autres places. Au début, Mansfeld fit semblant d'agréer la proposition, mais soit qu'il n'eût pas confiance dans les Impériaux, soit que le prix qu'on lui offrait ne fût pas encore assez élevé pour ses prétentions, on n'arriva pas à une convention. Bientôt après, le roi fugitif Frédéric V nomma Mansfeld son feld-maréchal [1], ce fut une raison pour ce dernier de courir de nouveau aux armes. Il s'empara des villes de Tœplitz, Schlakenwald, Joachimsthal et exprima l'idée de reprendre Prague. Alors Ferdinand le proscrivit et mit sa tête à prix en offrant trois cent mille florins [2]. En même temps l'Empereur demanda de nouveaux secours à la Bavière et à la Saxe. Les Saxons occupèrent Eger; le duc Maximilien envoya aussi des renforts. En mars 1621, les Bavarois ouvrirent la lutte contre les troupes de Mansfeld, mais lentement et en hésitant. Ils marchèrent en premier lieu sur Pilsen. Mansfeld ne s'y trouvait pas, il s'était rendu dans l'Empire à une assemblée des membres de l'*Union*. Cette place forte tomba, mais elle ne fut point prise d'assaut, ce fut l'or qui en triompha : les commandants laissés par le comte livrèrent la ville moyennant cent quarante mille florins. Le mois de mai commença avant que les villes de Falkenau et d'Ellnbogen occupées par les troupes de Mansfeld eussent été prises par les Bavarois [3]. Tabor ne tomba

---

[1] Senkenberg. IV. P. 53.
[2] Khevenhiller. IX. P. 291 et suivantes.
[3] Muller. « *Recherches.* » III. P. 437 et suivantes.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

même qu'en novembre [1]. L'hésitation des Bavarois éveillait un étonnement d'autant plus grand que l'armée de Tilly était de beaucoup supérieure en nombre aux troupes de Mansfeld ; — il comptait quarante-trois enseignes d'infanterie et quarante-neuf cornettes de cavalerie. — La véritable explication de cette lenteur est dans l'astuce de Mansfeld, qui lorsqu'il se voyait serré de près, entamait des négociations et faisait par elles pressentir sa soumission absolue. Nous reviendrons là-dessus.

Au milieu de ces agissements secrets ou au grand jour, Ferdinand commença à étendre son bras vengeur contre les fauteurs, à ce moment subjugués, de la dernière révolte en Bohême. En janvier 1621, on commença à préparer l'expulsion des prédicateurs calvinistes; plus bas on en lira les détails. Puis dans la nuit du 18/28 février, le prince Lichtenstein, gouverneur impérial, fit d'un seul coup arrêter à Prague quarante-huit des partisans les plus notables de Frédéric. Les infortunés se confiant dans la clémence de l'Empereur, étaient restés dans la ville, bien que Tilly, quelques jours auparavant, en eût averti plusieurs et leur eût conseillé une prompte fuite[2]. En outre le prince Lichtenstein fit sommer trente autres coupables d'un rang élevé, qui se trouvaient hors de Prague, de comparaître devant la justice dans la capitale ; la citation indiquait un terme de six semaines. Mais quatre mois entiers s'écoulèrent depuis l'arrestation des quarante-huit jusqu'à leur sentence capitale, parce qu'il y avait toujours dans le royaume des troupes de Mansfeld, et aussi parce que Ferdinand lui-même n'avait

---

[1] Comparer. Caraffa. « *Appendice.* » P. 67.
[2] Pièces justificatives, chez Senkenberg. IV. P. 17.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

pas pris de résolution sur ce qu'il devait faire. Des preuves indubitables existent que l'Empereur, qui par nature n'était nullement enclin à la cruauté, ne voulait dans le principe point faire couler de sang en Bohême. Les Autrichiens et les Moraviens, dans une même mesure que les Bohémiens, avaient attenté contre la maison de Habsbourg, beaucoup parmi les Grands de ce pays étaient dans les prisons; ils furent condamnés à mort par la justice, et cependant Ferdinand ne fit tomber la tête d'aucun d'entre eux [1]. Il comptait en agir de même vis-à-vis des Bohémiens, mais ses conseillers le poussèrent à aller plus loin. De nos jours on a beaucoup insisté à ce sujet sur l'influence d'un sermon prêché à Vienne au printemps de 1621, par le capucin Sabinus et dans lequel cet italien fit un devoir à l'Empereur d'être sévère contre les Bohémiens. Mais cette admonition ne se rapportait qu'à leurs priviléges et à la *Lettre de Majesté*; elle ne visait en rien les individus. La sentence contre les personnes fut contresignée par l'Empereur, mais les larmes aux yeux et avec une modification qui commuait la peine de l'écartèlement, alors prescrite par la loi, en celle de la décapitation [2]. Le 9/19 juin, les prisonniers furent appelés devant le gouverneur pour entendre prononcer leur sentence. Elle portait contre vingt-sept d'entre eux la peine de mort, contre d'autres la prison perpétuelle et des peines plus ou moins infamantes, contre tous la confiscation des biens. On permettait aux condamnés de recevoir les visites de leurs femmes, de leurs enfants et de leurs amis. Le lendemain 20, les parents des malheureux se présentèrent au palais du gouverneur

[1] Senkenberg, IV. P. 66.
[2] Senkenberg, IV, P. 58.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

pour le supplier de faire grâce; ils se jetèrent à ses pieds, mais ni cela, ni leurs larmes n'eurent aucun effet. On éleva à l'Hôtel-de-Ville de l'Altstadt un échafaud que le soir on drapa de drap noir. Le 21 juin était le jour fixé pour l'exécution. De grand matin toutes les portes de la ville furent barricadées, les rues environnant l'Hôtel-de-Ville furent occupées par de la cavalerie et de l'infanterie. Quelques coups de canons annoncèrent l'ouverture de ce drame sanglant. Pendant que le gouverneur avec les commissaires impériaux était assis en grande tenue en haut sur le balcon de l'Hôtel-de-Ville, en bas le bourreau remplissait son office. Le premier qui ouvrit la série fut le comte Joachim-André Schlick, autrefois juge suprême du pays en Bohême et bailli de la Lusace; on lui coupa la tête et la main droite. L'infortuné, lorsque l'arrestation eut lieu, ne se trouvait pas à Prague, il était en Saxe, mais la rancune d'un ecclésiastique l'avait livré à ses ennemis. En effet, l'Electeur de Saxe, à l'instigation de son prédicateur de la cour, Hoe de Hohenegg, le fit saisir et conduire à Prague. C'était pour le punir d'avoir livré à la publicité la lettre de ce ministre relative à l'élection du roi de Bohême. Le supplice du comte Schlick fut celui de vingt-trois autres. Parmi eux, le nombre des bourgeois était minime. Le plus remarquable était Jean Jessenius. Médecin célèbre et recteur de l'Université de Prague, il avait souvent fait briller son éloquence pendant les troubles de la Bohême, on lui coupa la langue avant de le décapiter. Le lendemain, quatre chevaux déchirèrent son cadavre sous la potence, les morceaux en furent pendus à des poteaux dans les rues principales. Trois furent pendus, trois autres battus de verges à travers les rues de la ville, chassés et bannis à perpétuité du pays. Le greffier de l'Altstadt eut à

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

souffrir un supplice exceptionnel. Sa langue fut clouée à un poteau, le malheureux dut rester dans cette position une heure entière. Tous les biens des condamnés, à l'exception du douaire de leurs femmes, furent confisqués. Beaucoup d'autres furent punis de l'emprisonnement et parmi eux plusieurs de la prison perpétuelle. Tous ceux qui avaient pris la fuite après la citation où ne s'étaient point présentés devant la justice furent déclarés infâmes et perdirent leurs biens. Les noms des fugitifs furent inscrits sur des tableaux noirs qu'on attacha à la potence [1].

Avant de donner plus large cours à la vindicte pénale, l'Empereur voulait être complètement débarrassé de ses ennemis les plus proches. Vers la fin de l'automne de 1620, Bethlen Gabor avait de nouveau envahi l'Autriche; le comte Mathias de Thurn dont la haine irréconciliable suscitait toujours de nouveaux adversaires à la maison de Habsbourg, s'était enfui chez lui du champ de bataille de Prague; le margrave de Brandebourg-Jagerndorf s'y était réfugié aussi. Cette campagne commença d'une manière défavorable pour l'Empereur. Ses deux meilleurs généraux trouvèrent la mort dans de petits combats, Dampierre en octobre 1620 [2], dans une tentative sur Presbourg où les Impériaux furent refoulés, Boucquoi le 9 juillet 1621 — nouveau style — devant Neuhausel [3]. Il tomba après avoir conquis la Bohême de concert avec Maximilien, soumis à lui seul la Moravie, et en dernier lieu pris Presbourg. A partir de ce moment les hordes de Bethlen Gabor recommencèrent à battre l'estrade jusque devant Vienne,

[1] Kenvenhiller. IX. P. 137 et suivantes. Senkenberg IV. P. 58.
[2] Kenvenhiller. IX. P. 960.
[3] Ibid. P. 1341.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

environ douze cents villages, bourgs et châteaux furent réduits en cendres [1]. Mais lorsque les ennemis envahirent aussi la Moravie, la fortune les abandonna. Le burgrave Hannibal de Dohna les attendit près de Standschutz avec des troupes de Wallenstein, leur tua treize cents hommes et envoya à Vienne trois drapeaux qu'il leur avait enlevés. Le margrave de Jägerndorf qui, sur ses entrefaites, était entré en Silésie pour reconquérir son pays, ne fut pas plus heureux. Il y eut une rencontre le 8/18 octobre 1621 près de Kremsier entre lui et Wallenstein. Le margrave fut mis en déroute et perdit quatre mille hommes [2]. Ces deux échecs et la terrible dévastation des frontières de la Hongrie où sévissait principalement la guerre, dégoutèrent les Magyars de leur nouveau roi Bethlen Gabor. Beaucoup se détachèrent de lui et revinrent à leur ancien maître l'Empereur. Par suite Bethlen Gabor, au commencement de l'année 1622, conclut à Nikolsbourg la paix avec l'Empereur, il renonça en sa faveur à la couronne de Hongrie, en échange il reçut à titre d'usufruit, pour sa vie, sept comitats et en outre le titre et la dignité de prince de l'Empire [3]. L'amnistie fut assurée à la nation hongroise en tant qu'elle demeurerait dans l'obéissance vis-à-vis de l'Autriche. Il n'en fut pas de même pour les Bohémiens, l'Empereur ayant maintenant les mains libres pour agir contre eux.

Il s'agissait d'appliquer à la Bohême, dans le sens catholique, le principe de la Paix de Religion d'Augsbourg : *cujus regio, ejus religio*. On était en face de deux partis principaux : premièrement les descendants

[1] Kenvenhiller. IX. P. 1313.
[2] Ibid. P. 1346.
[3] Senkenberg. IV. P. 89.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

des anciens Hussites, parlant la langue bohème, et les adhérents de la croyance calviniste; secondement les luthériens nés dans le pays et parlant la langue allemande. Les premiers, de beaucoup supérieurs en nombre, ne jouissaient pas de la protection du parti luthérien et en particulier de l'Electeur de Saxe que l'Empereur devait ménager. C'est pourquoi, dès le début, on fit peu de cérémonie avec eux. J'ai fait observer plus haut que la première attaque contre les prédicateurs calvinistes avait eut lieu dès le printemps de 1621. Voici comment la chose se passa. En janvier 1621, le gouverneur prince Lichtenstein fit appeler le premier pasteur calviniste de Prague, Georges Dikastus et lui remit, pour le communiquer à ses confrères les autres ministres de la capitale, le questionnaire suivant [1] : « *1° Voudraient-ils fournir quelques milliers de florins pour l'entretien des soldats impériaux ? — 2° Voudraient-ils publiquement protester contre le couronnement de Frédéric V ? — 3° Voudraient-ils reprendre et introduire les anciennes cérémonies de l'Eglise ? — 4° Voudraient-ils se faire sacrer par l'archevêque ? — 5° Voudraient-ils renoncer à leurs épouses ? — 6° En cas de refus voudraient-ils accepter des emplois temporels ?* Tous déclarèrent d'une seule voix qu'ils étaient décidés à ne rien faire contre leur conscience. En dépit de cette réponse, la Cour impériale voyant que l'ennemi était encore sur le territoire du royaume, n'osa pas procéder sur le champ à des mesures de rigueur. Pour le présent, trois églises de Prague seulement furent enlevées aux calvinistes [2]. Mais à la

[1] *Historia persecutionum Ecclesiæ bohemicæ*. Sans indication du lieu où elle a été imprimée. 1648. Chapitre 51. P. 181 et suiv.

[2] Ce point est éclairci par les ordonnances impériales qu'on lit dans Caraffa « *Germania sacra restaurata* ». Appendice. P. 63.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Noël de 1621, le prince Lichtenstein publia une seconde ordonnance, signée dès le 3 juin, mais réservée jusqu'alors [1], prescrivant à tous les ministres et maîtres d'école calvinistes de Bohême, d'avoir à quitter à bref délai le royaume comme séditieux et instigateurs de la dernière révolte. Par suite de cette ordonnance, seize ministres calvinistes et à leur tête leur chef Dikastus durent quitter la capitale de Prague [2]. Les ministres luthériens étaient pour l'heure maintenus dans tous leurs anciens droits, et c'est ce qui fit que les calvinistes, privés de leurs pasteurs, affluèrent vers les églises allemandes.

Tel était l'état des affaires en Bohême à l'époque où la paix fut conclue à Nikolsbourg avec Bethlen Gabor. L'œuvre n'était qu'à moitié accomplie tant qu'on souffrait la prédication des luthériens, la force des circonstances poussait à des mesures ultérieures. Dans l'automne de 1622 cette question vint sur le tapis au sein du conseil d'Etat de l'Empire. Plusieurs voix opinèrent pour que, par considération pour l'Electeur de Saxe et égard à la tranquillité de l'empire d'Allemagne, on continuât à ménager les prédicateurs luthériens. Mais le nonce du Pape à la cour de Vienne, Charles Caraffa, s'y opposa. Il fit valoir [3] que l'Empereur, en vertu des principes de la Paix de Religion d'Augsbourg, avait le droit incontestable de fixer la croyance de ses Etats héréditaires, en outre que le salut de l'Etat exigeait impérieusement de ne pas souffrir plus longtemps même

---

[1] Ceci résulte des indications de Caraffa, *loco citato*, comparées avec l' « *Historia persecutionis bohemicæ* ». Chapitre 52. P. 184.

[2] *Historia persecutionis*, etc. P. 187; et Caraffa « *Germania sacra restaurata.* » P. 135.

[3] *Histor. persecut.* P. 187; et Caraffa « *Germania sacra restaur.* » P. 134 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les prédicateurs allemands luthériens en Bohême, car les adhérents de la Confession d'Augsbourg resteraient aussi bien que les calvinistes irréconciliables ennemis de l'Empereur, et profiteraient de toute occasion pour soulever des troubles. A mon avis, on ne peut nier que ces assertions de l'envoyé de Rome ne fussent toutes deux bien fondées. Son opinion triompha. Le 18/28 octobre 1622, le prince Lichtenstein reçut l'ordre d'annoncer aux prédicateurs allemands de Prague — néanmoins avec des ménagements, car on leur accorda même quatre cents florins pour frais de route — qu'ils eussent à quitter dans les quatre jours la capitale de la Bohême. Conformément à l'ordonnance, deux prédicateurs sortirent de Prague et se dirigèrent vers la Saxe [1]. Au premier bruit de ce qui allait s'accomplir, l'électeur Jean-Georges avait déjà fait des représentations au prince gouverneur. A ce moment, lui et son prédicateur de la cour, Hoe de Hohenegg, renouvelèrent près de lui des plaintes à la fois humbles et amères, ils les portèrent enfin jusqu'à l'Empereur. Mais, comme on pouvait le prévoir, tout cela ne servit à rien [2]. En dépit des calamités qui les avaient atteints, les calvinistes ressentirent une joie maligne de ce fait, que l'Electeur de Saxe par son alliance avec l'Empereur avait creusé un fossé même entre lui et les luthériens dont à l'ordinaire Jean-Georges affectait de se poser en protecteur.

Le travail d'épuration de l'Eglise avait commencé à Prague ; par mesure impériale, il fut aussi étendu aux campagnes. Des commissaires accompagnés de cavaliers allèrent de ville en ville, de village en village, et

[1] *Histor. persecut.* P. 187 ; et Caraffa « *Germania sacra restaurata.* » P. 134.

[2] *Histor. persecut.* P. 188.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

chassèrent les prédicateurs de la doctrine protestante [1]. Ordinairement, les ministres expulsés furent suivis dans leur exil non-seulement par leurs femmes et leurs enfants, mais aussi par une foule de citoyens. L'épuration se fit ensuite sur les conseils municipaux : tous les membres protestants de ces conseils durent donner leur démission, des catholiques prirent leur place. On en agit de même pour l'Université de Prague : les professeurs protestants furent éloignés, les hautes études mises dans les mains des Jésuites [2].

Pour juger ces mesures il faut tenir compte d'une situation particulière. On ne doit pas juger le protestantisme de la Bohême en 1620 d'après le protestantisme de nos jours. Ceci ressort surtout de ce fait que les ministres de la confession d'Augsbourg, pour lesquels s'entremit l'Electeur de Saxe, Jean-Georges, n'étaient qu'au nombre de deux [3]. Le protestantisme qui régnait en Bohême était un protestantisme d'une espèce toute particulière. On n'y était unanime que dans l'opposition contre l'Eglise catholique. Mais dans chaque localité, dans chaque terre ou territoire, cette religion avait son cachet spécial suivant le caractère de ceux qui y régnaient, le seigneur et le prédicateur. A ce point de vue, le protestantisme était une sorte d'indépendance religieuse, particulièrement l'indépendance religieuse du seigneur. Il y avait autant de confessions protestantes qu'il y avait de seigneurs. L'accord de deux protestants entre eux était un hasard. Cette espèce de protestan-

---

[1] *Histor. persecut.* P. 188.

[2] Pelzel. *Histoire de Bohême.* II. P. 711.

[3] Carlo Caraffa. « *Relatione, etc.* » éditée par J.-G. Muller. 1860. P. 141 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tisme ne pouvait faire sur les catholiques, l'impression qu'eut produit un état protestant bien ordonné.

L'empereur Ferdinand appliqua donc à cette situation ce que l'on appelait le droit de réformation. Comme souverain du pays, il prétendit user du *cujus regio, ejus reoligi* que jusqu'alors tout seigneur avait appliqué sur son sol et son bien, au profit de ses opinions religieuses. Ferdinand réclamait donc le retour du pays au catholicisme. Il est facile, en s'inspirant de l'esprit de notre époque, de prononcer une condamnation contre cette prétention, mais il n'est ni bienveillant, ni même juste de rendre l'empereur Ferdinand II, seul responsable de la mise à exécution d'un droit positif qu'il n'avait pas créé lui-même. C'était le droit de la Paix de Religion d'Augsbourg et la sentence de condamnation ne peut par conséquent atteindre que ceux qui ont fait cette paix, qui ont forcé l'Empereur alors régnant à *ratifier leur exigence sur ce droit : cujus regio, ejus religio.* Ferdinand II n'était pas au-dessus de son siècle, il en était l'enfant comme l'étaient les autres. Si donc en exigeant que ses sujets changeassent de religion d'après sa volonté, il dépassait, numériquement mais non dans le fond, les exigences des autres princes sur les sujets, il faut en même temps considérer que dans aucun autre pays la situation n'était la même que dans celui de Ferdinand II ; qu'en Bohême particulièrement le protestantisme avait essentiellement servi aux seigneurs comme drapeau de la révolte contre les droits du souverain. En abolissant cette espèce de protestantisme, ce n'était pas seulement pour l'Eglise catholique que travaillait Ferdinand, c'était en même temps pour la protection de ses droits comme maître temporel.

Il est vrai que dans ce cas comme dans tout autre

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

semblable, le contre-coup frappa le plus violemment et le plus lourdement sur le pauvre peuple qui payait alors pour les fautes d'autrui. Ce qui fut commis alors ne répondait point à la volonté de l'Empereur. Du reste il y a eu beaucoup d'exagération dans l'exposition de ces évènements. Leur récit qui va suivre s'appuie pour tout ce qui est essentiel sur Pelzel. Et encore faut-il remarquer que véritablement Pelzel n'a point écrit en faveur de la cause allemande et catholique.

Avant même l'expulsion des ecclésiastiques non catholiques, une autre mesure avait été décrétée. Copiée évidemment sur les procédés qu'employait l'Inquisition espagnole, cette mesure, sous les apparences de la clémence, était destinée à remplir les coffres épuisés de l'Empereur. Au mois de mai 1620, le prince Lichtenstein publia un édit impérial[1], qui commençait par la consolante promesse que désormais l'Empereur n'appliquerait plus la peine capitale à aucun des séditieux prisonniers ou déjà condamnés, mais se terminait par une sommation à tous les habitants du royaume qui pourraient avoir sur la conscience quelque participation au crime de la rébellion. Ils devaient se présenter devant le gouverneur, faire l'aveu de leur méfait et demander leur pardon, ceux qui ne comparaitraient pas étaient menacés de la mort. La sommation fit de l'effet. Sept cent quatre-vingts Bohémiens, pour la plupart membres de la noblesse vinrent s'accuser eux-mêmes[2]. Il leur fut répondu que sans doute ils auraient mérité de perdre corps et vie, honneur et biens, que, par une clémence spéciale, l'Empereur voulait bien leur laisser l'honneur

[1] Khevenhiller. IX. P. 1612 et suivantes.
[2] Pelzel. *Loco citato*. II. P. 711

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et la vie, mais qu'il se réservait de disposer de leurs biens. C'est ce qui fut fait. Plusieurs perdirent la moitié de leurs propriétés, plusieurs un tiers, plusieurs la totalité. Les plus riches furent punis le plus lourdement, on évalua l'ensemble des confiscations à la somme énorme de vingt-quatre millions de thalers. Le trésor épuisé de l'Empereur avait besoin d'argent. Toutefois ce ne fut que la moindre partie qui entra dans les caveaux de Ferdinand. Les favoris de la cour, séculiers ou ecclésiastiques, mais surtout la Noblesse catholique de la Bohême, qui pendant la guerre avait rendu de grands services à Ferdinand, voulaient être récompensés. Ce fut à cette occasion que Wallenstein posa les fondements de ces immenses richesses ainsi que de sa grandeur future, et que n'ont pas eu en partage les Lichtenstein, les Dietrichstein, les Schwarzemberg [1]. Le désespoir des gens ainsi dépouillés était horrible. On craignait à Prague une nouvelle sédition, c'est pourquoi il fut défendu aux marchands, sous peine d'une sévère punition de vendre de la poudre. A la fin, lorsqu'il ne restait presque plus rien à prendre, on supprima les procédés juridiques sous l'apparence d'une amnistie [2]. Mais pour cela la persécution ne cessa point. Les prédicateurs luthériens étaient, il est vrai, expulsés et les conseils des villes épurés des adhérents à cette croyance, mais une partie du peuple tenait encore aux diverses confessions protestantes. C'est pourquoi en 1624 et dans les années suivantes, il parut une série d'ordres [3] privant les récalcitrants non seulement de leurs droits civiques,

[1] Pelzel. P. 742.
[2] Voir Khevenhiller. IX. P. 1619 et suivantes.
[3] Pelzel. *Loco citato*. P. 742.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

mais encore de plusieurs des droits de l'homme. Nous en donnons ici quelques-uns des principaux articles : « Aucun de ceux qui ne sont point catholiques ne peut obtenir en Bohême le droit de citoyen ou y exercer un métier quelconque, aucun ne peut s'y marier. Celui qui permet dans sa maison à un prédicateur non catholique de séjourner, perd tous ses biens. Aucun curé catholique ne peut accompagner à la sépulture ceux qui sont morts dans une foi autre que la sienne, néanmoins il doit se faire payer par les héritiers les droits d'étole. Celui qui, dans sa maison, souffre un enseignement non catholique sera puni de la perte de ses biens et chassé à coups de fouet de la ville par le bourreau. Le testament d'aucun non-catholique ne sera valide ; aucun non-catholique n'a le droit de rédiger ses dernières volontés. Celui qui parlera d'une manière inconvenante de Dieu, de la Sainte-Vierge Marie, de l'Eglise catholique ou de la glorieuse Maison d'Autriche, sera puni de mort et perdra tous ses biens. Les pauvres qui, dans les hôpitaux, n'auront pas après un délai déterminé, passé à l'Eglise catholique, seront expulsés, afin que leurs places soient occupées par des pauvres catholiques. »

Après la publication de ces ordres et d'autres semblables, des prêtres allèrent à Prague de maison en maison [1], et posèrent à tout maître de maison, à toute femme, à tout compagnon, à tout domestique ou servante les quatre questions suivantes : « *1° Etes-vous né catholique ? 2° Vous êtes-vous fait catholique ? 3° Promettez-vous de vous faire catholique ? 4° Ne voulez-vous en aucune*

[1] Caraffa. *Loco citato.* Appendice. P. 72 et suivantes. — Pelzel. 11. P. 743 et suivantes.

Pour ceci et ce qui suit voir Pelzel. *Loco citato.* 11. P. 747 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

manière vous faire catholique ? On inscrivit la réponse de chacun et le recensement établit que le nombre des réponses négatives dépassait celui des adhésions de sorte qu'on se garda d'ordonner des mesures générales de peur d'une sédition. Les protestants devaient être éloignés peu à peu. On commença par quatre des citoyens les plus considérés. Ils eurent la permission de vendre auparavant leurs propriétés, et d'emporter avec eux leurs biens meubles. On expulsa ensuite les habitants protestants par cinquante et soixante. Ils émigrèrent avec femmes et enfants. Les bourgeois aisés, la classe moyenne honorable les suivirent, le peuple pauvre resta et se fit catholique. Dans les campagnes on ne procéda point avec autant de modération qu'à Prague. L'œuvre de la conversion ne put s'y faire qu'avec effusion de sang. On envoya dans les villes et les villages des moines accompagnés de dragons pour s'occuper de cette affaire des conversions. Des cruautés signalaient la marche de ces réformateurs. Dans la ville de Kuttenberg, le colonel espagnol Huerda pénétra le sabre au poing; à cette vue la majorité des citoyens abandonna maisons et dépendances, et s'enfuit en Saxe. Les habitants de Jungbunzlau, ville qui depuis deux cents ans tenait pour les Frères Moraves, ne voulurent pas changer de croyance. On leur imposa des dragons et des capucins; ceux-ci ne réussissant à rien, on bannit la moitié de la population. A Leitmeritz arrivèrent pour le même but quelques centaines de cavaliers et deux capucins. Ces derniers entrèrent en controverse sur les questions de foi, avec les habitants les plus instruits; pendant ce temps, les soldats s'établirent par bandes de vingt et trente dans les maisons les plus aisées. Cette menace n'ayant eu aussi nul effet, la ville fut occupée par tout un régiment.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Plus de cinq cents personnes s'enfuirent alors et s'établirent en Saxe à Pirna. Quelques centaines de croates allèrent à Kœnigsgraëtz, et le sabre au poing, ils forcèrent les habitants à aller à la messe. Les récalcitrants furent traînés en prison, et on logea des soldats dans les maisons des femmes ainsi délaissées. A la fin, les femmes et les enfants coururent en pleurant devant la prison et conjurèrent les hommes de se faire catholiques, afin qu'on les délivrât d'une telle vexation. A Bidezow, Huerda fit appeler à l'Hôtel-de-Ville les citoyens, et leur demanda s'ils voulaient se faire catholiques. L'un d'eux ayant répondu au nom des autres que ce n'était pas chose facile de changer la foi dans laquelle on était né, l'Espagnol le frappa de sa propre main et le fit ensuite jeter hors de la ville. Les autres habitants effrayés se soumirent à faire tout ce qu'on voulut. De Bidezow, Huerda reçut l'ordre d'aller à Saaz. Il s'y fit précéder par ses soldats et les suivit accompagné de quelques moines qui étaient toujours autour de lui. Après son arrivée, les portes furent occupées, et personne ne put sortir sous peine de mort. Cent personnes seulement environ s'échappèrent par-dessus les murs de la ville et s'enfuirent à Meissen ; les autres se laissèrent faire catholiques par les soldats. Tous les livres bohémiens, que les Jésuites avaient surtout en aversion, furent jetés en un monceau dehors de la ville et livrés aux flammes. Le pire destin fut celui qu'eut la ville de Prachatiz. A l'arrivée des soldats, ses habitants fermèrent leurs portes et se défendirent durant trois jours. A la fin, les troupes pénétrèrent dans la ville et y passèrent tout au fil de l'épée, de sorte que trois heures après, seize cents soixante cadavres gisaient dans les rues. A Lissa, lorsque l'on apprit que les réformateurs visiteraient aussi

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

cette ville, les citoyens mirent eux-mêmes le feu à leurs maisons et s'enfuirent avec tout ce qu'ils pouvaient transporter.

D'après les mêmes récits de Pelzel, on procéda avec une cruauté pareille dans les villages. Plusieurs milliers de paysans qui pouvaient s'enfuir quittèrent le pays, d'autres se cachèrent dans les forêts épaisses dans les chaines de montagnes, dans les gorges, dans les hameaux les plus retirés, où ne pénétrait aucun convertisseur. Dans ces asiles, ils continuèrent à implanter leur foi dans l'âme de leurs fils et de leurs petits-fils, quoique plus tard le fanatisme vint les relancer jusques-là. Aussi il arriva que, lorsque l'empereur Joseph II accorda à ses sujets la liberté de conscience, on vit reparaitre au jour plusieurs milliers de paysans non catholiques qui avaient conservé au milieu de la pauvreté et de la détresse, la foi de leurs pères les Hussites. Lorsque la persécution devint de plus en plus violente, les paysans, réduits au désespoir, finirent par s'attrouper et prendre les armes. Ces malheureux rendirent à leurs bourreaux, selon la loi du talion, et leur colère se servit et du feu et de l'épée. Mais à quoi cela leur servait-il? Des soldats vinrent, ils dispersèrent leurs bandes mal armées, et alors une terrible vengeance s'abattit sur eux. Beaucoup furent pendus, décapités ou périrent sur la roue; à d'autres on coupa le nez et les oreilles. A ceux qui s'en tirèrent au meilleur compte, on imprima avec le fer rouge une marque infamante sur le front. Ce fut ainsi qu'on leur enleva l'envie de se révolter de nouveau [1].

Le feu couvait toujours sous la cendre, lorsqu'en 1627 l'empereur Ferdinand vint à Prague avec son épouse

---

[1] Pelzel II. P. 751 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et l'aîné de ses fils, qui déjà avait été couronné comme roi de Hongrie. Une diète générale y fut convoquée ; la Noblesse y parut en grand nombre. Dès le début des délibérations, Ferdinand II y déclara son intention de faire couronner roi de Bohême son fils le prince-héritier ; il ne fut pas dit un mot de l'élection, et personne n'osa non plus en parler. Le couronnement eut lieu avec solennité. L'Empereur fit ensuite savoir aux Etats assemblés que la *Lettre de Majesté* de l'Empereur Rodolphe et la libre élection du roi étaient nulles et caduques, et que devant la Justice on ne devrait plus à l'avenir employer la langue bohémienne, mais uniquement la langue allemande. Par contre il confirma d'autres privilèges des Etats, notamment le droit de consentir les impôts [1]. Plus tard il fut publié un rescrit [2] adressé à la Noblesse et dont le contenu était que *l'Empereur était décidé à ne souffrir dans ses Etats que des habitants catholiques, et que la Haute et Petite Noblesse qui ne voudrait pas rentrer dans le sein de l'Eglise catholique, devrait dans les six mois prochains vendre leurs biens et quitter le pays.* En même temps l'on institua, sous la présidence de l'archevêque de Prague, une cour permanente de Réformation, avec l'autorisation de convertir les protestants par l'emploi de tous les moyens, et de purifier le pays de ces hérétiques.

On estime que, au total, depuis la restauration de Ferdinand, plus de trente mille familles abandonnèrent la Bohême ; pour la plus grande partie c'étaient des familles riches, instruites, industrielles et habiles

---

[1] Pelzel. P. 752 et suivantes.
[2] Ibid. P. 754.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dans les arts. Toutefois c'est avec trop de légèreté qu'on a souvent attribué à ces trois ou quatre premières années les maux qu'endura la Bohême durant la guerre de Trente Ans. Les campagnes de vandale, du suédois Banner, où tout fut à dessein anéanti, ont dû lui être plus préjudiciables que ce prélude. Néanmoins on ne peut méconnaître une certaine analogie entre la Bohême et l'Irlande. De même qu'en Bohême, la vieille Noblesse indigène fut chassée de son domicile et de ses dépendances par des familles allemandes, de même en Irlande les lords anglais s'approprièrent le sol possédé. Et de même aussi que les nobles irlandais expulsés et combattant dans les rangs des armées françaises, avaient soif du sang anglais, on vit également, à partir de 1630, beaucoup d'entre les seigneurs bohémiens bannis, chercher à assouvir leur haine contre les Habsbourg en entrant au service de Gustave-Adolphe. Pelzel [1] nous fait connaître, en l'empruntant à un vieux manuscrit, une longue liste de nobles bohémiens qui entrèrent dans les armées de la Suède ou d'autres états protestants. Au total, si l'on poursuit cette triste, comparaison entre deux peuples opprimés, il faut bien avouer que la somme des malheurs versée sur la Bohême est de beaucoup inférieure au fardeau accablant qui fut imposé à l'Irlande. De plus, Ferdinand avait à punir en Bohême des méfaits dont véritablement il avait souffert, tandis que c'était l'avidité seule qui poussait les Anglais contre les Irlandais. Et enfin la maison impériale s'occupa bien plus tôt que la couronne d'Angleterre à guérir les coups qu'elle avait portés.

Nous avons dépassé par suite de l'enchaînement des

---

[1] Pelzel. II. P. 755 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

choses l'ordre chronologique. Par la même raison nous voulons rapidement résumer ce qu'il advint des autres états héréditaires des Habsbourg, de nouveau ramenés sous leur domination. En Moravie, pays où l'Empereur Ferdinand, peu après la victoire de la Montagne-Blanche, établit pour son gouverneur le cardinal Dietrichstein, on réinstalla au commencement de l'année 1621 [1], les Jésuites qui en avaient été chassés pendant le gouvernement de Frédéric V. Au printemps de 1622, les prédicants non-catholiques avaient déjà dû s'éloigner des villes royales de la Moravie ; en effet à la date du 9/19 avril, l'Empereur donna au cardinal l'ordre [2] de ne point souffrir que les habitants de Brunn et d'Olmutz aillent entendre des sermons dans des églises hors de ces villes. A la fin de 1624, la province tout entière était expurgée des ministres de l'Eglise non catholiques [3]. Enfin, en 1627, les nobles protestants, dont Ferdinand avait jusqu'alors ménagé la liberté religieuse, fut sommée par lui de choisir entre ces deux alternatives [4], ou revenir à l'ancienne foi, ou, dans l'intervalle de six mois, avoir à vendre tous leurs biens et à quitter leur patrie. Un traitement plus doux fut appliqué à la Basse-Autriche et à l'archiduché en dessous de l'Ens, quoique là aussi on sût atteindre bientôt le but désiré. J'ai raconté plus haut que Ferdinand, lorsque l'Ordre des Seigneurs se soumit avant même l'entrée des Bavarois, lui avait confirmé les droits ecclésiastiques concédés sous Mathias. Cette garantie fut observée pendant sept ans. Les su-

[1] Caraffa. « *Commentarii.* » Appendice. P. 61.
[2] Ibid. P. 67 et suivantes.
[3] Caraffa. P. 77.
[4] Ibid. P. 103, vers le bas et suivantes.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

jets immédiats de l'Empereur (ceux qui n'étaient point tenanciers de nobles) restèrent eux aussi pendant près de trois ans à l'abri de toute insistance relative à la religion, probablement parce que la cour redoutait un renouvellement des invasions de Bethlen Gabor. Mais dans l'année 1628, Ferdinand publia une ordonnance[1] que les habitants de toute ville, tout village, tout hameau relevant immédiatement de l'Empereur eussent à redevenir catholiques. Des moines et des soldats furent également employés à cette œuvre de conversion. Par contre, la Noblesse garda pour le moment la liberté religieuse qui lui avait été assurée par une convention, jusqu'à ce que vînt une occasion pour l'Autriche de l'attaquer en flanc.

Le pays au-dessus de l'Ens, ou Haute-Autriche fut ramené de la même manière que la Bohême à la vieille Eglise. En vertu des droits de suzeraineté territoriale que Ferdinand s'était réservés lors de l'occupation par les Bavarois, il fit paraître le 30 août et le 4 octobre 1624 un ordre à tous les ecclésiastiques et maîtres d'école non catholiques d'avoir à quitter dans les huit jours le pays en dessus de l'Ens « *parce que*, était-il dit, *ce n'est point un mystère que dans la dernière rébellion les prédicants par leurs sermons pleins de bruit et d'injures, par l'ameutement des gens du commun et par l'exaspération des esprits contre l'autorité, n'ont point été une des moindres causes du soulèvement*[2]. » En même temps les autorités bavaroises furent invitées d'avoir à retirer les pouvoirs aux conseillers

[1] Caraffa. Texte. P. 161.

[2] Caraffa. Texte. P. 182 et suivantes au bas. Khevenhiller X P. 496 et suivantes. Kurz. « *Documents historiques pour l'histoire du pays au-dessus de l'Ens.* » I. P. 82 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

protestants de la ville de Linz, et d'autres lieux et à les remplacer par des catholiques. Bien que la Noblesse par cette mesure se trouvât atteinte aussi bien que les gens du commun, elle se soumit cependant, tremblant devant le gouverneur bavarois Herberstorf qui, du château de Linz où il résidait, tenait le pays sous sa main avec une inflexible sévérité. Mais un autre Ordre, auquel pour l'ordinaire on faisait à peine attention, refusa de s'y plier et cet Ordre fut l'Ordre des Paysans.

Des insurrections partielles éclatèrent dès le printemps de 1625. Au mois de mai, Herberstorf fit entourer par des détachements de soldats, cinq mille paysans qui s'opposaient à la réformation, en choisit trente-huit d'entre eux qui lui parurent les plus coupables, les força de jouer aux dés, deux à deux, avec leur vie pour enjeu, et donna alors l'ordre d'en pendre dix-sept sans plus ample informé judiciaire [1]. La fermentation augmentant dans le pays, des ordres de plus en plus sévères arrivèrent de Vienne. A la date du 30 septembre/10 octobre 1625, la commission spécialement constituée par l'Empereur pour la conversion de la Haute-Autriche publia un ordre *in extenso* [2] dans lequel entre autres choses se trouvent les articles suivants : « *Non seulement les sermons non catholiques sont interdits en public, mais même le culte domestique est prohibé ainsi que la lecture des gloses luthériennes et les instructions sur les choses dela foi. Personne n'a la permission de se rendre à un endroit extérieur pour y entendre des sermons non catholiques, pour y recevoir la Cène, pour y faire le baptême d'un enfant ou donner la bé-*

---

[1] Kurz. *Loco citato*. P. 100 et suivantes.

[2] Khevenhiller. X. P. 198. Kurz. *Loco citato*. P. 87 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

nédiction à un mariage. Aux jours de jeûne, on ne pourra manger de la viande sans la permission des supérieurs ecclésiastiques. Les corporations des artisans doivent se faire faire des drapeaux pour les porter aux processions de la Fête-Dieu. Les enfants qui, dans des localités étrangères, fréquentent des écoles non catholiques doivent en être rappelés et être envoyés dans des institutions catholiques sous peine de perdre leurs droits d'héritiers. Même dans les maisons particulières aucun instituteur non catholique ne pourra séjourner. A l'avenir, aucun noble ne pourra, sans l'agrément du souverain, envoyer ses enfants à l'étranger pour leur éducation. Aux fêtes de Pâques prochaines 1626, tout le monde doit avoir embrassé la religion catholique. » L'hiver, le printemps, la semaine de Pâques si redoutée, se passèrent tranquillement, mais au mois de mai 1626, le peuple des campagnes courut aux armes dans tout le duché et il s'en suivit une guerre civile dont les faits ne peuvent se comparer qu'aux luttes des Camisards dans le Sud de la France, ou à la résistance des Tyroliens au commencement de notre siècle. Les paysans élurent pour chef en premier lieu Stéphane Fadinger, autrefois bourgeois et chapelier à Linz, plus tard propriétaire d'une métairie dans la commune de Parz [1] ; ensuite — lorsque Fadinger eut succombé à une blessure reçue devant Linz qu'il assiégeait — un paysan, noble d'extraction, Wiellinger, et enfin, un étudiant dont les catholiques ne connurent jamais le nom. Les plans conçus par ces hommes avec une habileté qui eut fait honneur à des capitaines expérimentés, furent exécutés par les paysans de la Haute-

[1] Kurz. *Loco citato*. P. 137.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Autriche avec une bravoure et un mépris de la mort sans pareils. Les Bavarois et les Impériaux furent chassés plus d'une fois du champ de lutte, dans des batailles en règle et multipliées, et cependant les paysans n'étaient que fort mal armés, n'ayant pour la plupart que des fléaux garnis de fer et des morgenstern. A la fin de l'automne de 1626, Maximilien Ier dut appeler le plus expérimenté de ses capitaines, Pappenheim, avec huit mille hommes. Pappenheim mit fin à la guerre. Dans son rapport à l'Empereur [1], il rend au courage des paysans un témoignage qui l'honore lui-même. Des exécutions mirent fin à ce drame de sang.

Le cœur saigne quand on lit les actes de cruauté qui furent alors commis au nom de la religion. Cependant je ne puis ni ne veux condamner l'Empereur d'Allemagne. Si l'on considère quel redoutable levier politique était et devait être, à cette époque, la Religion, étant données les circonstances du moment, sa conduite apparaît sous un jour plus favorable. Tout sujet catholique d'un prince protestant ou *vice versâ* tout sujet protestant d'un prince catholique, n'aspirait qu'au changement et tendait la main à ses coreligionnaires étrangers. Les paysans de la Haute-Autriche, au début de leurs luttes, surent nouer des relations avec le roi de Danemark, Christian IV, qui en ce moment était en armes contre l'Empereur. Le même phénomène se reproduisit six ans plus tard. Même après la victoire de Pappenheim, le feu de la sédition couvait sous la cendre dans les pays au-dessus de l'Ens. Lorsque Gustave-Adolphe eut gagné la bataille de la plaine du Lech, et se fut établi en Bavière, il vit paraître dans son camp,

---

[1] Kurz. *Loco citato*. P. 417 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ainsi que nous le dirons plus bas, des députés de la Haute-Autriche, venant lui demander des secours. Comme tout autre souverain catholique, l'Empereur n'était sûr de ses possessions que si ses sujets professaient avec lui la même croyance. Qu'il eut été à désirer que Fadinger, Wiellinger, l'Etudiant inconnu et leurs braves et honnêtes compagnons, eussent combattu pour une cause plus utile à l'Empire d'Allemagne.

Par les édits de réformation de 1624 et de 1625, les privilèges de l'Ordre des seigneurs de la Haute-Autriche avaient été, il est vrai, rognés ; mais il n'avaient pas été complètement supprimés. Il ne leur était plus permis d'avoir à demeure dans leurs châteaux des prédicateurs non-catholiques, mais même après la fin de la révolte des Paysans, ils pratiquaient sans entraves le service divin privé des Protestants. De même qu'eux, leurs employés et hommes d'affaires protestants restaient libres en ce point, eux qui cependant en mainte occasion avaient eu la hardiesse d'opprimer leurs tenanciers catholiques, notamment en les chargeant de corvées les jours de fêtes, d'où résultait pour eux l'impossibilité de fréquenter les églises catholiques [1]. Sur les plaintes qui furent portées à Vienne au sujet de pareils abus, il arriva de cette ville, au mois de mars 1627, l'ordre [2] que tous les employés protestants de la Haute-Autriche dussent ou se faire catholiques ou abandonner le pays. Beaucoup de ceux qui étaient ainsi menacés cherchèrent protection auprès de leurs maitres gentilshommes, alléguèrent toutes sortes d'objections, particulièrement l'impossibilité d'être prêts pour la liquidation de leurs

[1] Kurz. *Loco citato.* Introduction. P. 6.
[2] Ibid., ibid. P. 1, et Caraffa, texte. P. 288.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

comptes, et restèrent dans le pays. Alors l'Empereur trancha complètement la question. Il parut un édit qui, atteignant non seulement les serviteurs, mais encore les maîtres, laissait aux nobles protestants le choix ou de consentir à embrasser la religion catholique, ou de vendre leurs biens dans un délai de trois mois et d'émigrer [1]. Des représentations réitérées faites par la Noblesse furent inefficaces, l'Empereur persista dans sa volonté. Un petit nombre seulement changea de croyance. Au printemps de 1628, ceux qui se raidirent dans la leur, dirent adieu à leur patrie et se transportèrent en grande partie dans les villes impériales protestantes : Ratisbonne, Nuremberg, Ulm, Lindau, Augsbourg [2]. En apparence la Haute-Autriche semblait expurgée de tout ce qui n'était point catholique.

L'heureux succès de l'œuvre des conversions dans le duché précité encouragea à tenter un essai pareil dans le pays en dessous de l'Ens. Comme on l'a observé plus haut, l'Ordre de la Noblesse y avait conservé la liberté de religion, et dans les villages, les châteaux et les villes, elle pratiquait sans entrave le culte protestant. Mais à ce moment l'ambassadeur du Pape, Caraffa, demanda que là aussi on rétablît l'unité de l'Eglise. L'assurance qu'on avait donnée en 1620 à la Noblesse de la Basse-Autriche, fit cependant naître des scrupules chez l'Empereur, il réclama la manière de voir d'une assemblée consultative où son confesseur le P. Lammormain siégea et eut sa voix avec deux autres Jésuites en même temps que plusieurs dignitaires séculiers [3]. Les opinions fu-

---

[1] Kurz. P. 9 et suivantes.

[2] Ibid. P. 12.

[3] Khevenhiller, XI. P. 304 et suivantes. Caraffa. *Loco citato* P. 329 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

rent partagées, les uns déclarèrent que l'Empereur devait tenir son serment, ils exposèrent les dangers politiques que pourrait amener la mesure projetée, et dirent que la moitié des soldats et officiers de l'armée impériale se composait de protestants, et qu'il pourrait bien arriver que la noblesse évangélique de l'archiduché de la Basse-Autriche, si on la réduisait au désespoir, s'alliât avec les Hongrois ou avec les factions dans l'Empire. Cependant l'opinion opposée, qui était soutenue par les Jésuites, l'emporta. Ceux-ci firent valoir que sans doute le serment en question était inviolable, mais que la promesse faite par l'Empereur en l'année 1620, ne se rapportait qu'aux adhérents de la confession d'Augsbourg toute pure. Or, disaient-ils, les protestants de la Basse-Autriche, pendant les derniers troubles, s'étaient alliés avec les Calvinistes, ils avaient renoncé à la doctrine de Luther, et par conséquent ils ne pouvaient pas réclamer des droits qui jamais n'avaient été accordés à leur confession adoptée. A la date du 4/14 septembre 1627, l'Empereur publia une ordonnance [1] qui enjoignait à tous les ministres et maîtres d'école non catholiques qui se trouvaient encore dans les domaines nobles, d'avoir à vider le pays dans un délai de quinze jours. L'ordre fut exécuté sans résistance, même sans bruit. Par contre, les seigneurs de la noblesse furent traités d'une manière plus douce que leurs collègues des pays au-dessus de l'Ens. Ceux qui renoncèrent à pratiquer le culte protestant, ne furent pas contraints à émigrer. Il y avait encore en 1652 dans la Haute-Noblesse quarante-trois familles évangéliques et dans la Petite

[1] Raupach. « *L'Autriche évangélique.* » IV, supplément. P. 252.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Noblesse trente [1]. Dans la suite celles-ci changèrent aussi de foi.

En Silésie, deux raisons furent causes que, malgré toute la bonne volonté de l'Empereur, une conversion générale des habitants ne put avoir lieu [2]. Une grande partie de la province appartenait aux ducs de Liegnitz, de Brieg, d'Oels, de Bernstadt, de Wohlau, qui, avant de passer au rôle de vassaux de la couronne de Bohême, s'étaient réservé leurs droits souverains sur leur territoire. Dans le cours du XVIe siècle, ces ducs étaient passés à l'Eglise protestante et, d'après ce qui avait été fixé par la Paix de Religion d'Augsbourg, il leur revenait le droit de disposer de la religion dans ce ressort. Même dans les parties du pays qui n'étaient pas médiatisées, le luthéranisme avait trouvé moyen de pénétrer durant les troubles qui eurent lieu sous l'empereur Rodolphe, dans les proportions suivantes : en Basse-Silésie, les Protestants formaient l'immense majorité, en Haute-Silésie, les Catholiques les balançaient comme nombre. Cet état de chose ne fut point changé par la bataille de Prague, qui de nouveau réduisit la Silésie sous la domination de l'Empereur. Car l'Electeur de Saxe, qui, ainsi que le fait sera exposé plus bas, réduisit, au nom de Ferdinand II, la province à l'obéissance, avait garanti aux habitants leurs libertés religieuses. L'ambassadeur souvent nommé, Caraffa, exprime dans sa correspondance [3], son dépit des concessions faites par le Saxon. Pour le moment la cour impériale dut donc se retenir. Mais après que l'armée du roi de Danemarck qui avait

---

[1] Raupach. « *L'Autriche évangélique* » IV, texte. P. 163.

[2] K. A. Menzel. « *Histoire moderne des Allemands.* » VII. P. 110 et suivantes.

[3] Ibid. *Loco citato.* Texte. P. 91.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

pénétré jusque dans le cœur de la Silésie eût été refoulée, après que Wallenstein eût élevé l'Empereur au faite de la puissance, on résolut de ramener les Silésiens eux aussi à l'ancienne Eglise. Les moyens qui y furent employés étaient ceux dont on s'était servi dans les autres provinces : les exhortations, l'adresse, les menaces, et là où ces préludes ne servaient de rien, les logements de soldats qui tourmentaient les protestants opiniâtres jusqu'à l'effusion du sang. Ce fut de cette manière que dans les années 1627 et 1628, toutes les localités qui, dans la Haute et la Basse-Silésie appartenaient immédiatement à l'Empereur, furent ramenées au catholicisme. Les seigneuries médiates de Leignitz, Oels, Brieg, Bernstadt, Vohlau, ainsi que le chef-lieu de la province Breslau, qui possédait des privilèges d'Etat, en furent au contraire quittes pour la peur. Elles restèrent liées à la confession d'Augsbourg, ce fut une île luthérienne au milieu de la mer catholique que formaient les Etats héréditaires germano-autrichiens. A cette occasion, l'Empereur Ferdinand fit preuve, devant la lettre des Statuts de l'Empire, du même respect qui fut ailleurs sa règle de conduite ressortant clairement des faits. La mesure double qu'il appliquait à la Silésie n'était pas d'une sage politique; cette province s'en vengea sur la Maison d'Autriche. Un siècle plus tard, l'acte de forban que le roi de Prusse, Frédéric II, commit contre Marie-Thérèse fut puissamment secondé par les débris du protestantisme que Ferdinand II, à l'époque dont nous parlons, avait laissé subsister en Silésie. Ce furent des sympathies religieuses qui aidèrent le Brandebourgeois à s'emparer de la province et à s'y maintenir.

Tournons maintenant les yeux vers le roi fugitif qui, dans le drame sanglant de la Bohême, avait dû prendre

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

le rôle principal, vers Frédéric V. Avant même qu'il eût perdu son royaume électif par la bataille décisive de Prague, son état héréditaire du Palatinat était tombé dans des mains ennemies. Lorsque Spinola venant du Brabant, remonta le Rhin avec les Espagnols, le margrave Joachim-Ernest de Brandebourg-Anspach, général en chef de l'*Union* était campé près d'Oppenheim, mais sans ordres pour combattre contre l'ennemi. Spinola, traversant le Rhin, passa à Coblentz sur sa rive droite et s'avança vers le Mein. Les troupes de l'*Union* marchèrent aussitôt sur Francfort, en dévastèrent les environs et firent mine de vouloir accepter la bataille. A cette nouvelle, Spinola repassa de nouveau sur la rive gauche près de Mayence, envahit le Palatinat en passant près d'Oppenheim qu'occupait un détachement des troupes de l'*Union* et enleva les villes de Kreuznach et d'Alzey. Le margrave d'Anspach se contenta d'observer les progrès des Espagnols. Sur les plaintes des habitants du Palatinat, il répondit négligemment : « *Les forces de l'*Union *ne sont point réunies dans le but d'attaquer, mais seulement de se défendre.* » C'était par là même avouer ouvertement que les princes alliés voulaient abandonner à son sort l'héritage de l'Electeur Palatin et ne songer qu'à la sécurité de leur propre territoire. On persista dans cette conduite bien que le prince Maurice d'Orange eût envoyé environ six mille hommes de troupes auxiliaires, en majeure partie composées d'Anglais, se réunir à l'armée de l'*Union*, et bien qu'il conjurât l'alliance de ne pas souffrir la présence des Espagnols dans l'Empire. Pendant l'hiver, Spinola inonda sans obstacle le Palatinat du Rhin et s'empara de la plupart de ses places. Seuls Lautern, Manheim,

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Heidelberg, Frankenthal restèrent entre les mains des officiers supérieurs de l'Electeur [1].

Tel était, sur le Rhin, l'état des affaires de Frédéric V, lorsque, par suite de la bataille de Prague, il dut quitter son nouveau royaume. Quelques mois après il était atteint par une sentence le mettant au ban de l'Empire. Le 19/29 janvier 1621, Ferdinand déclarait mis au ban de l'Empire et déchus de tous leurs biens et de toutes leurs dignités l'électeur palatin Frédéric V, le prince Christian d'Anhalt, le margrave Jean-Georges de Jagerndorf, le comte Georges-Frédéric de Hohenlohe comme ayant offensé la Majesté Impériale et troublé la paix du pays. Pour mettre à exécution le ban, il désignait contre le Haut-Palatinat le duc de Bavière ; contre les princes d'Anhalt et de Jagerndorf, l'Electeur de Saxe ; contre le comte de Hohenlohe, l'évêque de Wurzbourg [2] ; le Palatinat du Rhin était déjà en outre entre les mains des Espagnols. Les partisans et les amis de Frédéric [3] se récrièrent contre l'illégalité de cette sentence en partie parce qu'elle manquait des formalités nécessaires, puisque les Electeurs du Saint-Empire Romain n'avaient pas été consultés sur cette mesure, en partie parce que la base juridique elle-même lui faisait défaut. L'électeur Frédéric V n'avait en effet, disaient-ils, en acceptant l'élection de Bohême, offensé que la maison d'Autriche et non l'Empereur, si tant est qu'il pût y avoir un délit à accepter une couronne que l'on vous offre. Il y avait peut-être bien dans ces deux assertions quelque étincelle de vérité, mais ce qui est beaucoup plus sûr, c'est que la Constitution de l'Empire

[1] Pièces justificatives dans Senkenberg. III. P. 544, 569.
[2] *Khevenhiller*. IX. P. 1316 et suivantes.
[3] *Senkenberg*. IV. P. 4

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

n'était plus alors qu'une pure formule. Chacun la transgressait aussi longtemps qu'il en avait le pouvoir. On n'en appelait à la Constitution, comme au dernier brin de paille des désespérés, que lorsqu'un Etat de l'Empire était tombé dans un tel abîme de malheurs que les derniers arguments des princes, les boulets et la poudre ne lui servaient plus de rien, et l'on gardait l'intention, au premier coup de vent favorable, de se retourner immédiatement contre elle. Etait-ce conformément à la Constitution de l'Empire que Luther avait sommé le Grand Maître de l'Ordre Teutonique et l'archevêque de Mayence de transformer leurs fiefs ecclésiastiques en principautés séculières, ou que l'Electeur de Saxe et la Hesse, d'intelligence avec la France, avait conclu avec elle la ligue de Smalkalde? Etait-ce conformément à la Constitution que l'électeur Maurice avait attaqué à l'improviste l'empereur Charles-Quint à Inspruck, ou que Frédéric V, avant son élection comme roi de Bohême, avait tiré au sort avec le duc de Savoie et d'autres princes, l'héritage des Habsbourg? Ce que Frédéric V avait voulu faire à d'autres lui était arrivé à lui-même, et il avait aussi peu le droit de se plaindre de la dureté de Ferdinand que le Prussien Frédéric II n'en aurait eu d'accuser l'avidité de l'Autriche, si, à la suite de la Guerre de Sept-Ans, tous ses pays lui avaient été enlevés.

De Prague, le *Roi d'hiver* de Bohême — c'est ainsi qu'on l'appelait par dérision — s'enfuit à Breslau dans l'espoir que les Silésiens prodigueraient leur or et leur sang pour rétablir ses affaires. Par un édit du 20/30 novembre, il convoqua aussitôt une diète de Silésie qui en effet se réunit au commencement de décembre. Frédéric requit cette assemblée de lui accorder de l'argent, puisque tout n'était pas encore perdu ; puisque de

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

la Silésie on pourrait reconquérir la Bohême, et sauver la liberté de religion gravement menacée. Les Etats donnèrent une réponse dans laquelle ils ne furent point avares d'assurance de fidélité et de dévouement [1]. Mais la scène changea lorsque le 20/30 décembre 1620, un trompette de l'Electeur de Saxe arriva à Breslau avec deux lettres. Dans l'une d'elles, l'électeur Jean-Georges annonçait qu'il avait reçu commission de l'Empereur de ramener la Silésie à l'obéissance; dans la seconde il annonçait aux Etats la confirmation de toutes leurs franchises civiles et religieuses, si la province se soumettait spontanément. Les Etats communiquèrent au roi les deux écrits, et commencèrent sur le champ leurs négociations avec l'Electeur de Saxe [2], négociations de courte durée et qui conduisirent au résultat désiré par les Silésiens. Par le traité du 18/28 février 1621, le pays rentra sous l'obéissance envers la maison de Habsbourg, et obtint à ce prix la garantie de ses libertés, par contre l'électeur Palatin fut abandonné à son sort. Frédéric V n'avait pas attendu que la chose en fut arrivée à ce point. Le 3/13 janvier il était parti pour rejoindre sa femme qui, dès la fin de novembre, avait cherché un asile dans l'Electorat de Brandebourg auprès du beau-frère de son mari. Mal en prit à l'un et à l'autre; ce fut à peine si l'Electeur, par crainte de l'Empereur, osa assigner à la reine nominale de Bohême, qui était dans un état de grossesse avancée, quelques chambres au château de Kustrin afin qu'elle pût y faire ses couches [3].

---

[1] K. A. Menzel. « *Histoire moderne des Allemands.* » VII. P. 10.

[2] Documents relatifs à cela chez Muller. « *Recherches.* » III. P. 444 et suivantes.

[3] Menzel. *Loco citato.* P. 20 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

En dépit de ce traitement décourageant qu'il essuyait de la part de ceux qui étaient ses plus proches, le Palatin déchu nourrissait toujours les meilleures espérances.

Il envoya à ce moment — en janvier 1621 — le comte de Hollach à Dresde porter à l'Electeur la requête [1] *que Jean-Georges voulût bien prendre soin de faire restituer à l'Electeur Palatin le royaume de Bohême et de le faire incessament dédommager de tout préjudice, que sans cela, lui Frédéric V se verrait obligé d'appeler dans l'Empire les Turcs et les Tartares et, avec leur aide, de défendre son bon droit.* Quel degré d'aveuglement! Après un court séjour à Kustrin et, à Berlin, les Majestés déchues continuèrent leur route. Elisabeth se rendit en Hollande ; son époux partit pour la Basse-Saxe afin d'y chercher des amis et des secours. A la fin de janvier, nous trouvons Frédéric à Wolfenbuttel [2] où commença sa liaison avec ce Christian d'Halberstadt qui plus tard fit tant de bruit dans ce monde. On y organisait en faveur de l'Electeur Palatin une levée de boucliers des Etats du cercle de la Basse-Saxe avec le roi de Danemark, Christian IV à leur tête, et une réunion avait déjà été annoncée dans ce but. Pour se rapprocher du roi de Danemark, duquel il attendait tout, Frédéric se transporta de Wolfenbuttel à Hambourg. Il se berçait constamment de doux rêves d'un heureux avenir et d'une vengeance prochaine sur ses adversaires. De Wolfenbuttel il avait écrit au comte de Mansfeld qui, comme nous le savons, occupait encore quelques places de la

---

[1] D'Aretin « *Les Relations extérieures de la Bavière.* » I. P. 158 et appendice, p. 95.

[2] Von der Decken. « *Le duc Georges de Brunswick-Lunebourg.* » I. P. 81.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Bohême au nom de Frédéric, une lettre [1] où l'on lisait entre autres choses : « *Que Mansfeld persévère dans la fidélité dont jusqu'ici il a donné des preuves ; bientôt Frédéric V viendra lui-même avec de l'or et des troupes au secours du comte et il n'aura aucun repos jusqu'à ce que, avec l'aide de Dieu, il se soit vengé de ses ennemis.* » De Hambourg, Frédéric écrivait avec une confiance plus grande encore à son ancien allié le prince de Transylvanie, Bethlen Gabor ; il y disait que « *sans doute il avait été décidé dans les éternels décrets du Tout-Puissant, qu'il aurait à reconquérir avec l'épée son royaume de Bohême ainsi que ses états héréditaires. Qu'il obéirait sur ce point à la volonté de Dieu, que rien désormais n'occuperait plus son zèle que la pensée de reprendre ses armes, un moment déposées, pour poursuivre par le fer et le feu les sujets qui l'avaient abandonné, pour délivrer au contraire ses fidèles du joug hispano-autrichien, et accomplir par conséquent ce qui sera approuvé de Dieu dans le ciel, des puissances chrétiennes sur la terre et de toute la postérité. Qu'à cette fin il avait déjà, avec l'appui de l'Angleterre, du Danemark, de la Suède et enfin du Cercle de la Basse-Saxe, réuni une armée de vingt mille hommes bien équipés, avec laquelle il comptait dans un délai de deux mois marcher sur la Bohême et ensuite reconquérir de même le Palatinat. Que pour que ce grand projet réussisse au mieux, Bethlen Gabor devrait de son côté seconder la cause commune par des invasions et des dévastations en Autriche, en Moravie, en Styrie et en Silésie.* » Pour comprendre ces paroles de l'Electeur Palatin et d'autres

[1] Senkenberg. *Loco citato.* IV. P. 53.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

semblables pleines de l'ivresse d'un fol espoir, je dois faire observer que des théologiens, qui lui appliquaient certains passages du prophète Daniel et de l'Apocalypse de saint Jean, et des astrologues avaient prédit à l'infortuné une prochaine restauration [1].

La réunion des Etats du Cercle de la Basse-Saxe indiquée plus haut eut lieu, au commencement de mars, dans la petite ville de Segeberg en Holstein. En dehors du roi de Danemark, Christian IV, des ducs de Celle, de Wolfenbattel, de Lauenbourg et de Weymar, on y vit paraître des députés de la Hollande, de l'Electorat de Brandebourg et de la Poméranie [2]. L'Electeur Palatin déchu s'y trouva aussi, mais dans le principe, Christian IV ne voulut avoir avec lui aucun entretien, et lorsque enfin Frédéric fut introduit, il essuya d'amers reproches de la part du Danois. Nous copions ici le rapport d'un espion de l'Electeur de Saxe [3] : « *Le roi Christian, lorsque l'Electeur Palatin est venu le trouver à Segeberg, lui a tenu des propos bien étranges. D'abord il lui aurait, dit-on, demandé : Qui vous a donné le conseil de chasser des rois et d'occuper des royaumes ? Si ce sont vos conseillers, ils ont agi comme des coquins. Ensuite il lui a demandé : Pourquoi avez-vous détruit les statues, les images* [4] *? Et comme le comte Palatin lui eut répondu : Quand quelqu'un a une maison, il aime bien à l'arranger selon son bon plaisir ; le roi répliqua : c'est là justement la question, savoir si cette maison a été à vous. Il ajouta : « Autre-*

---

[1] Senkenberg. *Loco citato.* IV. P. 54 et suivantes.

[2] Von der Decken, I. P. 82.

[3] Muller. « *Recherches* » III. P. 468 et suivantes.

[4] Pour l'acte auquel Christian IV fait allusion, voir plus haut page 180. Le roi comme l'on voit fait le zélé luthérien.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

fois on n'a fait nul cas des Gros-pantalons (les Danois ainsi nommés à cause de leurs pantalons larges) ; *mais maintenant que vous avez mis la charrette dans la boue, vous arrivez auprès d'eux et leur demandez des secours. Il faut que vous vous humiliez devant l'Empereur, et lui demandiez pardon, alors je ferai mes efforts afin que Spinola soit contraint d'évacuer le Palatinat, et que vous recouvriez votre pays héréditaire. Mais quant à la Bohême, je ne veux rien avoir à faire avec elle, car ce n'est qu'une sale affaire.* » Le rapporteur de l'Electeur de Saxe continue : « *Après que le comte Palatin se fût déclaré prêt à renoncer à la Bohême, le roi lui promit d'envoyer une ambassade auprès de l'Empereur pour agir en sa faveur.* » Christian fit encore une autre démarche qui pouvait s'expliquer dans un sens favorable à l'Electeur Palatin, il adressa aux princes rassemblés à Segeberg un discours [1] dans lequel il proposa que les Etats de la Basse-Saxe fissent une alliance défensive avec le Danemark, et qu'ils missent ensemble sur pied une armée de vingt mille fantassins et de six mille cavaliers, afin qu'en cas de nécessité, on pût réprimer les attaques du parti catholique et secourir l'*Union*. Les propositions danoises trouvèrent de l'écho. Une lettre signée du roi de Danemark, de Christian d'Halberstadt et de son frère le Duc, Frédéric Ulrich de Wolfenbuttel, fut adressée le 5/15 mars au général Spinola ; les signataires susdits y faisaient sommation au chef espagnol d'avoir à évacuer le Palatinat. En même temps l'assemblée de Segeberg résolut de reprendre avec de plus amples développements la proposition du roi de Danemark, dans une réunion

[1] Von der Decken. *Loco citato*. I. P. 86.

Digitized by Google Origina from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

du Cercle de la Basse-Saxe qui devait se tenir à Lunebourg à bref délai.

La diète du Cercle s'ouvrit en effet à Lunebourg le 16/26 avril 1621. Dans l'intervalle arriva la nouvelle que l'*Union* s'était disloquée. Alors plusieurs de ceux qui, dès le début, s'étaient montrés tièdes, soit qu'ils redoutassent la vengeance de l'Empereur, soit qu'il appréhendassent les dépenses de la lutte imminente, renoncèrent aux résolutions qu'ils avaient prises. Mais d'autres tinrent ferme. Ils ne voulaient pas être surpris sans être sur leurs gardes [1]. En attendant, le roi de Danemarck avait accompli la promesse qu'à Segeberg il avait faite à l'Electeur Palatin. Une ambassade danoise partit effectivement pour Vienne allant prier l'Empereur de mettre à néant le ban contre Frédéric V, et de le rétablir dans le Palatinat, mais elle n'obtint rien. Après un échange de dépêches multipliées et fort longues [2], entre la cour de Vienne et les envoyés danois, l'empereur Ferdinand renvoya ces derniers avec une réponse où le refus était enveloppé de politesses. Cependant les choses marchaient dans l'Allemagne du Nord d'une telle manière que la situation de l'Electeur eut été encore passable, si seulement le roi de Danemark, après avoir pris les armes, ne les mettait pas bas. Mais ce fut ce qui arriva, et il devint alors évident que le roi Christian IV n'avait jamais sérieusement pensé à soutenir le comte Palatin, mais que ses préparatifs avaient été faits dans un but tout différent.

Rappelons-nous que dans le nord de l'Allemagne il y avait plusieurs fondations très-riches qui, autrefois,

---

[1] Von der Decken. I. P. 90.
[2] Khevenhiller. IX. P. 1370 et suivantes.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dans des jours meilleurs, avaient appartenu à l'Eglise catholique. Mais depuis la paix de religion d'Augsbourg ces anciens fiefs ecclésiastiques de l'Empire étaient devenus un jouet pour l'ambition des fils de princes luthériens qui avaient coutume de s'en emparer sous le nom d'*administrateurs*. Presque toutes les intrigues dont depuis soixante ans les petites cours de l'Allemagne du nord étaient le théâtre, toutes les petites jalousies, tous les mauvais vouloirs de l'un contre l'autre roulaient sur la question de savoir qui posséderait ces biens autrefois ecclésiastiques. Or le maître du Jutland se était aussi autorisé à pourvoir les princes ses fils aux frais de l'Allemagne et grâce à de telles fondations. C'était l'œuvre de la pieuse générosité ou de la sagesse politique de nos empereurs qui, plusieurs siècles auparavant, les avaient établies comme des centres de doctrine chrétienne, comme des liens de l'unité de l'Empire, comme des places d'armes et des postes de missions destinées à convertir les Slaves et Scandinaves payens. Les efforts du roi de Danemark ne furent point stériles. Déjà en 1617, il avait envoyé en Allemagne son fils Frédéric pour en tirer en une fois comme bonne prise, un archevêché : Brême, et deux évêchés, Werden et Osnabruck [1]. Au printemps de 1621, il atteignit en partie le but qu'il ambitionnait. Frédéric obtint des chapitres capitulaires luthériens, qui continuaient d'exister comme par ironie, la future succession pour Brême, et une promesse pour Werden. En même temps un de ses frères, le prince Ulrich, reçut le droit de survivance pour Schwérin [2]. A cela manquait encore cependant la confirmation de l'Em-

[1] Von der Decken. I. P. 57.
[2] Ibid. P. 91.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

pereur. C'était précisément pour l'obtenir que le roi avait fait tous ses armements, qu'il avait convoqué à Segeberg et à Lunebourg les diètes des Cercles et qu'il avait pris le masque et feint de songer à faire quelque chose pour l'Electeur Palatin déchu. En menaçant de faire la guerre il voulait se faire acheter son inaction au prix de la confirmation de l'Empereur pour sa captation d'héritage de biens ecclésiastiques. Ce fut en effet ce qui arriva. On donna sans doute au Danois des assurances, qui n'étaient pas du reste prises au sérieux, et tout à coup il suspendit ses armements. La conduite de Christian IV à cette occasion est la meilleure garantie de vérité pour le portrait de son caractère [1], que traçait en 1623, le landgrave de Darmstadt Louis V, dans un rapport secret adressé à son beau-fils le duc Georges de Lunebourg. « *Le roi de Danemark*, y est-il dit, *n'a que deux choses en vue, gouverner dans son pays en souverain absolu et agrandir le Danemark aux dépens de l'Allemagne; il ne songe point à faire la guerre à l'Empereur. Il est extrêmement immoral et vit ouvertement en adultère. Parent de l'Electeur de Brandebourg, parent de l'Electeur Palatin*[2] *et d'autres maisons allemandes, il n'entend se servir de ses liens du sang que pour satisfaire son ambition, bien qu'il feigne toute autre chose. Il est riche, mais ne prodiguera jamais ses richesses pour la cause luthérienne en général. Les Etats du royaume de Danemark redoutent les efforts qu'il fait pour s'élever au pouvoir absolu, et ne se prêtent pas volontiers à ce qu'il lève*

[1] Von der Decken. I. P. 113.

[2] La sœur de Christian IV, Anne, était reine d'Angleterre et belle-mère de Frédéric V ; sa femme Anne-Catherine était tante de l'Electeur de Brandebourg.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

des armées. Christian IV a du penchant pour la guerre et croit être un bon général, mais en réalité il ne l'est pas : il se dégoûte vite de faire la guerre, comme de toute autre chose; bref, il ne mène rien à son terme. »

Frédéric V n'avait pas attendu que les affaires eussent pris, dans l'Allemagne du nord, la tournure que nous venons d'exposer; de Segeberg, il s'était rendu en Hollande où sa femme l'avait précédé. Il espérait y trouver également des secours, mais, à comparer l'issue de ses démarches avec celles de ses demandes en Allemagne, il tomba de fièvre en chaud mal [1]. Un rapporteur Saxon va nous le raconter. Pollnitz, que l'Electeur Jean-Georges avait envoyé à la Haye pour épier les démarches de l'Electeur Palatin, écrit à Dresde ce qui suit [2] : « *J'ai trouvé ici l'Electeur Palatin dans un état voisin de l'indigence. En effet, bien que le bruit ait couru que l'entretien de la famille de l'Electeur Palatin serait aux frais des Etats, la chose en réalité est toute autre. Ce n'est que pendant les trois ou quatre premiers jours qu'elle a été défrayée; à l'heure présente, elle est forcée, pour pouvoir vivre, de vendre journellement des chevaux, des bijoux, et tout ce qu'elle a apporté, et ne sait point encore comment s'arrangera son avenir.* » Frédéric ne prenait point fort à cœur sa malheureuse position. L'espion continue ainsi : « *Quant à l'Electeur Palatin personnellement, on ne dirait point à ses allures que jamais rien de fâcheux lui soit arrivé; au contraire, il se promène tous les jours à pied ou en voiture en dehors de la Haye, et*

[1] Littéralement « *de la poële dans la braise.* » Note des traducteurs.

[2] **Muller.** « *Recherches.* » III. P. 460 et suivantes.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

joue à la paume avec les jeunes princes (ses fils) dans le bois au devant de la Haye, ce qui est considéré par beaucoup de gens, plutôt comme un jeu d'enfants que comme un jeu de roi. Le prince Maurice d'Orange en est aussi fort mécontent, et dit qu'il siérait mieux à l'Electeur de réfléchir nuit et jour aux moyens de reconquérir le Palatinat et la couronne de Bohême qu'il a perdue, que de passer son temps à de telles puérilités. » L'intention de Maurice d'Orange en traitant et prenant par la famine, le monarque déchu, ressort clairement de ce que rapporte plus loin le Saxon : « *Le roi d'Angleterre (Jacques, beau-père de Frédéric V), a dans plusieurs missives fait de sévères réprimandes aux Etats, leur disant qu'ils seraient la principale cause de la perte de sa fille et de ses petits-enfants ; que même à présent ils montaient encore la tête au comte Palatin, et que, au lieu de lui conseiller de se réconcilier avec l'Empereur, ils le retenaient plutôt.* » La chose est claire. Les Etats qui avaient poussé en avant l'Electeur Palatin jusqu'en Bohême pour s'en faire un bouclier, qui les protégeât contre la puissance de l'Autriche, voulaient de même se servir de nouveau de lui pour leur utilité. Frédéric devait donc retourner promptement en Allemagne avec l'argent de la Hollande, pour y renouveler la guerre. Et comme il ne sentait aucune envie de continuer une entreprise si périlleuse, on le laissait souffrir de la faim. Le manque du nécessaire devait, selon les espérances des hauts et puissants seigneurs, avoir raison de l'aversion du prince déchu, et finalement le transformer en un instrument empressé des plans de la Hollande contre les Habsbourg. On verra bientôt que ce calcul était juste.

Cependant la dernière lueur d'espérance qu'il avait

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

placée dans les secours de l'Allemagne s'était complètement éteinte. Déjà depuis la convention d'Ulm [1], l'*Union* ne donnait presque plus aucun signe de vie ; la nouvelle de la bataille de Prague frappa de terreur les princes coalisés. Il est vrai qu'à la fin de l'année 1620, le chevalier Morton vint dans la Haute-Allemagne comme ambassadeur du roi d'Angleterre Jacques, avec des lettres qui prêchaient à l'*Union* la persévérance [2], et, ce qui était plus fort encore, avec cent mille couronnes dans ses poches qu'il devait offrir pour l'entretien de l'armée des confédérés, mais ce moyen n'eut plus d'efficacité. Le jour même (19/29 janvier 1621) où Ferdinand II lança contre l'Electeur Palatin et ses complices sa déclaration de mise au ban, le duc de Wurtemberg Jean-Frédéric, un des princes les plus puissants appartenant à l'*Union*, adressa de Stuttgart à l'Empereur une lettre [3] dans laquelle il demandait presque grâce et s'offrait à exhorter à la paix les membres de l'*Union* dans la réunion très-prochaine qu'elle devait tenir à Heilbronn. Le bruit de mesures sévères que l'on projetait à Vienne et surtout la menace faite par le général espagnol Spinola, d'envahir le Wurtemberg en partant du Palatinat déjà conquis, si Jean-Frédéric continuait à défendre la cause de l'Electeur Palatin, avaient déterminé le Duc à cette démarche qui devait entraîner la dissolution de l'*Union*. L'assemblée de l'*Union*, à laquelle le duc de Wurtemberg faisait allusion dans la lettre précitée, se réunit au commencement de février 1621 à Heilbronn. En dehors de ce Duc, en dehors du margrave de Brandebourg,

[1] Voir plus haut P. 174.

[2] Voir le texte chez Sattler : *Les ducs de Wurtemberg.* » VI. Appendice. P. 149 et suivantes.

[3] Sattler. Ibid. P. 150 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Anspach, Joachim-Ernest, qui était en même temps généralissime de la confédération, de Georges-Frédéric de Bade et enfin de beaucoup de chargés d'affaires des princes et villes de l'*Union*, il vint aussi à cette diète des députés anglais et hollandais [1]. Ceux-ci cherchèrent à rallumer le courage profondément abattu des princes réunis, et promirent de riches secours en argent, si l'alliance se maintenait. Le margrave de Brandebourg, Anspach, leur donna son assentiment et il est facile de s'expliquer pourquoi ce seigneur partageait l'avis des Hollandais et des Anglais. Un chargé d'affaires de l'Electeur de Saxe, qui s'était rendu en personne à Heilbronn, dit, dans une lettre par lui adressée à Dresde [2] : « *Le margrave Joachim-Ernest touche par an un traitement d'environ cent vingt mille florins comme généralissime de l'*Union; *comme membre de cette* Union *le contingent qu'il a à verser dans la caisse commune monte tout au plus à vingt mille florins, par conséquent il lui reste chaque année un profit net de cent mille florins en espèces. On ne peut donc s'étonner que Sa Grâce le Prince désire la continuation de la guerre.* » On le voit, c'était au prix d'une tonne d'or que ce pieux prince de Brandebourg continuait à défendre comme par le passé, la cause de l'Evangile! Mais ni son éloquence, ni les arguments des Anglais et des Hollandais n'obtinrent de succès. Les messagers de plusieurs villes s'étaient abstenus de paraître à Heilbronn parce que déjà au commencement de l'année, ces villes avaient noué des négociations avec la cour de Vienne [3]. D'autres partirent avant la conclusion

[1] Senkenberg. *Loco citato.* IV. P. 30.
[2] Muller. « *Recherches* » III. P. 467.
[3] Senkenberg. IV. P. 19. note C. Muller. *Loco citato.* P. 467.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

des débats. Strasbourg annonça à l'Assemblée, par un message en date du 12 février, qu'il se retirait de l'*Union*. Or, jusque là les princes avaient relativement peu versé dans les caisses de l'*Union*; on avait fait retomber sur les villes la majeure partie des frais, comme il en avait déjà été lors de la Ligue de Smalkalde [1]. Il en résultait que les seigneurs, — si leur intention était de maintenir plus longtemps la fédération — devaient, à partir de ce moment, les villes impériales leur faisant défaut, pourvoir eux-mêmes aux apports d'argent. Et cela ils ne le voulaient pas, ils ne le pouvaient pas. Par conséquent, l'*Union* marchait à une irrésistible dissolution. Dès que cela fut décidé, le margrave d'Anspach ne manqua pas de changer de rôle et de coopérer dès lors avec zèle à l'œuvre de destruction. Il ne voulait plus alors que mériter les remerciements de l'Empereur. Avec plus de zèle encore agit le landgrave Louis de Hesse-Darmstadt qui était toujours resté étranger à l'*Union*, mais par contre se distinguait par ses sentiments de loyauté envers l'Allemagne et l'Empire. Par sa médiation et après un long échange de correspondances fut arrêtée le 2/12 avril la convention qui suit entre l'*Union* et le général Spinola agissant au nom de l'Empereur et de l'Espagne. « *Les princes unis s'engagent à ne plus rien tenter par les armes contre Spinola, contre les places qu'il a occupées et contre les puissances qui sont en alliance avec lui; ils ne prêteront secours au comte palatin Frédéric V ni indirectement, ni directement; ils promettent de ne point prolonger l'*Union *qui sans cela déjà finirait le 4/14 mai, ni en faveur de Frédéric V, ni d'une autre manière*

[1] Sattler. « *Les ducs de Wurtemberg.* » VI. P. 147.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

*hostile à l'Empereur; et de ne point renouer une autre fédération. Ils emmèneront aussi, même avant le délai stipulé, leurs troupes en dehors du Palatinat et des autres places qui ne leur appartiennent pas, et resteront désormais fidèles à l'Empereur. Par contre, Spinola donne sa parole de ne traiter en ennemi aucun des membres de l'*Union *ou de ceux qui sont leurs amis* [1]. L'électeur palatin Frédéric V, qui depuis onze ans était la tête de la fédération, était par là sacrifié.

Au commencement de mai les membres de l'*Union* se réunirent pour la dernière fois à Heilbronn. Leur tâche consistait à liquider au plus tôt l'hoirie de la fédération, et à régler les arriérés. Une masse effrayante de dettes se révéla alors, dettes qu'un document [2] authentique évalue à un million de florins et qu'un autre, tout aussi digne de foi, mais antérieur de quelques mois, élève à deux millions neuf cent quatre-vingt-deux mille florins [3]. On n'en assigna qu'un million à payer, à ceux des membres de l'*Union* qui se réunissaient en mai à Heilbronn et qui ne sortaient qu'à ce moment de la confédération. Après l'apuration des comptes parut la déclaration que l'*Union* était dissoute, avec la réserve toutefois que ses membres continueraient entre eux un échange de correspondance pour la protection de la religion et de la liberté. Cette clause laissait en perspective la possibilité d'une reconstitution de l'*Union* dans des circonstances plus favorables. Du reste l'on n'entendit de tous côtés, tant que dura la réunion, que

---

[1] Senkenberg. IV. P. 35.

[2] Sattler. « *Les ducs*, etc. » VI. Texte. P. 155.

[3] Muller. *Loco citato*. III. P. 468 en haut. Le rapport du Saxon porte la date du 19 février/1er mars 1621.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

méchants propos. Le margrave de Bade Georges-Frédéric accusait de trahison [1] le duc de Wurtemberg et Joachim-Ernest de Brandebourg-Anspach, l'ancien chef militaire de l'*Union*. Tous deux, disait-il, s'étaient laissés corrompre par les Espagnols et par l'Empereur. Il est permis d'en conclure que le margrave de Bade était mécontent de la dissolution de l'*Union* et désirait continuer la guerre. On voyait transpirer cette tendance dans des actes antérieurs du même seigneur. Au mois de mars, à un moment où déjà l'on négociait la question de mettre bas les armes, Georges-Frédéric avait enrôlé de nouveaux soldats [2], et déclaré sans détour qu'il ne licencierait point ces troupes quelle que fût la résolution que décrèteraient les autres membres de l'*Union*. Les actes ultérieurs du margrave concordent aussi parfaitement avec ce qu'il fit au mois de mars, et ce qu'il dit à Heilbronn au mois de mai. Six mois après nous le trouverons encore faisant campagne contre l'Empereur. Qu'on forme un faisceau de tous ces indices que nous venons d'énumérer, il en résultera que certains membres de l'ancienne *Union* ne comptaient nullement déposer les armes, mais songeaient à reprendre sous une autre forme la guerre contre l'Empereur. Nous trouverons bientôt des preuves plus fortes de cette disposition.

Néanmoins l'*Union* en tant qu'alliance de plusieurs confédérés était dissoute et dissoute d'une manière pitoyable. Quelle différence entre le printemps de 1619 et les mois correspondants de 1621 ! A la première époque les membres les plus ardents et les plus avides de l'*Union* se berçaient dans les rêves d'une ambition

---

[1] Senkenberg. IV. P. 43.
[2] Senkenberg. IV. P. 29.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

démesurée [1]. « *L'Empire devait recevoir une forme absolument différente, la maison de Habsbourg être terrassée avec tous ses adhérents.* » Un plan plus complet comportait ceci : « *On élèverait le prince d'Anhalt à la dignité d'électeur de Mayence avec droit héréditaire, et d'archichancelier de l'Empire, Maurice d'Orange et le duc de Bouillon à celle d'Electeurs de Cologne et de Trèves; on récompenserait Bethlen-Gabor en le reconnaissant comme roi de Hongrie et on créerait pour lui un huitième Electorat. Joachim-Ernest d'Anspach devait recevoir l'évêché de Wurtzbourg, et tout autre coopérateur une part proportionnelle des biens ecclésiastiques mis à la curée.* » On le voit, cette perspective n'était autre chose qu'un pillage général et de l'Eglise et de l'Empire tels qu'ils étaient constitués dans le Moyen-Age. Tels étaient les rêves de ces seigneurs à l'époque où la révolte de la Bohême n'avait que des prospérités, et où Frédéric se préparait à saisir la couronne de ce pays, et maintenant que le danger approchait, ils mettaient bas les armes et se dispersaient. Méritaient-ils un autre sort que celui qui allait fondre inévitablement sur eux? Nous passons sous silence la misère et la détresse qui, par suite des actes et des intrigues de cette lâche avidité, étaient tombées sur l'humanité.

---

[1] L'esquisse suivante trouvée parmi les papiers du *roi d'hiver* de Bohême, et d'un haut intérêt, fut publiée pour la première fois par Muller : « *Recherches.* » III. P. 454, et est extraite d'une lettre de l'envoyé de l'Electeur de Saxe à Vienne, datée du 5/15 mars 1621.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE CINQUIÈME

Le théâtre de la guerre est transporté de la Bohême dans le Palatinat du Rhin. — Nouvelle alliance contre l'Empereur. — La maison ducale de Weymar. — Le margrave Georges-Frédéric de Bade-Durlach, et Christian de Brunswick. — Campagne de 1622. — Batailles de Wimpfen, de Höchst et de Fleurus. — L'armée du Palatinat est dissoute. — Le titre électoral est transféré du Palatinat à la Bavière.

Après la dissolution de l'*Union*, il ne restait plus en armes pour Frédéric V que Mansfeld, un général du Palatin, Obentraut, qui, avec des troupes peu nombreuses, défendait contre les Espagnols quelques villes de son maître, et enfin le général anglais Horace de Vere qui commandait la petite armée de ses compatriotes. Cette armée, ainsi que nous l'avons déjà dit, avait été réunie à quelques enseignes de troupes hollandaises et absorbée dans l'ensemble des forces de l'*Union*. Mais d'autres se préparaient secrètement à agir pour lui. Partant de cette hypothèse que si la guerre se prolongea dans les conjectures de ce moment la cause en fut dans la volonté de l'Empereur, presque tous les historiens de la guerre de Trente-Ans élèvent des plaintes pleines

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

d'émotion [1] contre Ferdinand qui, après avoir vu ses Etats héréditaires reconquis, ne pardonna pas à ses ennemis et ne conclut pas avec eux la paix en remettant l'épée dans le fourreau. C'eut été, disent-ils, conjurer les malheurs de vingt-huit années qui eussent été écartés de l'Allemagne. Ces assertions et d'autres semblables nous semblent, il faut le dire, ridicules, absurdes et hypocrites. En premier lieu, si l'Empereur eut procédé de la manière ainsi exigée, ses adversaires dans l'Empire n'y auraient vu qu'une preuve de sa faiblesse et de nouveau auraient conspiré contre lui, comme le firent en réalité Christian d'Halberstadt, le margrave Georges-Frédéric de Bade et quelques ducs de la branche Ernestine, leurrés par l'argent de la Hollande. En second lieu, il n'est point vrai que Ferdinand se trouva de nouveau en possession de ses Etats héréditaires. Il avait donné en gage au duc de Bavière la Haute-Autriche, à l'Electeur de Saxe la Lusace; et l'Empereur, appauvri par la révolte ne pouvait dégager ses gages qu'en assignant à son créancier principal, le Bavarois, l'héritage de l'Electeur Palatin déchu. A cela s'adjoignait encore un troisième motif plus important. Depuis un siècle la couronne impériale de Germanie était devenu l'objet des outrages et des moqueries de ses vassaux déloyaux et d'indignes empoisonneurs de l'Empire sous le masque de l'Evangile. Il se présentait à cette heure une occasion qui peut-être ne reviendrait plus de rétablir l'ordre, de rendre à la nation allemande son unité et de livrer les malfaiteurs au châtiment par eux mérité. Le fer était chaud, il fallait le battre ce jour-là ou jamais.

[1] Ainsi dans ces derniers temps encore Pfister dans son *Histoire des Allemands*. IV. P. 455.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Du reste, l'hypothèse des détracteurs de Ferdinand est fausse en fait. Ce ne fut point sa faute si la paix ne se fit pas. Ce ne fut point la faute de Maximilien de Bavière. La prolongation de la guerre doit être imputée à ceux là qui seuls profitaient de la guerre : à Mansfeld, aux Hollandais, aux ducs de la ligne Ernestine, bref à tous ceux qui espéraient par ce moyen en retirer du profit. Nous montrerons cela dans le développement des événements. L'Empereur, lui, ne désirait pas et ne pouvait pas souhaiter la prolongation de la guerre parce qu'il ne possédait pas une armée disponible, parce qu'il ne combattait qu'avec les armes de la *Ligue* et que c'était à elle qu'il devait sa victoire. Or, la *Ligue* n'était nullement un instrument dans la main de l'Empereur. Elle ne l'était même pas dans celle du duc Maximilien. Rien n'est mieux approprié à démontrer que la *Ligue* était par sa constitution une alliance purement défensive que l'attitude prise par ses membres vis-à-vis de Maximilien au commencement de l'année 1621. Ils s'imaginaient qu'on en avait maintenant assez fait, que le danger avait disparu et qu'on pouvait dès ce moment dissoudre l'alliance. A peine la bataille de Prague était-elle gagnée que les Electeurs des pays rhénans refusèrent de payer les cent mille florins que jusques-là ils avaient versés chaque mois. Les autres Etats suivirent l'exemple des principautés rhénanes, ils jugeaient que par la soumission de la Bohême le but principal de l'alliance était atteint. Pour remédier à cette disposition dangereuse des membres de la *Ligue*, le duc Maximilien, en février 1621, convoqua une diète à Augsbourg [1]. Ses envoyés

[1] D'Aretin. « *Les relations étrangères de la Bavière.* » I. P. 158 et suivantes, et Appendice P. 96 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

y exaltèrent fortement les mérites de la Bavière pour la cause commune et la nécessité d'efforts ultérieurs. « *Dans la dernière campagne*, dirent-ils, *le Duc à lui seul a fait plus que tous les alliés des pays rhénans ensemble; il a risqué son corps et sa vie, ses biens et son sang, son pays et ses gens, pendant que d'autres attendaient commodément l'issue de la lutte. Par la victoire de Prague ce ne sont pas seulement l'Empereur et les pays de la Haute-Allemagne, mais aussi tous les pays du Rhin qui ont été délivrés d'un grand danger. Si la* Ligue *se dissout maintenant, les Etats du Rhin éprouveront en très-peu de temps, à leur grand préjudice, de quelle utilité était pour eux l'alliance. Le temps n'est pas encore venu de mettre bas les armes. L'*Union *est encore toute armée, l'Angleterre et les Etats Généraux sont prêts à donner des secours en argent et en auxiliaires. En Hongrie, en Silésie, même dans une partie de la Bohême, l'état de rébellion persiste, et l'Empereur ne cesse de demander assistance.* » Les représentations du Duc ne restèrent point absolument sans succès. L'assemblée résolut de continuer à entretenir une armée de quinze mille hommes pour la protection de l'Empereur. Mais au cas qu'un membre de la *Ligue* fût attaqué, l'armée des confédérés devait avant tout voler au secours du confrère en butte à l'agression. D'après le calcul de Maximilien, les frais pour quinze mille hommes s'élevaient à deux cent cinquante-cinq mille florins par mois. La première question fut de savoir comment on se procurerait cet argent. Au début, les Etats du Rhin ne voulaient se charger que de cinquante mille florins, la moitié de leur contingent précédent; ce ne fut qu'après de longs pourparlers qu'ils finirent par accorder soixante-quinze mille

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

florins. Le Duc avait atteint son but principal. La continuation de l'alliance pour l'avenir le plus prochain était assurée.

Il faut maintenant nous occuper du comte de Mansfeld. Il a été dit plus haut que, de Pilsen, le comte s'était rendu à l'avant-dernière réunion de l'*Union* qui eut lieu à Heilbronn, au mois de février 1621. Il y cherchait de l'argent, mais il n'en obtint point. Le chargé d'affaires de l'Electeur de Saxe, Lebzelter, dont le nom a été plus d'une fois prononcé, était venu aussi à Heilbronn pour espionner les mouvements des membres de l'*Union*. De là, il écrit à Dresde à la date du 19 février/1er mars[1] : « *Le 14 courant, le comte de Mansfeld est parti de Heilbronn tout à fait mécontent; car, ainsi que je l'apprends, non-seulement il n'a pu obtenir aucun argent, mais même il n'a pas eu la moindre promesse qu'il allait lui en venir. Aussi, dit-on, serait-il résolu de tout piller et enlever et de gagner ensuite le large avec son butin.* » Sur ce dernier point toutefois l'espion saxon est dans l'erreur. Mansfeld avait reçu de Frédéric V, son maître prétendu, l'ordre, s'il ne pouvait réussir à reconquérir la Bohême, de garder au moins le Haut-Palatinat, l'Etat héréditaire du malheureux Electeur qui touchait immédiatement à ce royaume. C'est là que Mansfeld, à cette heure, s'était solidement établi et qu'il cherchait de toutes les manières à renforcer ses forces actives. Et voici que ses enrôlements furent suivis de la plus incroyable réussite.

Et d'abord deux princes allemands entrèrent sous ses drapeaux. Dorothée-Marie, née princesse d'Anhalt, mariée au duc de Saxe-Weimar Jean III, avait donné à

---

[1] Muller. « *Recherches.* » III. P. 466, en bas.

Digitized by Google Origina from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

son époux onze enfants mâles dont sept atteignirent l'âge mûr de l'homme. Dans cette série des sept jeunes princes de la ligne Ernestine, six, Jean-Ernest, Frédéric, Guillaume, Jean-Frédéric, Ernest et Bernard portèrent, dès qu'ils commencèrent à avoir la barbe au menton, les armes contre l'Empereur d'Allemagne [1]. Celui d'entre eux qui acquit le plus de gloire ce fut le dernier né, Bernard, le futur compagnon de Gustave-Adolphe, le vengeur de sa mort, le conquérant de l'Alsace, mais aussi le complice le plus important de ces menées qui firent passer cette belle et noble portion de l'ancien duché d'Alémanie aux mains du Français, l'ennemi de l'Empire pour qui elle fut perdue. Pendant que Bernard était encore confié à la vigilance d'un gouverneur, ses trois frères aînés Jean-Ernest, Frédéric et Guillaume se rendirent au mois de novembre 1619 à Nuremberg, à la diète de l'*Union*. Ils y accédèrent à la fédération protestante, et s'allièrent aussitôt intimément avec le nouveau roi de Bohême [2]. Ils espéraient sans doute à la faveur du renversement de la constitution de l'empire d'Allemagne — renversement que l'on préparait, nous l'avons vu — assouvir, comme chevaliers de l'Electeur Palatin, leurs vengeances de famille sur les Habsbourg, et rendre à la maison Ernestine la dignité électorale arrachée à leur grand-père. Les ducs Frédéric et Guillaume accompagnèrent à Prague le *roi d'hiver*, quant à l'aîné Jean-Ernest, il partit au mois de février 1620 pour les Pays-Bas afin d'y presser l'équipement d'un régi-

---

[1] B. Rose. « *Jean-Frédéric IV, duc de Saxe.* » Neustadt 1827. VIII. P. 12.

[2] B. Rose. « *Le duc Bernard de Saxe-Weimar.* » I. P. 35 et suivantes. Nous aurons souvent dans la suite de cette histoire à citer cet ouvrage extrêmement important.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ment d'infanterie dont Maurice d'Orange payait les frais. De là il revint en Bohême et combattit devant Prague avec ses deux frères, pour Frédéric V. Après la chute du roi, Jean-Ernest suivit le fugitif dans les Pays-Bas, ses deux plus jeunes frères au contraire se joignirent à Mansfeld et enrôlèrent pour lui des troupes [1], non sans quelques difficultés, il est vrai. L'Electeur de Saxe Jean-Georges avait comme chef de toute la maison de Wettin fait plusieurs vaines tentatives pour amener ses cousins de la ligne Ernestine à se séparer de l'Electeur Palatin et à se réconcilier avec l'Empereur [2]. Après ces démarches, il fit marcher une partie de son armée sur le territoire de Weimar pour empêcher les préparatifs de guerre des deux frères [3]. Mais cette mesure fut inefficace. Guillaume et Frédéric s'échappèrent avec les troupes qu'ils avaient rassemblées et rejoignirent Mansfeld dans le Haut-Palatinat. Ce fut ainsi que le comte entra en relations avec les ducs de Weimar.

Bientôt il reçut un renfort plus important encore. Au mois de mai 1621, l'armée de l'*Union* avait été licenciée. Mais — chose remarquable — la plupart de ces soldats congédiés, au lieu de rentrer en leur maison, affluèrent dans le Haut-Palatinat auprès de Mansfeld. Pendant que de l'autre côté des Erzgebirge une partie de ses anciennes bandes occupait encore quelques villes de Bohême, il rassembla en deça, dans son camp de Weidhausen sur la frontière bohémienne, une armée de treize mille hommes d'infanterie et de sept mille de cavalerie [4]. La question qui se pose immédiatement est celle de

---

[1] Rose. *Loco citato*. P. 11.
[2] Ibid. *Loco citato*. P. 12.
[3] Ibid. P. 92 et Muller « *Recherches.* » III. P. 112.
[4] Senkenberg. IV. P. 70.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

savoir qui avait donné à Mansfeld l'argent nécessaire pour attirer à son service une armée si nombreuse. Car l'enrôlement des hommes armés coûtait à cette époque de fortes sommes. Seuls, Maurice d'Orange et les Etats républicains des Pays-Bas, peut-être aussi l'Angleterre, pour une partie, peuvent avoir été en secret ses bailleurs de fonds. Rappelons-nous que l'avant-dernière réunion de l'*Union* à Heilbronn les envoyés hollandais et anglais avaient offert de l'argent si la confédération continuait à rester sous les armes. Comme leur don magnanime fut refusé par les princes, le contenu de leurs sacs d'argent, les valeurs de leurs lettres de change, doivent avoir coulé dans les poches de Mansfeld, puisque effectivement celui-ci prenait à son compte la prolongation de la guerre qu'ils avaient demandée. Je suppose que ce furent ces mêmes envoyés hollandais qui, dans l'affaire exposée plus haut des arrérages de l'*Union* [1], couvrirent la différence des deux comptes. Et cette supposition ne se fonde pas simplement sur des vraisemblances et des déductions, bien qu'en pareil cas elles soient d'un grand poids, elle s'appuie aussi sur de vraies preuves. Lorsque le comte de Wurtemberg Jean-Frédéric, en qualité de commandant supérieur du Cercle de Souabe, voulut, au mois de mai 1621, congédier les soldats de l'*Union*, les régiments hollandais, qui jusques-là avaient fait partie de cette armée, déclarèrent qu'ils ne s'en iraient pas avant qu'on ne leur eut fait un cadeau extraordinaire. Ils furent en cela fortement appuyés par l'envoyé des Etats, Joachimi. Le Duc ne pouvait ni ne voulait accéder à cette demande. Les Hollandais restèrent donc [2] et plus tard ils se réuni-

[1] P. 241.

[2] Sattler. « *Des ducs de Wurtemberg.* » VI. P. 158.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

rent à Mansfeld. Je pense que c'est une preuve suffisante que le transport de la guerre de Bohême en Allemagne et la formation d'une nouvelle armée qui prit la place de l'*Union* furent des mesures qui émanèrent de La Haye ou d'Amsterdam.

Mais pourquoi la *Ligue* et Tilly laissèrent-ils le comte assembler sans obstacles ces corps de troupes fraîches sur les frontières de la Bohême? On peut répondre que Tilly avait à maintenir la tranquillité en Bohême, à préparer le siége des places fortes de Bohême encore occupées par les bandes de Mansfeld. En outre, son armée avait aussi gravement souffert dans sa campagne et avait besoin de se rétablir. De plus c'était juste à cette époque qu'était en question la prolongation de la *Ligue*, prolongation que Maximilien ne fit accepter qu'à grand'peine. Ceci explique suffisamment ses retards.

Ce ne fut que sur la fin de mai 1621 que Tilly avec les troupes bavaroises [1], le colonel Bauer d'Eisenegg avec celles de Wurtzbourg et de Bamberg, marchèrent de la Bavière sur le Haut-Palatinat contre Mansfeld. Celui-ci, pour séparer de Tilly le colonel Bauer envoya aux chapitres de Wurtzbourg et de Bamberg un trompette porteur d'une lettre dont le contenu portait [2] « *qu'ils devaient rappeler leurs régiments en ce moment attachés à l'armée de Tilly et ne plus s'occuper dorénavant des affaires séculières qui ne regardaient en rien les gens d'Eglise ; qu'autrement, aussi vrai qu'il était un fidèle chevalier, il dévasterait par le fer et le feu leur territoire.* » Ces menaces furent sans effet ; les troupes épiscopales restèrent unies à l'armée bavaroise; aussi

[1] Muller. « *Recherches.* » III. P. 441 et 443
[2] Senkenberg. IV. P. 79.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Mansfeld tint-il sa parole et fit-il dévaster par des batteurs d'estrade le territoire des deux évêques [1]. Pendant ce temps Tilly avait occupé une position dans le voisinage du camp de Mansfeld. Il s'en suivit une série de petits combats, mais aucune affaire décisive, parce que Mansfeld, après avoir attiré à lui les soldats licenciés de l'*Union* pouvait balancer les forces des Bavarois. L'été s'écoula sans faits marquants. Des épidémies sévirent dans l'un et l'autre camp; il semblait que la guerre s'était fourvoyée dans une impasse.

Tilly écrivit à son maître, Maximilien Ier, des lettres pressantes [2] pour qu'il lui envoyât des renforts et vint lui-même à l'armée. En effet, le duc seul pouvait le tirer d'embarras. Mais les affaires s'étaient embrouillées d'une étrange manière. Deux négociations se poursuivaient d'une manière parallèle; celle de Mansfeld pour sa réconciliation avec l'Empereur, et celle du duc Maximilien réclamant la récompense à lui promise. Le nouveau pape Grégoire XV, qui monta sur le siége de saint Pierre le 9 février 1621, ou plutôt son neveu, le cardinal Louis Ludovisi [3], envoya à Vienne un négociateur très-distingué, le père Hyacinthe, capucin, pour appuyer la demande du duc de Bavière. Le 12/22 septembre, l'Empereur signa l'acte authentique de la récompense désirée, mais sous la condition que pour le moment cette concession serait tenue secrète [4].

En même temps, eut lieu un autre brusque changement. Au mois de juin 1621, Mansfeld avait reçu de La

---

[1] Lettre d'un envoyé anglais dans les *Relations extérieures de la Bavière*, d'Aretin. P. 172.

[2] Westenrieder. « *Documents.* » VIII. P. 150.

[3] Ranke. « *Les princes et les peuples.* » III. P. 451.

[4] D'Aretin. « *Relations étrangères de la Bavière.* » I. P. 171.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Haie cent cinquante mille florins pour continuer la guerre. Il levait en même temps des contributions dans tous les pays qui l'entouraient et traitait le Haut-Palatinat de telle sorte qu'on eut cru qu'il voulait contraindre les sujets de Frédéric V à se jeter du côté de Maximilien. Mais il ne se sentait pas en sécurité, et il commença, ainsi qu'il avait coutume de faire en telles situations, à prier qu'on voulût bien ouvrir pour lui des négociations. Il sollicita son pardon auprès de l'Empereur [1]. Ferdinand était prêt à l'accorder, il donna commission à Maximilien de suivre cette négociation. Mansfeld demanda une indemnité pour lui et son armée. On était disposé à céder encore sur ce point. Les pourparlers durèrent du mois de juin au mois d'octobre. Mais en attendant, Maximilien agissait et avançait toujours. Au commencement de septembre, le duc quitta Munich, sa résidence ordinaire, pour se rendre à Straubing non loin du théâtre de la guerre. De là, il convoqua ses milices, entra sans tarder dans le Haut-Palatinat, s'empara, le 15/25 septembre, de la ville de Cham, et ensuite de Amberg et de plusieurs autres places. Tout cela fut fait très-rapidement et très-facilement, car les habitants du Haut-Palatinat soupiraient après l'heure où ils seraient délivrés des effroyables bandes de Mansfeld. De son côté celui-ci parut prêt à tout accommodement. Il demanda pour lui deux cents mille thalers, pour son armée sept cents cinquante mille florins. Un courrier fut expédié à l'Empereur avec la nouvelle de cet heureux succès. La réponse devait se faire dans les quinze jours à partir du 30 septembre/10 octobre. Mais pendant que les choses en étaient

[1] Voir cette négociation dans « *Les faits chevaleresques de Mansfeld.* » P. 95 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

là, Mansfeld s'échappa durant une nuit d'orage et se précipita à marches forcées vers le Bas-Palatinat. C'était ce point qui allait attirer à lui toute la tempête de la guerre.

Beaucoup de personnes crurent que le duc Maximilien avait à dessein laissé échapper Mansfeld. Mansfeld, parlant de lui-même, raconte que cē fut lui qui rompit la négociation[1]. Néanmoins, il s'éleva contre Maximilien une telle rumeur de l'opinion publique que le Duc adressa, le 21/31 octobre 1621, une lettre particulière à l'Electeur de Mayence comme au chef des membres rhénans de la *Ligue*.

En voici un extrait[2] : « *Comme l'on peut craindre, à l'occasion de la fuite de Mansfeld, que toutes sortes de propos inexacts se donnent carrière, et comme certaines personnes qui n'ont point su comment les choses se sont véritablement passées, émettront peut-être l'avis qu'on n'aurait nullement dû entrer en négociations avec Mansfeld, ou du moins qu'après leur ouverture il fallait le serrer de si près qu'il lui fût impossible de s'échapper, le Duc voudrait exposer à sa Grâce Monseigneur l'Electeur, conformément à la vérité, comment les choses se sont passées.* » Dans sa réponse[3], l'Electeur de Mayence laisse discrètement entendre qu'il ne s'y fie pas absolument, mais en même temps il demande des secours.

Du reste, Mansfeld ne fut point trop gêné quoiqu'il ne reçût pas la somme qu'il avait réclamée de l'Empereur. En effet, pendant qu'il faisait, avec le duc de Bavière,

---

[1] Soltl. « *Guerre de religion.* » III. P. 80.

[2] *In extenso* dans le « *Theatrum Europæum.* » I. P. 555, en bas et suivantes.

[3] *Theatrum*, etc. P. 559, en bas et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

un échange de lettres et de messages, il représentait en même temps aux chargés d'affaires anglais qui se trouvaient en Allemagne, que seule sa détresse pécunière l'avait amené à entrer en relations avec l'Empereur, mais que son désir était de rester fidèle à son ancien maître, et qu'il pourrait l'être si on lui comptait sans retard un fort subside. Ce moyen fut efficace, le roi Jacques lui fit verser quarante mille livres sterling [1]. Par contre, Maximilien entra en possession du Bas-Palatinat. Il savait déjà, à cette époque, que cette conquête allait bientôt devenir sa propriété, car déjà des négociations étaient pendantes entre les cours de Vienne et de Munich pour dégager les pays au-dessus de l'Enns qui avaient été donnés en gage, en cédant à la Bavière, à titre héréditaire, le Haut-Palatinat. Ce plan, nous le verrons plus bas, fut à une date ultérieure mis à exécution.

Cependant la couronne d'Espagne avait rappelé en Flandre le conquérant du Bas-Palatinat, Spinola, le dernier de cette longue série de capitaines hors ligne qui depuis les jours de Charles-Quint avaient couvert de gloire les armes espagnoles [2]; cette gloire, en effet, ne survécut pas à sa mort qui eut lieu en 1630. L'Espagne avait besoin de ses services, l'armistice de douze ans, avec les Hollandais, expirant à la fin de 1621 et le renouvellement de la guerre étant par suite imminent. A la place de Spinola, ce fut Don Ferdinand Gonzalès de Cordova qui prit le commandement supérieur de la petite armée espagnole, restée dans le Palatinat; il com-

---

[1] Aretin. « *Relations étrangères*, etc. » I. P. 177. Lingard. « *History of England.* » London 1825. IX. P. 263.

[2] Voir à son sujet : Von der Decken. « *Le duc Georges* etc. » I. P. 30 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

battit avec succès contre le général Obentraut du Palatinat, et contre l'anglais Horace de Vère. A la fin d'août, Cordova s'empara de toutes les localités appartenant au Palatinat qui étaient situées sur la Bergstrasse, et s'avança ensuite, à la mi-septembre, contre Frankenthal [1], la forteresse la plus importante, Heidelberg mis à part, qui se trouva encore entre les mains des défenseurs de Frédéric V. Déjà il avait pris plusieurs ouvrages avancés, et la chute prochaine de la place paraissait inévitable, lorsque le 13/23 octobre le bruit se répandit dans le camp espagnol que Mansfeld s'était échappé du Haut-Palatinat et se dirigeait à grande vitesse vers le Rhin, bien plus qu'il était déjà proche pour délivrer Frankenthal. La chose était telle en effet. Avec cent huit cornettes d'infanterie, cinquante-six de cavalerie, qui cependant ne formaient ensemble qu'environ dix mille hommes, Mansfeld arriva le 13/23 octobre à Manheim. Après y avoir rallié les troupes anglaises, hollandaises et celles du Palatinat qui combattaient sous l'étendard de Frédéric V, il passa le pont du Rhin et marcha en toute hate sur Frankenthal [2]. Mais les Espagnols n'attendirent point son arrivée, ils levèrent au contraire le siège dans la nuit du 23 au 24. Frankenthal était délivré, un petit nombre seulement de maraudeurs espagnols tombèrent entre les mains des troupes de Mansfeld.

On s'attendait alors à ce que l'armée réunie des partisans de Frédéric V allait poursuivre les Espagnols, bien plus faibles en nombre, les forcerait à livrer bataille et les anéantirait. Mais rien de tout cela ne se fit. Mansfeld extorqua du conseil de la ville de Frankenthal,

[1] *Theatrum Europ.* I. P. 537, en bas et suivantes.
[2] Ibid. P. 540.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

comme récompense de leur délivrance, la somme de douze mille florins, fit mine pendant un instant de chercher l'ennemi, se sépara ensuite d'Obentraut et de de Vère, et entra dans le diocèse de Spire [1] qu'il pilla sans miséricorde. Lorsqu'il n'y resta plus rien à prendre, il tourna ses armes contre l'archiduc Léopold, évêque de Strasbourg, qui, de même que l'évêque de Spire, faisait partie de la *Ligue*, s'empara en peu de temps de Landau, Wissembourg, Haguenau, et força Saverne-en-Alsace à se racheter au prix de cent mille thalers, de l'assaut dont elle était menacée. A l'aide de telles contributions il put passer la fin de l'automne et l'hiver. Il ne tenait pas plus de compte des amis que des ennemis; les catholiques étaient dépouillés jusqu'à la peau; les protestants contraints de lui payer d'énormes sommes sous le nom d'*offrandes spontanées pour les chevaliers* [2]. Et cependant Cordova, peu après l'entrée de Mansfeld dans le Bas-Palatinat, avait reçu un renfort grâce auquel il pouvait être en état de mettre un terme aux rapines du comte. En effet, Maximilien de Bavière, aussitôt après avoir reçu l'hommage du Haut-Palatinat, avait envoyé Tilly avec quatorze mille hommes pour donner la chasse à Mansfeld. Tilly, à peine arrivé, s'empara de la petite ville de Ladenbourg et opéra sa jonction avec Cordova, mais ni l'un ni l'autre n'entreprirent rien de sérieux contre Mansfeld. Divers motifs peuvent avoir été cause de cette négligence; le principal fut certainement la lenteur dans les apports des ressources financières. En effet, au mois d'août 1621, les diocèses du Rhin étaient en retard pour les sommes suivantes :

---

[1] *Theatrum*, etc. P. 541.

[2] Senkenberg. IV. P. 95.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Mayence, pour cent dix-neuf mille neuf cent cinq florins; Trêves — électorat —, pour cent un mille quatre cent quarante-et-un; Cologne — électorat —, pour deux cent quatre-vingt-neuf mille quatre cent vingt-cinq; Worms, pour deux mille six cent trente-cinq; Spire, pour vingt-trois mille treize; Strasbourg, pour soixante-quatorze mille huit cent vingt-et-un; l'abbaye de Fulda, pour dix mille sept cent trente-deux; Murbach, pour vingt-trois mille sept cent trente-huit; Constance, pour cinquante et un mille huit cents [1]. En second lieu les deux généraux en chef, Tilly et Cordova s'entendaient mal entre eux. Et troisièmement enfin, Tilly vit fondre sur lui, à ce moment, un nouvel adversaire qui força le général bavarois à diviser ses forces. C'est de la Basse-Saxe qu'il faut maintenant nous occuper.

J'ai raconté plus haut qu'à l'époque où le roi déchu Frédéric se rendit après la bataille de Prague à Wolfenbuttel, un prince guelfe nommé Christian d'Halberstadt, appuya de toutes ses forces l'Electeur Palatin et ses appels de secours. Il avait tenté même d'exciter le Cercle de la Basse-Saxe à une levée de boucliers contre l'Empereur. Ce Christian, né le 10/20 septembre 1599, était le frère cadet du duc régnant de Brunswick-Wolfenbuttel, Frédéric-Ulric. Dès son bas âge, il avait paru à la cour du roi de Danemark, avait plus tard passé en Hollande pour y apprendre le métier de la guerre, et y était devenu en effet capitaine de dragons avant d'avoir les premiers poils de barbe au menton [3]. Mais il ne put atteindre son but principal; aucun théâtre ne s'offrant à lui durant l'armistice de douze ans entre l'Espagne et les

[1] D'Aretin. « *Relations étrangères de la Bavière.* » I. P. 166.
[2] *Theatrum Europœum.* I P. 542.
[3] Ibid.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Etats Généraux pour s'y exercer à la guerre. Par contre, à son retour dans sa patrie, une occasion favorable lui sourit pour se pourvoir et caser d'une manière paisible. Il a été souvent parlé dans cet ouvrage de l'usage régnant alors de donner à des fils puinés des grandes familles luthériennes de l'Allemagne du Nord, les évêchés et abbayes de ce pays qui depuis la réforme n'étaient pas encore tombés définitivement entre les mains des princes. Les princes ainsi promus n'avaient d'autres engagements que d'encaisser et de dévorer les revenus de ces épaves dont ils héritaient comme successeurs de l'Église catholique, et ensuite de se parer du titre d'évêques luthériens. Leur conduite, leur manière de vivre ne connaissait aucune prescription civile ou religieuse qui pût les gêner; au contraire, à cette époque sauvage la plupart des évêques luthériens — et plus particulièrement Christian de Brunswick-Wolfenbuttel — se distinguaient par une incroyable brutalité et des débauches de tout genre. Déjà le frère aîné de Christian, Rodolphe avait reçu la grasse prébende d'Halberstadt [1]. Après la mort de Rodolphe, le capitaine de dragons hollandais fut élu en 1616 par le Chapitre de la cathédrale pour remplacer son frère sur le siège vacant. L'année suivante, il obtint encore l'abbaye de Michelstein et la prévôté de la fondation de Saint-Blaise, à Brunswick, ce qui formait certes un bon apanage pour un pauvre duc puîné! Seulement il manquait encore une formalité indispensable savoir : la confirmation par l'Empereur d'Allemagne, et celle-là Christian ne put l'obtenir. De là sa haine contre la famille des Habsbourg, et l'intention de s'emparer par la force de ce qu'on lui refu-

[1] Von der Decken. *Loco citato.* I. P. 83.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sait à l'amiable. Il secondait de ses conseils et de ses actes ces armements que faisait, nous l'avons montré plus haut, le Cercle de la Basse-Saxe, et qui étaient la conséquence des assemblées de Segeberg et de Lunebourg. Mais ces armements s'arrêtèrent tout à coup par suite des motifs exposés plus haut, et le Duc, qui n'était alors âgé que de vingt-deux ans, se crut appelé à jouer son rôle pour son propre compte. Il pratiqua en secret des enrôlements parmi les officiers et soldats licenciés par le roi de Danemark ou les princes de Lunebourg, et leur assigna des points de rassemblement en Westphalie. En octobre 1621, il se trouvait déjà à la tête d'un corps d'armée non sans importance, qui se procurait son entretien aux frais des fondations de la Westphalie [1]. La chose ne pouvait plus longtemps être tenue cachée, et peu après il vint en effet de Vienne un Monitoire qui déclarait catégoriquement que « *l'Empereur poursuivrait les partisans de Christian partout où il les rencontrerait.* »

Ces enrôlements étaient l'œuvre toute personnelle de Christian. Sa mère, son frère, ses cousins de Celle firent des instances pour l'en dissuader. On a dit souvent que de leur part ce n'était qu'une feinte, mais des lettres pareilles et en particulier les lettres de sa mère, ne sont point de celles qui sont inspirées par la duplicité [2]. D'ailleurs on ne s'en tint pas à des paroles. Ses cousins de Celle et même son frère Frédéric-Ulric passèrent à l'action. Ils firent attaquer et disperser les bandes de Christian. Il n'en est que plus remarquable qu'une pareille armée ait pu nonobstant se former. L'explication

[1] Von der Decken. *Loco citato.* I. P. 91 et suivantes.

[2] « *Renseignements brefs et authentiques sur ce qui concerne le comté de Hohn-et-Reinstein*, etc.» P. 105 et suivantes.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de ce fait se trouve dans les conditions de l'empire à cette époque, et dans le désarmement absolu de toute défense. On pouvait bien disperser une faible bande, mais non une plus forte. Une troupe atteignant le chiffre de mille hommes n'avait déjà plus semblable crainte à avoir. Christian ne se laissa plus arrêter. En vain sa mère Elisabeth le supplia, lui représenta tous les malheurs qu'il allait attirer sur lui-même, sur sa maison, sur elle, sur l'Empire, sur une foule d'hommes incalculable; car déjà elle avait appris que, le 20 octobre 1621, les cavaliers de son fils pillent, dérobent et mettent tout à feu. Qu'importait-il à Christian? Il disait de lui-même qu'il était un homme d'épée et non un homme de plume. En réalité il n'était qu'un capitaine de mercenaires et rien autre. Vers la fin de l'automne de 1621, il s'ébranla avec son armée qui comptait environ dix mille hommes, marcha sur le Palatinat où il comptait se réunir à Mansfeld, pour attaquer d'abord la Hesse, et s'empara, le 18/28 novembre, de la forteresse d'Amonebourg, appartenant au diocèse de Mayence. De là, la colonne se dirigea sur le territoire du landgrave de Darmstadt, Louis, auquel on réservait une punition exemplaire comme au porte-bannière du parti impérial.

Pour détourner l'orage qui le menaçait, le landgrave de Darmstadt réunit des troupes et commença de divers côtés une correspondance [1] qui est de la plus haute importance pour l'histoire de l'entreprise de Christian d'Halberstadt. Il écrivit d'abord à Christian lui-même, le priant de vouloir bien s'éloigner des frontières de la Hesse-Rhénane parce que, dans le cas contraire, il pourrait en

---

[1] *Extrait de Londorp : Acta publica.* Edition de Francfort, année 1668. Tome II. P. 532.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

résulter des désagréments. Christian d'Halberstadt répondit sur un ton de raillerie qu' « *il voyait bien que les troupes de Darmstadt voulaient lui barrer le passage, mais qu'il n'en avait aucune peur et qu'il voulait faire savoir par la présente au landgrave qu'il continuerait sa marche. Que si les troupes en question avaient l'audace de lui opposer de la résistance, il ferait, dans le territoire de Darmstadt, un train tel que même à la troisième génération, on s'en souviendrait et on en pleurerait encore.* » Louis de Darmstadt s'adressa alors à son cousin le landgrave Maurice de Hesse-Cassel avec lequel du reste il était dans les plus mauvais rapports, soit par suite d'une ancienne inimitié de famille, soit en raison de contestations concernant une succession. Il le priait de lui prêter secours et d'éloigner Christian d'Halberstadt. Maurice répondit « *qu'il se voyait hors d'état de refuser au duc Christian un droit de passage que tous les autres princes lui avaient accordé. Que du reste Christian était un puissant seigneur, car il était au service non-seulement du roi de Bohême, Frédéric, mais encore des Etats généraux de la Hollande* ». Si digne de remarque que soit cette dernière assertion, le landgrave de Hesse-Cassel cependant n'exprimait pas encore toute la vérité. Non-seulement il avait permis le passage à Halberstadt, mais encore conclu avec lui une alliance secrète. Maurice de Hesse-Cassel, mécontent de la dissolution de l'*Union* dont il avait été membre, entretenait avec l'Electeur Palatin déchu et avec les Etats de Hollande des relations [1], et se trouvait à cette époque à la tête d'une

[1] Rommel. « *Histoire moderne de la Hesse.* » III. P. 413. Il est à regretter que Rommel passe si rapidement sur les relations du landgrave à cette époque; relations, il est vrai, d'une nature dangereuse.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

armée de vingt mille hommes, partie troupes du pays, partie mercenaires enrôlés. Au mois de décembre, le duc Christian fit une visite à Cassel et eut avec le landgrave un entretien [1] dont le fond n'a jamais été divulgué, mais qui se devine facilement. Si l'entreprise de Christian d'Halberstadt eut réussi, Maurice eut aussitôt commencé à frapper un coup contre l'Empereur. Le landgrave de Cassel n'était point le seul; plusieurs autres princes n'attendaient comme lui pour renouveler l'*Union* et déclarer la guerre à l'Empereur qu'une victoire de ces chefs de bandes sans propriétés territoriales qu'on lançait en avant. Mais les choses n'en vinrent pas jusque-là.

A la première nouvelle des mouvements de Christian, Tilly avait fait partir avec un détachement de son armée le général Anholt qui servait sous lui pour chercher Halberstadt et le battre. Chemin faisant, Anholt rallia les troupes de Wurzbourg et de Mayence, ainsi que celles du landgrave de Darmstadt, et tomba sur Christian de Brunswick dans la vallée de Busecke non loin de Giessen. En vain Christian se retrancha-t-il derrière une barricade formée de ses charriots. Par d'habiles mouvements, Anholt le força à en sortir, le 20/30 décembre 1621, et le contraignit à battre en retraite. Dans sa fuite, Christian livra aux flammes les localités que jusqu'à ce moment il avait occupées et établit ses quartiers d'hiver dans les diocèses de Paderborn [2] et de Munster où il se livra dès lors aux plus honteuses cruautés. La pleine campagne fut pillée jusqu'à son dernier

---

[1] Senkenberg. IV. P. 100. Rommel. « *Histoire moderne de la Hesse.* » II. P. 202, dans le bas.

[2] Rommel. II. P. 199. Senkenberg. IV. P. 136 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sou [1], les villes rançonnées et écrasées sous les réquisitions; tout ce qui était propriété d'église anéanti ou livré à la rapine. Au sacrilége Christian ajoutait le sarcasme. Il avait trouvé dans la cathédrale de Paderborn une statue d'argent de saint Liboire; il en fit frapper des thalers avec cet exergue : *Ami de Dieu, ennemi des prêtres*. Pendant l'hiver, grâce à ses brigandages dans la Westphalie, il put augmenter le chiffre de ses gens jusqu'à vingt mille hommes. Nous aurons plus loin à raconter ses faits et gestes avec plus de détails, mais une question se pose dès maintenant et doit être brièvement examinée. Qui l'avait mis en état d'enrôler, pendant l'automne de 1621, son premier noyau de troupes de dix mille hommes? Entretenir une armée déjà réunie n'était point chose difficile à cette époque, puisque l'on nourrissait le soldat de la graisse du pays, mais l'affaire de l'enrôlement réclamait de fortes sommes, et pour mettre sur pied dix mille hommes, il fallait au moins deux tonnes d'or. Or, Christian n'était pas riche, et son frère Ulric ne pouvait pas non plus lui donner beaucoup, car il se trouvait lui-même dans une perpétuelle gêne pécuniaire [2]. D'où donc doivent être provenues les sommes qui servirent à l'enrôlement des bandes de Christian? Il faut répondre : de la Hollande! La preuve en est dans la déclaration du landgrave de Hesse que nous citions tout à l'heure, et d'après laquelle Christian et son armée étaient au service des Etats de la République.

Il en était de même pour un troisième combattant, qui, à cette époque, se préparait également à tirer l'épée contre l'Empereur, pour l'avantage de Frédéric V. J'ai

---

[1] *Heller*. Petite pièce de monnaie à peu près de la valeur d'un centime. Note des traducteurs.

[2] Von der Decken. I. P. 101.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

raconté plus haut que le margrave de Bade-Durlach, Georges-Frédéric, avait, dans les dernières assemblées de l'*Union*, manifesté son mécontentement de la dissolution de cette alliance, et faisait mine de continuer la guerre pour son propre compte. Au printemps de 1621, il commença ses armements. Le rôle que joua Georges-Frédéric est resté dans ce petit nombre de points de la première moitié de la guerre de Trente-Ans, qui n'ont pu être éclaircis encore par des documents tirés de nos Archives. Je ne suis donc pas en état de démontrer par quels moyens il enrôla son armée. Toutefois, il est à supposer, avec la vraisemblance la plus complète, que ce fut l'envoyé de la Hollande, Joachim, qui poussa en avant le margrave et qui lui fournit de l'argent. Car à cette même époque ce Joachim cherchait à exciter le Wurtemberg et la Hesse-Cassel à combattre contre la maison de Habsbourg [1]. Ce qui est certain, c'est que Georges-Frédéric, qui jusqu'alors avait été un prince assez pauvre, se trouva fort bien muni d'argent même après avoir enrôlé quinze mille hommes, et s'être procuré un parc d'artillerie qui fut fort admiré à l'époque et dont les pièces étaient nombreuses et excellentes. En effet, après la bataille de Wimpfen, les troupes victorieuses de Tilly firent un butin de plus de cent mille thalers d'argent monnayé trouvé dans les charriots de bagages, par eux pris, du margrave de Durlach [2]. Du reste, le comte de Mansfeld qui opérait en Alsace et n'était séparé que par le Rhin du territoire du margrave, favorisait ses enrôlements par tout le concours possible. Ce fut avec son agrément que le duc de Saxe-Weimar, Guillaume, qui

[1] Sattler. « *Les ducs de Wurtemberg.* » VI. P. 138, et Rommel. « *Histoire moderne de la Hesse.* » III. P, 412 et suivantes.

[2] Khevenhiller. IX. P. 1707.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

jusques-là, comme nous le savons, avait combattu sous les drapeaux de Mansfeld, entra au service du margrave de Bade, et fut commissionné par lui, à la fin de l'année 1621, pour retourner dans sa patrie et enrôler en Thuringe trois mille hommes d'infanterie et mille cuirassiers montés [1]. Guillaume réalisa en effet ce projet. A la fin de février 1622, il amena au Margrave deux mille fantassins et mille cavaliers [2]. L'argent qu'il y dépensa doit avoir été fourni de l'étranger, car il est notoire, par pièces authentiques, que Jean-Frédéric, l'un des sept frères de la maison de Weimar qni possédaient alors par portions égales ce petit duché, n'en retirait point comme revenu annuel plus de sept mille florins [3], somme à peine suffisante au traitement d'un colonel à cette époque. Avec le duc Guillaume un autre des princes de Weimar, Bernard, le plus jeune de tous — il n'avait pas encore dix-huit ans [4] — courut aussi aux armes ; il obtint, à ce qu'il paraît, un grade de maître de la cavalerie dans l'armée du Margrave [5]. Ce furent là les premiers éperons de Bernard; à un âge où d'autres badinent encore, ce jeune vautour aiguisait déjà ses serres contre le chef suzerain de l'Empire.

En avril 1622, les armements du Margrave étaient achevés. Jusques-là il s'était couvert du masque d'une *attitude défensive*, en feignant de vouloir se borner à défendre son propre territoire au moyen de ses troupes enrôlées [6]. Jetons un coup d'œil rétrospectif. Pendant que Tilly avec l'armée de la *Ligue* et don Gonzalès de

---

[1] Rose. « *Le duc Bernard.* » I. P. 92.
[2] Ibid. P. 95.
[3] Ibid. « *Le duc Jean-Frédéric.* » P. 66.
[4] Il était né le 6/16 août 1604. Rose. « *Bernard.* » I. P. 81.
[5] Ibid. P. 93 et suivantes.
[6] Khevenhiller. IX. P. 105.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Cordoue avec l'armée espagnole maintiennent les places du Palatinat qu'ils ont conquises, une tempête s'amasse contre eux de trois côtés à la fois. En Alsace, c'est Mansfeld avec ses bandes qu'il a pu nourrir pendant l'hiver et augmenter jusqu'au chiffre de vingt mille hommes! dans le margraviat de Bade, c'est Georges-Frédéric qui campe avec quinze mille hommes; en Westphalie, enfin, c'est Christian d'Halberstadt dont les vingt mille hommes se tiennent tout prêts. Leur plan commun, c'est, au retour de la belle saison, de faire marcher contre Tilly ces trois armées par un mouvement concentrique, et d'opérer leur jonction. Si ce plan eût réussi, la cause de l'Empereur était peut-être perdue. Car, derrière les trois qui s'étaient mis en avant, il y avait encore d'autres princes protestants, Wurtemberg, Hesse-Cassel qui faisaient des armements secrets, et il suffisait d'une victoire pour qu'ils se déclarassent en faveur du roi déchu Frédéric V, et s'alliassent à lui pour déclarer la guerre à l'Empereur. C'était à ce moment ou jamais que Tilly devait montrer s'il était digne de la confiance que Ferdinand II et Maximilien de Bavière avaient jusqu'alors mise en lui.

Des trois chefs, ses adversaires, un seul appartenait à l'ordre des princes régnants. Mansfeld au contraire et Christian n'étaient autres que des chevaliers détrousseurs du grand chemin. Pour pouvoir donner à la campagne de l'année 1622 un nom honnête on adopta une mesure bienséante. J'ai raconté plus haut que Frédéric qui séjournait toujours à la Haye y était travaillé de deux côtés dans un sens très-différent. Pendant que les Hollandais et le stathouder héréditaire, Maurice, l'excitaient sans relâche à se jeter de nouveau dans le tourbillon de la guerre, son beau-père Jacques le retenait. Il lui pro-

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

mettait qu'au moyen de négociations pacifiques avec les couronnes d'Espagne et d'Autriche, il parviendrait à faire réintégrer le prince découronné dans la possession du Palatinat. Effectivement, au mois de mai 1621, le roi Jacques envoya lord Digby comme son ambassadeur auprès de Ferdinand II [1] et fit porter par lui à Vienne la proposition *que l'Empereur voulût bien réintégrer dans ses Etats héréditaires le comte palatin Frédéric et suspendre l'exécution du ban de l'Empire décrété contre lui, et que par contre Frédéric fît toute soumission à l'Empereur.* Ferdinand II fit traiter l'Anglais de la manière la plus somptueuse, il lui fit en outre cadeau d'un bassin d'or d'une valeur de douze mille florins, mais quant à ses propositions il y donna une réponse peu satisfaisante.

Relativement à la restauration du Comte Palatin, il dit qu'il fallait d'abord consulter les électeurs de l'Empire ; pour le second point il renvoya l'Anglais au duc de Bavière Maximilien, et au prince Albert, gouverneur de la Flandre espagnole, ajoutant toutefois l'assurance consolante que la cour de Vienne seconderait de toutes ses forces la suspension des hostilités dans les deux Palatinats. Sur cette réponse, lord Digby se rendit en toute hâte en Bavière pour y suivre la négociation avec le Duc personnellement. Mais il ne trouva plus celui-ci à Munich. Maximilien était parti pour Straubing, et de là il fit mander au lord qu'il regrettait de ne pouvoir avoir un entretien avec sa Magnificence, parce qu'il lui serait impossible, étant dans son camp, d'y recevoir l'ambassadeur du roi d'Angleterre d'une manière digne

[1] Khevenhiller. IX. P 1397. « *Theatrum Europ.* » I. P. 529. D'Aretin. « *Relations extérieures de la Bavière.* » I. P. 172 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de son rang. Aussitôt après, le duc Maximilien commença contre Mansfeld la campagne du Haut-Palatinat qui vient d'être racontée. Digby adressa à la cour impériale une lettre dans laquelle il élevait des plaintes amères contre la conduite du duc de Bavière. Sur ces entrefaites, Mansfeld avait été contraint d'évacuer le Haut-Palatinat. L'Empereur répondit donc à la dernière lettre de Digby que l'occupation du Haut-Palatinat avait eu lieu avec son assentiment. Dans l'espérance de sauver du moins encore le Bas-Palatinat, Digby s'adressa à Bruxelles [1] à l'Infante-Gouvernante veuve de l'archiduc Albert récemment décédé, mais il en reçut la réponse que, dans les circonstances présentes, il ne pouvait être question d'armistice, parce que le Comte Palatin ne se servirait d'une telle concession que pour multiplier ses adhérents et rassembler de nouvelles forces. La mission de Digby avait échoué. Le roi Jacques cependant ne perdit point courage. Il donna l'ordre au même Digby d'aller à Madrid, pour y conduire à maturité un projet de mariage depuis longtemps en préparation entre l'héritier du trône d'Angleterre et une princesse espagnole. Nous parlerons plus bas de cette seconde mission de Digby.

On comprend que la pitoyable issue des négociations essayées à Vienne par son beau-père dût faire une impression accablante sur l'infortuné Frédéric V. Du reste il lui manquait la volonté d'accomplir la condition, unique, mais indispensable, que réclamait l'Empereur, se plier et se soumettre, renoncer à la Bohême et reconnaître l'injustice des actes commis. Dans son insubordination il aimait mieux s'humilier devant tout autre

[1] Khevenhiller. IX. P. 1438.

Digitized by Google Origina from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

que devant l'Empereur à l'élection duquel il avait concouru, auquel il avait lui-même donné sa voix. Le 24 octobre [1], il suppliait très-humblement le landgrave de Hesse-Cassel et d'autres princes protestants de l'Allemagne de lui accorder un secours mensuel en argent. Les conseils des Hollandais et du stathouder Maurice poussaient Frédéric à se rendre dès le printemps de 1622 au camp de Mansfeld. En les donnant ils calculaient que la présence de l'Electeur rendrait, devant le monde, au parti palatin, tombé si bas par le fait de ses amis comme de ses ennemis, une plus grande autorité, et ils espéraient par elle imposer aux trois chefs de corps qui devaient opérer de concert, l'unité si nécessaire entre eux. Ce voyage dut être enveloppé du plus profond secret parce que les routes étaient occupées par les armées de la *Ligue* et d'autres alliés de l'Empereur. Frédéric, au mois de mars, monta sur un vaisseau, débarqua en Normandie, se rendit en toute hâte à Paris auprès du roi Louis XIII, qui paraît lui avoir promis quelques secours, puis traversant la Lorraine avec une suite peu nombreuse et sous un déguisement, se dirigea vers l'Alsace. A Bitche, sur la frontière de cette province, il tomba tout-à-coup au milieu d'une troupe de gens de guerre de l'archiduc Léopold, évêque de Strasbourg, fut obligé de boire rasade avec eux, et d'écouter leurs railleries sur le compte du roi d'hiver. Il réussit cependant heureusement à s'échapper pendant la nuit et atteignit Landau où il se fit connaître et fut reçu par Mansfeld d'une manière solennelle [2].

Jusqu'à ce moment, le margrave de Bade-Durlach,

---

[1] Rommel. *Histoire moderne de la Hesse.* III. P. 413.

[2] Soltl. « *La Guerre de Religion.* » 1. P. 263 et suivantes et *Theatrum Europ.* 1. P. 622.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Georges-Frédéric, n'avait pas encore osé jeter le masque. Selon toute apparence c'était cette irrésolution qui avait froissé le duc de Weimar, Guillaume, entré, nous l'avons dit plus haut, dans l'armée du Margrave à un point tel, que, quittant avec son régiment le camp badois, il se rendit en Alsace auprès de Mansfeld [1]. L'arrivée de l'Electeur Palatin donna enfin au Margrave le courage de tenter un pas décisif. A la date du 12/22 avril 1622, il signa à Karlsburg un acte authentique en vertu duquel il cédait tous ses biens et possessions, son territoire et ses sujets, à son fils aîné et renonçait au gouvernement [2]. Cet acte juridique devait, dans le cas où l'entreprise à laquelle on se décidait ne réussirait pas, servir à conserver l'héritage badois aux successeurs de Georges-Frédéric et entraver la vengeance de l'Empereur. Si au contraire dans cette guerre les dés jetés tournaient en sa faveur, il devait révoquer l'acte d'abdication et reprendre de nouveau les rênes du gouvernement. C'était là une chose convenue d'avance entre lui et son fils [3].

Dès que Mansfeld et Frédéric V eurent reçu la nouvelle du pas que venait de faire Georges-Frédéric, ils jetèrent un pont sur le Rhin près de Gemersheim, et passèrent avec leurs bandes de l'Alsace à la rive droite du fleuve, pour donner la main au Margrave et opérer la jonction des deux armées. Aussitôt Tilly leur barra le chemin avec ses Bavarois. Le 17/27 avril 1622 on en vint à une rencontre entre le village de Mingolsheim et la petite ville de Wiesloch. Au début

---

[1] Rose. « *Le duc Bernard.* » 1. P. 96 et 335. Note 27.

[2] Schopflin. « *Historia Zaringo-Badensis.* » IV. P. 190.

[3] Caraffa. *Texte.* P. 128.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Tilly avait l'avantage, mais plus tard il essuya un échec. Néanmoins il se retira en bon ordre vers Wimpfen lieu situé sur le Necker en aval d'Heilbronn. Pourquoi choisissait-il comme ligne de concentration ce point passablement éloigné, c'est ce qui sera clairement justifié plus bas. La fortune souriait au Palatin, la campagne commençait avec de tristes présages pour les armes bavaroises. Quelques jours après la victoire de Wiesloch, eut lieu la jonction des bandes de Durlach avec l'armée de Frédéric V et de Mansfeld [1]. Le total de ces forces s'éleva alors à quarante mille hommes, chiffre deux fois supérieur à celles de Tilly et des Espagnols. Mais ce ne fut que pour un temps très-court que les deux généraux du Palatin restèrent ensemble, soit que l'entretien d'une si grande armée présentât des difficultés ardues, soit à cause du défaut d'entente entre les chefs. Il fut résolu dans le conseil de guerre que Mansfeld et Frédéric V devaient reconquérir les villes de la Bergstrasse tombées l'année précédente entre les mains de Tilly, occuper en même temps les Espagnols et Cordova qui n'avaient pris aucune part à la bataille de Wiesloch, et empêcher leur jonction avec Tilly. Que d'un autre côté Georges-Frédéric aurait à observer le général bavarois, le battre si l'occasion était favorable, mais surtout surveiller certains mouvements dans le pays voisin de Wurtemberg. Conformément à cette résolution le premier partit dans la direction de Heidelberg, prit Ebbengen et Sinzhein, et s'apprêta à faire le

[1] Les récits sur ces événements sont très confus et pleins d'erreurs dans les sources contemporaines. La vérité se trouve dans Rose « *Bernhard.* » I. P. 96 et 335. Note 28. Dans Schopflin « *Hist. Zaringo-Badens* » IV. P. 192. Note g. à comparer avec Khevenhiller. IX. P. 1705 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

siège de la ville de Ladenbourg où étaient gardées les caisses de guerre de Cordova [1]. Le margrave de Bade de son côté, après s'être renforcé de quelques troupes de Mansfeld [2] et du duc Guillaume de Weimar, qui repassa alors à lui avec son régiment, se porta sur Wimpfen [3].

Pour nous expliquer ces mesures il faut que nous tournions nos regards vers le cours supérieur du Necker. Déjà pendant l'hiver le margrave de Bade avait noué secrètement des négociations avec le duc de Wurtemberg, Jean-Frédéric, et l'avait engagé à faire cause commune avec lui contre l'Empereur. Les mêmes propositions furent renouvelées plus tard par Frédéric V, lorsque ce dernier fut arrivé à Landau. Frédéric V, pressait avec instance le duc de Wurtemberg de réunir ses gens à l'armée palatine et de rétablir l'*Union* qui s'était dissoute d'une manière si honteuse [4]. Il négociait dans le même sens avec l'ancien chef militaire de l'*Union*, Joachim-Ernest margrave de Brandebourg-Anspach [5]. Ce dernier ressentit en effet la tentation de reprendre son ancien rôle, c'est-à-dire de défendre la liberté de l'Allemagne et la parole de Dieu, moyennant un traitement annuel de cent mille florins. Cependant par un calcul bien sage, il voulait avant de manifester ses véritables sentiments, attendre une victoire de l'Electeur Palatin. A Stuttgard les suggestions du margrave de Bade et du Palatin ne tombèrent pas dans des oreilles malveillantes. Le Duc occupa avec ses forces le Zaber-

---

[1] *Theatrum Europ.* I. P. 626.
[2] Khevenhiller. IX. P. 1706.
[3] Rose, « *Bernhard.* » I. P. 96.
[4] Sattler, « *Les ducs de Wurtemberg.* » XI. P. 169 181.
[5] Rose, *loco citato.* I. P. 335.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

gaw et les bailliages confinant aux villes d'Heilbronn et de Wimpfen [1]. Il fit en second lieu des enrôlements de lansquenets, mais tout cela aussi secrètement que possible, afin que l'Empereur n'en apprît rien [2]. La cour de Stuttgard fit encore un pas de plus en avant ; le frère du duc régnant de Wurtemberg, le duc Magnus, entra officiellement au service du margrave de Bade ; ce qui ne peut avoir eu lieu qu'avec l'autorisation de Jean-Frédéric. Mais sous l'influence d'appréhensions semblables à celles du margrave d'Anspach, Joachim-Ernest, le Wurtembergeois usa de quelques moyens artificieux pour pouvoir, en cas d'insuccès, justifier devant l'Empereur la loyauté de ses intentions. Ses troupes, il est vrai, furent établies sur la frontière badoise et par conséquent à portée de se réunir à chaque moment que l'on voudrait à l'armée de Frédéric V, mais pour le présent elles avaient l'ordre de rester dans le Zabergaw, la jonction ne devait avoir lieu que dans le cas où l'armée du Palatin remporterait sur Tilly une victoire décisive.

Plus sagace encore était un second moyen dont se servit Jean-Frédéric pour le même but. Aussitôt qu'il reçut la nouvelle qu'une bataille entre Tilly et le margrave de Bade était inévitable, il dépêcha un exprès à son frère le duc Magnus, en sommant ce dernier de quitter sur le champ l'armée de Georges-Frédéric et de rentrer à Stuttgard. Il est vrai que cet ordre arriva trop tard et ne put pas atteindre le but que l'on s'était proposé [3]. Cependant on pouvait toujours, dans le cas où les choses tourneraient mal à Wimpfen, s'en servir

[1] Sattler, *loco citato*. P. 161. Khevenhiller. IX. P. 1705.
[2] Sattler, *loco citato*. P. 163 et suivantes.
[3] Sattler, *loco citato*. P. 171 en bas et suivantes.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

devant le tribunal de l'Empereur comme d'une justification que le prince régnant de Wurtemberg n'avait pris aucune part à la levée de boucliers de son frère. Enfin le duc Jean-Frédéric sut — et ce fut là le chef-d'œuvre de cette sorte de politique — se procurer des mains mêmes du Margrave, une preuve de la loyauté de ses sentiments. Lorsque Georges-Frédéric fut sur le point de frapper son grand coup, il envoya à Stuttgard une lettre [1], où il conjurait le Duc dans le cas où l'entreprise commencée viendrait à échouer, de prendre soin en bon ami et bon voisin de ses enfants délaissés. La lettre écrite en français se terminait par ces mots : « *Il nous faut, avec l'aide de Dieu, avoir une paix bonne et sûre, ou bien... crever.* » Indubitablement cette lettre exprimait les vrais sentiments du Margrave. Mais à côté d'elle s'en trouvait une seconde dont l'accent était tout différent [2]. Le Margrave y menaçait le duc de Wurtemberg de ravages terribles dans son pays, à moins que, après avoir vu la lettre, il n'expédiât au camp badois tant et tant de boisseaux d'avoine et de seigle, tant et tant d'argent, de fourrages et de bétail. L'énigme, je pense, est facile à résoudre; de ces deux lettres la première était véritablement pour le Duc, la seconde au contraire était destinée à être mise dans un cas donné sous les yeux du Conseil aulique de l'Empire. De sorte que Jean-Frédéric, si de Vienne on lui demandait raison de ses liaisons avec le Margrave, pouvait répondre : « *Qui ! moi ! vous prétendez que j'ai fait cause com-*

---

[1] Sattler. P. 170.

[2] Sattler. L'archiviste Sattler feint de trouver tout à fait inexplicable le contraste accusé par le ton de ces deux écrits. Je ne puis deviner si c'est par simplicité ou par hypocrisie qu'il parle ainsi.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

mune avec Georges-Frédéric ? Mais voyez et lisez ! Cette lettre de la propre main du Margrave ne prouve-t-elle pas avec l'évidence la plus absolue qu'il voulait ruiner et mon pays et moi en raison de ma fidélité envers Sa Majesté Impériale. » Du reste de ces deux lettres, publiées par Sattler, il ressort clairement une chose, sur laquelle cet annaliste se tait, c'est que Jean-Frédéric de Wurtemberg était depuis longtemps en rapport avec le Margrave de Bade ainsi qu'avec l'Electeur Palatin, et qu'il pensait alors à faire défection à l'Empereur. C'est tout à fait sous ce point de vue que les Impériaux envisageaient toute la trame de cette affaire. Ils feignirent, il est vrai, de croire fermement à la loyauté du Wurtembergeois [1], mais c'était une opinion qu'ils n'avaient que sur le bout des lèvres, et ils témoignèrent par leurs actes qu'ils ne s'étaient pas laissés aveugler par les encensements de la cour de Stuttgard. La preuve en est dans la position que Tilly, après avoir perdu la bataille de Wiesloch, choisit à Wimpfen, au point qui séparait l'armée du margrave de Bade-Durlach des forces du duc de Wurtemberg. Mis hors d'état par ce combat d'empêcher la jonction du Margrave avec Mansfeld, il voulut au moins prévenir l'extension de l'incendie de la rébellion, du côté de l'Est. On comprend tout aussi bien pourquoi Georges-Frédéric alla chercher les Bavarois à Wimpfen. Cet endroit était devenu le nœud vital de la guerre.

Aussitôt que Tilly eut la certitude que les Badois s'avançaient vers lui, il dépêcha des courriers au chef des Espagnols, Cordova, qui jusque là paraît s'être borné à observer les troupes de Mansfeld, en le pres-

[1] Sattler. VI. P. 169.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

sant de se mettre en route aussitôt et de se joindre à l'armée bavaroise parce qu'il n'y allait de rien moins que du sort de l'empire d'Allemagne. Don Gonzalez obéit à cet appel, et fut assez heureux non seulement pour faire sa marche de flanc sans être inquiété par les soldats de Mansfeld, mais encore pour échapper aux attaques du Margrave. Tilly — évidemment dans le but de faciliter sa jonction avec les Espagnols — avait laissé ce dernier dépasser Wimpfen et gagner une avance de quelques heures sur la route de Heilbronn et Stuttgard. Le 25 avril/5 mai 1622, Cordova arriva au camp de Tilly avec quatre mille hommes d'infanterie et vingt-deux enseignes de cavalerie, tous hommes d'élite, ainsi que le dit Khevenhiller [1], et ainsi que la suite le prouvera. Le lendemain 26 avril/6 mai de grand matin, le général bavarois fit distribuer à chaque homme une demi mesure de vin [2] pour les réconforter en vue d'une chaude et sanglante journée, et s'avança ensuite en ordre de bataille contre le margrave de Durlach, qui, de son côté rangea aussi ses troupes. Le combat commença par une violente canonnade. Le colonel Fritsch dit [3] que « *dans son régiment seulement cinq porte-drapeaux furent emportés par le feu et qu'on y fut enveloppé d'une telle vapeur de poudre qu'on n'aurait pu voir à une portée de pistolet.* » L'on en vint ensuite aux mains dans une mêlée. La lutte dura cinq heures avec des vicissitudes de fortune, mais avec un acharnement

---

[1] *Annal.* IX. P. 1705.

[2] Nous extrayons cela du journal d'un colonel bavarois, Fritsch, qui lui-même prit part à la bataille de Wimpfen. Ce document remarquable se trouve textuellement chez Westenrieder. « *Documents, etc.* » IV. P. 109.

[3] Westenrieder. P. 109 et 110.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

incroyable des deux côtés. Lorsque le soleil pencha vers son coucher, les Bavarois, quoique inférieurs en nombre [1], avaient remporté une brillante victoire aussi décisive que quelque autre que ce soit de la Guerre de Trente ans, puisque la journée de Wimpfen empêcha la défection du Sud-Ouest de l'Allemagne. L'Electeur Palatin écrivait le 8/18 mai de son camp près Haguenau à l'Electrice : « *Par la défaite de Georges-Frédéric, beaucoup de nos plans sont tombés dans l'eau* [2]. » Plusieurs milliers de cadavres des soldats badois couvraient le champ de bataille : parmi eux des membres de la plus haute noblesse, le duc Magnus de Wurtemberg et un jeune comte Palatin de Birkenfeld. Près de douze cents furent faits prisonniers. Parmi eux était Jean-Philippe Schartel de Burtenbach [3], de la famille du fameux capitaine Souabe Sébastien Schartel qui — s'éloignant en cela des sentiments de son compatriote Georges de Frondsberg, dont l'épée ne fut consacrée qu'au service de l'Empire [4] et de l'Empereur — défendit dans la guerre de Smalkalde la cause des princes révoltés et pour sa punition fut mis au ban de l'Empire. Tous les bagages du margrave de Durlach, sa caisse militaire, sa barricade de charriots et son artillerie tombèrent entre les mains des vainqueurs. Tilly poursuivit les fuyards jusqu'à Laufen sur le Necker où se trouvait alors la frontière du Wurtemberg. Une partie des mercenaires badois s'échappa par des chemins de traverse

---

[1] Khevenhiller IX. P. 1705.

[2] J.-C. d'Arétin. « *Documents pour l'histoire et la littérature.* » Munich, 1806. Tome VII. P. 192.

[3] Khevenhiller. IX. P. 1705.

[4] Nous laissons à l'auteur la responsabilité de cette appréciation bienveillante de Frondsberg. (Note des traducteurs.)

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

et gagna le camp de Mansfeld devant Ladenbourg. Le Margrave lui-même, fuyant à toute vitesse, arriva à Stuttgard dans la soirée du 27 avril/7 mai, et de son lit, où il était retenu par l'épuisement de la fatigue, il fit prier le duc de Wurtemberg, Jean-Frédéric, de s'interposer auprès de Tilly pour la cause badoise perdue [1]. Plus tard il reprit courage, se rendit lui aussi auprès de Mansfeld, et dans la seconde moitié de mai il avait déjà réuni de nouveau six mille hommes d'infanterie et quinze cents de cavalerie [2].

Après la victoire de Wimpfen et la courte poursuite de l'ennemi, Tilly descendit lentement le Necker avec son armée et se porta contre Mansfeld, mais il ne trouva point l'occasion de l'attaquer. Mansfeld en effet aimait mieux tenir campagne que livrer bataille. Tilly du reste n'avait pas lui-même les mains tout à fait libres [3]. Il arriva donc que dans la première moitié de mai, Mansfeld put prendre d'assaut Ladenbourg, sans être inquiété par le général bavarois. Mais l'on avait choisi un autre moyen pour attirer dans un piège l'armée du Palatin. J'ai rapporté plus haut que l'archiduc Léopold, évêque de Strasbourg, entretenait dans la Haute-Alsace un corps de troupes assez considérable qui, pendant le précédent hiver avait combattu contre Mansfeld. Ce corps de l'archiduc Léopold, venait d'être renforcé par des troupes que la couronne d'Espagne lui envoyait de Milan comme auxiliaires. Immédiatement après l'arrivée

---

[1] Sattler. « *Les ducs de Wurtemberg.* » VI. P. 172.

[2] Voir dans Khevenhiller. IX. P. 1718, la lettre du duc de Bavière, Maximilien.

[3] Depuis le 3 jusqu'au 18 mai il reçut de Munich des ordres réitérés de se garder de toute entreprise hardie. Westenrieder. « *Documents.* » VIII. P. 152.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de ces forces nouvelles, Léopold, qui évidemment était d'intelligence avec Tilly, se porta devant Haguenau et en commença le siège. Haguenau était la place d'armes la plus importante de Mansfeld en Alsace; c'était là qu'il avait réuni et accumulé ce qu'il avait enlevé dans tout le pays, son intérêt exigeait donc qu'il laissât tout tel quel dans le Palatinat pour voler au secours d'Haguenau menacé. Mais la politique naturelle de l'Electeur Palatin était contraire à cette considération. Ce n'était pas en effet pour protéger les repaires de brigands qu'avait Mansfeld en Alsace, qu'il était accouru sur le Rhin, c'était pour reconquérir le Palatinat, son héritage. Le margrave de Bade Georges-Frédéric, qui dans l'intervalle avait rallié les débris de son armée et s'était réuni à Frédéric V et à Mansfeld, n'avait lui non plus aucun intérêt à une campagne en Alsace. Selon toute apparence Tilly comptait que ces trois égoïsmes, divergents dans leur but, amèneraient des querelles entre les chefs ennemis et par suite la séparation de leurs bandes. Si cette dernière prévision s'était réalisée, il se serait jeté sur le parti resté en arrière et l'eût anéanti. Mais le calcul quoique bien raisonné, échoua; la volonté propre de Mansfeld laissa voir qu'elle était prépondérante. Tous trois, le comte, le malheureux roi de Bohême et le margrave de Durlach partirent le 6/16 mai de Ladenbourg avec l'ensemble de leurs forces. Ils se dirigeaient par le pont de Manheim sur l'Alsace pour débloquer Haguenau, ce qui leur réussit à souhait. Peu s'en fallut que l'armée de Léopold ne fût anéantie [1].

Par égard pour ses illustres compagnons qui dans cette dernière expédition avaient subordonné leur avan-

[1] Khevenhiller. IX P. 1722.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tage au sien, Mansfeld ne resta que peu de temps en Alsace. Dès le 12/22 mai l'armée combinée fut de retour à Manheim. Le temps approchait où Christian d'Halberstadt, conformément aux traditions concertées du printemps, devait entrer dans le Palatinat et se réunir à Mansfeld pour agir contre Tilly. Il n'y avait donc que justice et convenance à ce que Mansfeld et Frédéric V fissent de leur côté quelque chose d'assez considérable pour faciliter l'approche du Duc. Entre eux et Halberstadt s'étendait le territoire du landgrave de Darmstadt. La prudence, conséquemment, leur faisait une nécessité de s'en emparer. Louis, il est vrai, ne prenait aucune part à la guerre. Mais c'était un loyal et fidèle partisan de l'Empereur, c'était par suite de ses négociations que l'*Union* avait été dissoute, tous ses efforts tendaient à faire finir la guerre au moyen d'une médiation. Tout récemment il avait fait des démarches pour ramener à d'autres sentiments le margrave d'Anspach Joachim-Ernest, qui voulait se déclarer pour le Palatin [1]. Si, d'après cela, le comte Mansfeld dévalisait jusqu'à son dernier *heller* le pays de Darmstadt, il atteignait un triple but : remplir sa caisse, seconder l'approche de Christian de Brunswick, et en même temps se présenter comme le vengeur de la cause du Palatin, cause qu'on ennoblissait aux yeux du pauvre peuple trompé, en la parant du nom de cause de l'Evangile. Dans la nuit du 13/23 au 14/24 mai, l'armée palatine combinée se porta sur Darmstadt, s'empara moitié par la force, moitié par la ruse de la ville, et les jours suivants de tout le petit pays ; le landgrave lui-même fut fait prisonnier par des

[1] Sattler. « *Les ducs de Wurtemberg.* » VI P. 167.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

gens du margrave de Durlach. Et alors commença une scène de sac et de pillage qui fit scandale même à cette époque où semblables choses se passaient journellement [1]. En partant de Manheim, Mansfeld avait dit à ses gens [2], qu'il allait les conduire dans un gras pâturage où ils pourraient faire tout ce qui leur conviendrait, et ne pas laisser autre chose que les meules de moulin et le fer rougi au feu. Ce fut là un temps d'allégresse, une année de jubilation pour les Juifs de Francfort qui achetaient à des prix dérisoires le bétail et le mobilier que les hordes de Mansfeld avaient enlevés aux paysans de Darmstadt.

Les avant-postes de Mansfeld étaient aux bords du Mein où arrivait en même temps Christian ; nul obstacle ne s'opposait à leur jonction. Que fit Tilly dans des circonstances si critiques ? A la première nouvelle que l'armée palatine marchait sur Darmstadt il se jeta sur Manheim avec ses propres forces et celles de Cordova [3]. Si cette place tombait, Mansfeld était coupé de l'Alsace et des repaires de ses brigandages, car c'était la tête de pont de Manheim qui jusque-là lui avait permis de courir à sa volonté du Palatinat en Alsace et de l'Alsace dans le Palatinat. Cependant ce n'était point sur la chute de Manheim que comptait Tilly, mais sur quelque autre chose de plus important. L'expérience avait démontré jusque là que Mansfeld était toujours disposé à sacrifier à ses propres avantages la cause de l'Electeur Palatin, dont le nom lui servait pour colorer ses brigandages. Tilly espérait donc que là encore le comte, pour sauver la liberté de ses communications avec l'Alsace, aban-

[1] Khevenhiller. IX. P. 1724.
[2] *Theatrum Europ.* I. P. 628.
[3] *Theatrum Europ.* I. P. 629.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

donnerait le territoire conquis de Darmstadt, et la jonction imminente avec Christian de Brunswick. Son calcul fut juste, l'ennemi prit toutes les mesures qu'avait pressenties le général bavarois. Mansfeld eut l'art d'amener ses compagnons d'armes, le Palatin et le margrave de Durlach à abandonner, vers la fin de mai, tous les avantages obtenus et à voler au secours de Manheim menacé.

Dès que Tilly eut appris par ses espions la nouvelle de ce mouvement, il sortit du Palatinat et se prépara à marcher vers le Mein. Pendant que l'armée de Mansfeld remontait la vallée du Rhin, lui la descendait mais par des chemins de traverse et avec une telle célérité que sa cavalerie fit d'une seule traite une étape de dix lieues [1]. Chemin faisant, il eut la chance de surprendre près de Lorch l'arrière-garde de Mansfeld et de lui infliger une défaite. Il continua ensuite sans s'attarder sa marche vers le Mein. Par là, la voie était barrée au duc Christian d'Halberstadt qui approchait. Les autres dispositions de Tilly n'avaient pas été prises avec moins de justesse dans ses calculs, aussi tout alla à merveille. En route Cordova et lui rallièrent le colonel impérial Caraccioli [2], avec quelques milliers d'hommes que la paix de Nicolsbourg avait rendus disponibles. Tilly compta alors sous ses ordres vingt-six mille combattants. Avec ces forces il franchit le Mein près d'Aschaffenbourg et le 9/19 juin marcha sur le camp de Christian d'Halberstadt qui venait de prendre la petite ville de Hochst sur la rive droite du Mein, et avait jeté un pont sur le fleuve, pour pouvoir pénétrer dans le Palatinat.

---

[1] « *Theatrum Europ.* » Ibid.
[2] Khevenhiller. IX. P. 1682.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

J'ai parlé plus haut des faits et gestes d'Halberstadt dans le cours de l'année 1621. Pendant tout l'hiver sa verge de fer ne cessa de frapper la malheureuse Westphalie [1]. Il était cependant incessamment harcelé par le colonel bavarois Anholt que Tilly — nous l'avons dit précédemment — avait détaché contre lui à la fin de l'année 1621. Dès le commencement du printemps Christian quitta ses quartiers d'hiver. Il traversa le Weser près d'Hoxter, marcha sur la Wetterau en traversant les évêchés de Fulde et de Wurzbourg où il mit tout à feu et à sac, s'empara le 7/17 juin de la ville de Hochst, et commença à y jeter un pont. Le 9/19 dès le matin le pont était achevé et Christian eut pu faire traverser de suite toute son armée s'il se fût décidé à laisser en arrière la masse énorme de ses charriots de barricade, mais il préféra la faire filer en avant. Aussi fut-il surpris par Tilly. La bataille engagée le 10/20 juin dura six heures et se termina par une ruine totale des troupes d'Halberstadt. Douze mille soldats de l'armée de Christian furent tués, noyés dans le Mein, faits prisonniers ou dispersés. Le Duc lui-même s'échappa avec une partie de sa cavalerie grâce à un gué du Mein, et put gagner Darmstadt et Bensheim. Dans ce dernier endroit il rencontra trois mille hommes des bandes de Mansfeld qui s'étaient enfin, mais trop tardivement mis à descendre du Palatinat pour prêter main-forte aux troupes d'Halberstadt. Les jours suivants il rallia encore environ six mille de ses fuyards, reste d'une armée qui une semaine auparavant, avait compté vingt mille combattants. Son arrogance ne fut pourtant point brisée par le châtiment que lui avait infligé Tilly. Tantôt il proférait contre le landgrave

[1] *Theatrum Europ.* I. P. 629 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de Darmstadt, alors prisonnier et contraint de suivre le camp de l'Electeur Palatin, des propos blessants [1]; tantôt il répandait sa fureur contre les membres défectionnaires de l'*Union*; appelait les traités d'Ulm et d'Aschaffenbourg, des friponneries, et menaçait le margrave d'Anspach, Joachim-Ernest, et les autres traîtres de les faire repentir en mettant tout à feu et à sang. Tantôt enfin il se faisait gloire de ses hauts faits et disait : « *Le territoire de Paderborn est pour le moment épuisé, mais je l'ai semé aussi de fleurs, et d'ici à neuf mois on y verra fourmiller dans tout le pays de jeunes Halberstadois.* » Et c'est à un tel sujet qu'on a voulu prêter de nobles mobiles de conduite, de l'enthousiasme pour la religion et la liberté !

En réalité la défaite de Hochst avait ruiné de fond en comble la cause de l'Electeur Palatin. Frédéric V lui-même, quelle que fût sa faiblesse d'esprit, ne s'y méprenait point. Une lettre de lui envoyée de Manheim à sa femme le lendemain de la bataille — 11/21 juin — commence par ces paroles [2] : « *Plut à Dieu que je pusse vous annoncer de meilleures nouvelles, mais il faut se soumettre à la volonté du Très-Haut.* » Le margrave de Durlach regardait aussi depuis lors l'entreprise du Palatin comme désespérée, il s'éloigna de lui. Frédéric écrit dans la même lettre : « *Le margrave de Bade est parti sans prendre congé de ses colonels, ni même de moi. Je crois que la cause principale de son départ est le manque d'argent.* » Le motif du départ du Margrave était plus fâcheux encore pour l'Electeur Palatin qu'il

---

[1] D'après les documents des archives de Darmstadt, dans Senkenberg. IV. P. 169, note O.

[2] Arétin. « *Documents.* » VII. P. 185.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ne paraît le présumer ici. Par une lettre que Georges-Frédéric envoya de Karlsbourg, le 12/22 juin, au chef de ses troupes Pleickart, il congédia toutes les forces qui étaient encore sous ses drapeaux et enjoignit aux colonels de transporter dans le margraviat tout le matériel de l'armée, en signifiant aux mercenaires qu'ils eussent à se disperser, ce qui s'exécuta en effet [1]. Sans parler de la supériorité acquise en ce moment à Tilly, il paraît qu'il y avait encore quelque autre chose en jeu. Vraisemblablement Georges-Frédéric en abandonnant le Palatin avant l'heure de la crise extrême, espérait obtenir sa grâce de l'Empereur. Des négociations entre lui et les chargés d'affaires de l'Empereur durent avoir lieu en ce moment; elles ne furent point sans résultat. Bien que le margrave de Durlach eut commis contre l'Empereur un crime identique à celui de Frédéric V, du margrave de Brandebourg Jagerndorf, des comtes de Hohenlohe et de Mansfeld, cependant il ne fut pas inquiété dans les deux années qui suivirent les victoires de Wimpfen et de Hochst, et jamais le ban de l'Empire ne fut prononcé contre lui. Depuis le licenciement de ses troupes, Georges-Frédéric demeura tranquillement dans son château de Hachberg. Mais dans l'année 1624, c'est-à-dire peu de temps avant que commençât la guerre avec le Danemarck, il s'immisça dans les intrigues qui s'y rattachaient, et partit pour Genève qui était alors le foyer de menées secrètes de la Hollande, de la France, de l'Angleterre, de la Savoie et de Venise contre la cour impériale. Cependant la manière outrecuidante dont il agit vis-à-vis du gouvernement de cette petite république eut pour conséquence qu'on lui donna à

[1] Rose « *Bernhard.* » I. P. 98 et 336.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

entendre qu'il n'avait qu'à quitter le territoire Genevois. Au mois de février 1626, Georges-Frédéric dut donc aller chercher un refuge dans la Savoie, pays limitrophe. Dans l'arrière automne de la même année il put, à l'aide des subsides de l'Angleterre, enrôler quelques milliers d'hommes qu'il amena aussitôt au roi de Danemarck [1]. Nous le retrouverons plus tard entré au service de Christian IV.

Sept jours après la défaite de Hochst, cinq jours après le licenciement des troupes du margrave de Durlach, le 17/27 juin, Frédéric V relâcha le landgrave de Darmstadt que jusque là il avait retenu en captivité. Préalablement, Louis dut promettre sur la foi du serment, qu'il s'entremettrait auprès de Sa Majesté Impériale selon ses forces, pour la restauration de l'Electeur Palatin et que, en particulier, il ne poursuivrait aucune vengeance au sujet des derniers événements [2]. Cette délivrance du landgrave de Darmstadt est la preuve que Frédéric V lui-même n'attendait plus rien des armes. Cependant il ne renonça pas encore à la guerre. Il est vrai, qu'il n'était plus question pour lui de rester dans le Palatinat, car Tilly victorieux approchait et allait y descendre du Mein avec toutes ses forces. Aussi Mansfeld et Christian de Brunswick jugèrent-ils sage de s'éloigner de la route que suivait l'armée de la *Ligue*. Après avoir jeté des renforts dans les places du Palatin encore défendues par ses troupes et les troupes anglaises, savoir : Heidelberg, Manheim, Frankenthal, ils passèrent sur la rive gauche du Rhin près de Manheim et remontèrent

---

[1] Schopfin. « *Histor. Zaringo-bad.* » IV. P. 203 et suivantes.

[2] Khevenhiller. IX. P. 1727 et suivantes. — *Theatrum Europ.* I. P. 633. — Rommel. « *Histoire moderne de la Hesse.* » II. P. 208 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

vers l'Alsace, incendiant partout villages et châteaux [1]. Frédéric erra encore quelques semaines avec ces deux aventuriers dont nominalement il était le maître, mais sur lesquels en réalité il était sans influence. Quel trio se trouvait ici réuni! Un Electeur et Roi du Saint-Empire Romain, ayant perdu par son incapacité pays et sujets; un flibustier (Mansfeld), mal-famé dans l'univers entier, et un prince (Christian) qui ne valait pas mieux qu'un brigand, tous les trois soutenus par une armée d'environ vingt mille pillards! Bientôt ils furent repoussés de la plaine du Rhin par l'archiduc Léopold, évêque de Strasbourg. A la mi-juillet ils assiégèrent la forteresse de Saverne en Alsace située sur les rameaux des Vosges, non loin de l'ancienne frontière de la France. Ce fut là enfin qu'eût lieu la dissolution définitive.

C'était contre la volonté et les avis de son beau-père que Frédéric au printemps avait quitté la Haye, pour venir dans le Palatinat; il n'avait suivi alors que l'impulsion de Maurice d'Orange. Le roi Jacques, qui, par des négociations à Madrid, que nous exposerons plus bas, espérait obtenir la restauration de son gendre, avait dès le début désapprouvé l'expédition du Palatin. Lorsque, pour complément, les batailles de Wimpfen et de Hochst eurent eu pour Frédéric une issue si malheureuse, il fit fort sérieusement presser l'Electeur par son envoyé lord Chichester [2], qui se trouvait alors à Heidelberg de mettre bas les armes et de renoncer à son alliance avec Mansfeld qui ne pouvait que le déshonorer aux yeux du monde. En dernier lieu le roi menaça même de rappeler

[1] *Theatrum Europ.* I. P. 633. — Khevenhiller. IX. P. 1729 et et suivantes.

[2] Khevenhiller. IX. P. 1728. — Arétin. « *Relations extér. de la Bav.* » I. P. 182.

Digitized by Google
Origina from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

le colonel de Vere si Frédéric ne se soumettait pas [1]. Jacques espérait une solution pacifique et Ferdinand II n'y paraissait point mal disposé [2]. Incessamment assiégé d'instances pour qu'il pardonnât au Palatin par plusieurs intercesseurs dont l'Electeur avait invoqué les bons offices, par le roi de Danemarck Christian IV, par l'Electeur de Saxe, par Jacques lui-même, l'Empereur, au printemps de 1622, avait envoyé à la cour d'Angleterre le comte de Schwarzemberg et fait faire par lui cette déclaration : « *Qu'il n'était point éloigné de la pensée de pardonner au comte Palatin, mais qu'au préalable celui-ci devrait mettre bas les armes, et que pour le reste on en traiterait à Bruxelles où les intéressés pourraient envoyer des députés.* Un Congrès s'ouvrit en effet à Bruxelles, mais la première question qui s'y posait était la demande de l'Empereur que Frédéric eut d'abord à se soumettre. Les Anglais de leur côté demandaient un armistice pour qu'on ne poussât pas plus loin les profits de la victoire. Ces prétentions étaient inconciliables. Jetons ici encore un regard sur la marche des choses. La voie adoptée par Frédéric, celle de reconquérir par la force son héritage, en se liant avec des aventuriers comme Mansfeld et Christian de Brunswick, et avec l'aide de la Hollande, était une voie fausse, une expérience de deux ans en avait suffisamment dévoilé l'absurdité. Beaucoup plus propre à conduire vers ce but était le plan adopté par Jacques. Au moyen des négociations qu'il suivait à Vienne et à Madrid, et grâce au mariage de l'héritier de la couronne d'Angleterre avec une princesse espagnole,

---

[1] Pièces justificatives, dans Soltl, *loco citat.* I. P. 266.
[2] Senkenberg. IV. P. 141 et suivantes.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

il comptait arriver à relever de sa chute l'Electeur Palatin. Je montrerai plus bas que Jacques, grâce à l'habileté de lord Digby, qui sur ces entrefaites avait été nommé comte de Bristol, fut au moment de renverser, à Madrid, par un coup heureux, l'édifice des calculs de la Bavière et de l'Autriche. Frédéric V aurait par conséquent agi plus raisonnablement si dès le début il eût écouté les avertissements de son beau-père, mais il nourrissait, ainsi que cela ressort clairement de ses lettres [1], une profonde répugnance contre tous les conseils venant de Londres, parce que là où il y avait pour lui une bienveillance réelle, on lui disait la vérité que personne n'aime à entendre et moins que tout autre un prince aussi simple et aussi mal élevé que Frédéric. Par contre il s'abandonna aveuglément aux suggestions de Maurice d'Orange, parce que celui-ci tout en ne traitant l'Electeur Palatin que comme un instrument et comme chair à canon hollandaise, flattait ses passions, sa vengeance, son orgueil. On prétend que Frédéric, dans son camp de Saverne en Alsace, aurait offert comme sacrifice à l'amour de la paix de son beau-père, ou plutôt à l'illusion dans laquelle le roi d'Angleterre était entretenu par la diplomatie impériale, de désarmer spontanément ; qu'à l'apogée de sa puissance il aurait licencié ses armées par amour pour la paix. Un tel sacrifice est tellement en contradiction avec toute la manière d'agir habituelle de l'homme, qu'on ne peut y croire si l'on n'y est forcé par des preuves inéluctables. Examinons donc ces preuves.

Le 3/13 juillet, Frédéric, de son camp devant Saverne, fit paraître le manifeste suivant [2] : « *Nous, Frédéric,*

[1] Chez Arétin. « *Documents* » VII.

[2] Khevenhiller. IX. P. 1730. Londorp. *Acta publica*. II. P. 626.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

par la grâce de Dieu, roi de Bohême, etc., à tous présents et à venir, savoir faisons par la présente, que les illustres princes, notre lieutenant général, prince[1] *et comte de Mansfeld, et notre bien-aimé cousin le duc Christian de Brunswick ainsi que tous les colonels, lieutenants, chefs d'escadrons, etc., qui sont sous leurs ordres, de haute ou bas e condition, du corps de la cavalerie ou de l'infanterie, et avec eux tous leurs soldats sans exception, nous ont servi jusqu'à ce jour, avec toute la fidélité qui était en leur pouvoir en tant que service militaire. Mais comme nous ne possédons plus les moyens de les garder à notre service, nous ne pouvons leur en vouloir de ce qu'ils nous ont demandé avec convenance de les délier de leurs engagements ; au contraire par la présente, nous les licencions honorablement, amicalement, gracieusement, ne nous opposant point à ce qu'ils aillent chercher ailleurs leur avantage en quelque lieu que ce soit, sous quelque forme qu'il se présente.* » Que contient en réalité ce document ? D'après son contexte peut-il encore être question d'un acte spontané de Frédéric ? Non, la chose est bien différente. Ce ne fut pas Frédéric qui congédia Mansfeld et Christian, ce furent Mansfeld et Christian qui congédièrent le comte palatin Frédéric [2].

---

[1] Il suit de là que l'assertion de ce que l'on appelle le Registre noir, — Londorp. *Acta publica*. II. P. 727, 2e colonne — portant que Frédéric aurait accordé au comte Mansfeld (à mendiant autre mendiant) le bailliage de Haguenau comme principauté héréditaire doit être vraie. C'est pour cela aussi que Mansfeld avait tant à cœur de s'assurer de l'Alsace, même au détriment de Frédéric V.

[2] L'auteur inconnu d'un pamphlet remarquable qui a pour titre *Acta Mansfeldica*, sans indication du lieu d'impression, 1625, in-4°, dit à la page 165 : « *Le pauvre Fritz* (l'Electeur Palatin) *qui avait mis dans Mansfeld tout ce qui lui restait*

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Ce qu'il faut ici envisager avant toute chose c'est ce caractère de mercenariat dont Mansfeld se présente à nous comme le type. C'est la guerre que le mercenaire aime, la guerre seule et pour l'amour de la guerre. Il ne veut pas être vaincu, il ne tient pas à vaincre, il veut guerroyer et faire du butin pour continuer à guerroyer. Pour une telle guerre il lui faut un drapeau, afin de se distinguer extérieurement des hauts-faits du brigand. Ce drapeau c'était le palatin Frédéric, qui l'avait fourni jusque là en sa personne. Mais l'heure venait où pour Mansfeld il allait constituer un danger menaçant. Tilly approchait, Mansfeld aurait dû combattre contre ce général pour le comte palatin Frédéric, et la chose pouvait devenir plus périlleuse encore pour Mansfeld que pour Frédéric. Il pouvait facilement arriver qu'on mit une fois et pour toujours un terme à cette vie de condottière, à cette principauté formée de mercenaires. Il s'agissait pour Mansfeld de prévenir cela et de chercher une issue.

Il prit la voie qui lui était familière. Nos lecteurs peuvent se souvenir qu'en 1620 au moment où l'armée de

---

d'espérance, est presque tombé en défaillance à la demande que celui-ci lui a faite (celle de licencier l'armée devant Saverne) *et l'a prié instamment, non comme roi, mais comme un pauvre compagnon d'armes abandonné de ne pas le quitter dans cette extrême détresse, mais d'avoir encore un petit moment de patience jusqu'à ce que le Margrave de Durlach se fût de nouveau quelque peu préparé, ou jusqu'à ce que d'autres amis secrets, c'est-à-dire les villes impériales, le Landgrave de Cassel, le duc de Wurtemberg, etc., dont la nouvelle fédération s'est révélée à la bataille de Wimpfen, lui eussent envoyé de l'argent pour quelque mois de solde. Mais comme le Margrave de Durlach a reçu à Wimpfen un soufflet, tel que depuis lors il ne veut plus tenter aucune témérité, Mansfeld s'est endurci et opiniâtré à réclamer la séparation.*

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

la *Ligue* et celle de l'Empereur marchaient sur Prague, il s'était tenu à l'écart et avait noué des négociations. Il en résultait que l'on passa devant lui, et qu'on alla directement à Prague. Dans l'hiver de l'année 1620, il était le seul général qu'eût encore Frédéric, et se trouvait dans le Haut-Palatinat. Ce fut de là qu'il renoua encore d'autres négociations. Dans son apologie qu'il fit imprimer, il avoua lui-même qu'il ne le faisait que pour la forme. En tout cas elles lui procurèrent l'avantage de le mettre à l'abri d'une attaque de Tilly. En octobre 1621, il s'enfuit du Haut-Palatinat et passa dans le Bas-Palatinat. En novembre 1621 on recevait déjà de lui à Bruxelles une nouvelle communication, annonçant qu'il voulait traiter. Peut-être alors, l'état des affaires dans le Bas-Palatinat lui paraissait-il peu favorable. Ces négociations se traînèrent durant tout l'hiver. Mansfeld, qui ne tenait jamais compte que de ses intérêts personnels, avait en effet élevé ses exigences d'une manière si démesurée, que même les seigneurs ecclésiastiques membres de la *Ligue*, hésitèrent malgré leur amour pour la paix, à compter un tel prix à cet homme, quelque dangereux qu'il pût être. En ce qui concernait son armée, Mansfeld, à chacune de ces négociations, donnait l'assurance que le jour même de leur conclusion, il la conduirait dans les rangs de celui qui la veille était son adversaire. C'est qu'en effet elle était formée de mercenaires et seulement de mercenaires. Au commencement du mois d'avril 1622, on était au moment d'aboutir lorsque Frédéric parut dans le camp de Mansfeld. Mansfeld, qui avait sollicité pour lui-même à Bruxelles l'action d'un négociateur, chassa de son camp celui qui lui avait été envoyé et releva de nouveau le drapeau de Frédéric. Il y en eut ainsi pour trois bons mois de l'année 1622.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Durant ce temps, Mansfeld dirigeait la guerre d'une façon évidemment telle qu'il pouvait toujours couvrir Haguenau, ville d'Alsace où il avait entassé ses rapines. L'explication n'est pas longue à chercher. Dans les négociations du début de l'année 1622, il avait demandé pour lui-même à l'Empereur, par l'intermédiaire de l'Infante de Bruxelles, la possession du bailliage de Haguenau en Alsace, à titre héréditaire et la dignité de prince de l'Empire. Lorsque ensuite au mois d'avril arriva Frédéric, Mansfeld lui fit la même demande et Frédéric y consentit. Mais au mois de juillet, le péril du moment était du côté de Tilly, et Mansfeld reprit encore une fois les voies qui lui étaient particulières.

Dès qu'il eut entre les mains l'acte de licenciement de Frédéric, il s'adressa à Tilly. Cette démarche est constatée [1]. Des gens instruits expriment le doute que cette lettre ne fût point la première. Nous aussi nous en doutons fort, étant donné l'état des circonstances, mais nous nous en tenons aux choses dont réellement la preuve est entre nos mains. Le 4/14 juillet, Mansfeld fait parvenir à Tilly le certificat de congé à lui donné par Frédéric [2]. En le faisant constater il y ajoute la proposition que lui, Christian de Brunswick et toute leur armée seraient tout prêts et tout disposés à entrer au service de l'Empereur, si on leur paye la solde arriérée. En effet, c'est sous l'Empereur en premier lieu et avant tous les autres qu'ils aiment le mieux servir. Et le but de la lettre est de bien expliquer cela au général. Mais si l'Empereur ne voulait pas de leurs services, ils le prieraient alors d'annuler le ban de l'Empire prononcé

[1] Londorp. *Acta publica*. II. P. 727.

[2] Arétin. « *Relations extérieures de la Bavière.* » I. P. 182.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

contre eux et de publier une amnistie générale. En ce cas ils seraient prêts à passer tout de suite, hors des frontières de l'Empire. Et ils sont prêts à cela, déclare Mansfeld, pour peu que Tilly leur promette personnellement que cette amnistie générale de l'Empereur sera proclamée, et en ce cas comptent s'éloigner sur la foi que cette promesse de Tilly sera ratifiée.

C'est dans ces documents que se révèle clairement et évidemment le caractère tout mercenaire de Mansfeld et de ses compagnons.

Tilly ne se crut pas autorisé à faire une réponse affirmative à cette demande. Il s'en référa au duc de Bavière. Maximilien répliqua qu'on ne pouvait se fier à cette offre, que ce n'était qu'un prétexte pour susciter de nouvelles difficultés, mais que Tilly pouvait la communiquer à l'Empereur. Ainsi étaient les choses au 22 juillet.

En attendant, les événements se précipitaient. Mansfeld et Christian ne pouvaient plus tenir dans leur camp de Saverne en Alsace, à l'Est l'épée de Tilly leur barrait le chemin, et dans leurs rangs sévissait la famine. A cette heure leur survint, bien opportunément, une invitation de la part du duc de Bouillon, de marcher vers l'Ouest, le duc voulant se servir de leurs bandes pour les Huguenots. Mansfeld suivit cet appel espérant de son côté que le roi l'employerait contre les Huguenots. Mais cela dépendait des circonstances. *Ibi fas, Ubi merces.*

Après avoir licencié l'armée de Mansfeld, Frédéric V se rendit dans la ville de Sedan auprès de son parent le duc de Bouillon. C'était celui auquel il avait réservé un rôle si brillant, dans cette constitution de la Germanie ébauchée en 1619, mais avortée dès 1620. De là il écrivit sous la date du 14/24 juillet à son épouse, une

Digitized by Google Origina from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

lettre [1] qui donne de curieux renseignements et sur le caractère du malheureux prince et sur les moyens par lesquels la guerre du Palatinat fut faite, ou pour mieux dire, aurait dû être faite : « *Je suis bien curieux*, dit-il en commençant, *d'apprendre ce que l'on dit de moi à la Haye; probablement on doit m'y blâmer, mais en vérité l'irrésolution des Etats Généraux et leur négligence (pour les subsides) ont été la cause principale que tout a si mal marché.* » Par conséquent Frédéric avait entrepris sa campagne d'après les promesses décevantes de Maurice d'Orange, et dans l'espoir de secours en argent, de la Hollande. Par là serait justifiée l'explication que nous avons donnée plus haut, des vrais motifs de la guerre du Palatinat [2]. A ce moment là, comme précédemment, Frédéric ne prit pas beaucoup à cœur son malheur. Il continua ainsi sa lettre : « *Ici à Sedan on me traite si bien que je ne saurais souhaiter mieux. Je passe mon temps à jouer à la paume et à me baigner, si le premier m'échauffe un peu, le dernier me rafraîchit de nouveau. Du reste je me porte à merveille, et si seulement mes affaires allaient mieux, je serais parfaitement heureux.* » Quel prince! Ses serviteurs personnels eux-mêmes semblent avoir trouvés déplacée la nonchalance de leur maître, car il s'en plaint à sa femme : « *Depuis mon départ de l'armée je n'entends rien dire du comte Mansfeld, et aucun de mes gens ne m'a suivi. Je ne sais pas du tout ce que cela signifie, jamais dans ma vie je n'ai été si mal servi. Je n'ai*

---

[1] D'Arétin « *Documents.* » VII. P. 187 et suivantes.

[2] L'auteur des *Acta Mansfeldica* dit aussi, *loco citato*. P. 165, que la cause du Palatin ne tourna si mal, que parce que les lettres de change de la Hollande restaient en route.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

avec moi que Michaélowitz et Streff ; mon écuyer est retourné à l'armée pour en ramener quelques-uns de mes chevaux et quelques-unes de mes voitures, mais je doute fort qu'il revienne. »

Détournons-nous de ce prince et occupons-nous d'un homme, de Tilly. A notre avis, la campagne du Palatinat de l'année 1622 lui assigne une place parmi les grands capitaines des temps modernes. Combien difficile était la tâche qu'il avait à résoudre, et comment l'a-t-il menée à bout ! Avec une armée qui ne compte que le tiers des forces de ses adversaires, il empêche leur jonction, les défait séparément l'un après l'autre, et contraint enfin les derniers demeurants à abandonner le sol de l'Empire. Quel calcul du caractère de ses adversaires n'y montre-t-il pas ! L'Empereur et la *Ligue* sentirent qu'à un tel homme ils devaient une récompense extraordinaire. Ferdinand II l'éleva au rang des comtes de l'Empire ; la *Ligue* donna à son général une gratification de vingt mille florins [1]. Qu'il nous soit permis au sujet de l'avancement militaire de Tilly de rapporter les observations d'un contemporain resté inconnu [2]. Il a fait un résumé fort important, peut-être à l'intention d'un prince de Bavière, des rapports qui arrivaient à Munich ou en étaient expédiés. Ce qu'il dit, si j'en juge d'après mes sentiments, exprime très-fortement l'esprit de la bureaucratie allemande. « *Dans l'année 1619, Tilly est encore baron, et quoiqu'il soit déjà lieutenant-général de Bavière, on ne fait que le tutoyer. En l'année 1620, on* (le duc Maximilien) *commence à lui écrire de sa propre main et à lui dire : vous. Les lettres commencent*

[1] D'Arétin « *Relations extérieures de la Bavière.* » I. P. 198.

[2] Voir le texte dans Westenrieder, « *Documents.* » VIII. P. 149 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ainsi : Je vous envoie d'abord mon gracieux salut, cher monsieur de Tilly. C'est le 21/31 juillet que Tilly a pour la première fois contresigné avec son titre de comte. »

Frédéric ne resta pas longtemps seul à Sedan, il y reçut bientôt la visite de ses anciens colonels et mercenaires. J'ai déjà dit que les bandes de Mansfeld et de Christian prirent leur route le long de la frontière de l'Allemagne, parce que des deux côtés du Rhin les passages se trouvaient entre les mains des troupes de la *Ligue* et des troupes impériales. Un document [1] que je taxe d'exagération, évalue l'ensemble de leurs forces au moment où elles s'éloignèrent de Saverne à un peu plus de trente mille hommes, savoir douze mille hommes d'infanterie et sept mille chevaux sous les drapeaux de Mansfeld, ensuite six mille fantassins et soixante-douze cornettes de cavalerie sous les ordres de Christian. *Il ajoute que les deux chefs avaient avec eux quatorze pièces de grosse artillerie, les munitions étaient traînées dans soixante voitures, les bagages (contenant le fruit des déprédations faites en mainte province) dans deux mille chariots.* Mansfeld avait prié le duc de Lorraine de lui accorder le libre transit à travers son territoire ; il promettait en échange une stricte observation de la discipline militaire et un passage rapide ; en cas de refus il menaçait d'employer la force. Le Duc dont les forces étaient beaucoup trop insignifiantes pour résister à une telle armée dut laisser faire ce qu'il ne pouvait empêcher. Mais Mansfeld tint mal sa promesse. Durant quinze jours ce ne furent en Lorraine, selon sa coutume, que réquisitions, incendies, meurtres et viols. Cette

[1] *Theatrum Europ.* I. P. 663.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

horde se précipita ensuite sur le territoire du duc de Bouillon. Christian et Mansfeld avaient avant tout besoin d'argent pour retenir dans l'obéissance, en une certaine mesure, leurs gens qui, depuis longtemps, n'avaient plus reçu de solde. Déjà alors trois mille des cavaliers de Mansfeld le menaçaient d'une rébellion ouverte, ils voulaient se rendre maître de l'artillerie et la retenir en gage jusqu'à ce que leur arriéré fût réglé [1]. Autant que je puis le déduire des indications embrouillées d'une source fort sérieuse [2], les deux chefs au début avaient l'intention de s'ouvrir un chemin vers la Hollande, et d'entrer de nouveau au service des Etats leurs anciens maitres, mais les lettres de change et les nouveaux brevets de nominations n'avaient pas encore trouvé la route du camp des princes unis. Or le manque d'argent et la fâcheuse disposition des troupes les contraignaient à recourir au plus prompt remède ; Mansfeld et Halberstadt prêtèrent donc l'oreille à différentes propositions qui leur furent faites d'autre part. Le duc de Bouillon, de concert avec plusieurs seigneurs français mécontents, nourrissait à ce moment le projet d'une insurrection des Huguenots contre le roi de France Louis XIII, il invita les deux chefs de bandes allemands à faire cause commune avec lui. Christian d'Halberstadt approuva cette proposition, mais Mansfeld ne l'agréa point, probablement parce que le duc de Bouillon ne pouvait pas lui compter assez d'argent. Une seconde offre venait de la Flandre espagnole, pays voisin, et de l'Infante régente qui promettait deux cent mille couronnes, si Mansfeld et Christian voulaient combattre

[1] *Theatrum Europ.* P. 665, au bas.
[2] *Ibid.*

Digitized by Google Origina fro UNIVERSITY OF CALIFORNIA

contre les Hollandais sous le drapeau espagnol. Mansfeld de son côté eut la pensée de vendre son épée et ses hommes à la France d'où lui étaient faites aussi semblables propositions. Mais Christian d'Halberstadt ne voulut pas en entendre parler. Comme Mansfeld s'opiniâtrait dans sa résolution, il se fit entre ces deux hommes une rupture qui bientôt gagna aussi leur armée; quelques milliers d'hommes de Mansfeld passèrent du côté de Christian. Enfin l'on découvrit que Mansfeld avait été trompé par la cour de Paris et cette découverte obligea le comte à se réconcilier avec Halberstadt. Le roi de France n'avait fait ces promesses que dans le but de gagner du temps jusqu'à ce qu'il eut réuni sur la frontière une armée suffisante avec laquelle Louis XIII comptait tomber sur les flibustiers étrangers.

Pendant que ces négociations avec la France se traînaient, l'Infante-gouvernante avait réussi à faire revenir du Palatinat Don Gonzalez de Cordova avec son armée. De cette manière, Mansfeld et Christian se trouvaient pris entre deux feux, à gauche les Français, à droite les Espagnols. Ils ne pouvaient plus se sauver que par une marche d'une extrême célérité, en traversant la Flandre voisine pour gagner la Hollande. Mansfeld fit mettre le feu à un grand nombre de ses voitures et monter sur les chevaux devenus ainsi disponibles environ un millier de ses fantassins. Puis tous les deux se jetèrent en toute hâte en Flandre avec leur artillerie, infanterie et cavalerie. Ils abandonnaient derrière eux tout ce qui ne pouvait pas suivre, tout ce qui s'affaissait harassé de fatigue; c'étaient autant de victimes inévitablement livrées aux paysans. Cependant cette précipitation, qui semblait avoir des ailes, ne les préserva pas de la rencontre avec les Espagnols qu'ils avaient redoutée.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Lorsque après une marche de dix heures de nuit ils arrivèrent le 18/28 août près du village de Fleurus, non loin de Ligny, et à quelques lieues de Waterloo où cent quatre-vingt-treize ans plus tard Allemands et Anglais combattirent avec tant de gloire, ils trouvèrent la route barrée par l'armée de Cordova. Aussitôt Christian et Mansfeld résolurent de forcer le passage le lendemain aux premiers rayons du soleil. Le 19/29 août, à trois heures du matin, les trompettes sonnèrent l'attaque. Mais au moment où Mansfeld voulut conduire ses cavaliers contre l'ennemi, quinze cents d'entre eux lui refusèrent d'obéir, il ne put même les amener à faire une décharge de leurs pistolets et à prendre la pose d'hommes prêts à combattre, tant ils étaient exaspérés de ce que leur solde était arriérée depuis plusieurs mois [1]. Mais par contre les gens de Christian se conduisirent d'une manière irréprochable. Tandis que les troupes de Mansfeld se composaient de vauriens débauchés, accourus de tout côté, et néanmoins braves [2], il y avait parmi les cuirassiers de Christian encore quelques fils de paysans de la Basse-Saxe, enfants de parents loyaux [3] qui suivaient au feu le Duc, fils de leur famille princière, sans avoir besoin qu'on leur mît l'argent dans la main.

La journée de Fleurus fut la plus brillante de celles de la carrière militaire de Christian. Résolu à forcer le passage ou à mourir, il se jeta à plusieurs reprises sur les Espagnols à la tête de sa cavalerie et avec une furie telle qu'il finit par forcer le passage, bien qu'avec de grandes pertes. Du côté des aventuriers restèrent sur le champ de bataille plusieurs hommes d'un nom distin-

---

[1] *Theatrum Europ.* I. P. 667.
[2] *Ibid.* P. 665.
[3] Von der Decken, *loco citato.* I. P. 94.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

gué, le comte Henri d'Ortenbourg et le duc Frédéric de Saxe Weymar [1], l'aîné de sept frères, qui perdit la vie en combattant contre sa patrie et notre chef légitime de l'Empire. Du côté des Espagnols tombèrent beaucoup de gentilhommes castillans, où pour parler comme notre document, beaucoup de Don. Christian et Mansfeld continuèrent de toute la vitesse de leurs chevaux à courir vers Bréda, où ils arrivèrent au commencement de septembre avec sept mille cavaliers. L'infanterie que l'on avait laissée en arrière parce qu'elle ne pouvait suivre assez vite, essuya durant cette marche de grandes pertes soit du fait des Espagnols, soit du fait des paysans. A peine cinq mille d'entre eux exténués de fatigue purent-ils atteindre Bréda. Christian avait au combat de Fleurus, reçu à la main un coup de feu que dans le principe il négligea. Mais la blessure devint gangreneuse et il dut se faire amputer le bras à Bréda. Un Hollandais ingénieux fit pour lui un bras artificiel en fer, dont il se servit dès lors. Les débris fort éclaircis de l'armée de Brunswick et Mansfeld furent aussitôt engagés pour un temps très limité au service de la Hollande. Ils aidèrent à délivrer l'importante forteresse de Berg-op-zoom, située à l'embouchure nord-est de l'Escaut et qu'assiégeait Spinola.

Cependant en Allemagne, l'attaque dirigée contre le petit nombre de forteresses occupées encore par les troupes de Frédéric V, anglaises et palatines, c'est-à-dire Heidelberg, Manheim et Frankenthal, touchait presque à son terme. Le roi Jacques avait envoyé à Bruxelles le chevalier Weston pour prendre part au

---

[1] *Theatrum Europ.* I. P. 666. Rose « *Jean-Frédéric de Saxe.* » P. 113, note 10.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

congrès annoncé ; mais l'Empereur ayant exigé une soumission préalable, cette demande fit, comme précédemment, échouer les négociations. En attendant, Tilly continuait sa marche victorieuse. Les choses en étant à ce point, l'Empereur fit expédier à la date du 18 juin à la cour d'Angleterre une lettre [1] contenant ceci : « *La paix ne pourrait guère être conclue à Bruxelles, vu qu'un tel acte concerne l'Empire tout entier ; l'Empereur a donc pour cela convoqué les princes de l'Empire à Ratisbonne pour une diète. Si Sa Majesté le roi d'Angleterre veut également députer quelqu'un à cette assemblée, elle en a toute liberté.* » Jacques demanda alors à l'Infante-gouvernante de vouloir bien au moins rappeler l'armée espagnole sous les ordres de Cordova. On lui répondit que *Cordova avait de Madrid même, l'ordre de faire tout ce que Tilly lui ordonnerait.* En dernier lieu le roi Jacques chercha à prévenir la chute des forteresses palatines, en déclarant qu'il prenait ces places sous sa protection immédiate. Mais Tilly avait déjà pris des mesures telles qu'elles démontrèrent jusqu'à l'évidence que cette dernière arme serait aussi inutile que les autres. Immédiatement après que Mansfeld, Christian et Frédéric V eurent quitté le Palatinat, il s'empara sans peine du château et de la ville de Ladenbourg, place qui pour lui était d'un grand prix, parce que, au moyen du pont de bateaux qui y existait, il pouvait librement passer le Necker. Au mois d'août il commença le siége d'Heidelberg, centre du gouvernement du Palatinat, dont la garnison composée de quelques milliers d'Allemands, de Hollandais et d'Anglais était commandée par Henri Van der Merven.

---

[1] *Theatrum Europ.* I. P. 643.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Au mois de septembre les ouvrages étaient assez avancés pour qu'on pût entreprendre une attaque générale. Le 6/16 septembre 1622 dans la soirée et le 17 septembre au matin, pendant que toute l'artillerie du siége tonnait des montagnes contre la ville et le château, les Bavarois donnèrent un triple assaut du côté de Kaysersthul, du côté de la porte de Spire et contre le pont du Necker. Les assiégés étaient épuisés par le travail d'une nuit terrible passée sous les armes; à ce moment les croates de Tilly passèrent le Necker. du côté du nord, pénétrèrent dans la ville, balayèrent les rues, enfoncèrent de l'intérieur les portes à coup de sabre, sur quoi le reste de l'armée de Tilly inonda la vieille ville. Le commandant avec environ cinq cents hommes et la plupart des employés du gouvernement se réfugia dans le château. Immédiatement Tilly le somma de se rendre. Henri Van der Merven répondit qu'il ne pouvait pas accéder à cette demande, mais qu'il voulait bien envoyer à Manheim un officier auprès du général en chef, Horace de Vère, pour en apprendre s'il pouvait espérer être secouru. Tilly adjoignit au capitaine qui fut désigné pour cette mission, un trompette. L'envoyé étant revenu le 18 au soir sans apporter l'assurance désirée, Van der Merven conclut le 19 avec Tilly un traité par lequel on garantissait à lui et à toute la garnison qu'ils pouvaient se retirer en liberté avec tous leurs bagages, enseignes déployées et mèche allumée. Une partie de l'armée bavaroise fit mine de vouloir tomber sur l'ennemi en retraite, mais Tilly maintint l'ordre en menaçant les insubordonnés de la potence, et fit accompagner les gens de Van der Merven par quelques cornettes de cavalerie jusqu'à Francfort [1]. La vieille légende pré-

[1] Senkenberg. IV. P. 146. *Theatrum Europ.* I. P. 658.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tendant qu'à la prise de Heidelberg[1] il fut commis des actes d'une cruauté inouïe est une exagération. Cette ville souffrit ce que souffrent toujours les places prises d'assaut, ni plus, ni moins. Il se trouvait, dans l'église du Saint-Esprit d'Heidelberg, une bibliothèque extraordinairement riche en manuscrits, la plus belle qu'eût alors l'Europe, selon le jugement de Caraffa[2]. Cette splendide collection, le Pape se la fit donner en présent par le maître de Tilly, le duc Maximilien. Déjà au mois de décembre 1622, le célèbre érudit dans la langue grecque moderne, Léon Alliati, arrivait à Heidelberg comme plénipotentiaire du Pape, pour prendre livraison de ce présent. Au commencement de l'année suivante, un long convoi de mulets porta le trésor de Heidelberg à la bibliothèque Vaticane de Rome[3]. Cent quatre-vingt-quinze ans plus tard, à la suite de la seconde paix de Paris, une partie de ce butin fut rendue par le Pape. Heureuse tu aurais été ma patrie, si, dans la guerre de Trente Ans, tu n'avais perdu rien autre que cet amas de vieux parchemins !

Après la prise de Heidelberg, Tilly se tourna contre Manheim que défendait Horace de Vère. Le 9/19 octobre, la ville fut prise d'assaut ; quant au château, de Vère y tint encore dix jours de plus, jusqu'au moment où le manque de pain, de médicaments, d'argent et de bois combustible, le contraignit à se rendre. Il obtint la libre retraite avec les honneurs militaires et, comme Henri Van der Merven, fut escorté jusqu'à Francfort par des cavaliers de Tilly. En novembre, Tilly essaya

---

[1] Wilken « *Histoire de la bibliothèque d'Heidelberg.* » P. 135 et suivantes.

[2] *Commend.* P. 150.

[3] Senkenberg. IV. P. 147, note Y.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de terminer par la prise de Frankenthal ; mais la résistance fut si vigoureuse et la saison était déjà si rude, qu'il dût y renoncer. Ce ne fut qu'au printemps de 1623, que Frankenthal succomba, et ce ne fut point par la force des armes. Comme le Palatinat cruellement dévasté n'offrait plus de ressources, Tilly, pour ses quartiers d'hiver, disposa ses soldats dans les environs en larges cercles concentriques. Beaucoup de comtes et de seigneurs et particulièrement beaucoup de villes impériales, dont les gouvernements patriciens avaient jusqu'alors soutenu en secret les ennemis de Ferdinand II, eurent à subir de lourds logements de soldats. Ce furent entre autres, sur le Rhin, les villes de Haguenau, Spire, Kronweissembourg, Landau, Worms ; dans la Wetterau, Wetzlar, Friedberg, Genhausen, places déjà antérieurement occupées par Spinola, en Souabe, Heilbronn et Hall.

Après une campagne pleine de si glorieux succès, l'année 1622 se termina par d'importantes négociations politiques. S'appuyant sur les grands services rendus par ses armes à la Maison Impériale, Maximilien de Bavière réclama avec des instances de plus en plus vives que le transfert de la dignité électorale du Palatin, consenti secrètement dans l'automne de 1621, fût officiellement exécuté. Ferdinand II ne pouvait pas contester la justesse de cette demande. Mais sa réalisation, même alors, n'allait point encore sans difficultés. Plusieurs puissances s'opposaient à ce projet, les unes sérieusement, les autres par des considérations personnelles. Le 4/14 mai 1622, l'Electeur de Saxe, Jean-Georges, obsédé par les prières de Frédéric V, avait adressé à la cour de Vienne une lettre [1], dans laquelle

[1] Voir le texte dans Londorp. II. P. 605, en bas et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

il conjurait l'Empereur, avec des phrases étudiées et touchantes, d'accorder au Palatin repentant son pardon et l'annulation du ban de l'Empire. Cette intervention avait été calculée seulement pour jeter de la poudre aux yeux des autres princes et pour pouvoir dire : *le noble Electeur de Saxe s'intéresse chaudement au malheureux Palatin et à la cause de l'Evangile.* En effet, à la date du 8/18 juillet, l'envoyé impérial, comte Jean-Georges de Zollern, écrivait de Dresde à Vienne[1] : *Que Ferdinand n'avait pas à prendre le moindre souci des déclarations officielles de l'Electeur de Saxe, car l'on tenait de sa bouche que Jean-Georges désirait de tout son cœur que l'Empereur poursuivît le cours de ses victoires, qu'il prît le comte Palatin par la tête, et disposât de son électorat, selon son bon plaisir.* Néanmoins l'on prévoyait à Vienne que dès que l'on en arriverait aux faits, Jean-Georges élèverait des protestations, et se réserverait certains avantages personnels comme prix de sa condescendance. L'Empereur s'attendait aussi à des réclamations identiques de la part d'autres princes allemands. Enfin une puissance vis-à-vis de laquelle il était tenu aux plus grands égards, l'Espagne, souleva une sérieuse opposition. La cour de Madrid poursuivait en cela un double but. Dans le principe elle comptait garder pour elle-même, avec l'Electorat, le Bas-Palatinat[2]; cette belle province étant intercalée entre les possessions espagnoles dans la Haute-Italie et dans les Flandres, lui paraissait doublement précieuse. Mais plus tard lorsque la négociation relative au mariage de l'héritier du trône d'Angleterre avec une

---

[1] Khevenhiller. IX. P. 1763.

[2] D'Arétin « *Relations extérieures de la Bavière.* » I. P. 173.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

princesse d'Espagne, prit de plus en plus un caractère de maturité, les ministres espagnols se mirent à travailler contre les prétentions de la Bavière parce que le roi d'Angleterre, Jacques, avait fait de la restauration de son gendre, le comte Palatin, une des premières conditions de ce mariage. L'Empereur ne voulait pas accorder le transfert public de l'Electorat contre la volonté de l'Espagne, d'où semblait résulter que le plan du Duc devait échouer contre un écueil, impossible à doubler et à éviter.

Mais Maximilien ne se désista pas. Le Père Hyacinthe, ce capucin dont nous avons parlé plus haut, fut envoyé par lui à Madrid parce qu'il espérait pouvoir, grâce à lui, y triompher de l'opposition de la cour d'Espagne [1]. En même temps le duc descendait jusqu'à flatter les convoitises de l'Espagne au sujet du Bas-Palatinat. Lorsque au commencement de l'année 1622, le comte Khevenhiller, dans son voyage de Vienne à Madrid s'arrêta à Munich, Maximilien s'ouvrant à lui, lui confia [2] ses prétentions personnelles sur le palatinat du Rhin si Don Philippe voulait bien ratifier le transfert de l'Electorat. Dans le fait, le comte allemand et le capucin italien s'acquittèrent à merveille à Madrid de leur mission. Il y avait dans cette cour un parti qui, dès l'origine, avait été opposé au projet de mariage et qui à la fin atteignit le but de ses secrètes visées.

Ce fut avec ce parti qu'il se lièrent l'un et l'autre. Dans une lettre [3] envoyée par lui de Madrid à Vienne, à la fin de l'année 1622, Khevenhiller exprimait l'espé-

[1] D'Arétin. « *Relations extérieures de la Bavière.* » P. 176.

[2] Khevenhiller. IX. P. 1765.

[3] Khevenhiller. IX. P. 1770.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

rance que la cour d'Espagne, si une fois l'Electorat était transféré à Maximilien, finirait par reconnaitre le fait accompli. Toutefois la persistance de l'Espagne dans son opposition, se combinant avec l'attitude menaçante qu'avaient prise au printemps de 1622, Mansfeld, le Margrave de Bade, Georges-Frédéric, et Christian d'Halberstadt, motiva chez l'Empereur de graves hésitations. Le Pape avait envoyé à Vienne un ambassadeur extraordinaire, Fabricius Vérospi pour y presser l'affaire de l'Electorat. Au mois de mars 1622, Ferdinand II lui fit la déclaration [1] : *qu'il existait des raisons de la plus haute importance empêchant que le transfert de l'Electorat déjà consenti secrètement, pût devenir officiel et public, et que le duc de Bavière lui-même reconnaissait, qu'étant donné l'état actuel des choses, on ne pouvait rien précipiter.* Enfin les heureux succès de la campagne de 1622, les victoires de Wimpfen, de Lorsch, de Hochst et la fuite de Mansfeld hors de l'Empire, finirent par triompher des scrupules de Ferdinand II.

Il convoqua une diète des princes à Ratisbonne, pour l'hiver de 1622 [2]. Les Grands qui y furent convoqués furent [3] ceux dont les noms suivent : les Electeurs ecclésiastiques de Mayence, de Cologne, de Trèves, les Electeurs séculiers de Saxe et de Brandebourg, l'archevêque de Saltzbourg, l'évêque de Bamberg et Wurtzbourg, le duc de Bavière, Maximilien, le duc de Brunswick-Wolfenbuttel, Frédéric-Ulric, le duc de Poméranie Bogislas, le landgrave de Hesse-Darmstadt, Louis. Parmi les laïcs convoqués cinq étaient protestants, —

[1] Sattler. « *Les ducs de Wurtemberg.* » VI. Appendice P. 165.
[2] Senkenberg. IV. P. 180, note E.
[3] Ibidem. P. 187.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les Electeurs de Saxe et de Brandebourg, les ducs de Brunswick et de Poméranie, le landgrave de Hesse — tous les autres étaient catholiques et par conséquent on pouvait pressentir qu'ils seraient bien portés pour le projet de l'Empereur. Les cinq membres protestants avaient aussi par leurs paroles et leurs actes fait assez souvent preuve de leur fidélité envers l'Empire et l'Empereur. Cela peut s'appliquer même à Frédéric-Ulric, car il n'avait pris aucune part aux entreprises de son frère Christian; bien plus il avait tenté de les empêcher. Néanmoins ni lui, ni Bogislas de Poméranie ne parurent à la Diète. Jean-Georges de Saxe resta aussi en dehors. Il était mécontent de ce qui s'était passé en Bohème et de ce que l'on n'avait pas tenu compte de ses conseils. Cependant c'était plutôt là un prétexte que le vrai motif de sa conduite; en réalité il voulait se faire acheter son acquiescement au transfert de l'Electorat à un prix tout spécial, en dehors du passé. Par contre, pour montrer qu'il n'irait pas jusqu'à l'intransigeance, il envoya des députés à Ratisbonne. L'Electeur de Brandebourg suivit l'exemple de l'Electeur de Saxe.

Vers la fin de novembre, l'Empereur arriva à Ratisbonne. Les débats s'engagèrent par l'affaire de l'Electeur Palatin. L'Infante-Gouvernante des Flandres avait en attendant, et sous la réserve de la sanction impériale, élaboré à Bruxelles avec les envoyés du roi d'Angleterre, Jacques, la convention suivante [1] : « *Les deux partis en Allemagne déposent les armes pour un an, afin que pendant ce temps-là on puisse travailler à la paix*

[1] Pour ceci et tout ce qui va suivre, voir Senkenberg, IV. P. 195 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

générale. Jusqu'à la conclusion de cette paix, la ville de Heidelberg prise par Tilly, sera remise à l'Electeur Frédéric V, par contre les forteresses de Manheim et de Frankenthal seront remises comme gages à l'Infante, toutefois avec un mode tel que l'Electeur précité retire à son profit les revenus de chacune de ces trois villes. Si la paix ne se conclut pas dans le délai préfix, Heidelberg sera rendu à Tilly, Manheim et Frankenthal à l'Electeur Palatin. » L'ambassadeur d'Espagne près la cour de Vienne, comte d'Ognate, qui s'était rendu en personne à Ratisbonne, chercha au prix de tous ses efforts à obtenir pour cet arrangement la sanction supérieure. Ferdinand II fit part à l'Assemblée de cette proposition, et l'affaire fut si bien menée, que les Etats firent la réponse qu'exigeaient l'honneur et l'intérêt de l'Empire d'Allemagne ; l'Assemblée repoussa, non sans quelques railleries, la proposition anglo-espagnole. Je ne trouve rien à reprendre dans cette manière d'agir, que la plupart des historiens blâment comme déloyale. En vérité l'Electeur Palatin et son royal beau-père n'avaient aucun droit à demander à Ferdinand II ni une sincérité absolue, ni un abandon sentimental. Cependant, c'est ce que doivent supposer ceux qui condamnent l'Empereur d'Allemagne pour la manière dont, alors, il se débarrassa des Anglais. Après que la tentative faite par Frédéric V, de dépouiller la Maison de Habsbourg de ses pays et de ses biens et de la faire disparaître, eut été repoussée par la force des armes, après que l'auteur de cet attentat eût reçu sa juste punition, il aurait donc fallu — telle était la prétention du roi Jacques — que le chef de notre empire, jouât la magnanimité, pardonnât à son mortel ennemi ; bien plus, lui laissât entre les mains les moyens

Digitized by Google Origina from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de renouer plus tard d'autres intrigues, et tout cela pourquoi ? parce que le coupable avait pour femme la fille de Sa Majesté anglaise! Je voudrais voir quels cris s'élèveraient chez les Anglais contre la stupidité allemande et l'effronterie allemande, si, de nos jours, l'Autriche ou un autre état de la Confédération germanique adressait en des circonstances analogues, pareille demande à la cour de Londres. Jacques fut éconduit comme il le méritait !

Dans le cours des débats sur la proposition anglaise, on en vint à parler de diverses choses qui répandent une vive lumière sur l'histoire des dernières campagnes, et confirment l'exposition que nous avons faite des complicités dans les événements de cette époque. Plus d'une fois il fut établi par des partisans de l'Empereur [1], que c'étaient les Hollandais qui avaient excité la guerre en Bohême comme en Allemagne et particulièrement qui avaient armé contre l'Empire, Christian d'Halberstadt et Mansfeld. Aussi l'Empereur demanda-t-il — inutilement il est vrai — à l'Assemblée des moyens pour obvier à l'avenir à de pareilles intrigues de la République.

Enfin, dans une séance qui eut lieu le 10 janvier (nouveau style) 1623, Ferdinand fit connaître le but qu'il visait personnellement, mais que, jusques là, il avait laissé au second plan. Il fit faire aux princes une proposition de la teneur suivante [2] : « *Le monde entier a connu les derniers troubles de l'Allemagne, la révolte de la Bohême et même les desseins de nos ennemis de renverser complètement l'Empire ; les papiers*

[1] Senkenberg. P. 200 et suivantes. 211 et suivantes.
[2] Ibidem. P. 206.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

saisis à Prague, donnant sur leurs secrets des lumières qui ne permettent aucun doute[1]. *Dans tous ces crimes celui qui a joué le premier rôle fut Frédéric, qui se nomme le comte Palatin; sous le prétexte qu'il n'agissait point contre l'Empereur, mais seulement contre l'archiduc d'Autriche, c'est lui qui s'est emparé de la couronne de Bohême; et, depuis lors, c'est lui qui a excité contre l'Empereur tous les ennemis qu'il a pu, même le Turc; en un mot il a tout fait pour dépouiller Ferdinand de la totalité de ses Etats et c'est pour cela que, par une juste punition, il a été déclaré mis au ban de l'Empire. Maintenant encore, après avoir été si souvent battu, il ne cesse point de tirer personnellement l'épée contre l'Empereur ou d'en armer d'autres contre lui, par exemple Mansfeld et Christian de Brunswick. Sa Majesté Impériale ne peut donc pas craindre qu'il y ait quelqu'un d'assez injuste pour pour lui demander à lui Ferdinand, de réintégrer comme pour le récompenser, et de faire rentrer dans le collège des Electeurs, son conseil privé, l'homme qui lui a manqué d'une manière si scélérate, qui a dépassé de beaucoup tous les criminels d'Etat qui jamais aient été dans l'Empire. Il est donc devenu nécessaire de compléter ce collège où cette vacance s'est produite. Aussi Ferdinand, en vertu de la plénitude de ses pouvoirs impériaux, a-t-il déjà transféré son électorat au duc Maximilien de Bavière comme récompense de ses excellents services qui ont étouffé la sédition, et comme à un prince impartial dont on ne peut attendre que de bons procédés pour les Etats*

[1] Allusion aux papiers laissés à Prague par Christian d'Anhalt, que la cour de Vienne avait fait imprimer sous ce titre : *Chancellerie d'Anhalt.*

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de l'une ou de l'autre religion. L'Empereur lui a remis tout ce qui est nécessaire, sauf l'investiture solennelle, question qu'il compte reprendre dans la présente réunion. Il demande par conséquent que les Electeurs et princes ici réunis, comme les plus intimes et plus fidèles conseillers de Sa Majesté Impériale, donnent la-dessus leur opinion. » Après d'assez longs débats pendant lesquels les partisans de l'Empereur élevèrent contre le changement de l'Electorat des objections, mais de nature telle qu'elles répondaient aux vues secrètes de Ferdinand — comme par exemple qu'il fallait réserver les droits des enfants de Frédéric V, — la majorité des princes réunis déclara approuver la proposition. Là dessus on fit tous les préparatifs nécessaires pour l'investiture.

Le 15/25 février 1623, l'Empereur [1] se rendit avec une grande suite dans la salle des Chevaliers de l'hôtel de ville de Ratisbonne, et s'assit sur le trône qui y avait été dressé. Le vice-chancelier de l'Empire prononça un discours sur les motifs de l'acte qui allait être réalisé. Des hérauts allèrent ensuite dans l'antichambre où le Duc attendait, pour l'inviter à entrer. Maximilien parut, accompagné de son frère Albert et de l'archevêque de Saltzbourg. Tous les trois s'agenouillèrent, et entendirent un nouveau discours du vice-chancelier, relatif au transfert de l'Electorat. Le Duc remercia, se leva, s'agenouilla de nouveau immédiatement devant l'Empereur, en même temps on lui mit à droite le chapeau d'Electeur sur la tête, tandis qu'à gauche le comte de Leiningen l'enveloppa du manteau électoral. Ainsi vêtu, mais toujours à genoux, Maximilien prêta sur

[1] Senkenberg, IV. P. 250 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

l'Evangile le serment dont le vice-chancelier prononçait la formule, et baisa l'épée que lui présentait l'Empereur. Ensuite il adressa ses remerciements à l'Empereur qui lui donna sa main à baiser, et tête nue, lui souhaita prospérité. Alors le nouvel Electeur escorté de ses deux compagnons, se retira en marchant à reculons et avec trois génuflexions dans l'antichambre; quant à l'Empereur il rentra dans ses appartements avec la même suite qu'il avait amenée, sauf que ce fut l'Ecuyer-tranchant de Bavière qui porta devant lui le Globe du Monde, symbole de la domination germanique sur l'univers et qui porte cependant le nom étrange de *pomme de l'Empire*. Au festin, le nouvel Electeur fit pour la première fois le service de Grand-Ecuyer tranchant de l'Empire et plaça sur la table le premier plat.

Je dois montrer maintenant, quel secret calcul accompagnait la pompe de ces cérémonies vénérables dont la plupart remontaient aux époques de Charlemagne et d'Othon Ier. L'empereur Ferdinand n'avait accordé au duc de Bavière l'électorat Palatin que pour la vie de Maximilien, on avait expressément réservé les droits des enfants de Frédéric V, pour le cas où celui-ci donnerait à l'Empire suffisante satisfaction. Le lendemain de l'investiture, Maximilien dut signer un acte authentique [1] portant qu'après sa mort l'électorat reviendrait aux enfants de Frédéric V, si une future assemblée de l'Empire le jugeait bon et le décrétait. Cette clause était fort sage, car elle laissait pour les vicissitudes éventuelles de la guerre, la porte ouverte à une réconciliation avec le Palatin, et en second lieu ce qui

[1] Senkenberg, IV. P. 251, comparer aussi Arétin : « *Relations extérieures de la Bavière.* » I. P. 191, note 41.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

était beaucoup plus important encore, elle forçait le Bavarois à acheter, par des services nouveaux et extraordinaires rendus à l'Autriche, l'hérédité de l'Electorat à laquelle il aspirait et devait nécessairement aspirer. Ferdinand mit au changement de l'Electorat une seconde condition. Rien ne pouvait être plus naturel pour la Maison de Habsbourg que de désirer la délivrance des pays au-dessus de l'Ems, engagés à la Bavière comme garantie. Mais le Duc établit un compte de frais de guerre qui était effrayant ; à l'issue de l'année 1622, il prétendait que les sommes dépensées par lui pour le service de l'Empereur se montaient, en comptant les intérêts avec leurs intérêts, à quinze millions de florins [1]. On ne peut guère douter que dans ce calcul on avait, pour employer ce proverbe allemand, *passé la craie deux fois au lieu d'une*. Comment la cour de Vienne, au milieu de la guerre, eut-elle pu se procurer pareille masse d'argent ? Ferdinand offrit au duc de Bavière, comme compensation, une partie de l'héritage de son cousin, le Haut-Palatinat. Pendant les derniers mois de l'année 1622 et les premiers mois de l'année suivante, cette proposition donna lieu à de vifs débats. Les deux parties étaient à peu près d'accord et l'affaire devait être poussée jusqu'au bout à une entrevue projetée à Amberg. Mais cette entrevue et par suite la conclusion de l'affaire furent entravées par une complication que j'aurai à raconter plus loin.

En obtenant l'Electorat Palatin, Maximilien avait réalisé un des vœux les plus ardents de son cœur. Ce transfert était aussi un événement des plus agréables

[1] Aretin. « *Relations extérieures de la Bavière.* » I. P. 185 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

pour le siège de Saint-Pierre et pour ses adhérents. Jusque là les trois électeurs laïcs — Palatinat, Saxe et Brandebourg — avaient comme représentants du protestantisme, contrebalancé les trois électeurs ecclésiastiques du Rhin et de la Moselle, car depuis un siècle la septième voix, celle de la Bohême, n'avait été jamais, ou tout au moins bien rarement comptée dans le collège des Electeurs. Maintenant cette proportion se changeait ; les Protestants étaient réduits à deux voix, dans la corporation la plus haute et la plus puissante, la majorité appartenait de nouveau à l'ancienne Eglise. Il est donc facile à comprendre qu'à Rome un transport de joie ait régné à la nouvelle des évènements de Ratisbonne. Le pape Grégoire XV, pour célébrer l'exaltation de son cher fils, fit chanter le *Te Deum* de saint Ambroise dans la basilique de Saint-Pierre, et les canons du château Saint-Ange annoncèrent, avec leurs bouches d'airain, la joie du monde romain [1].

Pourtant le chapeau d'Electeur n'était pas encore fixé solidement sur la tête de Maximilien. Non seulement les envoyés de la Saxe et du Brandebourg, mais même le Landgrave de Darmstadt, Louis, venu personnellement à Ratisbonne, élevaient leurs protestations après l'investiture de Maximilien à laquelle ils s'étaient opposés par avance. Il y eût même dans l'Empire un prince catholique, et catholique nouvellement converti, qui se rallia à ses adversaires protestants. Le Palatin de Neubourg, dans une protestation par lui remise à l'Empereur, déclara que le transfert à la Bavière de l'Electorat, devenu vacant, il est vrai, par suite du

[1] Arétin. « *Relations extérieures de la Bavière* » I. P. 190. Note 40.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

crime de Frédéric, ne pouvait être reconnu légitime, parceque la Maison de Neubourg comme la plus proche parente, avait un droit indubitable et le premier par le sang, à l'héritage délaissé par le Palatin [1]. Mais l'on imposa à Neubourg de se tenir tranquille. Nous exposerons plus tard de quelle manière Ferdinand sut changer en douces impressions la prétendue amertume dont se plaignaient la Hesse-Darmstadt et la Saxe-Electorale, au sujet du sentiment de la justice que l'on avait blessé chez eux. Mais ces difficultés apparentes, une fois surmontées, restait le : Non ! de l'Espagne se dressant comme un fantôme terrible. Pendant les discussions, le comte Ognate avait tout fait pour empêcher le transfert. Lorsque nonobstant l'investiture eut lieu, il laissa paraitre ostensiblement son opposition, en s'abstenant d'assister à la cérémonie [2]. Cette conduite d'Ognate était prise en fort sérieuse considération, car le projet de mariage anglo-espagnol approchait alors de sa conclusion, et le roi d'Espagne voulait donner comme cadeau au roi d'Angleterre, beau-père du Palatin, le rétablissement de son gendre. Aussi l'Electeur de Bavière considéra-t-il l'opposition de l'Espagne, comme une chose fort grave; ce qui le prouve ce furent les négociations qui se nouèrent aussitôt et de Vienne et de Munich. Pour satisfaire l'Espagne, la cour de Vienne conçut un plan, qui dans la suite, fut réellement exécuté, celui de la création d'un huitième électorat de sorte qu'à l'avenir le Palatinat et la Bavière devaient s'asseoir l'un à côté de l'autre dans le collège des Electeurs. En même temps, il était question de marier le prince

[1] Senkenberg. IV. P. 223 en bas et suivantes.
[2] Senkenberg. P. 252.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

fils aîné du Palatin, avec une fille de l'Empereur [1]. Consulté sur la première de ces propositions, Maximilien de Bavière dont on voulait connaître l'opinion, déclara qu'il y accédait ; il demanda seulement que le septième Electorat (celui qui jusqu'alors avait appartenu au Palatin) lui demeurât à lui-même, le huitième, à créer nouvellement, pouvant être laissé à Frédéric V. Mais c'est ce que ne voulaient ni l'Electeur Palatin, ni son beau-père. Tous les deux réclamaient une restauration intégrale, et ce fut ainsi que ce projet échoua. L'Electeur Maximilien essaya alors de s'arranger avec le Palatin par ses propres forces et sans y faire intervenir ni l'Autriche, ni l'Espagne. Une fois de plus le Pape offrit sa médiation. Un capucin, du même ordre que le Père Hyacinthe, le Père Alexandre, fut envoyé en Angleterre, où il pénétra sous l'habit séculier et sous un nom d'emprunt, celui de Francesco della Rota. [2] Sous le voile du plus profond mystère, il fit à la cour de Londres de la part de Maximilien les propositions suivantes : « *La Bavière cèdera à Frédéric V dans le Bas-Palatinat, toutes les places qui y sont occupées par Tilly. Maximilien est même prêt à rétrocéder le Haut-Palatinat pourvu que l'Empereur ou quelque autre lui rembourse les frais de guerre par lui dépensés et pour lesquels il a reçu en nantissement le duché de la Haute-Autriche. Par contre la Bavière, pour rassurer les catholiques contre la possibilité de dommages ultérieurs, doit insister sur l'engagement que prendra le Palatin de faire élever un ou deux de ses fils à la cour de Munich.* » De plus le capucin insinua qu'un

[1] Arétin, *loco citato*. P. 193 et suivantes.

[2] Pièces justificatives, ibidem, P. 195 et suivantes.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

mariage pourrait être le meilleur moyen pour rendre bien solide une réconciliation entre les deux branches de la famille de Wittelsbach. Mais le dernier point de ces propositions était particulièrement odieux à Jacques, et cette seconde négociation vint encore échouer contre son mauvais vouloir. Il s'en suivit naturellement que Maximilien ne put faire aucune autre démarche pour la cession complète du Haut-Palatinat, ce qui fit abandonner l'idée de la réunion annoncée dans la ville d'Amberg.

De bons rapports avec l'Espagne étaient si indispensables pour l'Autriche comme pour la Bavière, que ces puissances se voyaient dans la nécessité de satisfaire, de quelque manière que ce fut, la cour de Madrid. Si cela eût eu lieu, et par suite, si Frédéric V eût été arraché à sa perte imminente, les affaires de l'Allemagne, et, disons-le par anticipation, les affaires de l'Angleterre eussent pris une tournure toute autre, et dès l'année 1624, une paix durable aurait bien pu être conclue. Mais une péripétie qui à cette époque était fort souhaitée par beaucoup de gens des deux côtés de la Manche, bien qu'un petit nombre la tint pour possible, vint à se réaliser. L'union matrimoniale entre l'héritier du trône d'Angleterre et la sœur de Don Philippe IV, union déjà signée et officiellement déclarée, fut rompue dans l'année 1623 avec un grand retentissement et fit place à une guerre entre les deux couronnes. Cet événement eut les suites les plus importantes, pour l'avenir et de l'Angleterre et de la Germanie; nous en parlerons plus explicitement dans un de nos plus prochains chapitres.

Après que les discussions générales sur les affaires de l'Empire eurent été terminées, il fût encore tenu à

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Ratisbonne une diète de la *Ligue* [1]. Maximilien avait convoqué ses membres afin de leur réclamer de nouveaux subsides pour la continuation de la lutte. Ce ne fut pas sans difficultés et sans des propos où se trahissait la jalousie contre la grandeur croissante de la Bavière, qu'ils prorogèrent l'octroi des mêmes sommes accordées par eux, deux ans auparavant, à la réunion d'Augsbourg. On sollicita des secours du Pape et de l'Empereur. Ferdinand II s'engagea à fournir à l'armée de la *Ligue* six mille hommes d'infanterie et deux mille cavaliers. L'ambassadeur du Pape, Caraffa, promit au nom du Saint-Père, non-seulement un secours de vingt mille florins par mois, mais encore d'entretenir un régiment de cavalerie et un corps de deux mille fantassins. Il est pourtant vraisemblable, et les motifs ne manquent point pour le croire, que le Pape ne ratifia pas l'engagement de son envoyé dans toute sa teneur, et qu'il se contenta de payer chaque mois un subside de six mille florins [2]. Tilly avait reçu du nouvel Electeur, l'ordre de venir en personne à Ratisbonne, pour que l'on pût y tracer de concert avec lui le plan de la campagne qui allait s'ouvrir. Nous verrons plus tard que les instructions imposées à ce général par l'électeur Maximilien, ou par le conseil supérieur de la *Ligue*, le gênaient beaucoup. Au surplus, même à ce moment, l'alliance catholique ne prit point l'offensive. Pendant les séances de la *Ligue* à Ratisbonne, le même ennemi que Tilly, l'année précédente, avait battu à plusieurs reprises, était déjà de nouveau sous les armes contre l'Empereur, assisté et dirigé par

---

[1] Stumpf. « *Histoire de la Ligue.* » P. 181 et suivantes.

[2] Arétin. « *Relations extérieures de la Bavière.* » I. P. 197, note 42.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les mêmes instigateurs secrets. Si la paix fut impossible, ce ne fut point la faute des négociations de Ratisbonne ; mais bien d'un condottière comme Mansfeld et des Etats-Généraux de Hollande, dont il était l'instrument. Il nous faut maintenant reporter nos yeux sur l'Allemagne du Nord.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE SIXIÈME

La guerre se porte du côté du Nord de l'Allemagne. — Faits d'armes des années 1623 et 1624. — Bataille de Stadtlohn. — Tilly triomphe de tous les adversaires de l'Empereur. — Les Guelfes. — Maurice de Hesse.

Les deux aventuriers, Christian d'Halberstadt et Mansfeld ne restèrent pas plus de trois mois au service direct des Etats [1]. Après avoir heureusement fait lever le siège de la forteresse de Berg-op-Zoom, ils furent de nouveau employés à attiser le feu en Allemagne. Le premier qui reparut sur les champs de bataille fut Mansfeld. A la fin de novembre 1622, il entra par Deventer dans l'évêché de Munster, à la tête de ses troupes qu'il avait élevées au chiffre de douze mille hommes, dix mille à pied, deux mille à cheval, grâce à l'argent de la Hollande et à des commissions d'enrôlements que lui avait délivrées Frédéric V. [2] — Ce dernier était également revenu à La Haye. — De là il se porta, en pillant et rançonnant tout sur son passage,

[1] Voir plus haut, page 303.
[2] *Theatrum Europ.* I. P. 675 en bas et suivantes.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

contre la Frise orientale. Quant à Christian, il n'avait plus que de faibles restes de l'armée avec laquelle il était parti de la Basse-Saxe vers la fin de l'automne de 1621. C'était chose bien naturelle que l'épuisement et la disparition à bref délai de ces bandes recrutées au hasard, et qui apportaient sur nos pays des misères infinies. Christian accompagna Mansfeld jusque sur le territoire allemand; puis il tira de son côté vers la Basse-Saxe pour y enrôler une nouvelle armée. Il n'était point difficile de rencontrer des gens avides de butin de toute sorte et déjà au commencement de 1623, Christian se trouvait à la tête d'une nouvelle armée, cavalerie et infanterie, composée de cette engeance. Il occupa le long du Weser les villes qui étaient pourvues de ponts. D'après un plan concerté entre Maurice d'Orange et les conjurés de l'intérieur de l'Empire, l'armée de Christian devait former un noyau autour duquel beaucoup d'Etats protestants de la Germanie septentrionale avaient promis de se souder.

Portons nos regards du centre à la circonférence de cette nouvelle conjuration. Après la dissolution de l'armée du margrave de Durlach, après la disparition de celle de Mansfeld, le duc Guillaume de Weimar et son frère Bernard étaient tous les deux rentrés dans leurs pays héréditaires. Mais ce n'était point pour y rester tranquilles, ainsi qu'ils le prétendaient, c'était au contraire pour y ourdir de nouvelles intrigues contre l'Empereur [1]. Le duc Guillaume ne songeait à rien moins qu'à réunir, dans une nouvelle *Union*, les princes protestants de l'Allemagne du Nord et même une partie de

[1] Pour ceci et ce qui va suivre, lire Röse : « *Bernard* » I. Pages 98 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ceux de l'Allemagne méridionale. L'argent nécessaire à un tel dessein lui était fourni par les Etats-Généraux et, entre eux et lui, il y avait pour intermédiaire un frère aîné de Guillaume, Jean-Ernest, qui était toujours au service de la Hollande. Déjà Guillaume avait noué des rapports avec les villes impériales et la Petite Noblesse des Cercles de Franconie et de Souabe, lorsque, au mois de janvier 1623, Jean-Ernest quitta la Hollande pour venir à Weimar pousser l'œuvre de concert avec son frère. Son but spécial était de gagner à la cause du Palatin, le Danemarck, le Brandebourg, la Saxe électorale. Les deux frères eurent une entrevue avec le prince d'Anhalt qui de son côté était déjà en négociation avec le Danemarck, le Brunswick-Wolfenbuttel et l'Electorat de Brandebourg. A la fin de février les armements de Guillaume étaient terminés ; il avait réuni quatre mille fantassins et mille chevaux. Alors il essaya d'attirer à lui l'Electeur de Saxe, Jean-Georges. Il offrit à l'Electeur toute cette armée levée, assurait-il, pour protéger « *la pure religion évangélique de la confession d'Augsbourg, l'œuvre des ancêtres de l'Electeur et sauver la liberté de l'Allemagne gravement menacée* [1]. » On comprend que c'était à la condition de faire avec lui cause commune contre l'Empereur. Ce membre de la branche Ernestine comptait que Jean-Georges, dépité des derniers actes de l'Assemblée des princes à Ratisbonne, passerait au parti de l'anarchie. Mais Guillaume de Weimar se trompait. Non seulement Jean-Georges repoussa ses insinuations, mais encore il fit mine de vouloir disperser les prétendus défenseurs *de la pure religion d'Augsbourg et de la liberté de*

[1] Röse « *Bernard* » I. P. 101 en bas.

Digitized by Google Origina from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

l'Allemagne. Cela suffisait pour faire avorter un point essentiel du nouveau plan de la Hollande. Il ne restait plus au duc de Weimar d'autre parti que de laisser à cette heure tomber le masque et d'aller rejoindre Christian de Brunswick. Il partit avec les troupes qu'il avait rassemblées et en compagnie de son frère Bernard pour l'évêché d'Halberstadt. Là, il se réunit peu après à l'armée de Christian et entra à son service comme lieutenant-général.

Un autre prince de la branche Ernestine prit à la la même époque la même voie. Vers la fin de l'automne de 1622, le duc d'Altenbourg, Frédéric, avait levé dans son pays héréditaire, vraisemblablement avec de l'argent espagnol et une commission de la couronne d'Espagne, douze enseignes de gens à pied et mille cavaliers. Il avait ensuite logé de force sur le territoire d'Erfurth tout son contingent, et là toute cette soldatesque altenbourgeoise se mit à vivre de pillage, de rapine, d'extorsions violentes selon la méthode des bandes de Mansfeld [1]. Bien que ce duc Frédéric reçût de l'Espagne de l'argent pour ses enrôlements, il est fort possible que dès le début il ait nourri l'intention d'entreprendre, si les circonstances s'y prêtaient, quelque équipée pour son propre compte. L'exemple de Mansfeld, qui, sans terres, sans sujets, s'était, grâce à ses soldats, élevé au rang d'un puissant seigneur, surexcitait vivement l'ambition de beaucoup de fils puînés de princes allemands ou d'autres petits princes de naissance modeste. Jouer, comme Mansfeld, un rôle dans le monde, fut-ce au prix de mille choses illicites, était tout leur désir. Quoi qu'il en puisse être de l'enrôlement de la bande réunie par le

[1] *Theatrum Europ.* I. P. 734 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

duc d'Altenbourg, il est certain qu'il tomba dans les filets de son cousin le duc Guillaume de Weimar ; gagné par lui, il promit de se joindre à Halberstadt [1]. Mais l'exécution avait ses difficultés ; trahir ouvertement l'Espagne c'était inévitablement perdre sa bonne réputation, et Altenbourg voulait la sauver. Grâce à la ruse on trouva un expédient. Le conseil de la ville d'Erfurth, révolté des excès que les troupes d'Altenbourg commettaient sur son territoire et ayant vu toutes ses plaintes, toutes ses représentations auprès du duc Frédéric rester infructueuses, appela à son secours l'Electeur de Saxe. Celui-ci, par l'organe de quelques-uns de ses conseillers de guerre, fit sommer le Duc d'avoir à réparer ces justes griefs. Frédéric promit alors d'emmener prochainement ses troupes. Mais à la fin de janvier 1623, lorsqu'il parut vouloir le faire en réalité, les soldats se révoltèrent, ils restèrent sans se séparer [2]. C'était là évidemment une comédie. En quittant le territoire, le Duc et son armée étaient en apparence d'un mécontentement extrême l'un contre l'autre ; plus tard, ils se retrouvèrent réunis dans le camp d'Halberstadt [3].

C'était dans le cercle de la Basse-Saxe que Christian d'Halberstadt avait ses parents les plus proches, c'était sur le concours de ses Etats qu'il avait placé sa plus grande espérance. On ne saurait croire quelles intrigues furent alors faites dans ce pays, les unes pour réaliser les espérances de Christian, les autres pour les rendre vaines. Mais avant d'exposer ici cette partie, je dois, car autrement la chose serait incompréhensible, dire préalablement quelques mots sur la situation des princes

---

[1] Rõse « *Bernard.* » I. P. 100 en bas.
[2] *Theatrum Europ.* P. 736. a.
[3] Khevenhiller. X. P. 176. *Theatrum Europ* . I. P. 740. 6.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Guelfes du pays. La lignée du célèbre Guelfe Henri-le-Lion s'était tellement affaiblie par les partages de succession que dès le XVe siècle Enéas Sylvius pouvait dire [1] : *Que la gloire de la maison de Brunswick-Lunebourg, jadis une des plus considérables de toute l'Allemagne, était ainsi que toute sa puissance tombée bien bas.* » L'on reconnut enfin le tort de ces partages éternels. A partir du dernier tiers du XVIe siècle, il n'y eût plus, si l'on néglige quelques branches collatérales insignifiantes, que deux lignes principales [2] ; celle de Brunswick-Wolfenbuttel et celle de Lunebourg, qui fleurissent encore aujourd'hui — la dernière sous le nom de Maison de Hanovre. — C'étaient deux branches parallèles et on les vit plus d'une fois en hostilité. Le chef de la branche de Lunebourg, le duc Guillaume, à sa mort qui eut lieu en 1592, ne laissa pas moins de quinze enfants, huit princesses et sept princes : Ernest II, Christian, Auguste, Frédéric, Magnus, Georges et Jean[3]. Du consentement de ses frères, l'aîné, Ernest II, dirigea seul le gouvernement jusqu'à l'année 1611 où il mourut. Après son décès les autres frères stimulés par le désir de relever de nouveau leur maison par la force de l'unité, prirent deux résolutions importantes. La première fut qu'à l'avenir il n'y aurait plus de partages et que toujours l'aîné de la famille aurait la direction du gouvernement [4] ; la seconde qu'un seul entre les frères aurait la permission de se marier pour perpétuer la maison dont il serait la souche. C'était le sort qui devait décider

---

[1] Von der Decken : « *Le duc Georges de Lunebourg* » I. P. 1.
[2] Ibidem. P. 7.
[3] Von der Decken : « *Le duc Georges de Lunebourg.* » I. P. 11, note.
[4] Ibidem.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

lequel continuerait la race [1]. Conformément aux décisions prises, le duc Christian, surnommé le Vieux pour le distinguer de son cousin du même nom (Halberstadt), qui était de la ligne de Wolfenbuttel, prit le gouvernement. C'était un homme calme, intelligent, mais un seigneur peu propre aux entreprises guerrières. Relativement au second point le sort décida en faveur du duc Georges, le sixième fils de Guillaume, et par le fait la délibération la plus mûre n'aurait pu faire un choix meilleur pour le bien de la Maison de Lunebourg.

Georges était, sans contestation, le plus capable de tous les frères, extrêmement laborieux, fin, uniquement occupé de son intérêt propre. Il partageait l'ambition des autres princes protestants allemands, mais c'était le seul avec Bernard de Weimar, dont les forces d'esprit fussent au niveau de ses aspirations. Il était né en 1582, et avait passé les premières années de sa jeunesse jusqu'à l'année 1596, à l'université d'Iéna; puis il avait visité différentes cours allemandes [2]. A l'âge de vingt-deux ans, c'est-à-dire en 1604, il alla dans les Pays-Bas, qui alors étaient considérés comme la plus haute école des hommes de guerre, et y servit, — chose caractéristique en raison de ses relations ultérieures, — sous deux drapeaux opposés; d'abord dans l'armée hollandaise du Stathouder, le prince Maurice, puis sous Spinola qui commandait les Espagnols. En 1611, il fut ramené chez lui par la mort de son frère aîné Ernest II, et l'introduction des mesures dont nous venons de parler, mais le désir d'augmenter par une solde venant de l'étranger son faible revenu, le poussa bientôt à

[1] Von der Decken : *Le duc Georges de Lunebourg.*» P. 31.
[2] Ibidem. I. P. 21 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

retourner hors de son pays. Il rentra au service de Christian IV, comme colonel d'un régiment allemand enrôlé dans le pays de Lunebourg, fut rapidement promu général-major, et en cette qualité fit avec les Danois en 1611 et 1612, ces campagnes contre la Suède qui faillirent enlever au jeune roi Gustave-Adolphe, et ses sujets et son pays. Aussi Georges, après la guerre, resta-t-il en bons termes avec la cour de Danemarck jusqu'au moment où Christian IV se mit à chasser aux biens d'église, ces belles fondations en Basse-Saxe que la Maison de Lunebourg-Celle regardait comme une proie naturellement offerte à ses propres membres [1]. En outre la préférence que le roi de Danemarck laissa paraître pour les ducs de Brunswick-Wolfenbuttel amena peu à peu entre Georges et lui du refroidissement.

A la tête de la ligne de Brunswick-Wolfenbuttel se trouvait, depuis 1611, le duc Frédéric-Ulrich, né en 1591, prince débonnaire, mais si dissipateur, que toute sa vie il eut à lutter avec des embarras d'argent et qu'il écrasa son pays sous un fardeau de dettes énormes. Avec cela il était d'un esprit si faible qu'il resta toujours comme un volant balloté par son entourage. Il paraît, c'est ce que l'on peut conclure de l'histoire de l'Allemagne, qu'il n'était point dans la nature des choses que l'amitié ou du moins le support pussent exister entre les différentes branches régnantes et à droits égaux d'une famille princière. Le landgrave de Hesse-Cassel haïssait de tout son cœur le landgrave de Hesse-Darmstadt; en Saxe, la ligne Ernestine détestait la ligne Albertine; dans la haute Allemagne, les Wittelsbach de Bavière étaient les ennemis des Wittelsbach du

[1] Von der Decken. P. 57 en bas et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Palatinat et réciproquement. Cette règle ne souffrit pas d'exception dans la Saxe des Guelfes.

En dehors de l'antipathie générale, entre lignes parentes, la famille de Georges croyait avoir des motifs spéciaux de mécontentement contre la maison de Wolfenbuttel, depuis que le frère puiné de Frédéric-Ulrich, ce duc Christian dont les agissements nous ont si souvent occupé, avait réussi à s'emparer de l'évêché d'Halberstadt. En effet, les Lunebourg regardaient comme une sorte de bien de famille cet évêché dont les princes de leur branche avaient joui depuis près de soixante ans [1]. Enfin la gloire militaire équivoque d'Halberstadt, le bruit qu'il faisait dans le monde, se réunissant à d'autres motifs, avaient froissé Georges et ses frères et éveillé dans leur âme des sentiments moins qu'amicaux. Une circonstance, toute à part, vint s'y adjoindre. Le duc régnant, Frédéric-Ulrich, était marié à une sœur de l'Electeur de Brandebourg et de la reine de Suède, Anne-Sophie; mais jusqu'à l'année 1623 ils n'avaient point eu d'enfants. Un incident qui se présenta dans cette même année, sans faire rompre le mariage, en empêcha du moins le but. Dans un combat sans importance, livré par lui au commencement de juillet 1623 contre le duc de Lauenbourg, Jules-Ernest, qui servait alors dans l'armée de Tilly, Christian d'Halberstadt avait enlevé comme butin les bagages du Duc. Dans les coffrets pris par lui, se trouvaient non-seulement des lettres d'amour du duc de Lauenbourg à la duchesse de Brunswick Anne-Sophie, mais aussi des réponses galantes de la duchesse ne permettant aucun doute sur ce point que Jules-Ernest, dans un séjour antérieur qu'il

[1] Von der Decken, *loco citato*. I. P. 127.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

avait fait à Wolfenbuttel, avait abusé de ce temps pour séduire Anne-Sophie [1]. Christian d'Halberstadt envoya ces lettres à son frère Frédéric-Ulrich. Anne-Sophie confirma par sa conduite les soupçons qui étaient tombés sur elle : à peine eut-elle avis de la capture qui venait d'être faite qu'elle s'enfuit à Berlin auprès de Georges-Guillaume, son frère. Frédéric-Ulrich, bien que convaincu de la culpabilité de sa femme, n'osa pas porter plainte contre la sœur de l'Electeur de Brandebourg, mais se tint désormais éloigné d'elle [2]. Par suite, il renonçait à tout espoir d'avoir des enfants légitimes, et le droit direct à sa succession était dévolu à son frère puîné Christian d'Halberstadt, mais celui-ci n'en avait cure, et ne voulait point se plier au joug du mariage. Du reste, on pouvait facilement prévoir que dans un délai plus ou moins long, Halberstadt, par ses téméraires entreprises, se ferait casser la tête.

Cette éventualité n'était peut-être pas sans influence, elle pouvait fortifier les ducs de Lunebourg dans leurs bons sentiments envers l'Empereur. Mais en dehors même de cela leur fidélité restait ferme. Christian, l'aîné de la branche de Celle, était un prince pacifique, aimant le repos; jamais il ne se montra sous un autre jour. On a supposé qu'en agissant ainsi les ducs de Lunebourg contrarièrent l'opinion de leurs sujets protestants; cette hypothèse n'a point de fondement. Que le parti du Palatin employa tant qu'il le voulût les beaux noms de religion et de liberté, il n'en sautait pas moins aux yeux que la guerre qu'il faisait n'était qu'une guerre de pillards et une guerre semblable n'a

[1] Von der Decken. P. 110, note.
[2] Ibidem.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

jamais la sympathie des hommes paisibles. En outre, pareille supposition déprécierait beaucoup trop l'importance que conservait partout en Allemagne la dignité suzeraine de l'Empereur. Les habitants de Berlin avaient accueilli avec des transports de joie l'issue de la bataille de la Montagne Blanche devant Prague, et il semble qu'on ait le droit d'en conclure que sur d'autres points de l'Allemagne des sentiments identiques prévalaient chez les citoyens pacifiques et établis. Les preuves positives du reste ne manquent pas ici. Des lettres de Camérarius, conseiller d'Etat du Palatin, lettres écrites de l'Allemagne du Nord et où il exprime des craintes pour sa sûreté personnelle [1] ne laissent aucun doute là-dessus. Cette affection pour l'Empereur se fait remarquer particulièrement chez les corporations conservatrices dans les Etats de plusieurs pays et dans les conseils exécutifs des villes. Nous aurons plus tard à exposer cela avec plus de détails. A moins de soutenir que la bande de misérables, vrais oiseaux de proie, que Christian d'Halberstadt réunissait autour de lui, était le véritable organe des sentiments de la Basse-Saxe, il faut avouer que les ducs de Lunebourg agissaient mieux en corformité avec leurs sujets que les princes de Wolfenbuttel. Ajoutons à cela, pour Georges personnellement, qu'il était le gendre du landgrave de Hesse-Darmstadt, Louis, ce prince protestant allemand qui était un modèle éclatant de fidélité envers l'Empire et l'Empereur, et en même temps vivait dans une harmonie si constante, dans une telle unité avec les Etats de son pays, que plus d'une fois les Etats de Hesse-Cassel eux-mêmes témoignèrent qu'ils aimeraient mieux avoir pour maître de

[1] Saltt. « *Guerres de Religion* » Tome III. P. 150 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

leur pays Louis que Maurice toujours agité et perturbateur de la paix. La politique impérialiste, ou, pour parler plus justement, le sens vraiment allemand des ducs de Lunebourg reposait sur des bases très fermes bien que de nature diverse.

Le succès de la nouvelle entreprise du féroce Christian au commencement de l'année 1623 dépendait tout de ceci : Les Etats de la Basse-Saxe, ou pour parler plus exactement, le roi de Danemarck, se déclareraient-ils pour lui, et jetteraient-ils le poids de leur puissance dans le plateau d'Halberstadt. En effet plusieurs princes de la Basse-Saxe allaient se régler sur l'exemple du prince danois qui était leur collègue en sa qualité de duc de Holstein. Il fut bientôt démontré que Christian IV n'avait point envie de prendre à l'entreprise une part complète et qui l'engagerait sérieusement, qu'il ne voulait qu'un demi-engagement et une participation apparente, en d'autres termes qu'il songeait à recommencer sa politique de l'année 1621. Déclarer la guerre à l'Empereur était une chose que le roi du Jutland ne voulait point, mais il voulait bien se servir de Christian d'Halberstadt et des Etats de la Basse-Saxe comme de béliers contre Ferdinand et contre la Ligue. Il espérait que de la sorte, l'Empereur redoutant une lutte sérieuse et soutenue par toutes les forces danoises, lui accorderait ce qu'il convoitait, c'est-à-dire les évêchés désignés plus haut [1] du Nord de l'Allemagne, comme dotation de ses fils. Or, pour faire agir ces instruments dans le sens indiqué, il lui fallait d'abord ne faire qu'une seule tête de personnalités très-opposées, d'un côté Christian d'Halberstadt et ses amis de la Basse-Saxe;

[1] Voir plus haut. P. 259.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de l'autre ses cousins de Lunebourg et leurs adhérents. Ce n'était point là une mince besogne, cependant Christian IV mit la main à l'œuvre résolûment et non sans adresse.

Je ferai observer à l'avance que l'exposition qui va suivre de la politique du Danemarck s'appuie moins sur des rapports écrits et secrets que sur un genre de preuves plus sûr, savoir sur l'éloquence des faits, des actes, qui, considérés dans leur connexion générale, ne trompent jamais. Le roi de Danemarck ne voulait pas sérieusement s'engager dans une guerre contre l'Empereur. Lorsque à cette époque en effet l'Electeur de Brandebourg, Georges-Guillaume, gagné par des négociateurs hollandais, lui offrit un secours de trois mille cavaliers et de douze mille hommes d'infanterie, à la condition que Christian IV, épouserait la cause du Palatin, ou, en d'autres termes tirerait l'épée contre l'Empereur, le roi repoussa la proposition [1]. Il est donc clair comme le jour qu'il ne songeait pas à déclarer la guerre. Mais d'autre part il est tout aussi certain que son intention était d'armer la Basse-Saxe contre l'Empereur. Au mois de janvier 1623, c'est-à-dire à l'époque où Christian d'Halberstadt était venu en Basse-Saxe, son frère Frédéric-Ulrich s'adressa au Danemarck pour y emprunter trois cent mille thalers. Cette somme était destinée à des armements. Christian IV consentit à faire ce prêt moyennant une obligation à la date du 7/17 janvier 1623 [2]. En apprenant l'heureux résultat de la demande des Wolfenbuttel, le duc de Celle, Christian-le-Vieux, s'adressa également au roi de Danemarck pour un em-

[1] Von der Decken. I. P. 101, note.
[2] Idem. I. P. 101, note.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

prunt de trois tonnes d'or destinées à des armements. A cette seconde demande Christian opposa un refus. Il est évident qu'il comptait sur la subordination du prince de Wolfenbuttel, et qu'il n'était pas aussi assuré de l'obéissance des Lunebourg. Par contre, comme les Lunebourg avaient commencé dès le mois de décembre 1622 à enrôler une armée [1], il leur promit d'y joindre six cents cavaliers et trois mille fantassins. Il suit de là qu'il voulait pousser le duc de Celle et ses frères à une levée de boucliers.

En tout cas, il était devenu indispensable, par suite de l'irruption d'Halberstadt, de mettre sur pied une armée du Cercle, soit que les Etats de la Basse-Saxe se déclarassent pour lui, soit qu'il se prononçassent contre. Dans le premier cas il fallait l'appuyer, dans le second le repousser, dans l'un comme dans l'autre, il était nécessaire d'avoir une force armée. Aux premiers jours de février 1623, le duc de Celle, qui depuis 1614 était revêtu de la charge de chef du Cercle de la Basse-Saxe [2], convoqua les Etats pour une diète à Brunswick. Là se réunirent les ducs de Holstein, de Wolfenbuttel, de Celle, de Meklembourg et avec eux les villes de Hambourg, Brême, Lubeck, et le 8/18 février il fut décidé que l'on mettrait sur pied pour la défense du Cercle une armée de dix mille hommes. Le lendemain, le frère du duc de Celle, Georges, dont le portrait vient d'être fait, fut élu général de l'armée du Cercle, et comme tel prêta serment [3]. Frédéric-Ulrich proposa alors qu'on prît au service du Cercle l'évêque d'Halberstadt, Christian, mais le duc Georges s'opposa

[1] Von der Decken. P. 99.
[2] Ibid. P. 60.
[3] Ibid. P. 60.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de la manière la plus vive à cette proposition. C'était faire évanouir toutes les espérances d'Halberstadt. Cependant son frère Frédéric-Ulrich trouva un expédient et sut déterminer plusieurs des membres de l'Assemblée de Brunswick à tenir avec lui des conférences à part, dans la ville voisine de Gardelegen [1]. Là, il leur représenta qu'étant donné le péril imminent de la guerre, la meilleure et peut-être la seule manière de le détourner était d'engager Christian-le-Jeune à entrer au service du Cercle; qu'on pourrait, en commençant, fixer l'engagement à trois mois; que le Cercle gagnerait par là, sans aucun frais, un bon général et une belle armée; qu'enfin Christian s'engagerait volontiers à ne point ouvrir les hostilités contre l'Empereur sans l'assentiment des Etats. La proposition fut jugée acceptable par les seigneurs présents à Gardelegen. Frédéric-Ulric s'empressa ensuite de la porter à son frère qui, on le comprend facilement, ne répondit pas par un refus.

Restait encore une œuvre laborieuse, celle de gagner la grande Assemblée de Brunswick aux résolutions de Gardelegen. On y réussit, mais à vrai dire, seulement à moitié. En effet, le duc Georges, ne pouvant empêcher l'adhésion de la majorité aux propositions de Frédéric-Ulrich, eut soin d'y faire insérer une condition qui enlevait aux mesures débattues la possibilité de leur action. Sous son influence, l'Assemblée de Brunswick prit la résolution suivante [2] : « *Considérant que le Cercle de la Basse-Saxe n'est pas suffisamment préparé pour chasser par la force des armes Christian d'Halberstadt qui a envahi ce pays; considérant en outre qu'il paraît être d'une saine politique de séparer*

[1] Von der Decken. P. 101.
[2] Ibidem. P. 103.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

de Mansfeld le dit Christian et de s'assurer de lui; les Etats veulent bien prendre pour trois mois à leur service le prince comme général du Cercle et avec lui son armée, aux conditions toutefois qu'il s'en tiendra à la simple défensive, qu'il s'abstiendra de toute connivence avec Mansfeld et rendra à l'Empereur d'Allemagne l'obéissance qui lui est due. » Quelle étrangeté dans cette résolution! Georges de Lunebourg fit un pas de plus, il obtint que le pacte conclu avec Christian fût envoyé à Vienne et soumis à l'Empereur pour être ratifié. Par là, Ferdinand devenait l'arbitre d'un arrangement qui pourtant à l'origine avait pour but d'amener une prise d'armes contre l'Empereur. Un aveugle eût vu que de telles mesures ne pouvaient avoir été prises que par suite d'une scission profonde dans les Etats de la Basse-Saxe. Aussi l'Empereur ratifia-t-il le pacte afin d'élargir encore la crevasse.

Le Cercle de la Basse-Saxe avait maintenant deux généraux, le duc Georges et son cousin Christian d'Halberstadt. Le commandement supérieur appartenait en droit au premier, mais lorsqu'il voulut faire usage de ce droit, Christian refusa de lui obéir, en déclarant [1] qu'il était entré, lui et son armée, au service du duc de Wolfenbuttel, Frédéric-Ulrich. En même temps, l'on commença des intrigues dans le but de contraindre Georges à se jeter, lui et ses hommes, dans les bras d'Halberstadt. En vertu de la première résolution de l'Assemblée de Brunswick, Georges devait avoir sous ses ordres une armée du Cercle du chiffre de dix mille hommes. Mais à une revue qu'il passa le 20/30 avril 1623, il ne trouva réunis que quatorze cents cavaliers et à peine trois mille

[1] Von der Decken. P. 101.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

hommes d'infanterie [1], composés presque exclusivement du contingent de la maison de Lunebourg. Les autres Etats n'avaient pas envoyé leurs troupes. A côté de cela il y eut des tentatives faites pour séduire les soldats de Georges. Dans une lettre, à la date du 23 mars/2 avril, adressée à son frère le duc de Celle [2], Georges se plaint de ce que Frédéric-Ulrich veut remplacer les cent hommes à cheval qui manquent au contingent de Wolfenbuttel par un chiffre égal de cuirassiers d'Halberstadt, *ce qui est inadmissible, cette proposition ne pouvant avoir pour but que de mêler ensemble les deux armées dont la destination est cependant toute différente.* Il poursuit et ajoute dans sa lettre que Christian d'Halberstadt n'a pas encore, il est vrai, employé contre lui les armes, mais qu'il se sert des calomnies les plus odieuses et le décrie auprès de ses troupes ainsi qu'auprès de ses sujets comme un partisan de l'Empereur. Georges termine sa lettre par ses paroles : « *Hier j'ai fait arrêter un capitaine de cavalerie de l'armée de Christian parce qu'il se glissait sous un déguisement dans nos rangs et excitait à la mutinerie nos troupes du Cercle et nos sujets.* » Peu après, un gentilhomme de la Frise orientale, le seigneur de Knyphausen, qui jusqu'alors avait servi dans l'armée de Christian, vint se présenter à Georges et lui offrir de renoncer à son service actuel pour passer sous ses ordres et entrer dans l'armée du Cercle. C'était un piège où Georges fut au moment de tomber, mais son frère, le duc de Celle, auquel il recommanda la requête de Knyphausen [3], l'avertit que ce gentilhomme était un des partisans le plus résolus de

[1] Von der Decken. P. 106.
[2] Ibidem. P. 105.
[3] Ibidem. I. P. 106 en bas et suivantes.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Christian, assertion que la suite a bien justifiée. Au commencement de mai 1623, arriva au camp de Georges une troupe de cavaliers du Holstein, puis le 5 ce fut le régiment des gardes de Danemark se composant de trois cents gentilhommes. Le Duc cantonna les Danois dans les quartiers que Frédéric-Ulrich leur avait assignés, c'est-à-dire dans le district de Neustadt sur le Rubenberg. Aussitôt les officiers et les partisans de Christian se mirent à travailler contre eux la population de la campagne avec tant d'ardeur que six cents paysans s'armèrent, tombèrent sur les Danois et contraignirent ces étrangers à évacuer le district [1]. Ce procédé avait pour but de mettre le Duc dans l'embarras vis-à-vis du roi de Danemark, de le contraindre à accorder des satisfactions au pavillon royal insulté, ce qui naturellement ne pouvait se faire que grâce à un arrangement avec Frédéric-Ulrich de Wolfenbuttel et avec son frère Christian. Bientôt il fut démontré que le roi de Danemark lui-même était d'intelligence; non sans doute qu'il approuvât la forme et le procédé de ce dernier acte de violence, mais il adoptait le secret calcul qui était la base de cet expédient. En effet, quand tout eut été tenté, et tenté inutilement, pour déterminer le prince de Lunebourg à se réunir à Christian, le roi de Danemark rappela les cavaliers holsteinois du camp de Georges, ce qui fit à ce dernier l'injure la plus sensible [2].

Il fallait certainement pour résister à de tels assauts, une force d'âme et de volonté extraordinaire. Mais Georges resta inébranlable, il rejeta toute insinuation de faire cause commune avec Christian d'Halberstadt. Par là, il obtint d'abord que le territoire des Guelfes

[1] Von der Decken. I. P. 108.
[2] Ibidem. I. P. 109.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ne devint pas le théâtre de la guerre; ensuite que le roi de Danemark ne pût faire acheter à l'Empereur, au prix des biens d'église susnommés, son abstention dans une lutte qu'il avait provoquée lui-même; troisièmement, que l'ambitieux Christian ne pût jouer dans le Nord de l'Allemagne ce rôle de grand capitaine qu'il convoitait si ardemment; enfin que ce dernier fût éconduit de la Saxe et livré à une perte inévitable. Pendant le cours de ces intrigues et de l'armistice, les trois mois pendant lesquels Christian était au service du Cercle de la Basse-Saxe, s'écoulèrent. Cependant, amis et ennemis de Christian avaient entamé ou continuaient à suivre auprès de la cour impériale et auprès du généralissime de la *Ligue*, Tilly, des négociations pour obtenir qu'il fût amnistié [1]. Ses ennemis espéraient que Ferdinand consentirait à l'acte qu'on lui proposait, car ils prévoyaient que Halberstadt n'était pas homme à accepter un pardon, ni à rentrer dans la vie privée. Or, repousser effectivement la grâce offerte par l'Empereur, c'était se poser aux yeux du monde comme le perturbateur, conscient de son œuvre, de la paix. Au contraire, les amis de Christian souhaitaient que l'Empereur rejetât la requête parce qu'alors Christian eût pu se faire passer pour un innocent persécuté, et justifier la continuation de la lutte sous les apparences d'une défense légitime. Ferdinand fit ce qu'espéraient les ennemis de Christian, et ce que lui prescrivait à lui-même la raison d'Etat; il se déclara prêt à oublier le passé et à accorder sa grâce au prince, pourvu que celui-ci congédiât ses troupes et restât désormais tranquillement chez lui. Ce fut alors que commença le moment critique pour la fortune de Christian.

[1] Khevenhiller. X. P. 172 et suivantes. *Theatr. Europ.* I. P. 710 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Lui qui jusques-là avait, comme chef militaire, joué dans les pays qu'il occupait un rôle de potentat, il lui fallait ou acheter sa sécurité au prix de l'inaction et du repos, ou bien se mesurer, sans assistance étrangère, avec Tilly qui marchait contre lui. Christian ne balança pas un moment, il rejeta le pardon de l'Empereur. Il fut dès lors facile au duc Georges de lui aliéner même ceux des Etats de la Basse-Saxe qui jusques-là avaient en secret favorisé Halberstadt. A une diète du Cercle qui se tint à Lunebourg le 3/13 juillet 1623, on prit la résolution [1] de sommer le duc Christian d'avoir ou à licencier ses troupes, ou à les emmener hors du territoire de l'Empire. En cas de refus, pleins pouvoirs étaient donnés à Georges pour conduire à Tilly l'armée du Cercle et, de concert avec lui, chasser de l'Allemagne les soldats d'Halberstadt.

Après une semblable déclaration, il était impossible à Christian, dont le quartier général était à Nordheim non loin de Gœtingue, d'y séjourner plus longtemps. De Nordheim, il envoya à la date du 11/21 juillet 1623, une lettre aux Etats de la Basse-Saxe [2], lettre pleine de plaintes amères, les accusant de l'avoir laissé sans secours et par cela même de s'être jetés eux-mêmes dans le péril d'être subjugués par l'Empereur et par le parti catholique. Ce même jour, il s'ébranla avec cinq mille cavaliers, seize mille hommes d'infanterie, dix pièces de 24, quatre pièces de 12, deux demi-gros canons, passa le Weser près de Hammel à la date du 18/28 et occupa le comté de Lippe. A Lemgo, ville qui y

[1] Von der Decken. I. P. 110. La date qu'il indique est, par suite d'une faute d'impression, une date fausse. Pour la rectifier suivre Senkenberg. IV. P. 273.

[2] Voir le texte dans Londorp. *Acta publica*. II. P. 767.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

est comprise, il fit encore une dernière tentative pour gagner ses cousins de Lunebourg, qui l'avaient forcé à quitter sa patrie. Par un document authentique du 12/22 juillet, il renonça à l'évêché d'Halberstadt, et à ses prébendes du Brunswick [1]. L'élection de son successeur faite immédiatement par le chapitre de la cathédrale d'Halberstadt, montra clairement quelle avait été en cela sa pensée. Le chapitre, évidemment d'accord avec les intentions de Christian, offrit les bénéfices vacants au Duc de Lunebourg-Celle, qui du reste accepta sans hésitation [2]. Il n'est pas permis de douter que le prince en abandonnant un titre d'église, pour lequel il était devenu l'objet de la jalousie de ses cousins, voulait acheter leur assistance. Mais ce sacrifice ne lui servit de rien. Séparé du pays de sa famille, abandonné par ses parents sur l'assistance desquels il avait compté, Christian était désormais destiné à tomber entre les mains vengeresses de Tilly qui déjà le suivait de près. Voyons maintenant ce que faisait le général bavarois.

Au commencement de l'année 1623, il ne se trouvait plus dans le Bas-Palatinat au pouvoir des défenseurs de Frédéric V qu'une seule forteresse, Franckenthal. A la fin de mars, celle-ci même tomba sous le protectorat des Espagnols, non pas, il est vrai, par les armes, mais par suite de négociations. En effet, à la date du 19/29 mars 1623, le roi Jacques, au nom de son gendre l'Electeur palatin, conclut avec la couronne d'Espagne un traité [3], contenant comme article essentiel ce qui suit : « *Franckenthal sera livré à titre de gage et pour*

---

[1] Von der Decken. I. P. 111.

[2] Ibidem. I. P. 127.

[3] *Theatr. Europ.* I. P. 755 et suivantes. Senkenberg. IV. P. 276 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les dix-huit mois qui vont courir à l'Infante Gouvernante de Bruxelles et à ses troupes, et, pendant ce temps là, on travaillera à établir une paix durable entre les partis dans l'Empire. Si la paix ne se fait pas, l'Espagne s'oblige, après l'écoulement de ces délais, à rendre la ville avec toute la propriété, entre les mains du Comte palatin. » Ce traité était une conséquence naturelle du projet de mariage anglo-espagnol, que les deux couronnes avaient déjà signé. On comprend qu'après un acte semblable, les Anglais et les Espagnols, qui jusqu'alors s'étaient trouvés en face les uns des autres dans le Palatinat, ne pouvaient plus se livrer bataille, et que Jacques, par suite de ses nouveaux rapports avec Don Philippe IV, était forcé d'accepter cette convention. Don Verdugo, gouverneur pour l'Espagne dans le Bas-Palatinat, des places que Tilly n'avait pas prises, ou qu'il ne maintenait pas occupées, mit des troupes castillanes dans la forteresse de Franckenthal. Quelque désagréable que pût être aux Bavarois l'installation des Espagnols dans le pays du Rhin, Tilly du moins y gagnait d'avoir dès lors les mains libres contre les autres ennemis de l'Empereur. Après avoir retiré son armée de ses quartiers d'hiver, il dirigea ses premiers coups contre la Hesse-Cassel.

J'ai rapporté plus haut que le landgrave Maurice, jadis membre de l'*Union* et plus anciennement ardent conspirateur avec le roi de France Henri IV, avait mis sur pied une armée de vingt mille hommes dans l'arrière-automne de 1621, au moment où Christian d'Halberstadt marcha pour la première fois contre le Palatinat. Maurice entretenait des intelligences secrètes avec les défenseurs de Frédéric V. Bien qu'il désirât de toute son âme la défaite des Bavarois, il ne mit cependant pas

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

lui-même la main à l'œuvre, mais regarda tranquillement faire tandis que Tilly battait les Badois à Wimpfen, l'armée de Mansfeld à Lorch et Halberstadt lui-même à Hochst. Semblable au plus grand nombre de ces princes qui avaient embrassé le parti de l'anarchie, Maurice attendait tout du fanatisme et de la valeur des autres, mais pour lui-même il entendait bien ne rien risquer; toujours prêt à exploiter les victoires des autres, mais trop peureux pour exposer au jeu, dans une lutte ouverte, son chapeau de prince. S'il se fût allié avec Christian avant la bataille de Buseck, ou même avant la bataille de Hochst [1], il est possible que Tilly eût succombé. Mais à présent que le général bavarois avait battu, un à un, tous ses adversaires, le landgrave de Hesse-Cassel se trouvait dans une passe mauvaise, ayant fait à la fois assez pour justifier une campagne de Tilly contre lui, et rien pour affaiblir cet ennemi lorsqu'il en était temps encore. Pourtant, même après les victoires de Tilly, le landgrave garda sur pied la majeure partie de ses troupes [2] — le reste dut être licencié parce que l'argent vint à manquer à Cassel [3]. — Bientôt arrivèrent de Vienne des avertissements fort graves. Maurice, pour payer l'Empereur de belles paroles, avait, après que l'armée eut été dissoute à Saverne, envoyé à la cour de Vienne un mémoire où il cherchait à justifier sa conduite précédente. Ferdinand II répondit à la date du 30 juillet/9 août 1622 [4] : « *Que les raisons alléguées par le landgrave pour s'excuser d'avoir ouvert*

---

[1] C'est ce que demandait Christian. Rommel. *Histoire moderne de la Hesse.* III. P. 426.

[2] Rommel. III. P. 535. Note 472.

[3] Ibidem. P. 428.

[4] Ibidem. P. 428.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

le passage au duc Christian et de bien d'autres choses étranges, ne l'avaient pas satisfait. Qu'il lui revenait, en effet, que non content d'accorder le titre d'Electeur et de roi de Bohême à Frédéric mis au ban de l'Empire, Maurice cherchait encore à excuser les dernières hostilités de Christian en Westphalie, — comme chose bien commune — qu'enfin il rassemblait à Saint-Goar et autres lieux, un nombre considérable de gens de guerre. Que cela était contraire aux statuts de l'Empire, contraire aussi à la fidélité que Maurice en tant que feudataire devait à l'Empire et à l'Empereur; que lui, Empereur, ne pouvait plus se taire, mais bien plutôt qu'il était obligé d'avertir paternellement le landgrave d'avoir à se conduire comme un honorable prince de l'Empire et à licencier ses troupes. » Dans un second mémoire, Maurice chercha à s'excuser de n'avoir point observé les prescriptions de l'Empereur et affirma qu'il lui était nécessaire de conserver ses troupes pour défendre la Hesse contre les déprédations de l'armée de la *Ligue*.

Les choses en restèrent là jusques vers la fin de l'année 1622 où Tilly, ainsi qu'il a été dit plus haut, établit les quartiers d'hiver de la majeure partie de ses troupes victorieuses le long des frontières sud de la Hesse-Cassel. Par là, le landgrave se trouvait enveloppé d'un filet, avant qu'on en vînt à coup férir. Pendant le repos que l'hiver imposait à ses armes, Tilly employa divers moyens qui le conduisirent à son but, non moins sûrement que la force. Comme on doit le supposer, étant donnée la capacité du général de la *Ligue*, Tilly avait un service d'espions merveilleusement organisé, et par lequel — lui qui était naturellement fort discret — il apprenait d'une manière régulière les secrets de ses adversaires. Le

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

12/22 septembre 1622, un Hessois qui était au service de la Bavière écrivait à Cassel [1] : « *Les propos mêmes que le landgrave Maurice tient à sa table sont aussitôt livrés par un traître au général bavarois.* » Il est vraisemblable que déjà à cette époque existait dans la Hesse-Cassel ce système de payer le plus maigrement possible les employés du service public, système qui plus tard y fut poussé jusqu'à l'extrême. On payait les bons Hessois de belles périodes sur l'antique gloire de la Hesse et sur la bravoure des Cattes; on les payait de textes pris dans les prédicateurs calvinistes sur la lumière, sur le droit, sur la méchanceté des catholiques et l'imposture de leurs prêtres; surtout on les enivrait des paroles les plus pompeuses sur la *liberté allemande* [2] et pendant ce temps-là on laissait presque mourir de faim les employés civils et militaires. Il n'y a donc pas à s'étonner si parmi ces pauvres diables quelques-uns cédèrent à la tentation criminelle d'aller gagner un morceau de pain dans le camp de l'ennemi. Même dans les armées de Christian d'Halberstadt et de Mansfeld, Tilly entretenait des espions qui lui coûtaient, il l'affirmait lui-même, un argent inouï, mais qui doivent aussi lui avoir rendu les services les plus utiles [3].

Le général bavarois mit encore en mouvement contre le Landgrave un autre ressort dont on pouvait se promettre des effets très-importants. La puissance des

---

[1] Rommel. III. P. 431. Note 463.

[2] Bien que cette *liberté allemande* ait trafiqué dans le siècle dernier avec la Hollande et l'Angleterre et leur ait vendu plusieurs milliers de Hessois comme dans une traite de nègres blancs, l'auteur remarquable de l'histoire de la Hesse, que plus d'une fois j'ai mentionné, retient encore cette expression et sait l'employer avec emphase.

[3] Rommel. III. P. 599. Note 499.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

princes reposait principalement sur le concours des possesseurs de fiefs nobles qui devaient le service à cheval dans les petites armées des princes et qui dans les diètes du pays avaient le droit de prendre les premiers la parole. Si donc l'on réussissait à détacher des princes cette classe considérée et honorable, et à la faire passer du côté de l'Empereur, on amenait la ruine du système de l'oligarchie. Ce système qui donnait à quelques centaines de familles le pouvoir de susciter à leur volonté dans l'Empire d'Allemagne des guerres civiles, et sous prétexte de religion, de conspirer avec l'étranger contre l'Empire et l'Empereur, ce triste système, dis-je, s'écroulait nécessairement. Tilly mit en saillie ce point auquel on touchait si facilement. Il représenta aux gentilshomme de la Hesse que la Noblesse germanique n'était point destinée au service particulier des princes, lesquels, à consulter le droit, n'étaient eux-mêmes pas autre chose que des vassaux de l'Empereur. Mais qu'elle était par sa naissance la caste guerrière de l'Empire et obligée — ainsi que les Franconiens le rappelaient en 1495 à la Diète de Schweinfurth — à protéger par leur jeunesse et leur courage le trône et le sceptre de l'Empereur. Plus tard Ferdinand entra dans une négociation sans intermédiaire avec la noblesse hessoise. Dans une communication en date du 18/28 juillet 1623 [1], il l'adjura de ne point se laisser détourner de l'obéissance qu'elle lui devait à lui, l'Empereur. Les représentations de Tilly furent efficaces ; presque toute la noblesse de la Hesse se déclara pour l'Empereur, — d'une manière secrète, il est vrai, dans le principe, — et paralysa toutes les tentatives qui furent faites dans les réunions des Etats

[1] Rommel. III. P. 557.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

(il y en eut plusieurs dans la première moitié de 1623) pour entraîner la province à des mesures hostiles contre la *Ligue*. Voici les noms des gentilshommes hessois gagnés à la cause de l'Empereur [1] : un de Baumbach, un de Stockhausen, plusieurs membres des familles de Lowenstein, Breidenstein, Rabenau, Weitershausen, Harstall, Gilsa, Calenberg et Gaugrebe. Le premier de ceux que nous venons de nommer, le colonel Asmus de Baumbach, fit entrer deux de ses fils dans l'armée impériale [2]. C'était là du reste, à notre sens, la place naturelle de toute la noblesse allemande tant qu'il existait un Empire. En dehors des sauf-conduits [3] pour eux et leurs biens qu'ils reçurent, il paraît qu'on leur donna le mirage et l'espoir de devenir seigneurs immédiats. De cette manière la puissance du Landgrave était déjà minée dès l'hiver, plusieurs mois avant que ne commençât la campagne de l'année 1623.

Pendant que l'armée de Tilly était encore cantonnée sur les frontières de la Hesse, le landgrave Maurice partit pour la Basse-Saxe à la fin du mois d'avril. Il y allait, prétendait-il, pour assister aux noces d'une de ses filles à Dessau, mais en réalité c'était pour négocier avec le duc de Brunswick-Wolfenbuttel, Frédéric-Ulrich, et avec son frère Christian d'Halberstadt [4]. Ce dernier l'engagea à réunir l'armée de la Hesse à celle que lui, Christian, commandait et à se déclarer ouvertement contre l'Empereur. Il est vrai que la petite noblesse de la Hesse s'opposa sérieusement à cette proposition [5], mais

---

[1] Rommel. III. P. 554. Note 495.
[2] Ibidem. P. 556. Note 497.
[3] Ibidem. P. 556, en haut.
[4] Ibidem. III. P. 541. Note 479.
[5] Ibidem. III. P. 554.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Maurice pouvait toujours disposer librement d'un corps de dix mille hommes qui n'obéissaient qu'à ses ordres. Si le Landgrave avait été un homme de cœur et eut fait cause commune avec Christian, la guerre aurait peut-être pris une autre tournure ; tout au moins Maurice aurait succombé avec honneur, tandis que avec ses perpétuelles hésitations, il fut à la fin forcé d'abdiquer sans gloire son pouvoir souverain. Mais Maurice ne voulait rien hasarder, il demandait à Christian des services désintéressés, sans lui tendre lui-même la main. A la date du 23 avril/3 mai il pressait encore Halberstadt [1] de dégager la frontière de la Hesse en repoussant les troupes de Tilly. C'est ici que se trahit de la manière la plus déplorable l'incapacité politique de cette Eglise allemande qui n'était plus qu'une Eglise des Princes. Tandis que les Etats catholiques unis par l'antique organisation de l'Eglise Romaine restaient étroitement liés pour agir, les princes protestants devenus par la la Réforme autant de petites idoles, et habitués à assouvir sans mesure leur égoïsme, ne pouvaient plus s'élever à une idée d'unité d'un ordre supérieur. Chacun d'eux avait cessé de voir dans un autre son compagnon, ce n'était plus pour lui qu'un instrument qu'il espérait utiliser pour son propre intérêt.

Lorsque revint la belle saison, Tilly mit un terme à ce pitoyable jeu. A la mi-mai il envahit de différents côtés le landgraviat [2], dispersa les milices, s'empara de la plupart des villes, puis laissant des garnisons dans quelques places, se porta sur la Basse-Saxe, contre Christian. Les trois mois, pendant lesquels Halberstadt, (ainsi qu'il l'a été dit plus haut) était censé au service

[1] Rommel. III. P. 510. Note 477.
[2] Ibidem. P. 510 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

du Cercle de la Basse-Saxe, n'étant pas encore entièrement écoulés, le général bavarois dut, par égard pour les Etats, se contenir. C'est pour cela que Christian, dans quelques combats d'avant-postes, obtint l'avantage sur l'armée de la *Ligue* [1]. Mais déjà Halberstadt avait eu vent de la mauvaise tournure que prenaient dans la Basse-Saxe ses affaires menacées. Désespérant d'être assisté de ce côté là, il essaya une fois encore d'ébranler le landgrave de Hesse-Cassel et de l'engager à se réunir à lui. De son camp, situé près de Nordheim il envoya à Maurice, le 28 juin/8 juillet, le comte de Wittgenstein [2] pour le presser de lui amener ses troupes. Afin que le Landgrave se décidât avec plus de facilité, Wittgenstein dut lui communiquer plusieurs fausses nouvelles, par exemple que le roi de Danemark avait fait avec Christian une étroite alliance, que le duc de Celle et Georges de Lunebourg avaient promis un secours important. Les propositions de Wittgenstein motivèrent dans la Hesse des débats; on parla pour elles et contre elles, mais on n'arriva pas à prendre une décision. Pendant ce temps, les Etats de la Basse-Saxe prirent à la réunion de Lunebourg cette décision qui força Halberstadt à quitter le pays de ses ancêtres. Alors Tilly, délivré des liens qui jusque-là avaient entravé son action, marcha contre le Duc-Évêque. Nous voici revenus au point où, plus haut, nous nous étions séparés d'Halberstadt.

Christian, après avoir quitté la Basse-Saxe, paraît avoir eu pour première idée de se retirer sur le pays de l'Ost-Frise, et de s'y réunir à l'armée de Mansfeld. En

---

[1] Rose. « Le duc Bernard. » I. P. 104. Von der Decken. I. P. 110.

[2] Rommel. *Loco citato.* III. P. 551.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

effet de Lemgo il s'avança dans la direction du Nord sur Osnabruck où il dut faire halte [1]. Mais les deux chefs de bande, une première fois déjà, n'avaient pas pu s'accorder, et on pouvait conjecturer sans doute à divers indices que, cette fois encore, la chose réussirait mal. Christian changea de direction. Au lieu de continuer vers le Nord, il se tourna vers l'Ouest et le territoire de Münster, traversa l'Ems et plus loin la Vechle, près de Steinfurth dans la direction de la frontière de la Hollande.

Déjà Tilly, qui avait rappelé à lui les troupes détachées du général Anholt — troupes employées jusque-là à protéger les couvents de la Westphalie — était sur ses talons. Les Brunswickois pressaient leur marche avec toute la célérité qui leur était possible, mais le soir du 26 juillet / 5 août, l'avant-garde des Bavarois atteignit l'arrière-garde de Christian et la mit en fuite. Tilly n'accorda à son armée que quelques heures de repos, et pendant la moitié de la nuit il marcha en serrant par derrière l'ennemi. Le 27 juillet/6 août 1623, Christian dut accepter la bataille ; la lutte fut courte et la journée se termina pour Halberstadt par une défaite plus déplorable que celle qu'il avait essuyée à Hochst l'année précédente. Plus de six mille des siens restèrent sur le champ de bataille, avec six cents Bavarois à peine; le reste fut fait prisonnier, dispersé, chassé dans les bois et les marais. Tous les bagages, toute l'artillerie, une multitude de drapeaux tombèrent entre les mains des vainqueurs, le chiffre des prisonniers s'éleva à plus de quatre mille hommes parmi lesquels plusieurs des complices les plus notables d'Halberstadt, comme les

[1] *Théâtr. Europ.* I. P. 746.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ducs Guillaume de Weymar et Frédéric d'Altenbourg, les comtes d'Isenbourg et de Wittgenstein, le comte Schlick (fils du chef des rebelles de la Bohême qui avait été exécuté à Prague), un rheingrave. L'infanterie de Christian, composée en majeure partie d'hommes de nouvelles levées, avait perdu tout courage et était comme déjà battue avant même de se prendre au corps avec les troupes de Tilly qui étaient alors l'armée la plus brave et la mieux organisée qu'il y eût en Europe. Lorsque les Bavarois chargèrent avec leur fougue habituelle, des escouades entières se jetèrent à genoux, demandant grâce et implorant la vie sauve ; longtemps on ne les écouta pas, et ce ne fût que par des ordres sévères que Tilly put enfin arrêter cette boucherie [1].

Je lis dans le rapport que Tilly, quatre jours après la bataille, adressa de Stadtlohn à son maitre le nouvel Electeur de Bavière, les phrases suivantes : [2] « *Si l'on m'eût donné pleine liberté et pleins pouvoirs de poursuivre à fond l'ennemi, ainsi que je le demandais dernièrement à Ratisbonne, j'aurais, avec la grâce de Dieu, remporté dans cette occasion une telle victoire que l'empire romain tout entier eût été rétabli dans la paix et restauré dans son état primitif. Même à présent j'espère encore tout obtenir pourvu seulement qu'on me laisse les mains libres et sans entraves, tandis que, dans le cas contraire, il faudra subir des années d'agitations, parce qu'avec ces gens-là on ne peut jamais se fier. Mais s'il était impossible de m'accorder les pleins pouvoirs que je désire, je vous*

---

[1] *Théâtr. Europ.* I. P. 747.

[2] Westenrieder. Relations, etc. VIII, P. 154, en bas et suivantes. C'est d'après ce rapport que nous avons aussi donné le chiffre des ennemis tués ou faits prisonniers.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

prierais alors de me décharger gracieusement de ma commission militaire, et de me permettre de revenir à la cour. »

L'ennemi sur lequel Tilly a les yeux dans ce rapport, sont les Etats-Généraux de la Hollande. En effet c'étaient eux qui dès le début avaient le plus contribué à susciter cette terrible guerre. C'est parce qu'ils avaient trop cru aux conseils et à l'assistance des Hollandais que les seigneurs féodaux de la Bohême s'étaient révoltés et avaient jeté par les fenêtres les conseillers de leurs princes. C'est pour s'être fié aux conseils et à l'assistance des Hollandais que Frédéric V avait accepté la couronne de Bohême; c'est pour cela encore qu'il refusait de se déclarer prêt à se soumettre. C'est grâce à eux seuls que lui et ses condottieri avaient toujours les moyens de commencer une guerre nouvelle. Je dis de *commencer*, car le système des Hollandais était de donner quelque argent pour les enrôlements, et plus tard la guerre nourrissait la guerre. Ces subsides, les Hollandais les avaient fournis à Mansfeld au commencement de 1621, ils les fournirent à Christian dans l'automne de la même année, ils les fournirent au margrave de Bade-Durlach dans l'hiver. Dans l'automne de 1622 ils avaient délié Mansfeld de leur service pour le renvoyer de nouveau sur le sol de l'Empire d'Allemagne afin qu'il s'y fortifiât et pût faire à leur profit de nouveaux exploits. Au commencement de l'année 1623 ils avaient de nouveau pourvu Christian d'argent pour qu'il pût faire ses enrôlements. Les nouveaux canons que les troupes allemandes lui enlevèrent à Stadtlohn portaient les armes de la Hollande, le lion avec le faisceau de flèches. Tous nos malheurs avaient eu pour instigateurs les Hollandais.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

C'était là ce que Tilly avait fait ressortir l'hiver précédent à Ratisbonne. Il avait demandé de pleins pouvoirs contre les Hollandais. Mais la *Ligue* était une confédération conservatrice à l'intérieur de l'Empire. Elle ne voulait point en sortir; aussi n'accorda-t-elle pas à son général les pouvoirs qu'il sollicitait. Quant à l'Empereur, il n'avait une armée que par la *Ligue*. L'eût-il voulu, il n'aurait pas pu délivrer ce blanc-seing. Aussi Tilly dût-il faire halte à la frontière de la Hollande. Ce fut de là qu'il vit Christian et ses officiers échapper à son épée en touchant la terre hollandaise, d'où à la première occasion il allait recommencer de nouvelles irruptions.

Ce fut pour cela que Tilly écrivit de Stadtlohn à la cour de Munich cette plainte et cette prière douloureuses.

Il est un autre point que je dois encore mettre en lumière. L'archiviste bavarois contemporain qui a fait l'extrait des documents parmi lesquels le rapport précité se trouve incorporé, parle avec admiration de la manière désintéressée avec laquelle Tilly reconnaissait les mérites des officiers supérieurs qui servaient avec lui ou sous lui. « *Tilly*, dit-il, *a attribué à d'Anholt une grande part de la victoire, il a prodigué à plusieurs autres de grands éloges, et même il a proposé de faire Lindeloh* [1], *général-major en raison de sa glorieuse conduite.* » On sait qu'entre les généraux il règne presque autant de jalousie et d'envie qu'entre les jolies femmes. Tilly ne connaissait pas ces sentiments haineux; c'est un beau rameau dans la couronne de laurier de ce héros que l'esprit de parti a indignement calomnié en Allemagne.

---

[1] Cette homme paraît avoir été un ennemi secret de Tilly.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Pendant la campagne de 1623 le duc-évêque d'Halberstadt-Brunswick avait joué le rôle de paladin de la comtesse palatine Elisabeth, reine nominale de Bohême. Il portait pendant la guerre le gant de cette princesse fixé à son casque, et avait fait broder sur son principal étendard ces mots français : « *Tout pour Dieu et pour Elle.* » Cette grande bannière tomba à Stadtlohn en même temps que soixante-sept drapeaux plus petits [1], entre les mains des vainqueurs, bons catholiques, et les scandalisa étrangement. Un rapport bavarois imprimé s'exprime ainsi là-dessus [2] : « *Sur la grande bannière que nous avons prise se trouve la devise : « Tout pour Dieu et pour Elle ! » Cela fait comprendre qui l'on adorait dans cette armée à côté de Dieu, et de qui Halberstadt attendait la victoire. Ainsi donc des hommes qui ont l'horreur de la Sainte-Vierge Marie comme d'une épine dans leur œil, qui ne peuvent supporter ni son nom, ni son image sur aucun drapeau, dans aucune église, dans aucune chambre, lui ont préféré une créature mortelle, vouée aux vers qu'elle porte déjà en elle, et l'ont mise au niveau du Tout-Puissant.* » Je ne saurais ajouter rien de solide aux observations de ce brave et belliqueux théologien. Mais qu'on nous permette encore une petite remarque sur l'emploi regrettable de la langue française dans les affaires allemandes. Les premières lettres écrites en français sur des matières d'Etat, remontent, à ma connaissance, à Maximilien Ier et s'expliquent par l'étroite alliance de cet Empereur avec la cour de Bourgogne où

---

[1] Les drapeaux enlevés furent—pour reproduire les termes du rapport secret—soixante Fahndl (expression bavaroise) et huit cornettes.

[2] Von der Decken. I. P. 112. Note. Londorp. « *Acta* » II. P. 771.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

l'on parlait le français [1]. Charles-Quint et Ferdinand, son frère, se servaient aussi généralement, dans leurs actes, de la langue française. Mais elle ne devint sérieusement prépondérante que grâce au parti calviniste, grâce surtout aux cours de Heidelberg et de Cassel. Depuis lors l'emploi d'une langue étrangère ne fut plus seulement l'affaire du zèle religieux, ce fut une mode, une gloriole de grand genre. La vanité des seigneurs était chatouillée quand ils pouvaient faire la roue en employant une langue étrangère, réputée magnifique, et incompréhensible pour le petit peuple allemand, pauvre sot que l'on commençait à ne plus considérer que comme une machine à payer des impôts. Ce fut sans doute un sentiment analogue qui induisit Christian d'Halberstadt à mettre sa devise dans la langue de l'ennemi héréditaire sur une bannière à l'ombre de laquelle des troupes allemandes devaient cependant combattre et mourir. Les cours catholiques allemandes résistèrent longtemps à cette gallomanie. Maximilien de Bavière ne pouvait la souffrir. Au bas d'un rapport du 30 janvier 1624, qui selon l'usage de cette époque était abondamment entremêlé d'expressions françaises, il écrivit ces mots [2] : *Je voudrais bien savoir quels sont ces maîtres de langue qui chaque jour nous imposent quelque néologisme.* »

Christian échappa avec un petit nombre de compagnons de sa fuite et se réfugia en Hollande à Bredewort. Il y réunit à peu près six mille fuyards que les Etats prirent à leur service mais pour un temps bien

---

[1] On en trouve la preuve dans l'édition des lettres de Maximilien Ier qu'a fait paraître le chanoine Chmel, directeur de la Société littéraire de Stuttgart.

[2] Westenrieder. *Loco citato.* VIII. P. 155, en bas.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

court. Peu après ils reçurent l'ordre de se réunir à Mansfeld, le dernier des ennemis de l'Empereur qui tint encore la campagne. Toutefois Christian ne se prêta pas très volontiers à l'exécution de cet ordre, parce que jamais il n'avait pu s'accorder avec Mansfeld. A la fin d'octobre un de ses capitaines en sous-ordre, Hermann de Styrum, conduisit ce qui restait des soldats d'Halberstadt par Zutphen et Overissel, dans la Frise pour les joindre à l'armée de Mansfeld [1]. Aussitôt après la bataille de Stadtlohn, Tilly s'était déjà tourné contre cette contrée. A son approche, les gens de Mansfeld pillèrent la ville de Meppen où se trouvait leur quartier général, emmenèrent avec eux tous les bestiaux et descendirent l'Ems jusqu'à Leer, localité située non loin de l'endroit où la rivière que je viens de nommer, se jette dans la mer du Nord. Tilly ne pouvait les suivre parce que dans le sud de la Frise, partie qui regarde l'évêché de Münster, Mansfeld avait détruit tous les moulins et les ponts et percé les digues jusqu'à ce que l'eau eût couvert le pays plat et les routes. Il prit alors la direction de l'Est et d'Oldenbourg, pour y trouver un sol de sable solide et se rabattre delà sur l'ennemi par le nord-ouest. D'Oldenbourg il fit sommer la ville de Emden de se déclarer pour l'Empereur. Mais à ce moment les Hollandais intervinrent ouvertement dans l'affaire, ils jetèrent une garnison de seize cents hommes dans cette ville, port de mer dont la situation avait pour eux beaucoup d'avantage. Tilly resta aussi presque impuissant contre Mansfeld parce que celui-ci avait mis le pays sous l'eau. Sur ces entrefaites, la mauvaise saison arriva ; elle décida le général de la *Ligue* à ramener ses

[1] *Theatrum Europ.* I. P. 749, en bas.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

troupes en Westphalie et à les répartir dans leurs cantonnements.

Au milieu de l'hiver la famine amena forcément la dissolution de l'armée de Mansfeld. Pendant l'été la Frise-Orientale avait été horriblement pillée par cette bande de bandits. Comme à cette heure il ne leur restait plus rien à voler ils désertèrent en masse. Jusqu'à ce moment Mansfeld avait repoussé avec raillerie toutes les prières des Etats de l'Ost-Frise qui le suppliaient d'emmener ses troupes. Voyant alors que, dans tous les cas, il lui était impossible de rester plus longtemps, il prêta la main à un tour de fripon bien digne de lui. En effet il demanda aux habitants de l'Ost-Frise pour prix de son éloignement une somme de trois cent mille florins en espèces, somme que ceux-ci — il le savait bien — étaient dans l'impossibilité de lui compter. Aussitôt les Hollandais de s'offrir amicalement pour remédier à cette gêne financière de leurs voisins. Ils s'engagèrent à avancer la somme réclamée par Mansfeld, mais seulement à la condition qu'une série de places de l'Ost-Frise, notamment Greetsiel, Esens, Stickhausen, Friedebourg et Wittmund leur seraient donnés en gage. La nécessité était urgente, les Etats de l'Ost-Frise durent dire oui à ce tour infâme concerté d'avance entre Mansfeld et les Hollandais qui le faisaient vivre. Au mois de janvier 1624 Mansfeld licencia les troupes qui se trouvaient encore sous ses drapeaux — cinq ou six mille hommes environ — et quitta le territoire de l'Empire [1], après avoir pour adieu livré par trahison une province allemande aux ennemis de l'Empereur. Il se rendit à la Haye où il se rencontra avec l'Electeur-Palatin déchu, son ancien

---

[1] *Theatrum. Europ.* I. P. 750. b. et Senkenberg. IV. P. 283.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

drapeau dans cette guerre, avec Christian de Brunswick, avec Bernard de Weimar qui, après avoir assisté à la défaite de Stadtlohn, était entré au service de la Hollande [1], enfin avec d'autres nobles seigneurs allemands. Ni son rôle, ni celui de Christian n'étaient encore terminés, bien que durant l'époque qui suivit immédiatement il n'y eût plus dans le nord de l'Allemagne aucun ennemi déclaré en armes contre l'Empereur.

J'ai encore à parler de quelques mesures politiques qui dans l'intervalle avaient été prises par l'Empereur et qui contribuèrent en partie, au succès de ses armes. Au commencement du XVIIe siècle mourut Edouard Fortuné, seigneur du Margraviat supérieur de Bade, laissant après lui deux fils, Guillaume et Hermann. La ligne de Bade-Durlach prétendit avoir plus de droits qu'eux à cette succession et leur contesta même la légitimité de leur naissance. Forte de ce prétexte, cette dernière se mit sans plus de délai en possession de l'héritage. Là dessus éclata un procès qui fut porté devant le Conseil aulique de l'Empire, et qui resta en suspens durant de longues années. Plus tard, Georges-Frédéric de Durlach s'étant, ainsi que nous l'avons raconté, révolté contre l'Empereur et en ayant été puni à Wimpfen, Ferdinand jugea bon d'atteindre par une sentence juridique ce prince de l'Empire si mal intentionné. Cette sentence à la date du 26 août 1622, reconnut aux fils du défunt prince Edouard les droits de la naissance et leur adjugea la succession de leur père. Ce fut en vain que le fils de Georges-Frédéric protesta contre cette décision [2]. L'armée de la *Ligue* jeta son

---

[1] Rose. « Bernard. » I. P. 106.
[2] Senkenberg. IV. P. 175.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

épée dans la balance en faveur du margrave Guillaume qui, élevé à Bruxelles dans la religion catholique, prit possession de son héritage et appela aussitôt dans son pays les Jésuites. L'Empereur n'avait plus à s'inquiéter du côté de Bade, car les deux lignes régnantes, séparées par la convoitise et les haines religieuses, se contrebalançaient avec jalousie ; chacune d'elles était neutralisée par l'autre.

Ce fut une politique semblable que suivit l'Empereur vis-à-vis de la Maison de Hesse. Le landgrave de Hesse-Marbourg, Louis, était le second fils de Philippe, surnommé le Magnanime. C'était un prince dont le portrait a été tracé d'une manière très amusante par son père lui-même dans une lettre au duc de Wurtemberg [1].

« *Louis,* dit cette lettre, *est un homme loyal, débonnaire et bon veneur, mais il a la tête dure et chaude, il aime le vin — ce qui lui a déjà occasionné plusieurs maladies — le jeu de dés, le tapage nocturne dans les rues et les femmes de son prochain.* » Ledit landgrave mourut en 1604 sans postérité, mais en laissant un testament dont les dispositions stipulaient que les deux lignes de Darmstadt et de Cassel hériteraient par part égale de ses deux principautés : Marbourg et Giessen, et qu'on assurerait pour le reste de ses jours un douaire considérable à la veuve du testateur, née comtesse Marie de Mansfeld. En outre les dernières volontés de Louis renfermaient une stipulation qui prouve le peu de confiance mis par le défunt dans la conscience de ses neveux. Une clause comminatoire portait que, celui des deux héritiers qui attaquerait le testament et particulièrement voudrait changer la con-

[1] Rommel. « *Histoire moderne de la Hesse.* » II. P. 35.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

fession luthérienne introduite dans les pays qu'il léguait, serait déchu des droits à sa part [1]. A peine le testament était-il ouvert que les deux lignes de Darmstadt et de Cassel appelées à la succession rivalisèrent à lui porter atteinte. La branche de Hesse-Cassel reconnaissait, il est vrai, le principe du partage égal tel qu'il avait été ordonné par le testateur, mais elle introduisit la croyance calviniste dans la principauté de Marbourg qui lui avait été provisoirement adjugée par un tribunal d'arbitres [2]. La maison de Darmstadt au contraire chercha dès le début à renverser le mode même du partage. Voici comme se présentait l'affaire : tandis que dans la ligne de Cassel il n'y avait qu'un seul membre, le landgrave Maurice, qui exerçait le pouvoir, à Darmstadt, au moment de la mort de leur oncle de Marbourg, trois frères, Louis, Philippe et Frédéric se l'étaient partagé selon un usage assez reçu à cette époque et gouvernaient en commun [3]. Pour que ce système lui rapportât quelque avantage, la famille de Darmstadt proposa que la succession de Marbourg fût divisée non pas en deux moitiés selon le chiffre des lignes, mais en quatre parts égales selon le nombre des neveux du défunt. De cette manière un quart seulement de la succession fût échu à Cassel et les trois autres fussent tombés en partage à Darmstadt. D'autre part les deux lignes se montrèrent très d'accord sur un troisième point qui pèchait également contre le testament de leur oncle, l'une et l'autre exprimèrent le désir d'ex-

---

[1] Rommel. P. 56 et suivantes.

[2] Ibid. II. P. 56 et suivantes. L'historien de la Hesse enveloppe le fait brut ici relaté, de fleurs de rhétorique disertes et onctueuses.

[3] Ibid. P. 58 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

clure la veuve du décédé de sa part à l'héritage. Sur l'ordre du landgrave Maurice, confirmé par l'assentiment de ses cousins de Darmstadt, Marie fut arrêtée avec son prétendu amant, le maréchal de cour Louis de Baumbach, et accusée en même temps de sorcellerie et d'adultère [1]. Et ce ne fut pas le fait du landgrave de Cassel ni du landgrave de Darmstadt si la prétendue sorcière et femme infidèle, Marie, leur tante, put sauver sa vie, elle la dut aux sérieuses représentations de l'empereur Rodolphe II, qui menaça les princes de Hesse de les mettre au ban de l'Empire, s'ils continuaient plus longtemps à persécuter la veuve et ses serviteurs. Nonobstant cela, Marie n'obtint point les biens qui lui avaient été assignés dans le testament, elle dut se contenter d'une somme payée par transaction et extrêmement modeste.

D'après la lettre fort claire du testament, les deux lignes eussent mérité d'être exclues l'une et l'autre de l'héritage, mais pour cela il eût fallu à l'Empire une puissance qui eût été assez forte pour dompter les convoitises immodérées des princes de Hesse, et comme cette puissance faisait défaut, on n'arriva point à pareille décision. Au contraire, les propositions de Darmstadt relatives au partage soulevèrent une querelle furieuse. La cour de Cassel appela à son secours le calvinisme, la cour de Darmstadt le luthéranisme, toutes deux armèrent leurs tenanciers et l'explosion d'une guerre civile dans la Hesse était imminente, lorsque en 1606 le Conseil aulique de l'Empire s'immisça dans l'affaire [2]. Par là, la question de l'héritage de Marbourg tomba

---

[1] Rommel. P. 59 et suivantes.

[2] Ibidem. P. 63.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dans la voie des procès que l'on traîna de 1606 à 1623 et qui eurent non seulement pour la Hesse, mais pour l'Allemagne des suites importantes. En effet, depuis cette époque Darmstadt se lia au parti impérial, tandis que Cassel désespérant d'avoir [1] de ce côté raison de son antagoniste, entra dans toutes les conspirations qui furent faites contre l'Empereur et la Constitution de l'Empire. Louis de Darmstadt reconnut aussi avec soumission le droit de juridiction du Conseil aulique de l'Empire, Maurice au contraire résista aux avertissements venus de Vienne, et n'y fit que des réponses hautaines [2].

Les choses en étaient là, lorsque les victoires de Tilly donnèrent à l'Empereur la puissance de châtier les menées du Landgrave de Cassel, menées qui étaient devenues patentes. Déjà avant la réunion de 1622 des Princes à Ratisbonne, il avait été décidé qu'on laisserait succomber Maurice dans la question de l'héritage hessois. Pour donner une base juridique à une telle sentence, on fit de Vienne savoir au landgrave de Darmstadt qu'il fallait qu'il reconnût la dernière volonté de son oncle dont jusqu'alors il avait contesté la validité, et qu'il se bornât à porter plainte contre les actes de Maurice de Cassel contraires aux dispositions du susdit testament [3]. Le landgrave Louis suivit ce conseil, et ce fut alors que l'on frappa le coup prémédité. A l'issue de la réunion de Ratisbonne, et en date du 22 mars/1er avril 1623, le Conseil aulique de l'Empire, après avoir pris l'accession des trois Electeurs ecclésiastiques et du nouvel Electeur séculier, Maximilien de

[1] Rommel. P. 139.
[2] Ibidem, II. P. 145 et suivantes.
[3] Ibidem. P. 220. Note 157.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Bavière, prononça sa sentence définitive sur les contestations hessoises. Cette sentence non-seulement déclarait le Landgrave de Hesse déchu de toute part à la succession, en raison de plusieurs atteintes violentes contre le testament de Marbourg, et adjugeait intégralement l'héritage à la ligne de Darmstadt, mais encore elle condamnait le premier à restituer en argent à son compétiteur tous les usufruits tirés de cette part de succession [1]. Nous ne voulons pas défendre la justice de cette sentence, mais elle était d'une sage politique. Car elle attachait pour toujours le landgrave de Darmstadt au parti de l'Empereur et imposait à celui de Cassel un surveillant qui guettait tous ses pas et paralysait ses efforts futurs. Souvenons-nous que Louis de Darmstadt de concert avec la Saxe-Electorale, Brandebourg et Neubourg, s'était vivement opposé en janvier 1623, lors de la réunion des princes à Ratisbonne, à la proposition de donner à la Bavière le chapeau de l'Electeur Palatin.

Ce fut cependant Louis de Darmstadt qui, après en avoir eu commission de l'Empereur, se porta d'abord comme médiateur à Dresde et employa son habileté à faire taire l'opposition de Jean-Georges contre l'électorat bavarois. Son éloquence ne resta point sans effet. Toutefois il ne serait que difficilement arrivé à son but, si la cour de Vienne n'eût pas employé à Dresde des moyens semblables à ceux qui avaient opéré la conversion du Landgrave de Darmstadt. Jean-Georges auquel on avait promis, — nous l'avons dit plus haut — avant le commencement de la campagne de Bohême, la possession des Lusaces à titre de nantissement et de dé-

[1] Rommel. P. 219 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

dommagements de ses frais de guerre, tenait, il est vrai la Haute et la Basse Lusace occupées militairement depuis l'automne de 1620, mais la cour de Vienne ne lui avait pas encore transmis le pays selon les formes régulières. Ce dernier procédé s'accomplit alors. Par deux actes authentiques écrits en juin 1623, Ferdinand lui céda le droit de possesseur nanti. Les Etats des deux margraviats furent convoqués et prêtèrent serment de fidélité à l'Electeur comme à leur maître sur gage. Les quatre employés supérieurs du pays restèrent toutefois en même temps engagés dans l'allégeance vis-à-vis de l'Empereur [1]. De cette manière Ferdinand, pour pouvoir transférer à la Bavière l'Electorat du Palatin, dut sacrifier à un tiers un de ses pays héréditaires. Pendant que son parti marchait de victoire en victoire, pendant que ses alliés s'agrandissaient, lui perdait de son territoire, et cependant, même de nos jours, on accuse encore l'ambition d'extension de l'Empire d'avoir été chez Ferdinand l'unique cause de la Guerre de Trente-Ans ! La cession judiciaire d'une province dont la population devait être de près d'un demi-million d'habitants [2], ne manqua point de rendre le Saxon plus conciliant sur la question de l'Electorat de Bavière et de préparer la voie aux propositions du Landgrave de Darmstadt.

Au commencement de l'année 1624, le Landgrave se rendit en personne à Dresde, et, après de longs pourparlers en divers sens, il amena l'Electeur [3] à déclarer

---

[1] Senkenberg. IV. P. 293. Bottiger. *Histoire de Saxe.* II. P. 91.

[2] Bottiger. *Loco citato.*

[3] Voir ces négociations dans Senkenberg. IV. P. 347 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

qu'il approuverait le transfert de l'Electorat aux conditions suivantes : « *Premièrement, l'armée de la Ligue devrait être immédiatement retirée des principautés et villes impériales protestantes. Deuxièmement, après la mort de Maximilien l'Electorat en question devrait être dévolu aux héritiers de Frédéric V.* » Ce dernier point convenait bien à l'Empereur, mais il n'en était pas de même du premier. Aussi la cour de Vienne manœuvra-t-elle si bien que Jean-Georges, dans l'été de 1624, consentit à une entrevue avec l'Electeur de Mayence, Jean Schweikard, bonne tête, extraordinairement sensée, et plusieurs seigneurs penchant pour l'Empereur. L'endroit choisi fut le château de Schleusingen, situé non loin d'Hildburghausen, rendez-vous de chasse où l'Electeur de Saxe venait prendre le plaisir de la vênerie. En dehors des deux Electeurs, on y vit paraître le landgrave de Darmstadt, Tilly, en qualité d'envoyé de la Bavière, un des ducs de Cobourg, et quelques autres membres de l'Ordre de la Noblesse allemande [1]. Ici le parti impérial atteignit enfin son but. Non seulement Georges de Saxe reconnut à la Bavière son titre électoral, sans condition onéreuse, mais il alla jusqu'à adresser à Maximilien une lettre très amiable dans laquelle il félicitait le Duc de Bavière de la nouvelle dignité qu'il venait d'acquérir et lui promettait sa sincère amitié. Après que l'Electeur de Mayence, Jean Schweikard, par complaisance pour son hôte de Saxe, eût aidé à tuer cent cinquante sangliers, cerfs et chevreuils, il se hâta de se rendre dans la ville impériale de Nuremberg où l'attendait Maximilien. Il y reçut le 16/26 juillet, dans la maison de l'Ordre Teutonique, de la

[1] Khevenhiller. X. P. 436 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

bouche du Duc de Bavière son serment d'Electeur et l'installa selon toutes les formes, dans sa nouvelle dignité. L'œuvre était maintenant parachevée, bien qu'il y manquât encore l'assentiment de l'Electeur de Brandebourg, qui s'obstinait à persévérer dans son opposition. Il eut sans doute été chose facile de convertir le Brandebourg, comme l'on avait converti la Saxe et Darmstadt, si la cour de Vienne eût cédé à Georges-Guillaume le fief de son frère margrave de Brandebourg-Iagerndorf, mis au ban de l'Empire, fief que l'Electeur convoitait ardemment [1]. Mais Ferdinand II ne jugea pas utile d'acheter à pareil prix la complaisance du prince qui gouvernait à Berlin. Bien plus, en 1623 il fit présent de ce petit pays au prince Charles de Lichtenstein [2]. A cette occasion, Georges-Guillaume éprouva encore une autre mortification qui dut lui être d'autant plus pénible qu'il formait la preuve qu'il était fort peu estimé, même chez ses frères en religion, les princes protestants, dont la majorité, nous le savons, ne se rehaussait point par de grandes qualités. En effet Jean-Georges de Saxe, avant la réunion de Schleusingen, était convenu avec son collègue de Brandebourg de ne traiter la question de l'Electorat bavarois que d'un commun accord avec lui [3]; maintenant, sans égards pour lui, il n'en avait tenu nul compte.

Le landgrave luthérien de Darmstadt rendit un autre service à la cause impériale dans la Basse-Saxe auprès de son gendre Georges de Lunebourg. La retraite de Christian d'Halberstadt hors des pays Guelfes y avait laissé de deux côtés une mauvaise humeur sensible.

---

[1] Senkenberg. IV. P. 382 et suivantes.

[2] Voir les preuves, ibidem. P. 383 et suivantes.

[3] Senkenberg. IV. P. 348.

Digitized by Google
Origina from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

D'une part le duc de Wolfenbuttel Frédéric-Ulrich se se sentait mal à l'aise pour s'être engagé si avant avec son frère, à cette heure où Tilly victorieux pouvait venir lui en demander compte. En second lieu, le roi de Danemark enrageait grandement de n'avoir pas réussi à réaliser le plan que nous indiquons plus haut, et à pousser les deux lignes guelfes comme deux béliers. Christian IV laissa éclater son courroux d'abord contre Frédéric-Ulrich, ensuite contre Georges de Lunebourg. Bien qu'il eût été l'incitateur du prince de Wolfenbuttel dans sa liaison si dangereuse avec son frère, le roi exploita les embarras de Frédéric-Ulrich. Il exigea avec hauteur de ce prince ou qu'il lui rendit en espèces les trois cent mille thalers qui lui avaient été prêtés le 7 janvier 1623, ou qu'il lui cédât comme nantissement le district de Syke, héritage que le prince de Wolfenbuttel venait de faire par suite de la mort de son oncle, l'évêque luthérien d'Osnabruck. Frédéric n'avait point d'argent, ce que Christian IV savait fort bien, par conséquent le Duc dut accéder à l'autre mode de paiement. C'était précisément ce que voulait le roi de Danemark, car ledit district de Syke servait merveilleusement à arrondir les évêchés de Brême, Werden, Osnabruck, que le roi espérait acquérir en fin de compte, pour ses fils. Par un acte authentique du 29 octobre/8 novembre 1623, Frédéric-Ulrich, dans son embarras pressant, céda au Danemark le pays dont il venait d'hériter [1], sur quoi Christian fit occuper le district par son infanterie qui se trouvait à l'armée du Cercle de la Basse-Saxe. Sur ces entrefaites la querelle avait aussi commencé entre Christian IV et Georges de Lunebourg, d'abord discrète,

[1] Von der Decken. I. P. 120.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

puis toujours plus bruyante. Aussitôt que ce nouvel incendie eut commencé à s'élever, le landgrave de Darmstadt fit tout ce qui était en son pouvoir pour séparer complètement son gendre du roi de Danemark. Entre autres choses il envoya à Georges à la date du 10/20 septembre 1623 deux portraits de caractère du roi de Danemark et de l'Electeur de Saxe, dont l'original était de la main de Frédéric V. Nous avons plus haut communiqué le premier à nos lecteurs; dans le second il était dit [1] : *L'autre chef du parti luthérien, l'Electeur Jean-Georges n'est saxon que par le sang et non par le cœur ; il penche en secret vers la religion catholique, parce qu'il aspire à faire parvenir un de ses fils au cardinalat. Au fond Jean-Georges n'a aucune religion, et ne cherche qu'une chose, son intérêt personnel ; il n'a pas non plus grand respect pour la véracité, puisque au moyen de ses mensonges qu'il a prolongés durant six mois, il a trompé la reine de Bohême.* » *(Elisabeth, femme de Frédéric V.)*

Les sources où nous avons puisé n'indiquent pas jusqu'à quel point ces représentations et d'autres analogues déterminèrent Georges. Il est vraisemblable que ce qui agit sur lui ce fut moins l'éloquence de son beau-père que son exemple. Il se détacha du roi de Danemark insensiblement et avec convenance. Au commencement de janvier 1624 eut lieu le licenciement de l'armée du Cercle de la Basse-Saxe que Georges avait commandée jusques-là [2]. En février, son frère le duc régnant de Celle, Christian-le-Vieux, abdiqua la charge de Directeur du Cercle [3], et à la date du 14/24 avril,

[1] Von der Decken. P. 114 en bas et suivantes.
[2] Ibidem. I. P. 121.
[3] Ibidem. P. 123.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Georges adressa au roi de Danemark une lettre [1] dans laquelle il le priait de l'autoriser à renoncer au titre de colonel danois qu'il avait porté jusqu'alors, et à entrer au service d'un autre monarque.

Les agissements du landgrave de Darmstadt, la défection préparée de la branche guelfe de Brunswick-Lunebourg, mais surtout l'empressement avec lequel le plus puissant des princes protestants, l'Electeur de Saxe, Jean-Georges, venait au devant de tous les désirs de l'Empereur, furent d'une grande utilité pour le parti des Impériaux et contribuèrent beaucoup à ce que le chef de l'Empire pût, quelques années plus tard, sortir vainqueur de la lutte avec les Danois.

En dehors des mesures exposées jusqu'ici, il y eut dans les années 1623 et 1624 quelques grâces répandues. Le margrave de Jagerndorf, un des partisans de Frédéric, mis au ban de l'Empire en janvier 1621, mourut, il est vrai, le 14/24 mars 1623, en Transylvanie auprès de son protecteur Bethlen Gabor qui lui avait ouvert un asile [2] sans avoir fait aucune démarche pour obtenir sa grâce [3]. Mais d'autres vivaient encore, entre autres le comte Georges-Frédéric de Hohenlohe et le prince d'Anhalt, Christian. Le premier, grâce à l'intercession de plusieurs princes, obtint de Ferdinand II, dès l'année 1622, la permission de pouvoir résider tranquillement sur ses terres [4]. L'année suivante le comte fit le voyage de Vienne, et le 9 septembre 1623 (nouveau style) il se prosterna aux pieds de Ferdinand qui le grâcia alors

---

[1] Von der Decken.
[2] Senkenberg. P. 382. Note *y*.
[3] Ibidem. IV. P. 333.
[4] Khevenhiller. IX. P. 1761.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

d'une manière complète [1]. Il fut beaucoup plus laborieux de réconcilier avec le chef de l'Empire le prince d'Anhalt, Christian, que nous avons perdu de vue depuis la fin de la guerre de Bohême. Christian, l'un des auteurs principaux des malheurs de l'Allemagne, avait eu confiance dans la fortune de l'Electeur Palatin jusqu'après la bataille de Wimpfen; à ce moment au contraire il chercha à se rapprocher du parti victorieux. Le 2/12 juin 1622 il adressa à l'Empereur une lettre pleine de bassesse [2] dans laquelle il implorait son pardon, et alléguait notamment en sa faveur qu'il avait tenté d'engager le Palatin Frédéric à déposer les armes. Ferdinand II rejeta sa requête, mais il épargna provisoirement à la principauté du coupable les rigueurs du ban de l'Empire mis à exécution. Alors Christian se rendit d'abord en Suède auprès de Gustave-Adolphe, plus tard à Flensbourg chez le roi de Danemark, et dans l'un ou l'autre de ces endroits il ne sut point se tenir tranquille. Bien loin de là, il ne cessait d'exciter les Suédois, les Danois, les Hollandais, les Anglais, les Français, le prince de Transylvanie, les Turcs, bref la moitié du monde à la guerre contre l'Empereur et à des irruptions en Allemagne [3]. L'insuccès de ses efforts parait, à la fin, l'avoir entièrement maté. D'un autre côté la cour de Vienne avait peut-être l'instinct qu'il était sage d'éloigner du camp de l'ennemi un si dangereux artisan d'intrigues. De nouvelles négociations se nouèrent donc entre l'Empereur et lui [4]. Elles eurent pour conséquence

---

[1] Khevenhiller. X. P. 141.
[2] Beckmann. « *Histoire d'Anhalt.* » P. 330 et suivantes.
[3] Extrait du Registre noir. Londorp. P. 725, 726, 727, 728.
[4] Beckmann. *Loco citato.* P. 332. *a.*

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

qu'au mois de juillet 1624, le prince Christian se rendit à Vienne, qu'il fut reçu en audience par l'Empereur le 16 du même mois, et implora à genoux son pardon qui lui fut accordé après néanmoins qu'il eût reçu une verte réprimande [1]. Depuis lors Christian retourna dans son pays et y gouverna paisiblement ses sujets. Désormais il ne s'immisça plus dans les grandes affaires du monde. Il mourut le 17/27 avril 1630, âgé de près de soixante-deux ans, et l'annaliste de la principauté d'Anhalt se croit obligé de le faire remarquer — comme un pécheur qui s'est réconcilié avec Dieu [2].

J'ai raconté plus haut qu'à la bataille de Stadtlohn, le duc Guillaume de Saxe-Weimar avait été fait prisonnier. Ses papiers, sa correspondance qui tomba en même temps entre les mains du vainqueur fournit une preuve indubitable des conspirations que lui et ses frères avaient ourdies contre l'Empereur et contre l'Empire. Tilly livra le Duc aux plénipolentiaires de l'Empereur. Ferdinand le fit amener à Neustadt en Styrie, et là on lui fit subir un sévère interrogatoire. Guillaume, il est vrai, tâcha de s'en tirer aussi bien que possible par force mensonges, mais il ne put aucunement convaincre ses juges de son innocence [3]. Le glaive de la loi planait sur la tête du prince Ernestin et le sort qui le menaçait ne pouvait plus, selon les apparences, être détourné que si l'Electeur de Saxe, auquel l'Empereur devait des égards, intercédait pour le prince allié par le sang à sa famille. Aussi des négociations s'engagèrent-elles entre la branche Ernestine et la maison Electorale. Au mois de mai 1624, l'aîné des frères de la

[1] Khevenhiller. X. P. 526.
[2] Beckmann. *Loco citato*. P. 334.
[3] Rose. « Bernard, etc. » P. 107.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

maison de Weimar, Jean-Ernest, accompagné de son cadet Bernard, — l'un et l'autre étaient toujours au service de la Hollande — vint à Weimar pour presser l'affaire. Comme prix de son intercession, l'Electeur Jean-Georges demandait [1] que le duc Jean-Ernest s'engageât par écrit, en son nom et à celui de ses frères, à rendre à l'Electeur l'honneur qui lui était dû comme au chef de la famille de Saxe tout entière, honneur que jusque-là il lui avait refusé ; à respecter l'Empereur comme chef suprême de l'Empire, à s'abstenir de prendre du service militaire à l'étranger et spécialement en Hollande, enfin à se tenir tranquille chez lui. Mais le prince Ernestin montra une insurmontable opiniâtreté, tout au plus consentit-il à promettre d'honorer l'Electeur comme le chef de la maison de Saxe et l'Empereur comme le chef de l'Empire. Quant à déposer les armes, il s'y refusa et il était indubitable que, d'après la distinction qu'on établissait entre l'Empereur et le souverain de l'Autriche — distinction dont on avait fait usage dès l'élection de Frédéric V, en Bohème — Guillaume se réservait de les reprendre contre l'Autriche. Les négociations échouèrent. A la date du 19/29 décembre 1624, Jean-Ernest écrivit à son frère Guillaume dans sa prison [2] qu'il avait le regret d'être obligé à l'abandonner à son sort, puisqu'il n'avait pu obtenir des conditions honorables assurant les droits princiers de la Maison Ernestine. Ceci fait, Jean-Ernest partit de Weimar pour Copenhague, et le 10/20 février 1625 il y entra au service du Danemark, en s'engageant à enrôler pour le compte du roi Christian quatre mille cavaliers et à les

[1] Rose. « Bernard, etc. » P. 109.

[2] Ibid. I. P. 115.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

conduire contre l'Empereur. Nonobstant cela, Ferdinand accorda la grâce non-seulement au duc d'Altenbourg, Frédéric, qui avait également été fait prisonnier à Stadtlohn, mais aussi au prince Ernestin Guillaume. Frédéric d'Altenbourg fut rendu à la liberté dès le 5 mai 1624 [1], Guillaume au commencement de 1625 [2]. Remarquons que l'élargissement du dernier eut lieu à une époque [3] où Ferdinand savait déjà avec certitude et l'explosion prochaine de la guerre avec le Danemark et l'alliance des Ernestins Jean et Bernard avec Christian IV.

On négocia même, durant le cours de cette année 1624 une amnistie en faveur de Christian d'Halberstadt. Sur les instances de sa mère et de son frère Frédéric-Ulrich, Christian quitta la Hollande au mois d'avril pour revenir dans sa patrie ce qui évidemment trahissait quelque inclination à se soumettre. Mais il ne tarda point à changer de sentiment bien que Ferdinand eût promis de le grâcier s'il restait tranquillement chez lui. Les nouvelles des dispositions belliqueuses de la France et de l'Angleterre avaient changé toutes ses idées. Il retourna à La Haye et delà il écrivit aux siens à la date du 15/25 mai [4] « *qu'il ne voulait pas précisément repousser la grâce qui lui était offerte par l'Empereur, mais qu'il ne voulait pas non plus l'accepter sans réserve. Qu'il ne pouvait accepter de quitter La Haye et le service de la Hollande. Que la Hollande était une véritable école pour la guerre, école où il comptait*

---

[1] Rose. I. P. 343. Note 64.
[2] Khevenhiller. X. P. 712.
[3] Rose *loco citato*. P. 115.
[4] Von der Decken. I. P. 126.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

continuer à se rendre capable et apte à servir l'Empereur, la Patrie, et la Liberté de l'Allemagne si gravement menacée ». Quinze jours après il écrivait une autre lettre où la passion de la guerre s'accentuait plus encore [1] « : *Nous avons considéré, disait-il, que pour aucun gentilhomme et pour nous moins que pour tout autre, il ne serait point honorable d'abandonner, au mépris de la parole donnée, un parti et de nous joindre à l'autre. Voilà pourquoi nous avons résolu de tenter la fortune de la guerre, et nous espérons aussi en Dieu qu'il voudra bien nous conserver sain et sauf.* » Il répéta en même temps qu'il renonçait à l'évêché d'Halberstadt et aux autres revenus provenant de son pays natal. Peu après Christian se rendit en Angleterre où il fut reçu à bras ouverts et honoré de l'Ordre de la Jarretière.

Revenons maintenant à l'armée. Ce ne fut pas seulement dans la Basse-Saxe qu'il y eut des combats dans l'année 1623, on se battit aussi à l'extrême Orient de l'Empire; l'Empereur fut assailli et ses deux guerres avaient entre elles une étroite connexité. Pendant que Christian d'Halberstadt, pour le compte des Hollandais, avait mission d'occuper la *Ligue*, les Etats-Généraux avaient appelé aux armes sur la frontière de la Turquie leur vieil allié, le prince de Transylvanie, Bethlen Gabor. Sous le prétexte ou la raison que Ferdinand n'avait point rempli les conditions de la paix de Nikolsbourg, Bethlen Gabor, dans l'été de 1622, envoya à Constantinople le vieux comte Mathias de Thurn, qui se trouvait auprès de lui ainsi que le margrave de Jagerndorf, pour obtenir du Grand-Turc son assistance

[1] Von der Decken. I. P. 126.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

contre l'Allemagne [1], assistance qui fut accordée. Alors dans l'automne de 1623, le prince de Transylvanie marcha contre la ville de Tyrnau [2] située dans la partie de la Hongrie qui appartenait à l'Empereur, la prit, et ensuite envahit la Moravie avec soixante mille hommes de toutes nations et de toutes religions — chrétiens et mahométans — annonçant hautement qu'il comptait célébrer la fête de la saint Martin à Prague. A cet effroyable *essaim* Ferdinand ne pouvait opposer que des forces minimes, environ douze mille hommes sous le comte de Montenegro et Albert de Wallenstein qui venait d'être élevé au rang de prince de Friedland [3]. Près du village d'Hodonin en Moravie, Bethlen enveloppa l'armée du comte de Montenegro, fit échouer une tentative du comte qui cherchait à faire une trouée [4] et serra de si près les Impériaux qu'il fut question pour eux de se rendre. Pourtant on n'alla pas jusque-là probablement par suite d'une rumeur qui se répandit dans le camp de Bethlen et qui annonçait l'approche de quarante mille hommes de troupes de la *Ligue* ou de troupes allemandes qui allaient prendre à dos les Transylvaniens. Au lieu de porter un coup mortel à l'armée de Montenegro, Bethlen accorda une suspension d'armes d'abord pour deux mois, ensuite pour l'hiver, et retourna dans sa patrie. Au printemps de 1624, il y eut encore quelques engagements, mais au commencement de mai les deux parties s'entendirent pour une paix [5] qui, dans

---

[1] Khevenhiller. X. P. 140. Hammer. « *Histoire de l'Empire ottoman.* » IV. P. 579.

[2] *Theatrum Europ.* I. P. 759 et suivantes.

[3] Khevenhiller. X. P. 141.

[4] Senkenberg. IV. P. 291.

[5] *Theatrum. Europ.* I. P. 788. b.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ses articles essentiels, renouvelait les conditions du traité de Nikolsbourg. Notre opinion est que pas plus en 1623 et 1624 qu'en 1619 le prince de Transylvanie ne voulait sérieusement la guerre; ce qu'il voulait c'était seulement d'affaiblir l'Empereur ou bien le contraindre à une alliance de famille, il ne voulait pas sa perte. Dans l'été de 1623, il avait demandé en mariage, à Ferdinand, l'aînée de ses filles, et en échange avait promis à l'Empereur toute l'assistance qui lui serait possible [1]. Bref, le Transylvanien prenait bien la solde que lui offraient la Hollande et les autres ennemis de l'Autriche — car il avait de grands besoins d'argent, surtout pour assurer sa position difficile de vassal vis-à-vis du Sultan — mais il trompait ceux dont il mangeait le pain. C'était du reste exactement de la même manière que les Hollandais agissaient de leur côté avec les princes de sang allemand qui jouaient des rôles d'aventuriers. Ils les prenaient bien à leur service, mais s'ils étaient dans l'embarras, ils les y laissaient.

Pendant que ces mouvements avaient lieu à la frontière Sud-Est de l'empire d'Allemagne, Tilly, après avoir préparé la dissolution de l'armée de Mansfeld, avait pris ses quartiers d'hiver dans le landgraviat de Hesse-Cassel. Les exigences pour les soldats étaient à cette époque fort élevées. Les aubergistes chez lesquels logeaient les soldats, devaient par jour à chaque capitaine une ration de quatre mesures de vin, à chaque enseigne deux mesures. Ce qui était particulièrement couteux [2] c'étaient les approvisionnements en maigre (morue, saumon, harengs, beurre salé de la Frise) pour

---

[1] Khevenhiller. X. P. 167.

[2] Rommel. « *Histoire moderne de la Hesse.* » III. P. 571.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

les Bavarois catholiques. En revanche, Tilly maintenait une rigide discipline, et la solde de son armée lui parvenait régulièrement de la caisse militaire de la *Ligue*. Dans l'hiver de 1623, l'armée reçut chaque mois de la caisse fédérale deux cent soixante-cinq mille six cents reichsthalers [1]. En particulier, il est vrai, il y eut beaucoup de désordres; ils furent l'œuvre de l'avidité des chefs, et, il faut le dire, des princes de l'empire d'Allemagne. Ceux qui se signalèrent le plus par leur cruauté furent les jeunes ducs de Saxe-Lauenbourg et de Holstein — princes luthériens mais alors au service de la *Ligue*. — En vain Tilly cherchait-il, par de sévères réprimandes, à tenir en bride l'arrogance de ces seigneurs [2], ils se croyaient autorisés par leur naissance à fouler les peuples aux pieds.

Le landgrave de Hesse, Maurice, prétendit qu'il craignait pour sa vie, par suite des fausses rumeurs qui circulaient que Tilly voulait sa tête [3]. Il disparut et abandonna à leur sort, les sujets qu'il avait impliqués dans ce mauvais cas. Pour lui il courut à Cothen et à Dessau auprès des princes de l'Allemagne du Nord, à Magdebourg auprès de Christian-Guillaume de Brandebourg, titulaire luthérien de cet archevêché et qui plus tard joua un si triste rôle, enfin à Brême auprès du roi de Danemark [4]. Partout il chercha à exciter les autres à une lutte qu'il n'avait pas eu lui-même le courage de soutenir ouvertement. Son absence eut pour le pays un

---

[1] Pièces justificatives dans Westenrieder. « *Documents, etc.* » VIII. P. 155.

[2] Rommel. *Loco citato.*

[3] Ibidem. P. 570.

[4] Ibidem. Note 514.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

contrecoup funeste. La petite Noblesse se détacha des liens qui l'unissaient au gouvernement de la Hesse, et se mit à agir comme son propre maître [1], les bourgeois et les paysans se refusèrent à continuer de payer les impôts ordinaires [2], la force armée du landgrave, bien médiocre comme nombre, se dispersa parce que toute solde fit défaut, ou dut être licenciée à l'exception d'un petit nombre d'enseignes [3]. En même temps Tilly, par l'emploi de la force, obtint la cession de l'héritage de Marbourg, cession à laquelle Maurice s'était refusé jusques-là, et reprit possession, au nom de son maître légitime, l'Eglise catholique d'Allemagne, de l'abbaye d'Hersfeld dont le landgrave s'était emparé violemment [4].

L'armée de la *Ligue*, pendant le cours de l'année 1624, fut, sur divers points de l'Allemagne, employée à cette même œuvre, la réoccupation des biens de l'Eglise catholique. Le duc de Celle, redoutant la compétition du roi de Danemark, prétendant comme lui à l'évêché d'Halberstadt, dont il avait pris possession — nous l'avons dit — après la renonciation formelle de Christian le *jeune*, avait bientôt abandonné lui-même sa jouissance [5]. Là-dessus le chapitre luthérien fit une élection et au prix d'une jolie somme d'argent que lui compta le roi de Danemark, en rémunération de ses services, il fit choix comme évêque du prince Frédéric fils de Christian IV [6]. Mais cette comédie effrontée ne

---

[1] Rommel, II. P. 575, 576, 579.
[2] Ibidem. P. 576.
[3] Ibidem. P. 576.
[4] Ibidem. P. 567.
[5] Von der Decken. P. 127.
[6] Caraffa. « *Germania sacra.* » Texte. P. 178.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

devait pas durer longtemps. Sur l'ordre de Ferdinand, Tilly se porta sur Halberstadt, en chassa le prince danois, punit le chapitre en raison de sa dernière élection et rétablit dans la ville les chanoines catholiques expulsés et les Franciscains. Christian-Guillaume de Brandebourg, le détenteur de l'archevêché de Magdebourg, eut aussi un avant-goût de ce qui l'attendait. Contraint par Tilly, il dut rendre le monastère de femmes d'Althaldensleben qu'il avait fait luthérien, ce qui veut dire qu'il se l'était approprié. Autant en fut fait au comte de Hanau pour certaines abbayes ayant appartenu autrefois à l'évêché de Wurtzbourg et dont il s'était emparé. C'est avec une satisfaction visible que l'ambassadeur pontifical Caraffa raconte ces actes de l'armée allemande [1] utiles à l'Eglise romaine. Personne n'osait résister aux légions victorieuses de Tilly, sur tout le sol de la vaste Allemagne aucun ennemi ne tenait la campagne contre l'Empire et l'Empereur. Pourtant la *Ligue* ne désarma pas ; avait-elle donc encore d'autres intentions ?

Nous croyons qu'un tel soupçon serait pour la *Ligue* une injustice. La *Ligue* était une confédération conservatrice et toujours elle eut un soin anxieux de ne pas dépasser les bornes de la défense. Sans doute elle n'avait plus alors aucun ennemi en armes contre elle. Mais les Hollandais tenaient en leur puissance l'embouchure de l'Ems. Mansfeld et Christian étaient à La Haye, et de là ils s'efforçaient d'obtenir soit de Whitehall, soit de Versailles de nouveaux secours. L'idée de chasser les Hollandais du sol de l'Empire pouvait facilement venir à l'esprit. C'était ce que désirait l'Empereur et il en adressa la demande à la *Ligue*. Mais cette fois encore,

[1] *Loco citato.*

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

celle-ci se refusa à aller si loin. En même temps Maurice de Hesse-Cassel s'occupait activement à souffler partout la guerre. Pour le tenir en bride il fallait donc aussi une armée toujours prête à s'opposer à toute tentative de désordre. La *Ligue* n'alla pas plus loin. Au printemps de 1624, Maximilien de Bavière convoqua les princes faisant partie de la fédération [1]. La première question qui fut posée fut celle-ci : *la Ligue devait-elle être maintenue ?* unanimement on répondit : « *Oui* » On prit ensuite la résolution « *de traiter dorénavant comme ennemis, non-seulement ceux qui, par actes ou paroles se seraient manifestement déclarés contre l'Empereur et la Ligue, mais encore ceux qui, tout en se tenant jusqu'ici tranquilles chez eux, s'appliquaient à enrôler des troupes sur leur propre territoire, ou même à introduire dans l'Empire, au mépris de la volonté de l'Empereur, des troupes étrangères.* » Cette résolution n'était point dirigée contre les princes de la Basse-Saxe, car jusques-là ceux-ci n'avaient rien fait de semblable ; elle visait principalement Maurice de Hesse-Cassel. Peut-être eût-il mieux valu pour la *Ligue* qu'elle prît une mesure énergique et s'attaquât nominativement aux Hollandais ; mais rien ne pût l'amener jusques-là. Rester immobile sur le territoire de l'Allemagne du Nord avec une forte armée, sans frapper un coup, était au fond une demi mesure qui provoquait la méfiance. Ni d'un côté ni de l'autre, aucun vrai sentiment de sécurité ne pouvait s'établir.

Du reste il y avait dans toute l'Europe un pressentiment plein d'angoisse que des choses extraordinaires se préparaient en Germanie ; c'était un courant électri-

---

[1] Stumpf. « *Histoire de la Ligue.* » P. 196.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

que qui la traversait. A la vérité ce n'était point le chef légal de l'empire, mais l'Electeur de Bavière qui, comme général de la *Ligue*, avait alors en Allemagne le prestige de la force des armes. Mais les ennemis de la Germanie avaient de bonnes raisons pour craindre que les succès obtenus par Tilly tourneraient en fin de compte au profit de l'Empereur. Et si ce fait se réalisait qu'adviendrait-il ? La grande position que la nation allemande avait occupée dans le Moyen-Age s'était perdue par les discordes d'un pouvoir oligarchique et l'abaissement du pouvoir impérial. La restauration de la suzeraineté eut ramené la gloire obscurcie, la puissance qui se dissipait en s'émiettant ; et certes les annales de l'Europe seraient tout autres si la marche naturelle de notre histoire n'eut point été interrompue par des coups extraordinaires du destin. En de pareilles conjonctures, qu'une jalousie mêlée de peur se soit manifestée après les brillants progrès des armes impériales dans les pays qui nous avoisinent, rien n'est plus naturel. Cette jalousie fut ressentie par les amis eux-mêmes comme par les ennemis.

Il a été démontré ailleurs comment les princes de Habsbourg, par leur résolution de renoncer aux fiefs héréditaires qui avait été la dispersion de l'héritage de Ferdinand I, et d'accorder à Ferdinand II, de Styrie, la totalité des possessions de leur maison, avaient amené le retour de la fortune de l'Autriche, et posé les fondements de la reconstruction de la puissance impériale. Ferdinand II tenait de toutes ses forces à ce principe de l'unité future de l'Etat héréditaire. Le 10 mai 1621 il signa un testament [1], où il commence par déclarer sa

[1] Senkenberg. IV. P. 106 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

résolution de vivre et mourir dans la foi catholique romaine, puis établit comme loi suprême de la famille impériale, le droit de primogéniture à toute époque ; après la mort de Ferdinand ce sera son fils aîné qui devra hériter de tous ses pays ; après eux ils passeront toujours au premier né. Pour chaque prince puîné, on constituera un revenu annuel de quarante-cinq mille florins, et en même temps une seigneurie à la désignation de l'Empereur régnant qui, à la mort de l'usufruitier, devra faire retour au chef de la lignée. De plus le testament stipulait qu'en cas d'extinction de la ligne régnante, la succession dans tous les pays héréditaires devrait passer intégralement au plus proche parent d'après le droit de primogéniture. Mais trente mois après, nous rencontrons des tentatives faites pour renverser la loi d'unité d'Etat et de primogéniture si fortement accentuée dans le susdit testament. L'Empereur Ferdinand II avait deux frères, l'archiduc Léopold, déjà plusieurs fois mentionné dans notre ouvrage, possédant à cette heure les évêchés de Passau et de Strasbourg et l'archiduc Charles qui appartenait aussi à l'ordre ecclésiastique et avait été pourvu du siège de Breslau. Vers la fin de l'automne de 1623, Léopold fit savoir à l'Empereur son frère [1], premièrement qu'il comptait abandonner l'état ecclésiastique et se marier, et secondement qu'il insistait pour qu'on lui assignât une portion sur l'ensemble des biens de sa maison. Ce fut en vain que l'Empereur, pour conserver à l'héritage d'Autriche son indivision, chercha à détourner son frère de ses idées de mariage ; Léopold ne se laissait point ébranler.

[1] Senkenberg. IV. P. 297 et suivantes. — Khevenhiller. X. P. 158 et suivantes.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Ferdinand II, là-dessus écrivit alors en Espagne pour que la cour de Madrid voulût bien donner à l'Archiduc, contre la promesse qu'il garderait le célibat, la place de Gouverneur de Portugal, pays qui appartenait alors à l'Espagne. Mais les Espagnols ne voulaient rien avoir à faire avec un prince dont ils avaient appris à connaître l'ambition par les rapports de Zuniga qui autrefois avait été ambassadeur de la Castille à Vienne. Pour conserver la paix dans sa maison, l'Empereur fut contraint de procéder à un partage. Et il put encore se dire heureux de réussir, grâce surtout à la condescendance de Charles, le troisième et le plus jeune frère de cette famille, à écarter les prétentions de Léopold sur les grandes couronnes de Silésie, Haute et Basse-Autriche, Bohême, Hongrie et Moravie, et à les restreindre à ce qu'on appelait l'Autriche Antérieure, le Tyrol, le Burgaw, le Brisgaw, l'Alsace. Cette Autriche *antérieure* fut divisée en trois parties dont Léopold reçut une, en vertu de son droit de naissance; la seconde lui fut cédée par son frère cadet Charles qui se contenta de son évêché ; enfin Ferdinand lui abandonna la troisième, mais seulement sa vie durant, et avec la clause que si l'archiduc Léopold n'avait pas d'enfants mâles de sa future épouse, sa succession ferait retour à Ferdinand ou à ses fils. De son côté, Léopold dut renoncer au reste des états héréditaires de l'Autriche. Au début il semblait que la négociation entre les deux frères allait devenir plus compliquée encore, parce que la cour de Madrid, en apprenant que Léopold avait demandé le partage des états héréditaires, réclama pour elle la cession de l'Alsace, en s'appuyant sur un traité secret conclu avec Ferdinand II, dans l'année 1617. Cependant l'ambassadeur impérial à Madrid, le comte

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Khevenhiller, détourna heureusement ce nouveau danger, et il agit si bien que Don Philippe IV renonça aux avantages que stipulait pour lui le traité de 1617 [1]. Je crois avoir le droit de conclure, d'après certaines allusions de Khevenhiller [2], que cette deuxième demande n'était qu'un coup concerté à l'avance entre Ferdinand et Philippe IV, pour faire peur à l'Archiduc et le forcer à diminuer ses prétentions, car, sans cette menace de l'Espagne, Léopold eut peut-être fini par réclamer le partage de toute la monarchie. Après toutes les peines qu'on s'était données depuis bien des années pour établir le principe de l'unité dans l'Etat et du droit de primogéniture, il fallut voir de nouveau deux lignes autrichiennes et deux lignes dont les rapports pouvaient facilement devenir hostiles.

L'idée que le rétablissement de la puissance impériale allait peut-être sortir du mouvement jusques-là essentiellement catholique de l'Allemagne effrayait le Pape ; elle n'effrayait pas moins la plupart des autres puissances de l'Europe, la France, l'Angleterre, la Savoie, Venise, le Danemark, la Suède. La première coalition européenne en faveur de l'aristocratie protestante de l'Empire et contre la maison de Habsbourg, commençait à se former. Les ennemis de l'Allemagne regardaient autour d'eux et cherchaient un général ; et deux rois, celui de Suède Gustave-Adolphe, et celui de Danemark Christian IV, allaient s'offrir à cette besogne.

[1] Khevenhiller. X. P. 477 et suivantes.

[2] Ibidem.

FIN DU TOME DEUXIÈME.

Digitized by Google Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

TABLE

A

Pages

ADRIEN VI, pape. Ses négociations avec la Bavière..... 25-26

ALBERT de Brandebourg, archevêque de Mayence. Il repousse les propositions de Luther de séculariser son diocèse..... 10-11

ALBERT de Brandebourg, dernier Grand-Maître de l'Ordre Teutonique, transforme la Prusse en une principauté héréditaire..... 25

ALBERTINE et ERNESTINE (Maisons) de Saxe..... 91

ALBERT, archiduc d'Autriche, gouverneur des Pays-Bas espagnols..... 123

ALEXANDRE, capucin et diplomate..... 329

ALLIAGA (Louis d') confesseur de Philippe III, roi d'Espagne..... 167-168-169

ANHOLT, général au service de la Bavière, défait Christian d'Halberstadt..... 261

AUGSBOURG (Confession d')..... 41

AUGSBOURG (Paix de religion d')..... 44

AUGUSTINISME (L')..... 18-19

B

BADE. Le margrave Edouard et ses fils Guillaume et Hermann. Revendications de ces derniers au sujet de leur héritage. (Voir aussi Georges-Frédéric).... 361-362

BAVIÈRE (La) reste catholique, pourquoi?..... 26

— Au Concile de Trente elle demande la suppression du célibat religieux..... 81

Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Pages

BERNARD de Weimar. Ses débuts..... 249-267
S'adjoint à Christian d'Halberstadt..... 327
BERTHOLD, archevêque de Mayence, cherche à restaurer l'unité de l'Empire..... 10-11-12 13-14
— Et à faire disparaître les abus dans l'Eglise..... 15-16
— Il meurt..... 16
BETHLEN-GABOR, prince de Transylvanie, fait la guerre à l'Empereur d'Allemagne..... 160
— Paraît devant Vienne..... 177
— Est élu roi de Hongrie..... 177
— Conclut avec l'Empereur la paix de Nikolsbourg. 201
— Recommence ses attaques contre l'Empereur mais ne tarde pas à conclure la paix..... 377-379
BOBADILLA, Nicolas, un des fondateurs de l'Ordre des Jésuites..... 67
BOHÊME (La) est ramenée au catholicisme et punie par de terribles confiscations..... 207-208-209-210
BOHÉMIENS (Les) déposent Ferdinand II..... 151
— Ils veulent d'abord établir une république..... 152
— Mais ensuite ils élisent pour leur roi le Palatin Frédéric V..... 153
BOHÉMIENS rebelles. Leur sanglante punition..... 198-199-200
BOTSKAI, Etienne, suscite une révolte en Hongrie..... 86
BOUILLON (Le duc de) allié du Palatin Frédéric V..... 296-300
BOUCQUOI obtient le commandement supérieur des troupes impériales..... 136
— Sa mort..... 200
BUSLIDIUS, jésuite, confesseur de Maximilien de Bavière. 177

C

CALVINISTES (Les) en Allemagne..... 56-57-58-59-60
CAMERARIUS, conseiller de l'Electeur Palatin..... 146-334
CANISIUS, Pierre, jésuite; son apostolat en Allemagne.. 75-76

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Pages

CATHOLIQUES (Les) d'Allemagne vers la fin du XVIe siècle surpassent par le côté moral les Luthériens. 87-88-89
CHARLES-QUINT, empereur d'Allemagne, apprécie sainement la Réforme..... 23
CHARLES-QUINT soutient secrètement les entreprises de Sickingen..... 30-31
— Peut-être même la guerre des Paysans..... 37
— Il veut réformer l'Eglise mais non par le procédé de Luther..... 42
— Il triomphe des Protestants..... 42
— Est surpris par Maurice de Saxe..... 44
— Sa mort..... 46
CHARLES-EMMANUEL, duc de Savoie, est entraîné dans l'Union..... 137
— Son caractère..... 147
CARAFFA, cardinal et ensuite pape sous le nom de Paul IV. 67
CARAFFA, Charles, légat du pape à Vienne..... 203
— Son action..... 204
CHRISTIAN II, Electeur de Saxe. Son libertinage..... 88
CHRISTIAN IV, roi de Danemark, préside l'assemblée de Segeberg. Ses procédés vis-à-vis de Frédéric V 231-232
— Il trompe la Basse-Saxe. Ses convoitises au sujet des évêchés d'Allemagne. Son caractère..... 233-234-235-236
— Sa jalousie contre Georges de Lunebourg. Procédés qu'il se permet contre Frédéric-Ulrich de Brunswick..... 370
CHRISTIAN, prince d'Anhalt, fondateur de l'*Union*..... 93
— Son avidité..... 180
— Il s'enfuit de Prague..... 193
— Est mis au ban de l'Empire..... 226
— Ses projets ambitieux..... 243
— Il est gracié..... 373
— Sa mort..... 374
CHRISTIAN, Guillaume de Brandebourg, administrateur de Magdebourg..... 380
CHRISTIAN-LE-VIEUX, duc de Celle-Lunebourg..... 330
CHRISTIAN d'Halberstadt..... 229
— Sa première campagne..... 262-263

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Pages

CHRISTIAN d'Halberstadt. — Il est battu dans la vallée de Buseck..... 264
— Reçoit de l'argent de la Hollande..... 265
— Est battu à Höchst..... 284
— Est victorieux à Fleurus..... 302
— Se fait amputer un bras..... 303
— Il reparaît en Allemagne dans l'année 1623.... 325
— Est choisi comme général au service du Cercle de la Basse-Saxe ; motifs de ce choix..... 338
— Obtient en 1623 de l'Empereur qu'il lui offre son pardon mais ne l'accepte point..... 342-343
— S'échappe de la Basse-Saxe et cherche, mais vainement, à gagner Maurice, landgrave de Hesse-Cassel 351-352
— Est battu à Stadtlohn..... 353
— Joue le rôle de chevalier de la Palatine Elisabeth. 357
— Rejette la grâce offerte par l'Empereur et part pour l'Angleterre..... 376-377
CHYTRŒUS, est appelé de Rostock pour introduire la Réforme en Autriche..... 84
CLÉSEL, cardinal-évêque de Vienne..... 135
— Sa chute..... 136
CORDOUE (Gonzalez de), général espagnol en Allemagne. 256
CROLL, chancelier de l'Electeur de Saxe. Il est exécuté ; pourquoi ?..... 58

D

DAMPIERRE (Henri de) obtient le commandement supérieur des troupes impériales..... 136
DÉMOCRATIQUE (Parti) en Allemagne dans l'année 1610.. 101
DESCARTES assiste à la bataille de Prague..... 191
DIÉTRICHSTEIN, cardinal, gouverneur de la Moravie.... 215
DIGBY, ambassadeur d'Angleterre en Allemagne..... 269-270
— Est nommé comte de Bristol..... 291
DOHNA (Annibal de) défait les bandes de Bethlen-Gabor. 201
DONAUWERT (Affaire de) 89-90

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

E

Pages

EBERLIN, Jean, de Gunzbourg. Ses écrits. Action qu'ils exercent 27-28

ELISABETH, femme du Palatin Frédéric V, conseille à son mari d'accepter la couronne de Bohême... 155

F

FADINGER, Stéphane, un des chefs des Paysans du pays au-dessus de l'Ens..... 218

FERDINAND Ier, frère de Charles-Quint. Il favorise Sickingen..... 31

— Devient Empereur..... 46

— En cette qualité il agit dans le sens d'une réforme modérée..... 81-82

FERDINAND II d'Autriche. Son éducation et sa jeunesse. 120-121-122

— Il réunit tout l'héritage de la Maison d'Autriche. 124

— Devient roi de Bohême..... 125

— Sa position critique lorsque après la mort de Mathias, il prend possession des Pays-Héréditaires. 142-143-144

— Il va à Munich et de là à Francfort..... 145-149

— Est élu Empereur..... 151

— Conclut avec la Bavière la convention de Munich. 161-162

— Se venge des rebelles de la Bohême, mais ne le fait qu'à contre-cœur..... 198-199

— Convoque dans l'hiver de 1622 une diète de princes à Ratisbonne..... 310

— Se déclare prêt à pardonner à Christian d'Halberstadt 342

— Fixe dans son testament de 1621 le droit de primogéniture et la loi d'indivisibilité pour l'Autriche..... 384-385-386-387

FRANKENTHAL, cette ville est livrée aux Espagnols 345

FONCTIONNAIRES (Gouvernement des) et régime bureaucratique établis en Allemagne depuis la Réforme. 50

Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Pages

FRANCE (La) soutient à ses débuts Ferdinand II..... 173
FRANÇAISE (La langue) en Allemagne..... 357-358
FRÉDÉRIC le Sage, Electeur de Saxe..... 17
FRÉDÉRIC III, Empereur d'Allemagne..... 4-11
FRÉDÉRIC III (Le Palatin) introduit le calvinisme en Allemagne..... 57
FRÉDÉRIC IV, Electeur Palatin..... 62
FRÉDÉRIC V, Electeur Palatin, est élu roi de Bohême.. 153
— Son caractère..... 153-154
— Son couronnement..... 156
— Commencement de ses embarras..... 157-158-159
— Sa fuite après la bataille de Prague..... 192-193
— Il est mis au ban de l'Empire..... 226
— Va à Breslau..... 227
— A Berlin, dans la Basse-Saxe..... 229
— Est trahi par le Danemark..... 232-233
— Plus mal traité encore en Hollande, on entreprend de le réduire en le prenant par la famine..... 236-237
— Il revient de la Hollande dans le Palatinat, s'arrête ensuite à Sedan..... 296
FRÉDÉRIC, duc d'Altenbourg, ennemi de l'Empereur... 327
— Il est fait prisonnier à la journée de Stadtlohn... 354
— Est gracié par l'Empereur..... 376
FRÉDÉRIC-ULRICH de Wolfenbuttel est convoqué en 1622 à la diète des princes de Ratisbonne..... 310
— Sa manière d'agir..... 331
— Il emprunte du roi de Danemark trois cent mille thalers..... 336
FRÉDÉRIC de Weimar, ennemi de l'Empereur. Sa mort à la journée de Fleurus..... 303
FRONDSBERG (Georges de) attaché au parti impérial..... 279

G

GATTINARA, ministre de Charles-Quint, lui conseille de favoriser la Guerre des Paysans..... 37
GEBHARD, Electeur de Cologne, veut faire passer son diocèse à la Réforme. Il en est empêché..... 65

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Pages

GEORGES et CASIMIR, margraves d'Anspach et de Baireuth. Ils favorisent la Réforme. Pourquoi ?... 39
GEORGES-FRÉDÉRIC de Bade, un des membres de l'*Union*
— A la dernière assemblée de l'*Union* à Heilbronn. 93
— Il cherche à former une nouvelle fédération..... 242
— Arme contre l'Empereur..... 266
— Est battu à Wimpfen..... 278-279
— Licencie ses troupes..... 287
GEORGES-GUILLAUME, Electeur de Brandebourg. Peu de cas qu'en fait l'Empereur..... 369
GEORGES, duc de Lunebourg..... 330
— Est choisi comme général du Cercle de la Basse-Saxe..... 337
— Par son habileté, il amène la ruine d'Halberstadt. 338-339-340-341-342-343-344
GRÉGOIRE XV, pape, soutient les prétentions de la Bavière à un chapeau d'Electeur..... 253
— Sa joie au sujet du transfert de l'Electorat Palatin à Maximilien de Bavière..... 318

H

HEIDELBERG, le foyer des mouvements calvinistes en Allemagne..... 57
— Tilly s'en empare. Sa bibliothèque est envoyée en présent au Pape..... 305-306
HENRI IV, roi de France. Ses plans..... 99-100
— Son assassinat..... 102
HERBERSTORF, gouverneur bavarois de Linz..... 217
HESSE. Litige au sujet de la question de succession..... 362-363-364-365
HOE DE HOHENEGG, confesseur de l'Electeur de Saxe. Rôle qu'il joue..... 199-204
HOHENLOHE (Le comte Georges-Frédéric de) est mis au ban de l'Empire..... 226
— Il est gracié..... 372-373

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Pages

HOLLANDAIS (Les) entraînent l'Electeur Palatin Frédéric V à accepter la couronne de Bohême..... 152-153
— Sont les boutefeu de la Guerre de Trente-Ans.... 237-251-265-287-303-355
HUMANISTES. Leurs commencements..... 9
HUTTEN (Ulrich de)..... 23-29
— Sa mort..... 36
HYACINTHE (Le P.), capucin négociateur à Vienne et à Madrid..... 253

I

INTÉRIM de Charles-Quint..... 42

J

JACQUES, roi d'Angleterre, beau-père du Palatin Frédéric V..... 153-154
— Il cherche à sauver son gendre Frédéric V par des voies amiables..... 289-291
JÉSUITES (L'ordre des). Sa naissance..... 66-73
— Son rôle dans la Guerre de Trente-Ans..... 75
— Les Jésuites sont bannis de la Bohême..... 133
— Ils y sont réintégrés après la bataille de Prague.. 195
JOACHIM II. Electeur de Brandebourg. Son libertinage.. 88
JOACHIM, Ernest, de Brandebourg-Anspach, chef militaire de l'*Union*..... 93-94
— A la réunion d'Ulm il se laisse corrompre..... 176
— Défend mal le Palatinat..... 225
— Son rôle à Heilbronn..... 242
— Il veut de nouveau reprendre les armes, mais en est empêché..... 274
JEAN-CASIMIR, comte Palatin, le chef du calvinisme en Allemagne..... 62-63
JEAN-ERNEST, de Weimar, ennemi de l'Empereur..... 249-250-326
— Refuse de se soumettre..... 375

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Pages

JEAN-FRÉDÉRIC, Electeur de Saxe. Il est fait prisonnier. 42
JEAN-FRÉDÉRIC, duc de Wurtemberg, un des membres de l'*Union*..... 93
— Il aide à la dissolution de l'*Union*..... 242
— Veut combattre de nouveau contre l'Empereur, mais en est empêché..... 274-277
JEAN-GEORGES, margrave de Jagerndorf, partisan de Frédéric V. Il est mis au ban de l'Empire..... 226
JEAN-GEORGES. Electeur de Saxe..... 104
— Il favorise l'élection de Ferdinand comme Empereur..... 150
— Prend parti pour l'Autriche contre la Bohême.... 153-169-172
— Conquiert la Lusace..... 185-186
— S'interpose inutilement en faveur de la Bohême opprimée..... 204-206
— Occupe pour l'Empereur la Silésie..... 228
JEAN-GEORGES rejette en 1623 les propositions des princes de Weimar..... 326-327
— Obtient comme nantissement la Lusace et accède alors à toutes les démarches de l'Empereur.... 367
— Jugement d'un de ses contemporains sur lui..... 371
JEAN-SIGISMOND, Electeur de Brandebourg. Il passe au calvinisme..... 107
JOST-FRITZ, un des chefs des Paysans dans la Guerre de 1525..... 35
JULIERS (Affaire de la succession de)..... 97-98-99-102-103
JURISTES romains (Les) détestés des Paysans..... 50
— Ils profitent de la Réforme..... 50

K

KHEVENHILLER, envoyé comme ambassadeur impérial à Madrid..... 167-168-169
KNIPHAUSEN, au service de Christian d'Halberstadt dans l'année 1623..... 340

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

L

Pages

LAMORMAIN, confesseur de Ferdinand II, son influence. 221-222
LAINEZ, Jacques, l'un des fondateurs de l'Ordre des Jésuites, deuxième général de l'Ordre..... 67-68
LANSQUENETS allemands. Leur origine et leur importance..... 34
LEFEBVRE, Pierre, l'un des fondateurs de l'Ordre des Jésuites..... 67
LE JAY, jésuite. Ses agissements en Allemagne..... 75
LÉON X, pape. Ses besoins d'argent contribuent à amener en Allemagne la Réforme..... 20
LÉOPOLD, archiduc d'Autriche, évêque de Strasbourg et de Passau..... 98
— Il défend l'Alsace contre Mansfeld..... 289
— Intrigue contre l'Empereur Ferdinand, son frère, et le contraint à s'occuper d'un partage de l'Autriche..... 385-387
LERME (De) ministre espagnol..... 167
LEUKER, agent de la Bavière à Madrid..... 167
LICHTENSTEIN (Charles, prince de) est nommé après la bataille de Prague gouverneur de la Bohême... 194
— Obtient la cession de Jagerndorf..... 369
LIGUE (La). Commencements de cette fédération..... 95
— A son début elle est faible..... 108
— Contribue avec une grande unanimité aux charges afférentes à chacun de ses membres..... 163-164
— Après la bataille de Prague ses membres veulent tenir la guerre pour finie, mais ils en sont empêchés par le duc Maximilien..... 216-217-218
— Frais qu'entrainait l'entretien de son armée..... 379
LIGUE (Assemblée de la) au printemps de 1623 à Ratisbonne..... 322
— Au printemps de 1624 à Augsbourg où il est décidé qu'on attaquera les protestants..... 383
LINDELOH, lieutenant-colonel dans l'armée de la *Ligue*. Il est proposé pour le grade de général major.. 356

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Pages

LOYOLA (Ignace de), fondateur de l'Ordre des Jésuites... 66
LUDOVISI, neveu du pape Grégoire XV..... 253
LOUIS de Hesse-Marbourg. Son caractère..... 362
LOUIS, landgrave de Hesse Darmstadt. Son attachement à l'Empereur..... 170-171-240
— Il aide à la dissolution de l'*Union*..... 241
— Est vivement menacé par Christian d'Halberstadt.. 263
— Est surpris et fait prisonnier par Mansfeld..... 282-283
— Il recouvre sa liberté..... 288
— Sa politique..... 334
— Sa contestation avec la Hesse-Cassel au sujet de l'héritage de Marbourg..... 362-363-364-365
LUTHER, Martin, est appelé à Wittemberg..... 19
— Il affiche ses quatre-vingt-quinze thèses..... 20
— Sa comparution à Worms..... 22
— Il promet aux princes les biens d'Eglise..... 24
— Ses violences contre les Paysans..... 38
— Il donne à l'archevêque de Mayence le conseil de séculariser son archevêché..... 40
LUTHÉRIENS, Princes. Leur incapacité politique..... 351
LUTHÉRANISME. Eglise de princes..... 49

M

MORAVIE (La) est ramenée au catholicisme..... 215
MAGNUS, duc de Wurtemberg, entre au service de Bade. 275
— Il périt à la journée de Wimpfen..... 279
MAJESTÉ (Lettre de) en Bohême..... 113
MANSFELD (Ernest, comte de). Sa jeunesse..... 138
— Marche sur la Bohême..... 139
— Est battu près de Teyn..... 145
— Après la bataille de Prague il conserve plusieurs places en Bohême..... 195
— Sa manière d'agir après la bataille de Prague.... 196
— Il attire à lui l'armée de l'*Union* dissoute..... 250-251
— S'échappe et gagne le Rhin..... 257
— Trompe les Anglais..... 258

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Pages

MANSFELD (Ernest, comte de) pille l'Alsace..... 258
— Attaque Darmstadt..... 282
— Abandonne l'Alsace..... 296
— Livre la bataille de Fleurus..... 302
— Reparaît de nouveau dans l'année 1623 en Allemagne..... 324
— Et dans l'Ost Frise..... 359
— Il licencie son armée..... 360
MARTINIZ, un des sept gouverneurs de la Bohême..... 125
— Il est précipité d'une fenêtre..... 131
MATHIAS, frère de l'Empereur Rodolphe II..... 110
— Ses intrigues..... 111-112-113-114-115
— Il est élu Empereur. Son caractère..... 119
— Sa mort..... 141
MAXIMILIEN I, Empereur d'Allemagne. Il travaille contre les plans de l'archevêque Berthold pour réaliser l'unité de l'Empire..... 11-16
— Sa mort..... 21
MAXIMILIEN II. Sa fausse politique comme Empereur... 83-84
MAXIMILIEN de Bavière. Son caractère. Chef de parti des catholiques en Allemagne. Il occupe Donauwerth. 89-90
— Après la mort de Rodolphe II, il repousse la couronne impériale..... 118
MAXIMILIEN. La décline une seconde fois après la mort de Mathias..... 146-147
— Est inflexible aux prières de Ferdinand II pour obtenir du secours..... 149
— Conclut avec Ferdinand II la convention de Munich..... 160-163
— Force l'*Union* à contracter la convention d'Ulm.. 174
— Envahit l'Autriche..... 181-185
— Prend possession du pays au-dessus de l'Ens comme nantissement..... 184
— Gagne la bataille de Prague..... 191
— Impose en 1620 la continuation de la guerre..... 246
— Presse l'Empereur de lui assurer la dignité électorale..... 253

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Pages

MAXIMILIEN convoque ses milices et réduit Mansfeld à une position difficile d'où cependant il le laisse échapper. Prend possession du Haut-Palatinat. 254-255-256
— Est investi à Ratisbonne de l'Electorat Palatin... 315
— Conditions de cette investiture..... 316-317
— Elle est célébrée à Rome avec une solennité extraordinaire..... 318
— Sa politique de traîner la guerre en longueur.... 356
MÉLANCHTON, Philippe, est appelé à Wittemberg..... 19
— Ses plaintes contre la marche suivie par la Réforme..... 49
MAURICE d'Orange..... 225
— Ses procédés vis-à-vis de l'Electeur Palatin Frédéric V..... 237
MAURICE, duc de Saxe..... 43-44
MAURICE, landgrave de Hesse-Cassel. Sa politique..... 263
— En 1623 il est attaqué par Tilly..... 345-349
— Sa conspiration avec la Basse-Saxe..... 350
— Son incapacité politique..... 351
— Querelle de succession qu'il a avec Darmstadt... 362-366
MUNICH (Convention de) entre Maximilien et Ferdinand II..... 160-163
MUNZER, Thomas, adversaire de Luther..... 24

O

OBENTRAUT, général du Palatin..... 244
OGNATE, ambassadeur d'Espagne à Vienne..... 312
— S'oppose au transfert de l'Electorat Palatin à la Bavière..... 319

P

PAPAUTÉ (La) cherche à arrêter les agrandissements de l'Autriche..... 387
PAPPENHEIN, colonel dans l'armée de la *Ligue* en 1620. 176
— Grièvement blessé à la bataille de Prague..... 191-192

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Pages

PAPPENHEIN. Triomphe des Paysans au-dessus de l'Ens 219
PASSAU (Convention de)..... 44
PAUL III, pape. Ses rapports avec les Jésuites..... 73
PAUL IV, pape..... 81
PALATINE (Maison de). Sa manière d'agir..... 92-93-240
PAYSANS (Guerre des) en Allemagne..... 32
— Son histoire. Son importance..... 32
— Drapeau des Paysans..... 33
PHILIPPE, landgrave de Hesse. Combat contre Sickingen 30
— Favorise la Réforme. Pourquoi?..... 39
— Est fait prisonnier..... 42
— Par son testament partage son pays entre deux lignes..... 91
PHILIPPE III, roi d'Espagne..... 166
PIE IV, pape..... 82
POLLICH, Martin, premier recteur de l'Université de Wittemberg..... 18
PROLES, André, provincial des Augustins en Saxe.... 18

R

RÉFORME allemande. Ses origines..... 6-10
RÉFORME intérieure de l'Eglise catholique..... 65-66
RÉSERVE ecclésiastique..... 46
RODRIGUEZ, un des fondateurs de l'Ordre des Jésuites... 67
ROMANISTES..... 8
RODOLPHE II, empereur d'Allemagne..... 85-86-87
— Est réduit par l'impitoyable Mathias, son frère, à un état fort critique..... 115-116-117
— Sa mort..... 118

S

SABINUS, capucin..... 198
SCHWEIKARD, Jean, archevêque de Mayence, homme sage, amène l'Electeur de Saxe à l'accord de Schlei-singen..... 168

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Page s

SCULTETUS, Abraham, prédicateur de la Cour Palatine. 155
SEGEBERG (Assemblée de)..... 231-232
SICKINGEN (Frantz de). Ses plans..... 28-29-30
SILÉSIE (La) est ramenée de force au catholicisme. Cependant quelques districts demeurent luthériens... 223-224
SLAVATA, un des sept gouverneurs de la Bohême..... 130
— Il est précipité d'une fenêtre..... 131
SMALKALDE (Ligue de)..... 41
SOUABE, pays des lansquenets et de la révolte des Paysans..... 31
SPINOLA, général espagnol..... 108-166
— Il envahit le Palatinat..... 225
— Progrès qu'il y fait..... 226
— Retourne en Flandre..... 256
STAUPITZ, Jean, premier doyen de l'université de Wittemberg..... 18
STYRUM (Herman de) conduit à Mansfeld le reste des troupes d'Halberstadt..... 359

T

THONRADEL (André de) cherche à subjuguer Ferdinand II par la violence..... 111
THURN (Mathias, comte de) arrache par la violence la *Lettre de Majesté*..... 113
— Perd sa place de burgrave de Carlstein..... 125
— Prépare l'explosion de la Guerre de Trente ans... 129-130
THURN (Mathias, comte de) obtient le commandement supérieur sur l'armée bohémienne..... 132
— S'enfuit après la bataille de Prague..... 193
— Va à Constantinople comme ambassadeur de Bethlen..... 377
TILLY gagne la bataille de Prague..... 191-192
— Demeure dans la ville..... 194
— Il n'attaque pas Mansfeld, pourquoi ?..... 197
— Il avertit inutilement les rebelles de la Bohême menacés..... 197

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Pages

TILLY. Sa campagne contre Mansfeld dans le Haut-Palatinat. Sur le Rhin..... 252-258
— Son insuccès à Wiesloch..... 273
— Sa victoire à Wimpfen..... 278-279
— Sa grandeur comme général..... 298
— Il bat les troupes de Mansfeld à Lorsch..... 284
— Anéantit à Hochst l'armée d'Halberstadt..... 285
— Contraint l'Electeur Palatin Frédéric V, à abandonner l'armée de Mansfeld devant Saverne... 296
— Est élevé au rang de comte de l'Empire..... 298
— S'empare d'Heidelberg et de Manheim..... 305-307
— Envahit en 1623 la Hesse..... 351
— A d'excellents espions 347
— Détache les nobles de la Hesse-Cassel de leur landgrave..... 349-350
— Poursuit Christian d'Halberstadt et le bat à Stadtlohn, mais n'ose pas s'affranchir des difficultés qui l'empêchent d'utiliser sa victoire.... 353-354
— Son désintéressement personnel..... 356
— Envahit l'Ost-Frise pour poursuivre Mansfeld... 359
— Passe l'hiver de 1623 à 1624 dans la Hesse et tient soumise l'Allemagne protestante..... 379-382
TOSSANUS, Daniel, prédicateur de la cour d'Heidelberg et ardent calviniste..... 63
TRENTE (Concile de)..... 43
TURCS. Tribut qu'ils tirent de l'Autriche..... 84-85

U

UNION protestante. Son origine..... 93
— Sa manière d'agir dans la question de Bohême... 156-157-158-159
— Menacée par la *Ligue* elle conclut la convention d'Ulm..... 174
— Sa dissolution..... 241-242
UZÉDA (Le duc d') ministre espagnol..... 167

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

V

	Pages
VERDUGO, gouverneur du Bas-Palatinat pour l'Espagne.	345
VÈRE (Horace de), général anglais en Allemagne.... ..	244
— Il rend la ville de Manheim.....	396

W

WALDSTEIN (Adam de), préfet du palais du royaume de Bohême.....	141
WEIMAR (Princes de). Leur politique.....	249-250-325-326
WEIMAR (Guillaume de). ennemi de l'Empereur	249-250-267-272-274
— Conçoit en 1623 un grand plan contre l'Empereur.	325
— Se joint à Christian d'Halberstadt.....	327
— Est fait prisonnier à Stadtlohn.....	354
— Est gracié par l'Empereur.....	374-376
WILLINGER, un des chefs des paysans au-dessus de l'Ens.....	218
WITTEMBERG (Fondation de l'Université de).....	17
WITTELSBACH (Maison de) divisée en deux lignes.....	91
WOLFGANG, Guillaume, comte Palatin de Neubourg.	98
— Ses prétentions sur l'héritage de Juliers.....	98
— Se fait catholique.....	105-106
WURTEMBERG (ducs de). Voir Jean Frédéric et Magnus.	

X

XAVIER (François), un des fondateurs de l'Ordre des Jésuites.....	67-74

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

TABLE DES CHAPITRES

CHAPITRE PREMIER.

Pages

Tentatives faites sous Maximilien Ier pour rétablir l'unité de l'Empire d'Allemagne. — L'archevêque Berthold de Mayence. — Débuts de Luther. — Révolte de la Noblesse sous Franz de Sickingen. — Guerre des Paysans. — L'Electeur Maurice de Saxe. — Paix de religion d'Augsbourg en l'année 1555. — Le Calvinisme en Allemagne. — Fondation de la Compagnie de Jésus 3

CHAPITRE DEUXIÈME.

Les empereurs Ferdinand Ier, Maximilien II, Rodolphe II, Mathias. — L'Union. — La Ligue. — Plan du roi de France Henri IV pour changer le système des Etats de l'Europe. Son immixtion dans les affaires de l'Allemagne. — L'empereur Ferdinand II..... 81

CHAPITRE TROISIÈME.

La guerre de Trente Ans éclate. — Règne éphémère de Frédéric V, électeur palatin. — Ferdinand, avec le secours de la *Ligue*, recouvre la Bohême..... 128

Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE QUATRIÈME.

Pages

Répression pénale dans les provinces autrichiennes soumises par la force. — Frédéric V et ses adhérents sont mis au ban de l'Empire. — L'*Union* est dissoute. 1621 195

CHAPITRE CINQUIÈME.

Le théâtre de la guerre est transporté de la Bohême dans le Palatinat du Rhin. — Nouvelle alliance contre l'Empereur. — La maison ducale de Weimar. — Le margrave Georges-Frédéric de Bade-Durlach, et Christian de Brunswick. — Campagne de 1622. — Batailles de Wimpfen, de Höchst et de Fleurus. — L'armée du Palatinat est dissoute. — Le titre électoral est transféré du Palatinat à la Bavière..... 244

CHAPITRE SIXIÈME.

La guerre se porte du côté du Nord de l'Allemagne. — Faits d'armes des années 1623 et 1624. — Bataille de Stadtlohn. — Tilly triomphe de tous les adversaires de l'Empereur. — Les Guelfes. — Maurice de Hesse. 324

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

ERRATA

Pages

40 Lire « l'Empereur et l'Empire *n'eussent* » au lieu de: eussent.
42 — « lorsqu'il *promettait* » au lieu de: promettrait.
56 — « Le Calvinisme *commença* » au lieu de: fit.
97 — « la descendance masculine » supprimer le mot: branche.
106 — « *Ecangistes* » au lieu de: évangéliste.
122 — « dans la *Styrie.* » au lieu de: dans la Syrie.
175 — « sera *remis* » au lieu de: remise.
181 — « au dessus de l'*Enns* » au lieu de: au dessus de l'Ems.
185 — « *cours* moyen » au lieu de: cour.
185 — « *cours* du Rhin » au lieu de: cour.
185 — « *établie* » au lieu de: établit.
186 — « *le* margrave » au lieu de: Le.
187 — « *d'une* incroyable indiscipline » au lieu de: de l'incroyable indiscipline.
187 — « *soit* pour les ennemis » au lieu de: soient.
188 — « *troupes* » au lieu de: troupe.
189 — « assez *abordable* » au lieu de: assez inabordable.
193 — « *par* quelques autres » au lieu de: de quelques.
206 — « ejus religio » au lieu de: religi.
215 — « les nobles *furent* sommés » au lieu de: fut sommée.
217 — « la lecture... du *sermonaire* luthérien » au lieu: des gloses luthériennes.
220 — « *notâment* » au lieu de: notamment.
251 — « que à l'avant-dernière réunion » au lieu de: que l'avant-dernière.
256 — « *pécuniaire* » au lieu de: pécuniere.
309 19e ligne « lui confia *qu'il était disposé à rétrocéder à la couronne d'Espagne* ses prétentions.

Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA

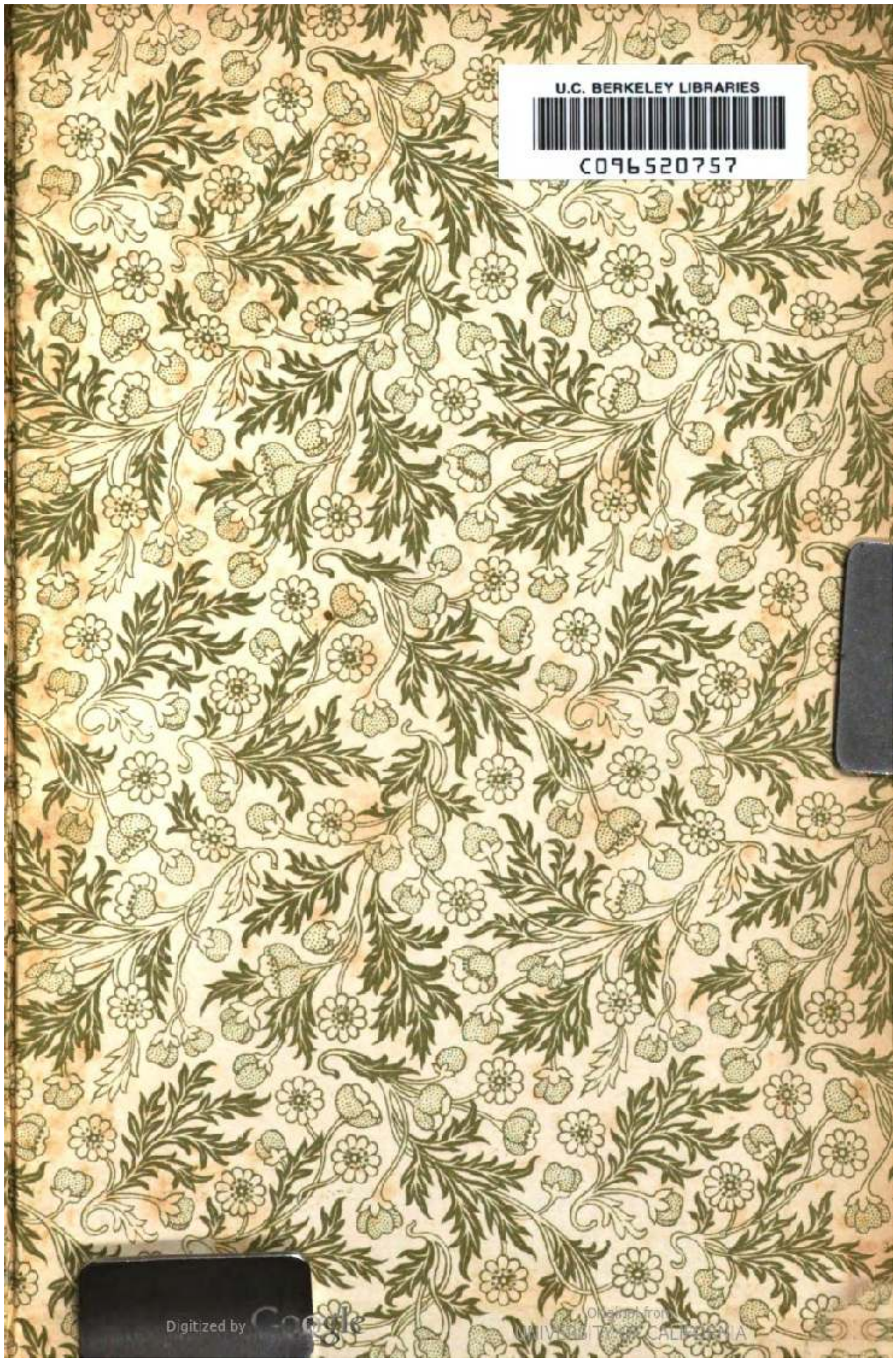
Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

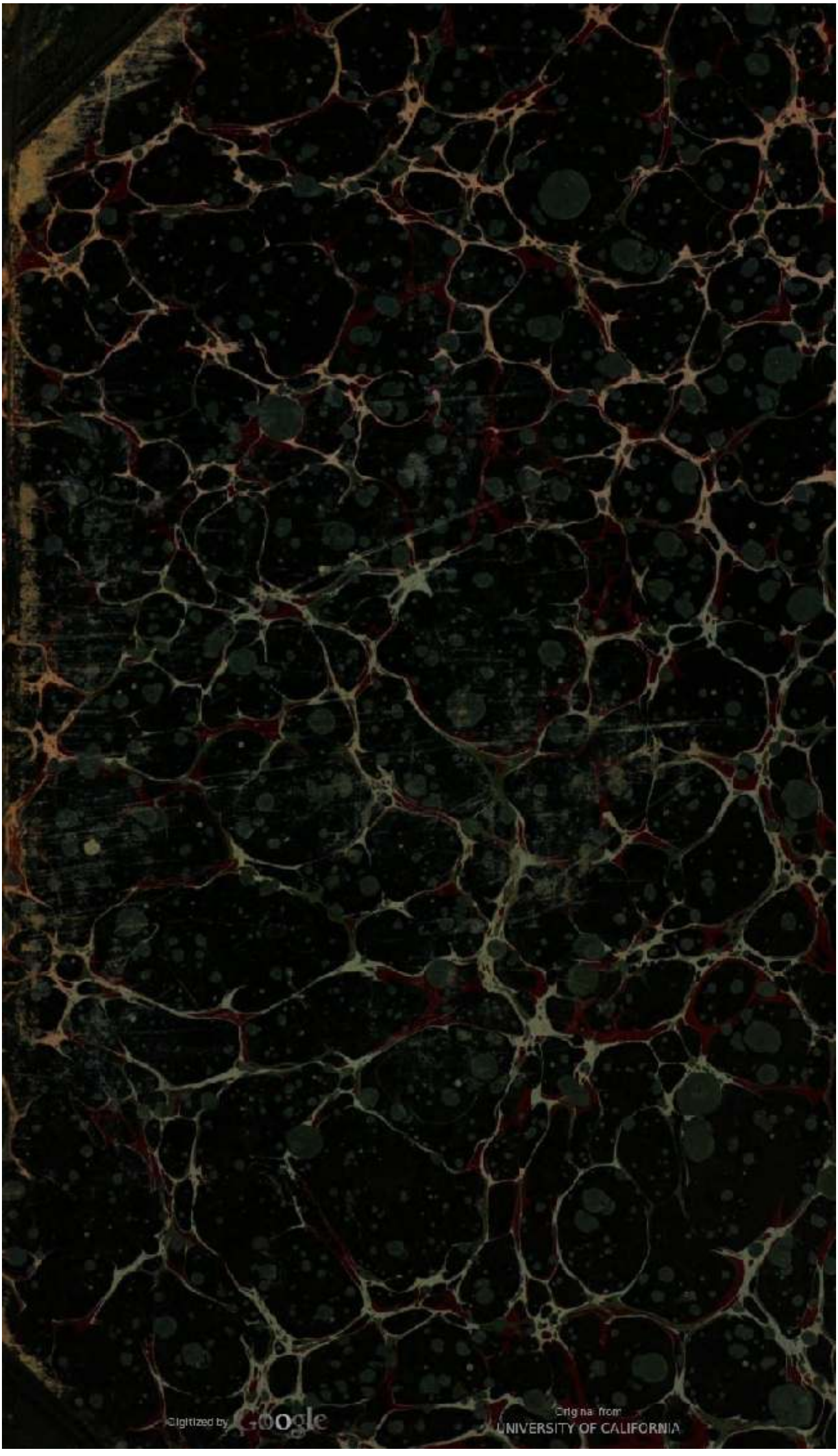
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

U.C. BERKELEY LIBRARIES
C096520757



Digitized by Google
Original from UNIVERSITY OF CALIFORNIA


Digitized by Google
Original from
UNIVERSITY OF CALIFORNIA